INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Panorama des régions du Québec

Édition 2012

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec, (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2e trimestre 2012
ISBN 978-2-550-65070-6 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-65071-3 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juin 2012

Avant-propos

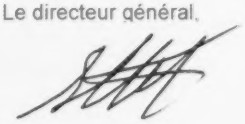
Le *Panorama des régions du Québec, édition 2012* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives du Québec. Un dossier thématique, dont la matière varie avec les années suivant les sujets d'intérêt général, amorce cette publication. Pour la présente édition, M. Frédéric Laurin, membre de l'Institut de Recherche sur les PME (INRPME) à l'Université du Québec à Trois-Rivières, élabore une nouvelle géographie économique pour les régions québécoises, basée sur leur potentiel de marché, et étudie son influence sur le développement économique local, tout en essayant de comprendre plusieurs phénomènes économiques importants.

Par la suite, dix thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, marché du travail, comptes économiques, conditions de vie et bien-être, investissements et permis de bâtir, mines, industrie bioalimentaire, utilisation des technologies de l'information, santé, culture et communications. À cela s'ajoute le thème de l'éducation, nouvellement traité.

De plus, le Panorama compte une section spéciale consacrée aux statistiques par municipalités régionales de comté (MRC) et territoires équivalents (TE), dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu personnel et le taux de travailleurs. Enfin, un portrait statistique de chaque région administrative est disponible en un coup d'œil à la fin de ce document. Il est à noter que l'Institut publiera le *Bulletin statistique régional* pour chacune des régions administratives et également pour les MRC et les TE, permettant d'obtenir des analyses encore plus détaillées. La prochaine parution de ces bulletins est prévue pour juillet 2012.

Avec cette quatrième édition du *Panorama des régions du Québec*, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Pierre Cambon et Stéphane Ladouceur

Service des statistiques sectorielles et du développement durable : Yrène Gagné, chef de service

Rédaction : Marianne Bernier, Danielle Bilodeau, Hélène Camirand, Stéphane Crespo, Hugo Johnston-Laberge, Éric Massicotte, Martin Tétu, Raymond Beullac, Pierre Cambon, Luc Cloutier-Villeneuve, Jean-François Fortin, Stéphane Ladouceur, Martine St-Amour

Collaboration spéciale : Frédéric Laurin, Université du Québec à Trois-Rivières

Avec l'assistance technique de : Marie-Ève Cantin, Fanny Desrochers, Hugo Leblanc, Danny Sanfaçon, Claudette D'Anjou, Danielle Laplante, Amélie Martins

Révision linguistique : Esther Frève, Micheline Lampron

Pour tout renseignement sur le contenu de cette publication :

Pierre Cambon
Service des statistiques sectorielles
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec, (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411, poste 3065
Courriel : pierre.cambon@stat.gouv.qc.ca

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2012* contient les statistiques les plus récentes au moment de sa composition. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca

Note : L'usage du masculin a pour seul but d'alléger le texte.

Crédits de la page frontispice :
© iStockphoto.com/Ron Tech 2000/Devin Allphin, photographes

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou Pourcentage
dm^3	Décimètre cube
pi^3	Pied cube
Var.	Variation
km^2	Kilomètre carré
hab.	Habitant
MRC	Municipalité régionale de comté
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TAAM	Taux d'accroissement annuel moyen
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
–	Néant ou zéro
—	Donnée infime
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
e	Donnée estimée
F	Donnée peu fiable
x	Donnée confidentielle
g	Gramme
kg	Kilogramme
t	Tonne métrique
hl	Hectolitre
n	Nombre
$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards

Régions administratives du Québec

01	Bas-Saint-Laurent
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	Capitale-Nationale
04	Mauricie
05	Estrie
06	Montréal
07	Outaouais
08	Abitibi-Témiscamingue
09	Côte-Nord
10	Nord-du-Québec
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	Chaudière-Appalaches
13	Laval
14	Lanaudière
15	Laurentides
16	Montérégie
17	Centre-du-Québec

Table des matières

1. Géographie économique, éloignement et développement régional au Québec 13
   1.1 Introduction 13
   1.2 Localisation, agglomération et commerce international 15
   1.3 Méthodologie 16
   1.4 La géographie économique du Québec 17
   1.5 Développement économique régional 19
   1.6 Conclusion 28

2. Démographie 33

3. Marché du travail 49
   3.1 Indicateurs du marché du travail 49
   3.2 Conditions psychologiques et physiques de travail 60

4. Comptes économiques 67
   4.1 Produit intérieur brut 67
   4.2 Revenu personnel disponible 72

5. Conditions de vie et bien-être 77

6. Investissements et permis de bâtir 85
   6.1 Investissements 85
   6.2 Permis de bâtir 90

7. Mines 95

8. Industrie bioalimentaire 107

9. Utilisation d'Internet 111

10. Santé 117

11. Éducation 123

12. Culture et communications 129

13. Statistiques par MRC et TE 135
   13.1 Démographie 135
   13.2 Revenu personnel disponible 142
   13.3 Taux de travailleurs 149

Concepts et définitions 157

Coup d'oeil sur les régions 161

Liste des tableaux

1. Géographie économique, éloignement et développement régional au Québec

1.5 Développement économique régional

1.5.1 Coefficient de corrélation entre l'indice de potentiel de marché $ACCES_{Amérique}$ et certaines variables économiques 19

1.5.2 Spécialisations spécifiques dans des MRC à potentiel de marché intermédiaire ou élevé 24

1.6 Conclusion

1.6.1 Liste des grandes régions hors Québec (calcul de l'indice $ACCES_{Amérique}$) 30

1.6.2 Liste des secteurs d'activité 31

2. Démographie

2.1 Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2011 44

2.2 Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2011 45

2.3 Solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 2000-2001 à 2010-2011 46

2.4 Population immigrante admise au Québec à différentes périodes quinquennales (1999-2003 à 2005-2009) et présente en janvier de différentes années (2005 à 2011) selon la région administrative de résidence 46

2.5 Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2011 47

3. Marché du travail

3.1 Indicateurs du marché du travail

3.1.1 Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 54

3.1.2 Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 55

3.1.3 Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 56

3.1.4 Emploi selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 57

3.1.5 Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 58

3.1.6 Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 59

3.2 Conditions psychologiques et physiques de travail

3.2.1 Proportion de femmes et d'hommes présentant certaines conditions psychologiques et physiques de travail, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2008 65

3.2.2 Répartition de l'emploi selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 66

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

4.1.1 Croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2010 70

4.1.2 PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2010 71

4.1.3 PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2010 71

4.2 Revenu personnel disponible

4.2.1 Composantes du revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010 75

4.2.2 Revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 76

4.2.3 Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 76

5. Conditions de vie et bien-être

5.1 Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 80

5.2 Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 81

5.3 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 82

5.4 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 83

6. Investissements et permis de bâtir

6.1 Investissements

6.1.1 Comparaison entre les intentions et les données réelles provisoires, régions administratives et ensemble de Québec, 2011 88

6.1.2 Dépenses en immobilisation par groupe d'industries et par secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2012 89

6.2 Permis de bâtir

6.2.1 Valeur des permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011 92

6.2.2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 93

7. Mines

7.1 Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012 100

7.2 Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011 103

8. Industrie bioalimentaire

8.1 Statistiques relatives à la production apicole, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 109

9. Utilisation d'Internet

9.1 Proportion de ménages ayant accès à Internet à partir du domicile, selon le revenu du ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 114

9.2 Proportion de ménages ayant accès à Internet à partir du domicile, selon le plus haut niveau de scolarité atteint du ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 115

9.3 Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles, à partir de n'importe quel endroit, par les individus, selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 115

9.4 Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles par les individus, au domicile, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 116

10. Santé

10.1 Médecins et nombre pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2009 119

10.2 Chirurgiens-dentistes et nombre pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2009 120

10.3 Personnel infirmier, en équivalent temps complet, et taux pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010 120

10.4 Nombre de lits dressés et d'usagers, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010 121

10.5 Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010 121

10.6 Nombre de lits dressés et d'usagers, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010 122

10.7 Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010 122

11. Éducation

11.1 Nombre de diplômes décernés au collégial par type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2009 126

11.2 Nombre de diplômes décernés au collégial par sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2009 127

11.3 Diplômés au baccalauréat par sexe selon la région de résidence au secondaire, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2010 127

11.4 Diplômés au baccalauréat par domaine d'études selon la région de résidence au secondaire, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2010 128

12. Culture et communications

12.1 Assistance des établissements cinématographiques, prix moyen et nombre d'écrans par 100 000 habitants, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 130

12.2 Assistance selon le pays d'origine des films et la région administrative de projection, ensemble du Québec, 2011 131

12.3 Palmarès des films les plus populaires, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 132

12.4 Assistance dans les cinémas selon la langue des films et la région administrative de projection, ensemble du Québec, 2011 134

13. Statistiques par MRC et TE

13.1 Démographie

13.1.1 Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, TE, régions aministratives et ensemble du Québec, 2006-2011 139

13.2 Revenu personnel disponible

13.2.1 Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 146

13.3 Taux de travailleurs

13.3.1 Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travail-leurs chez les femmes, 2010 152

13.3.2 Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travail-leurs chez les hommes, 2010 152

13.3.3 Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 153

Liste des figures

1. Géographie économique, éloignement et développement régional au Québec

1.5 Développement économique régional

1.5.1 Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et la croissance réelle du revenu personnel par habitant entre 2002 et 2010 20

1.5.2 Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et la croissance de la population entre 2000 et 2010 21

1.5.3 Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et la moyenne de l'indice SPEC (tous secteurs) 22

1.5.4 Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et la moyenne de l'indice SPEC (secteurs exportables et services à valeur ajoutée) 23

1.5.5 Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et l'indice Herfindahl (tous secteurs) 25

1.5.6 Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et l'indice Herfindahl (secteurs exportables et services à valeur ajoutée) 26

1.5.7 Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et le taux d'immatriculation par 1 000 habitants de 20 à 64 ans entre 2001 et 2010 27

2. Démographie

2.1 Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2001, 2001-2006 et 2006-2011 33

2.2 Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2001, 2006 et 2011 36

2.3 Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 2000-2001, 2005-2006 et 2010-2011 37

2.4 Part des immigrants récents, régions administratives du Québec, immigrants admis en 1999-2003 et présents en janvier 2005 et immigrants admis en 2005-2009 et présents en janvier 2011 39

2.5 Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2011 41

2.6 Population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 42

3. Marché du travail

3.1 Indicateurs du marché du travail

3.1.1 Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011 49

3.1.2 Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 50

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

4.1.1 Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010 67

4.2 Revenu personnel disponible

4.2.1 Taux de croissance du revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010 72

4.2.2 Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 73

4.2.3 Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 74

6. Investissements et permis de bâtir
6.1 Investissements
6.1.1 Variation annuelle des investissements selon le groupe d'industries, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012 86
6.1.2 Variation annuelle des investissements selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012 87
6.2 Permis de bâtir
6.2.1 Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, régions administratives du Québec, 2011 91

7. Mines
7.1 Répartition des livraisons minérales, régions administratives du Québec, 2011 98
7.2 Répartition de l'investissement minier, régions administratives du Québec, 2011 98

9. Utilisation d'Internet
9.1 Proportion de ménages ayant accès à Internet à partir du domicile, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 111
9.2 Proportion de ménages branchés utilisant une connexion haute vitesse, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 112
9.3 Taux d'utilisation d'Internet à partir de n'importe quel endroit, par les individus, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 113

10. Santé
10.1 Proportion des médecins selon la catégorie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009 117
10.2 Composition du personnel infirmier, en équivalent temps complet, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009-2010 118

11. Éducation
11.1 Proportion de diplômes décernés au collégial par type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 124
11.2 Proportion de diplômes décernés au baccalauréat par domaine d'études selon la région de résidence au secondaire, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 125

13. Statistiques par MRC et TE
13.2 Revenu personnel disponible
13.2.1 Les 10 MRC et TE connaissant la plus forte croissance du revenu personnel disponible par habitant, 2009-2010 142
13.2.2 Écarts entre les MRC et TE affichant le revenu personnel disponible par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2010 145
13.3 Taux de travailleurs
13.3.1 Les dix MRC et TE affichant la plus forte hausse du taux de travailleurs, 2009-2010 149
13.3.2 Écarts entre les MRC et TE ayant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25-64 ans pour chacune des régions administratives, 2010 151

Liste des cartes

1. Géographie économique, éloignement et développement régional au Québec
1.1 Introduction
1.1.1 La définition territoriale selon des cercles concentriques de 200 km et de 300 km à partir de Gatineau, Montréal et Québec 14
1.4 La géographie économique du Québec
1.4.1 Indice $ACCES_{Québec}$ de potentiel de marché, par rapport au marché québécois 17
1.4.2 Indice $ACCES_{Amérique}$ de potentiel de marché, par rapport au marché nord-américain 18

7. Mines
7.1 Mines en production / en aménagement, Québec, 2012 99

13. Statistiques par MRC et TE
13.1 Démographie
13.1.1 Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC et TE du Québec, 2006-2011 138
13.2 Revenu personnel disponible
13.2.1 Revenu personnel disponible par habitant, MRC et TE du Québec, 2010 143
13.3 Taux de travailleurs
13.3.1 Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC et TE du Québec, 2010 150

1. Géographie économique, éloignement et développement régional au Québec

par Fédéric Laurin, Université du Québec à Trois-Rivières[1]

1.1 Introduction

Au début des années 90, les économistes ont redécouvert l'importance de la géographie pour comprendre plusieurs phénomènes économiques importants, notamment le volume du commerce international, les choix de localisation des entreprises ainsi que les processus d'agglomération des industries. En particulier, on reconnaît aujourd'hui le rôle primordial de la situation géographique d'une région comme déterminant du développement économique local. Il en découle des conclusions importantes pour la question de la convergence économique entre les régions du Québec.

Alors que les modèles néoclassiques de croissance (Solow, 1956), en vertu des rendements décroissants du capital, prédisent la convergence des niveaux de développement entre les régions, la « géographie économique » (Krugman, 1991; Fujita et al., 1999) introduit des modèles dans lesquels il est possible d'obtenir une divergence économique. La combinaison d'économies d'échelle, de la taille du marché accessible et des coûts de transport affecte la localisation des industries et constitue une force d'agglomération puissante pouvant expliquer la concentration industrielle et la localisation des firmes. En conséquence, la croissance inégale des régions résulte d'un processus cumulatif qui renforce les régions initialement plus développées. Il faut donc savoir définir les conditions industrielles et géographiques initiales à la base de ce processus cumulatif pour comprendre les écarts régionaux.

De même, les nouveaux modèles du commerce international (Helpman et Krugman, 1985; Krugman, 1991) montrent que le volume du commerce international est en grande partie expliqué par la distance physique entre partenaires commerciaux. Ainsi, les régions éloignées des grands marchés tendront à exporter moins en proportion de leur taille économique, ce qui limite leur capacité à croître par les exportations.

D'ailleurs, le Groupe de travail sur les aides fiscales aux régions ressources et à la nouvelle économie (GTAF), mandaté par le gouvernement du Québec en 2007, reconnaissait « un lien étroit existant entre régions éloignées et régions en difficulté ». Il recommandait « de définir l'aide aux régions moins développées en fonction de l'éloignement », proposant un découpage territorial en fonction de zones concentriques (voir carte 1.1.1), définies dans des rayons de 200 km ou 300 km à partir du centre de trois régions métropolitaines du Québec (Montréal, Québec et Gatineau). Tout en soulignant opportunément l'importance de l'éloignement pour le développement économique, cette méthodologie a le mérite de la clarté et de la simplicité d'application. Elle se révèle peut-être un peu trop arbitraire, cependant, pour préciser les régions devant bénéficier d'une aide financière.

L'objectif de cet article est donc de présenter une méthodologie alternative et originale de remplacement pour déterminer les régions confrontées au handicap de l'éloignement. Nous proposons un indice de potentiel de marché des municipalités régionales de comté (MRC) au Québec, qui mesure, pour une MRC donnée, l'importance de son marché géographiquement accessible, soit la somme de la taille économique (mesurée par le revenu disponible total) de chaque marché régional à travers le Québec (nous calculons l'indice aussi pour l'ensemble du marché nord-américain), pondérée par la distance kilométrique qui la sépare de chacun de ces marchés. Nous obtenons dès lors une mesure de l'accessibilité effective de chaque MRC québécoise par rapport à l'ensemble du marché québécois (ou nord-américain), définie selon des critères économiques objectifs.

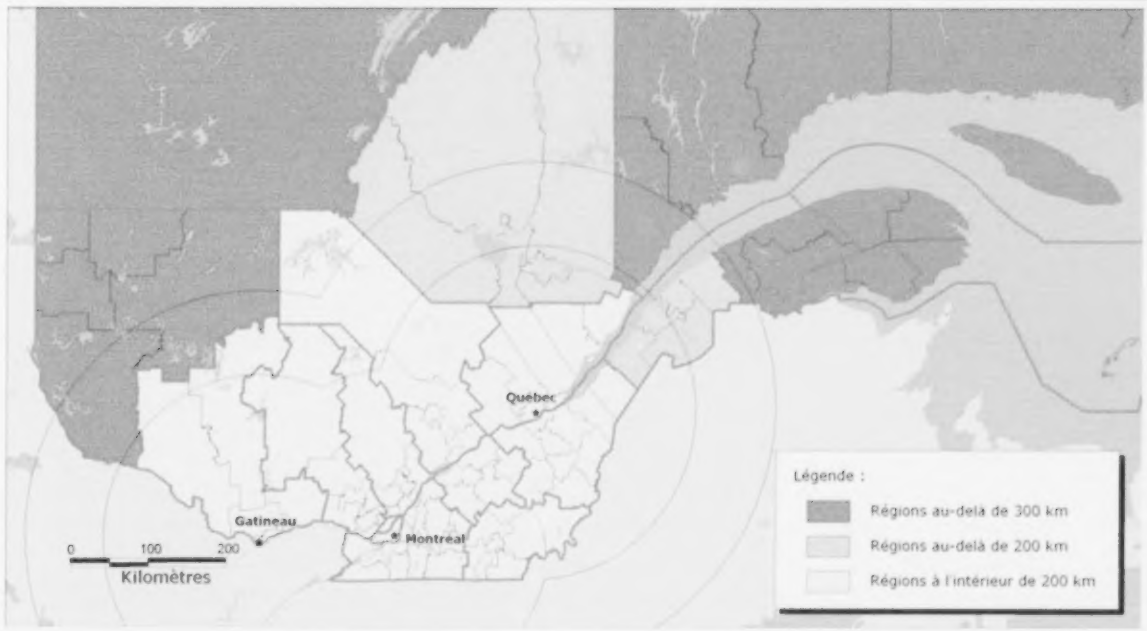
Notre méthodologie comporte certains avantages : 1) l'indice de potentiel de marché est défini par MRC, un niveau territorial beaucoup plus fin que la région administrative; 2) la distance est mesurée par la distance routière effective en kilomètres, et non pas la distance géodésique comme il est d'usage dans la littérature empirique. En effet, l'ACCES aux marchés peut être plus difficile pour une région ne disposant pas d'infrastructures routières rapides et directes; 3) nous tenons compte non seulement de l'éloignement, mais aussi de la taille du marché accessible.

---

1. M. Frédéric Laurin, Ph. D. en économie, est membre de de l'Institut de Recherche sur les PME (INRPME). Il est aussi professeur au département des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Les propos de cet article n'engagent que l'auteur.

Carte 1.1.1

La définition territoriale selon des cercles concentriques de 200 km et de 300 km à partir de Gatineau, Montréal et Québec



Sources : Groupe de travail sur les aides fiscales aux régions ressources et à la nouvelle économie; ministère des Ressources naturelles et de la Faune.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Dans un deuxième temps, nous tenterons d'illustrer l'influence de la géographie économique sur le développement régional en présentant quelques corrélations simples entre notre mesure de potentiel de marché et des déterminants du développement des MRC : croissance des revenus et de la population, spécialisation et diversification industrielle, et entrepreneuriat. Nous verrons qu'il existe une corrélation généralement négative entre l'éloignement et le développement local, malgré le dynamisme de certaines régions périphériques bénéficiant du boom du secteur minier. Évidemment, d'autres variables importantes agissent aussi sur les conditions économiques d'une région (main-d'œuvre, fiscalité, capacité d'innovation, etc.), mais nous souhaitons plus particulièrement faire ressortir l'importance de la géographie comme déterminant exogène du développement régional.

Le texte est organisé comme suit. Nous présentons d'abord une courte revue de la littérature économique montrant le rôle de la géographie pour expliquer la croissance économique régionale, tant du point de vue de l'attractivité des entreprises et des travailleurs que de la concentration des industries et de la direction du commerce international. Dans la section 1.3, nous définissons l'indice de potentiel de marché qui nous permettra, à la section 1.4, de caractériser la géographie économique du Québec. Dans la section 1.5, nous exposons quelques corrélations entre cet indice de potentiel de marché et certaines variables mesurant le dynamisme économique régional.

1.2 Localisation, agglomération et commerce international

La géographie d'une région constitue un déterminant exogène important pouvant affecter son développement économique. Les nouveaux modèles de géographie économique (« *New Economic Geography* ») en soulignent l'importance pour expliquer les choix de localisation des firmes et des industries. Les nouveaux modèles du commerce international, quant à eux, intègrent les coûts de transport et la distance géographique dans les modèles classiques pour expliquer la direction et le volume des exportations et des importations d'un pays. Or, tant la localisation des firmes et des industries que la capacité d'exportation et d'importation sont des déterminants importants de la croissance économique des régions.

Dans les modèles de géographie économique (Krugman, 1991; Fujita et al., 1999), le processus d'agglomération des industries évolue selon trois variables déterminantes : la géographie (soit la prise en compte de la distance entre les marchés, telle qu'estimée par les coûts de transport), les économies d'échelle et la taille économique des marchés. En effet, les firmes gagnent à servir les marchés mondiaux à partir d'un nombre limité de sites de production, de façon à réaliser des économies d'échelle. Une firme choisira donc de concentrer sa production là où elle trouvera la plus grande demande pour ses produits, puisque, ce faisant, elle minimise les coûts de transport en ayant ACCÈS au plus large bassin de consommateurs à proximité.

Ce processus mène à ce que Helpman et Krugman (1985) appelle l'**effet domestique** (Home effect) : au fur et à mesure que les firmes se concentrent dans une région à forte demande (donc plus développée), une proportion de plus en plus petite de produits locaux qui y sont fabriqués sera frappée des coûts d'échange[2]. Ainsi, le niveau des prix des intrants et des biens finaux y est plus faible, ce qui attire des travailleurs et des firmes d'autres régions et élargit davantage la taille du marché. Par conséquent, la dynamique de concentration industrielle est d'autant plus renforcée en faveur des régions déjà plus développées initialement.

À cela s'ajoutent des forces d'agglomération découlant de la nature des relations verticales entre firmes (Venables, 1996; Puga, 1999). Les producteurs de biens et services finaux voudront s'implanter dans une région où l'on retrouve un large bassin de biens intermédiaires et services aux entreprises (*liens en amont*). Les firmes éviteront ainsi de subir le coût d'échange sur des biens accessibles localement. Par ailleurs, le foisonnement d'un grand nombre de fournisseurs accentue les possibilités de trouver des biens intermédiaires et services suffisamment spécialisés et adaptés pour accroître la productivité ou la compétitivité de la firme en aval (Rivera-Batiz, 1988; Laurin et St-Pierre, 2011). En même temps, plus la demande pour des biens intermédiaires et services aux entreprises est grande dans la région, plus de nouveaux fournisseurs voudront s'y installer (*liens en aval*). De même, la qualité et l'intensité des relations de collaboration entre donneurs d'ordre d'achat et sous-traitants sont favorisées par une certaine proximité géographique encourageant la localisation des sous-traitants dans le voisinage de leurs clients.

Les gains de productivité issus de ces interactions verticales, en combinaison avec le phénomène de transmission du savoir (*externalités technologiques*) entre entreprises, justifient d'ailleurs les politiques visant à appuyer les « grappes industrielles », c'est-à-dire la concentration de firmes d'un même secteur dans une même région. Mais, facteur de divergence économique, les liens en amont et en aval se renforcent mutuellement dans un processus cumulatif favorisant la concentration des industries dans les plus grands marchés, qui, en général, sont précisément ceux bénéficiant d'une accessibilité géographique plus avantageuse.

La géographie détermine aussi l'importance du commerce international dans l'économie locale. Puisque le prix final d'un bien doit refléter les coûts de transport, il y a une relation inverse et directe entre la distance physique séparant deux marchés donnés et le volume de leurs échanges bilatéraux (Tinbergen, 1962; Helpman et Krugman, 1985; Deardorff, 2004). Avec un prix de vente plus élevé, ajusté aux coûts de transport, les biens fabriqués dans des régions éloignées seront moins concurrentiels. De même, les importations coûteront plus chères, ce qui causera une augmentation du coût des intrants et une perte de compétitivité. Ces deux facteurs tendent à réfréner la capacité d'exportation des régions éloignées.

Autre facteur important, le commerce international est de plus en plus basé sur les échanges de produits différenciés et spécialisés (différenciation de produits). Dans ce modèle, la taille du marché a son importance pour deux raisons (Helpman et Krugman, 1985). Premièrement, une région bénéficiant d'une plus grande demande interne pourra soutenir l'existence d'un plus grand

2. Coûts d'échange entendus au sens large : coûts de transport, tarifs douaniers, coûts de communication, etc.

nombre d'entreprises produisant des variétés différenciées d'un bien. Les consommateurs des autres régions – ayant un désir pour la variété – voudront avoir ACCES à ces produits différenciés. Par conséquent, toute chose étant égale par ailleurs, une région plus grande en termes de demande tendra à exporter davantage. Deuxièmement, une demande plus grande implique que la région importera un plus grand volume relativement à un marché plus petit.

Ainsi, le volume total du commerce bilatéral entre deux régions est une fonction de l'interaction entre la taille de leur marché respectif et la distance qui les sépare[3]. D'ailleurs, la littérature empirique[4] montre que la situation géographique d'une région contribue à expliquer une part substantielle du volume de ses exportations. L'éloignement décourage le commerce international, qui est un facteur crucial pour la croissance économique.

Au total, ce processus d'agglomération des firmes s'insère dans une dynamique cumulative favorisant la divergence économique entre les régions. Celles mieux localisées géographiquement bénéficieront d'un bassin plus large d'entreprises, ce qui attirera d'autant plus de nouvelles entreprises et favorisera le commerce international. Au contraire, pour les régions éloignées, il en résulte un déclin de la production, l'exode des entreprises et des résidents, ainsi que des difficultés à attirer de nouvelles industries. L'éloignement géographique d'une région constitue donc un sérieux handicap au développement local.

1.3 Méthodologie

L'objectif de cet article est de présenter un indice de **potentiel de marché** pour chaque MRC québécoise. Pour ce faire, nous définissons l'indice suivant, que nous appellerons ACCES (pour ACCES aux marchés)[5] :

$$\text{ACCÈS}_{\text{Québec } j} = \sum_{k=1}^{K} \frac{\text{Taille du Marché}_k}{\left(\text{Distance}_{jk}\right)^{0,5}} \qquad \text{pour } j,k = 1, \ldots, 103.$$

où *j* représente la MRC pour laquelle l'indice est calculé et *k* est l'index des 103 MRC et TE québécois[6]. La taille du marché de chaque MRC est donnée par le revenu disponible total par MRC[7], qui est une mesure approximative du pouvoir d'achat total dans la région. Le revenu disponible total recoupe deux dimensions de la taille du marché: d'une part, le niveau de richesse par habitant et, d'autre part, la taille de la population régionale. Plus une région est riche et populeuse, plus elle représente un marché important. La distance entre la MRC *j* et la MRC *k* est définie comme la distance routière en kilomètres entre le centre de leur capitale administrative respective[8], telle que calculée par le planificateur routier *Via Michelin*[9]. L'indice ACCES effectue donc la somme de la taille de toutes les MRC, pondérée par la distance kilométrique qui les sépare. Notons que la taille du marché d'une MRC est comptabilisée avec une pondération de 1, tenant compte du fait que les entreprises ont évidemment ACCES au marché local, qui peut être plus ou moins important.

L'interprétation de l'indice ACCES est la suivante. En combinant des informations sur l'éloignement géographique et sur la taille des marchés, il mesure le potentiel d'ACCES aux marchés d'une MRC du point de vue d'une entreprise qui s'y implanterait. Plus l'indice ACCES est faible, plus la MRC est éloignée des principaux marchés québécois.

3. En ce sens, ce modèle est aussi qualifié dans la littérature de « modèle de gravité », puisqu'il fait interagir la masse (taille du marché des régions) et la distance.
4. Voir par exemple Laurin (2007); Redding et Venables (2003); Paluzie et Lafourcade (2008).
5. Cet indice est basé sur Harris (1954).
6. Excluant la MRC de Kativik, qui n'est pas accessible par transport routier.
7. Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales, basée sur les *Comptes économiques provinciaux*, Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.
8. Pour le TE de Eeyou Istchee, dont le territoire est un amalgame de plusieurs communautés autochtones, nous avons mesuré la distance à partir du village de Oujé-Bougoumou. Pour le TE des Îles-de-la-Madeleine, la distance comprend le trajet en ferry, assimilable à un trajet routier.
9. http://www.viamichelin.com.

De la même façon, nous construisons un second indice $ACCES_{Amérique^1}$ qui tient compte non seulement du marché québécois, mais aussi d'un ensemble de 17 grandes régions nord-américaines couvrant les régions de l'Ontario, les autres provinces canadiennes, ainsi que les États américains situés à l'est de Chicago et au nord de Nashville[9] :

$$ACCÈS_{Amérique\ j} = \sum_{k=1}^{K} \frac{Taille\ du\ Marché_k}{(Distance_{jk})^{0,7}} \qquad \text{pour } j = 1, \ldots, 103 \quad \text{et} \quad k = 1, \ldots, 120.$$

où k devient l'index pour 120 régions, soit les 103 MRC et TE plus les 17 grandes régions nord-américaines hors-Québec (voir la liste des territoires au tableau 1.6.1). Pour modérer l'effet des plus grandes distances dans le calcul de l'indice $ACCES_{Amérique^1}$ la distance est calculée avec l'exposant 0,7 plutôt que 0,5. On obtient donc un indice mesurant l'éloignement par rapport à l'ensemble du marché nord-américain.

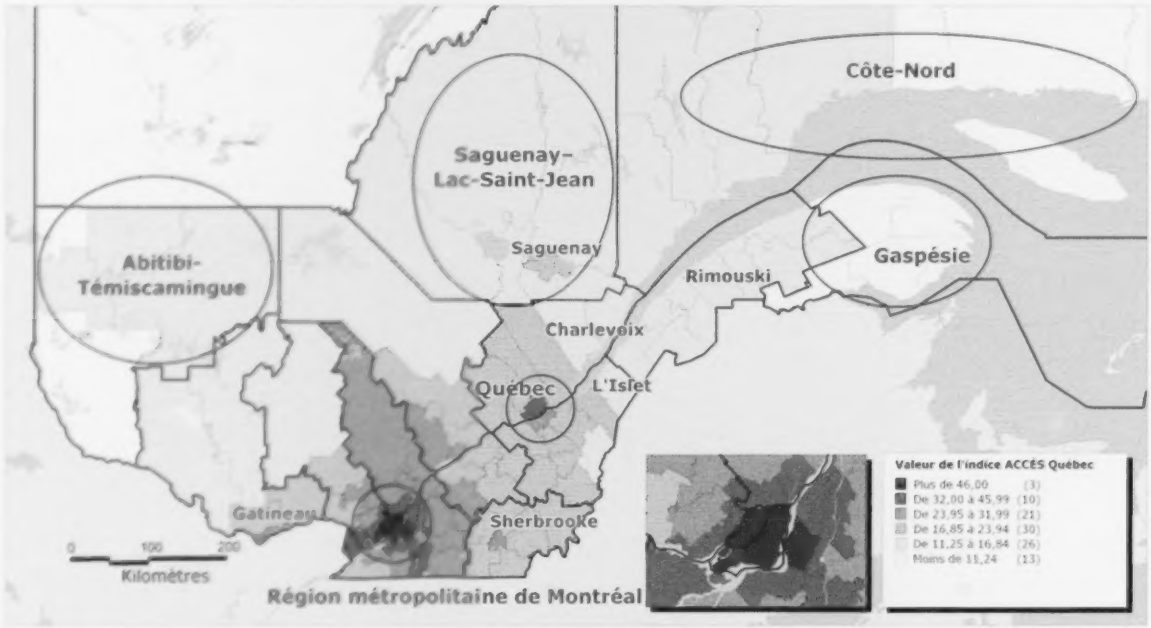
Notre méthodologie comporte certains avantages par rapport à celle du GTAF. Premièrement, l'indice ACCÈS est défini par MRC, un niveau territorial beaucoup plus détaillé que la région administrative. Deuxièmement, il fait appel à la distance routière plutôt que géodésique. Ce calcul fournit une bonne approximation des coûts de transport effectifs, puisqu'il reflète autant l'éloignement que l'accessibilité en termes d'infrastructures routières. Troisièmement, le concept de potentiel de marché est plus large que celui d'éloignement puisque, pour une MRC donnée, non seulement il tient compte de la taille du marché des régions voisines mais aussi de son propre marché interne.

1.4 La géographie économique du Québec

La carte 1.4.1 illustre la valeur de l'indice $ACCES_{Québec}$ pour chaque MRC. Le portrait est assez révélateur : plus on s'éloigne de la grande région métropolitaine de Montréal, plus l'indice de potentiel de marché diminue, les MRC les plus désavantagées géographiquement étant celles situées sur la Côte-Nord, dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, en Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec.

Carte 1.4.1

Indice $ACCES_{Québec}$ de potentiel de marché, par rapport au marché québécois



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; Université du Québec à Trois-Rivières.

Le TE de Québec affiche aussi un fort indice ACCES, par la taille de son propre pouvoir d'achat, irriguant du coup le potentiel de marché des territoires supralocaux voisins (notamment le TE de Lévis et la MRC de La Jacques-Cartier). De plus, les TE de Sherbrooke, Gatineau et Saguenay se distinguent au sein de territoires à plus faible indice ACCES.

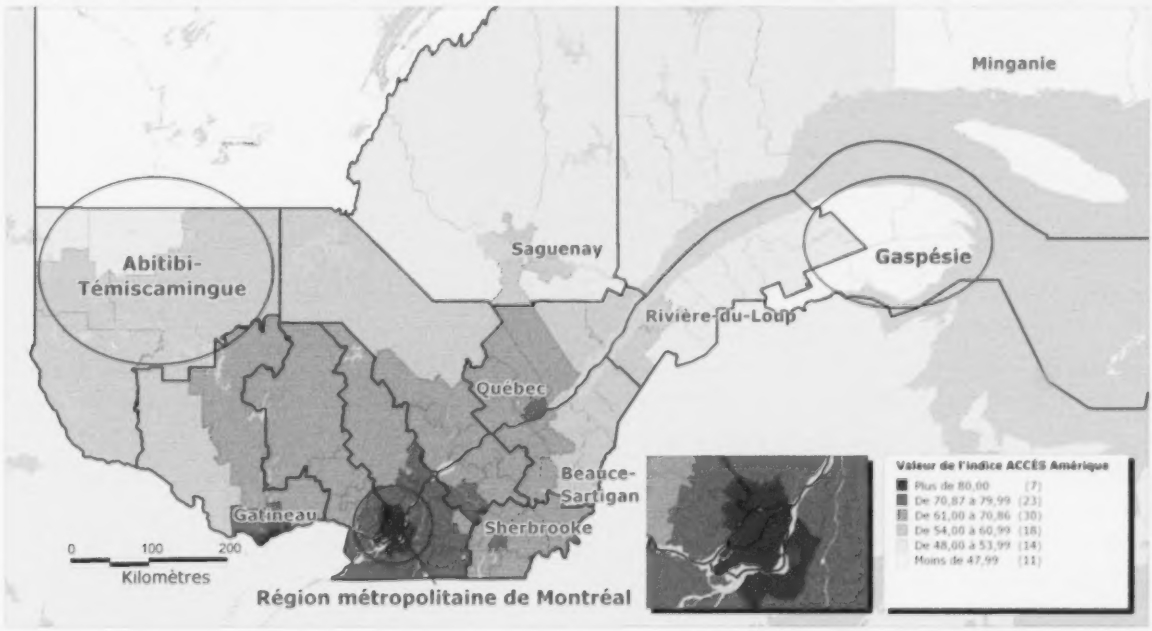
La carte 1.4.1 délimite deux zones géographiques longeant les rives du Saint-Laurent, entre Montréal et Québec : le long de l'autoroute 40, au nord (Lanaudière, Trois-Rivières, Portneuf, etc.), et un croissant au sud le long de l'autoroute 20 et de l'autoroute 10 passant par l'Estrie, La Vallée-du-Richelieu, Les Maskoutains et le Centre-du-Québec. Il s'agit ici de territoires supralocaux qui, bien que situés en dehors du champ économique immédiat de Montréal et de Québec, s'influencent mutuellement pour constituer dans l'ensemble un potentiel de marché élevé.

Il existe des disparités économiques notables entre les MRC d'une même région administrative. Par exemple, la MRC de Maria-Chapdelaine est catégorisée selon notre indice ACCES comme une région éloignée, au même titre qu'une partie de la Côte-Nord. Or, le rapport du GTAF sous-estime son éloignement effectif, cette MRC étant amalgamée à la région administrative du Saguenay–Lac-Saint-Jean, dont une portion est située à moins de 300 km de Québec (voir carte 1.1.1). De même, notre méthodologie permet également de déterminer une série de MRC et TE « modérément » éloignés, qui sont pourtant catégorisés comme ne devant pas recevoir d'aide dans le rapport du GTAF : Pontiac, La Vallée-de-la-Gatineau, Antoine-Labelle, La Tuque, Charlevoix et Charlevoix-Est.

Ces différences s'expliquent par le fait que le GTAF utilise la distance géodésique pour établir sa délimitation géographique. Or, l'ACCES aux marchés peut être plus difficile pour une MRC ne disposant pas d'infrastructures routières rapides et directes, même si elle se situe à moins de 300 km des marchés à vol d'oiseau. Par exemple, des MRC localisées dans le sud de Chaudière-Appalaches affichent un indice de potentiel ACCES relativement faible, mais elles ne peuvent évidemment pas être qualifiées d'éloignées selon la distance géodésique. C'est que leur accessibilité routière par rapport à Québec et Montréal est moins directe que celle d'autres régions plus centrales.

Carte 1.4.2

Indice ACCES$_{Amérique}$ de potentiel de marché, par rapport au marché nord-américain



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; Université du Québec à Trois-Rivières.

La carte 1.4.2 présente l'indice $ACCES_{Amérique}$, calculé par rapport à l'ensemble du marché nord-américain. L'indice révèle une concentration du potentiel de marché dans le sud-ouest du Québec, notamment dans la grande région métropolitaine de Montréal, ainsi que dans les MRC frontalières des États-Unis et de l'Ontario. Notons que le sud-est du Québec ne semble malheureusement pas bénéficier de la proximité du marché des États américains limitrophes (Maine, New Hampshire, Vermont), ceux-ci ayant une taille de marché relativement modeste en comparaison avec d'autres marchés plus au sud ou à l'ouest des États-Unis. De même, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord, par manque d'accessibilité directe, sont très peu affectées par la proximité des marchés des provinces maritimes canadiennes.

En comparant les cartes 1.4.1 ($ACCES_{Québec}$) et 1.4.2 ($ACCES_{Amérique}$), on remarque que la prise en compte de l'ensemble des marchés nord-américains tend à déplacer la zone de concentration économique vers le sud-ouest, ce qui bénéficie à des MRC telles que Les Collines-de-l'Outaouais, La Vallée-de-l'Or, Le Haut-Saint-Laurent et Antoine-Labelle, au détriment de MRC comme Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Charlevoix et Charlevoix-Est.

1.5 Développement économique régional

Avec la revue de littérature présentée dans la première section de ce texte, nous avons montré que la géographie économique pouvait avoir une influence déterminante sur le développement économique local, notamment par le bais de l'attraction des entreprises et des travailleurs et de l'agglomération des industries. À titre d'illustration, nous tentons ici de repérer des relations entre l'indice de potentiel de marché et des variables mesurant le dynamisme économique local : la croissance des revenus, la croissance de la population, la diversité et la spécialisation industrielle, de même que l'entrepreneuriat[10]. Pour chaque variable, nous calculons le coefficient de corrélation avec l'indice $ACCES_{Amérique}$, et nous illustrons la relation par un graphique. Les corrélations et leur test statistique (test de student) sont indiqués dans le tableau 1.5.1.

Nous nous concentrons sur l'indice de potentiel de marché calculé pour l'ensemble de l'Amérique du Nord ($ACCES_{Amérique}$), qui représente de façon plus pertinente la situation géo-économique du Québec au sein du marché nord-américain.

Tableau 1.5.1

Coefficient de corrélation entre l'indice de potentiel de marché $ACCES_{Amérique}$ et certaines variables économiques

Variables	Coefficient		Test statistique (test de student)
Croissance annuelle moyenne du revenu disponible par habitant			
Croissance 2005-2010	– 0,531	***	– 6,273
Croissance 2002-2010	– 0,518	***	– 6,072
Croissance 2002-2007	– 0,262	***	– 2,719
Croissance de la population			
Croissance de la population 2000 à 2010	0,519	***	6,082
Diversité et spécialisation industrielle			
Moyenne indices SPEC (tous secteurs)	– 0,153		– 1,551
Moyenne indices SPEC (secteurs exportables)	0,222	**	2,285
Indice d'Herfindahl (tous secteurs)	– 0,12		– 1,209
Indice d'Herfindahl (secteurs exportables)	0,69		9,533
Entrepreneuriat			
Taux d'immatriculation par 1000 habitants de 20 à 64 ans	0,647	***	8,487

Note *** = significatif à 1%, ** = significatif à 5%, * = significatif à 10%.

Source : Université du Québec à Trois-Rivières.

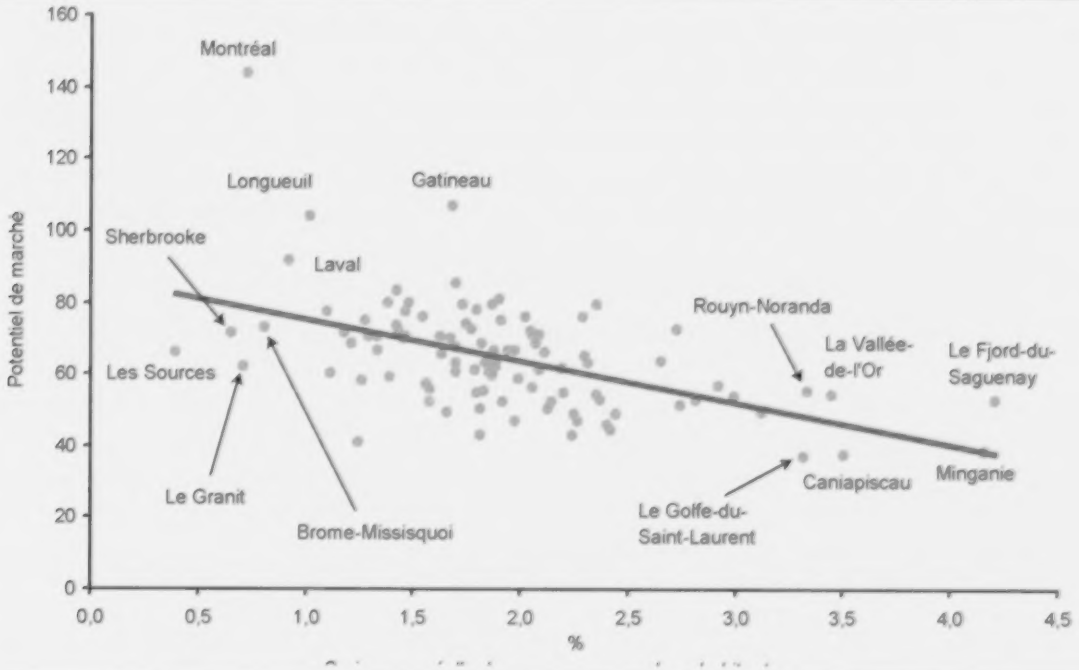
10. Malheureusement, il existe peu de données économiques au niveau des MRC. Nous nous concentrerons donc sur l'analyse de quelques variables disponibles et pertinentes pour notre propos. Ce manque de données empêche toutefois une analyse multivariée plus complète.

Croissance des revenus

La dynamique cumulative à la base du processus de concentration de l'activité économique dans les grands marchés devrait favoriser les régions plus développées initialement. Nous devrions donc observer une relation inverse entre la croissance économique et l'éloignement géographique (divergence économique). Afin de mesurer la croissance de la richesse dans les MRC, nous utilisons la croissance réelle[11] annuelle moyenne du revenu personnel par habitant entre 2002 et 2010[12]. La relation entre cette croissance régionale et l'indice $ACCES_{Amérique}$ est illustrée dans le figure 1.5.1.

Figure 1.5.1

Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et la croissance réelle du revenu personnel par habitant entre 2002 et 2010



Source : Université du Québec à Trois-Rivières.

De façon surprenante, on remarque une relation négative entre le potentiel de marché et la croissance du revenu personnel par habitant (coefficient de corrélation de – 0,51***). En considérant uniquement la croissance avant la crise économique mondiale de 2008, soit la période de 2002 à 2007, cette corrélation diminue de moitié (à – 0,26***). Cela s'explique essentiellement par le boom du secteur des ressources naturelles dans les régions périphériques, notamment en Côte-Nord (Minganie, Caniapiscau, Le Golfe-du-Saint-Laurent, Sept-Rivières), en Abitibi-Témiscamingue (La Vallée-de-l'Or, Rouyn-Noranda, Abitibi) et dans la MRC du Fjord-du-Saguenay. En même temps, les régions plus centrales, davantage axées sur le secteur manufacturier, subissaient les soubresauts de la récession de 2008 et des faibles taux de croissance de ce secteur au Québec. Par exemple, on note la faible croissance des revenus dans les TE de la grande région métropolitaine de Montréal (Montréal, Laval, Longueuil), mais aussi dans plusieurs territoires supralocaux en Estrie (Sherbrooke, Les Sources, Le Granit). Ainsi, le développement du secteur de l'extraction minière, naturellement lié à la localisation des ressources, représente un certain déterminisme géographique qui s'oppose au processus de concentration de l'activité économique dans les régions initialement plus développées. C'est donc un facteur de convergence économique.

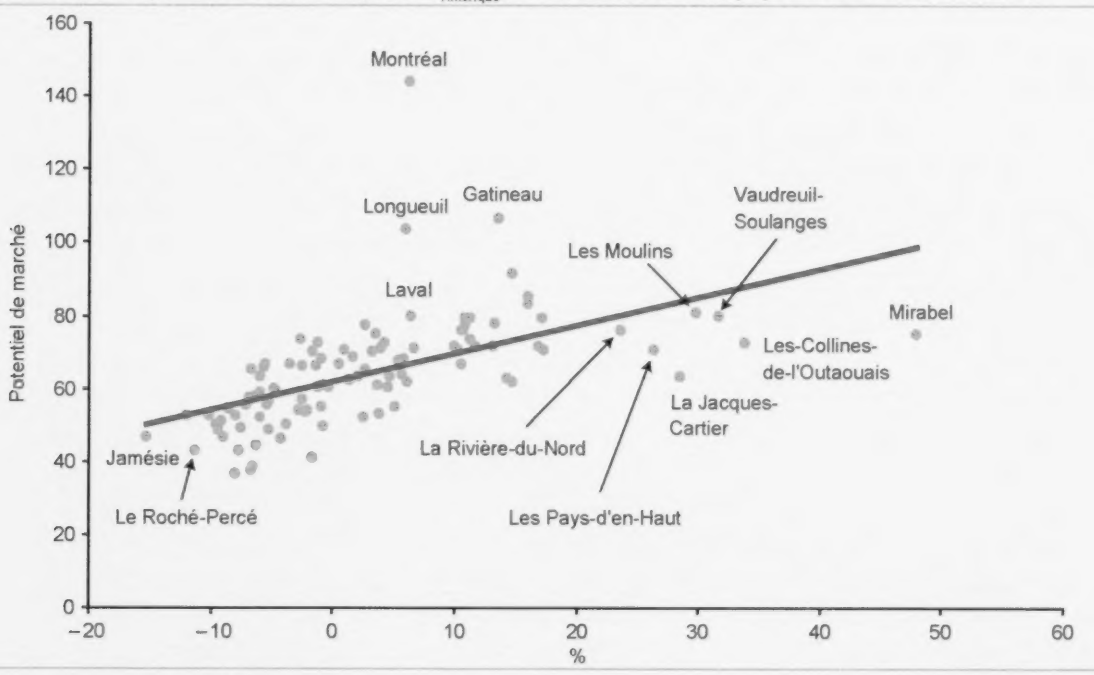
11. Les données ont été déflatées en utilisant l'indice des prix à la consommation (IPC) calculé pour le Québec. Source : Statistique Canada.
12. Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses, Comptes économiques provinciaux.

Croissance de la population

Selon les hypothèses des modèles de la géographie économique, les grands marchés devraient bénéficier d'une forte capacité d'attraction des travailleurs d'autres régions. Pour vérifier cette relation, nous avons calculé la croissance totale de la population de 2000 à 2010 par MRC[13]. Comme nous nous y attendions, il existe une corrélation positive (0,52***) entre la croissance de la population et le potentiel de marché (voir figure 1.5.2). Les régions plus centrales ont bénéficié d'une plus forte croissance de leur population, en particulier des territoires supralocaux situés dans la périphérie nord de Montréal (Mirabel, Vaudreuil-Soulanges, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Les Moulins), ainsi que dans l'extension de la ville de Québec (La Jacques-Cartier) ou de Gatineau (Les Collines-de-l'Outaouais). À l'opposé, de nombreuses régions périphériques ont subi une croissance négative de leur population : La Haute-Côte-Nord, Le Rocher-Percé, Maria-Chapdelaine, Abitibi-Ouest, La Haute-Gaspésie, Témiscamingue, etc. Plusieurs MRC du Bas-Saint-Laurent sont aussi affectées : Les Basques, La Matapédia, Témiscouata, Kamouraska.

Figure 1.5.2

Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et la croissance de la population entre 2000 et 2010



Source : Université du Québec à Trois-Rivières.

Spécialisation industrielle

Le processus d'agglomération des industries suppose une concentration des activités économiques dans les grands marchés, notamment le manufacturier et les services à valeur ajoutée. On peut donc prévoir, à partir de cette prémisse, que les régions centrales se distingueront par un milieu industriel plus riche et plus diversifié par rapport aux régions périphériques. De même, les spécialisations régionales industrielles (grappes industrielles, pôles de compétitivité, *clusters*, etc.) risquent d'émerger particulièrement dans les régions à grands marchés − sauf peut-être pour les secteurs des ressources naturelles géographiquement déterminés.

13. Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

Pour mesurer la spécialisation industrielle régionale, nous construisons l'indice SPEC suivant :

$$SPEC_{ij} = \frac{\left(FIRMES_{ij} / FIRMES_{j}\right)}{\left(FIRMES_{i-Québec} / FIRMES_{Québec}\right)} = \frac{\text{poids du secteur i dans la MRC j}}{\text{poids du secteur } i \text{ au Québec}}$$

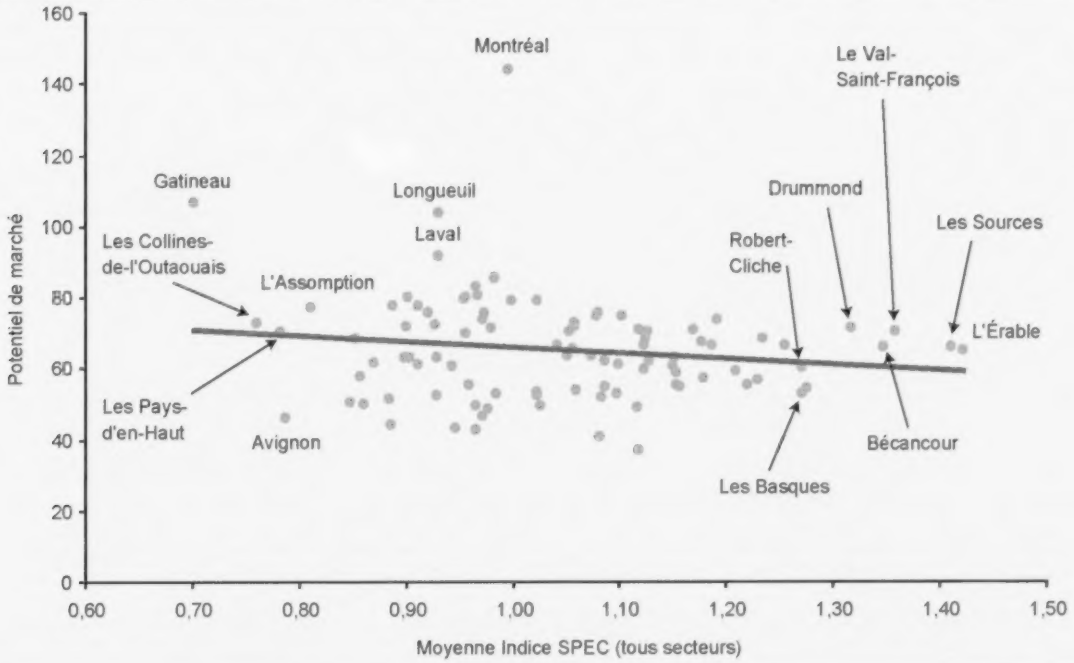
pour $i = 1, \ldots, 41$ et $j = 1, \ldots, 103$.

où FIRMES est le nombre d'établissements en moyenne des trois dernières années (2009 à 2011)[14], *i* est l'index des secteurs d'activité, et *j* l'index des MRC. Idéalement, il aurait été préférable d'utiliser des données sur la production, la valeur ajoutée ou l'emploi par industrie. Mais en l'absence de ce type de données au niveau des MRC, nous prenons le nombre d'établissements[15]. Les données proviennent du Registre des entreprises du Canada[16]. La liste des secteurs d'activité est présentée dans le tableau 1.6.2, et suit la classification SCIAN.

L'indice SPEC mesure si un secteur *i* dans une MRC *j* prend une place prépondérante dans l'ensemble de son économie par rapport au poids qu'il occupe dans l'économie du Québec au total. Un indice SPEC nettement plus élevé que 1 signale l'existence d'une spécialisation industrielle dans la MRC, tandis qu'un indice sous la valeur unitaire signifie que la MRC est sous-développée dans cette industrie par rapport à la structure économique du Québec.

Figure 1.5.3

Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et la moyenne de l'indice SPEC (tous secteurs)



Source : Université du Québec à Trois-Rivières.

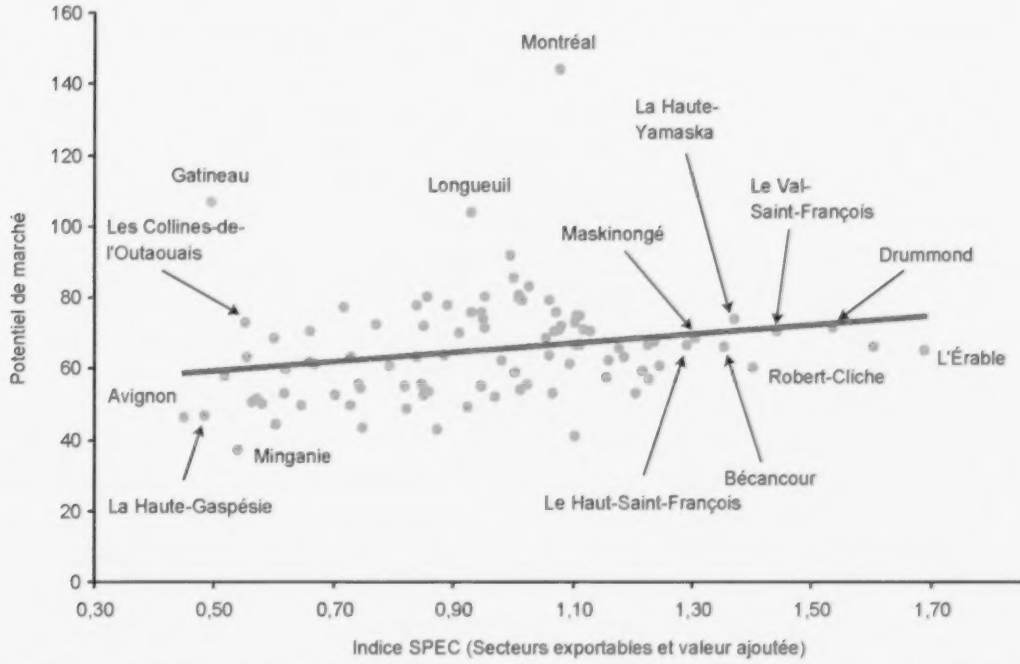
14. La moyenne sur trois ans nous permet d'atténuer les larges variations du nombre d'etéablissements que l'on peut observer dans une décomposition par sous-secteur d'activité et par MRC.
15. C'est une mesure très imparfaite de l'importance d'un secteur industriel, puisqu'elle ne tient pas compte de la taille des entreprises.
16. Source: Statistique Canada, Structure des industries canadiennes.

Pour caractériser globalement le tissu industriel d'une MRC, nous calculons la moyenne des indices SPEC à travers l'ensemble de ses secteurs d'activité. Nous effectuons aussi la moyenne des indices SPEC, mais uniquement des secteurs généralement exportables ou des services à valeur ajoutée : tous les secteurs manufacturiers plus l'industrie de l'information et industrie culturelle, les services professionnels, scientifiques et techniques, et la gestion de sociétés et d'entreprises. Nous excluons donc les secteurs moins sujets aux effets du processus de concentration industrielle, soit ceux intimement liés à la demande locale (commerce de détail, services publics, services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale, etc.) ou les secteurs géographiquement déterminés par la localisation des ressources naturelles (agriculture, foresterie, pêche et chasse, extraction minière, etc.). Puisque nous ne disposons pas de données sur les exportations par MRC, cette spécialisation moyenne des secteurs exportables et des services à valeur ajoutée représente une certaine approximation permettant d'analyser l'effet du potentiel de marché sur le commerce international.

La figure 1.5.3 illustre la très faible corrélation entre la spécialisation industrielle (moyenne des indices SPEC) pour l'ensemble des secteurs et le potentiel de marché. Le coefficient de corrélation est négatif (− 0,15), mais pas significativement différent de zéro (t de student : − 1,551). Par contre, lorsque l'on considère uniquement les secteurs exportables et des services à valeur ajoutée (figure 1.5.4), on obtient une corrélation positive et significative (0,222**), bien que faiblement : les régions plus centrales sont davantage spécialisées dans le manufacturier et dans les services à valeur ajoutée.

Figure 1.5.4

Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et la moyenne de l'indice SPEC (secteurs exportables et services à valeur ajoutée)



Source : Université du Québec à Trois-Rivières.

En fait, de très fortes spécialisations peuvent émerger dans des régions périphériques − dans les secteurs liés aux ressources naturelles ou dans le secteur public, notamment − au sein d'un tissu industriel généralement moins diversifié, ce qui fait augmenter la moyenne des indices SPEC. En même temps, on remarque l'existence de spécialisations manufacturières spécifiques dans des régions plus centrales, notamment dans les MRC énumérées dans le tableau 1.5.2, ce qui augmente aussi la spécialisation moyenne. De plus, certaines de ces MRC sont caractérisées par de forts indices SPEC dans le secteur de

l'agriculture (Coaticook, Nicolet-Yamaska, L'Érable, Lotbinière, Bécancour, Le Haut-Saint-François, etc.). On obtient donc des régions à forte spécialisation moyenne à la fois en périphérie et en zones plus centrales. Mais, en examinant uniquement le cas des secteurs généralement exportables ou des services à valeur ajoutée, on peut observer le processus d'agglomération des industries vers les régions plus centrales.

Tableau 1.5.2

Spécialisations spécifiques dans des MRC à potentiel de marché intermédiaire ou élevé

MRC	Spécialisations
Bécancour	• Agriculture, foresterie, pêche et chasse • Première transformation des métaux fabrication de produits du pétrole et du charbon • Usines de textiles, fabrication de produits chimiques
L'Érable	• Cultures agricoles • Première transformation des métaux • Fabrication de produits en bois • Fabrication de matériel de transport
Les Sources	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon • Usines de produits textiles • Uabrication de produits chimiques • Uabrication de boissons et de produits du tabac fabrication de matériel de transport
Le Val-Saint-François	• Agriculture, foresterie, pêche et chasse • Fabrication de produits en bois • Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
Maskinongé	• Agriculture, foresterie, pêche et chasse • Fabrication de boissons et de produits du tabac fabrication de meubles et de produits connexes
Drummond	• Fabrication du papier
Robert-Cliche	• Agriculture, foresterie, pêche et chasse • Fabrication de produits en bois • Usines de textiles • Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
Le Haut-Saint-François	• Cultures agricoles • Fabrication de produits en bois • Fabrication du papier
Montmagny	• Fabrication de produits en bois
La Haute-Yamaska	• Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
Nicolet-Yamaska	• Cultures agricoles • Fabrication de boissons et de produits du tabac

Sources : Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Université du Québec à Trois-Rivières.

Diversité industrielle

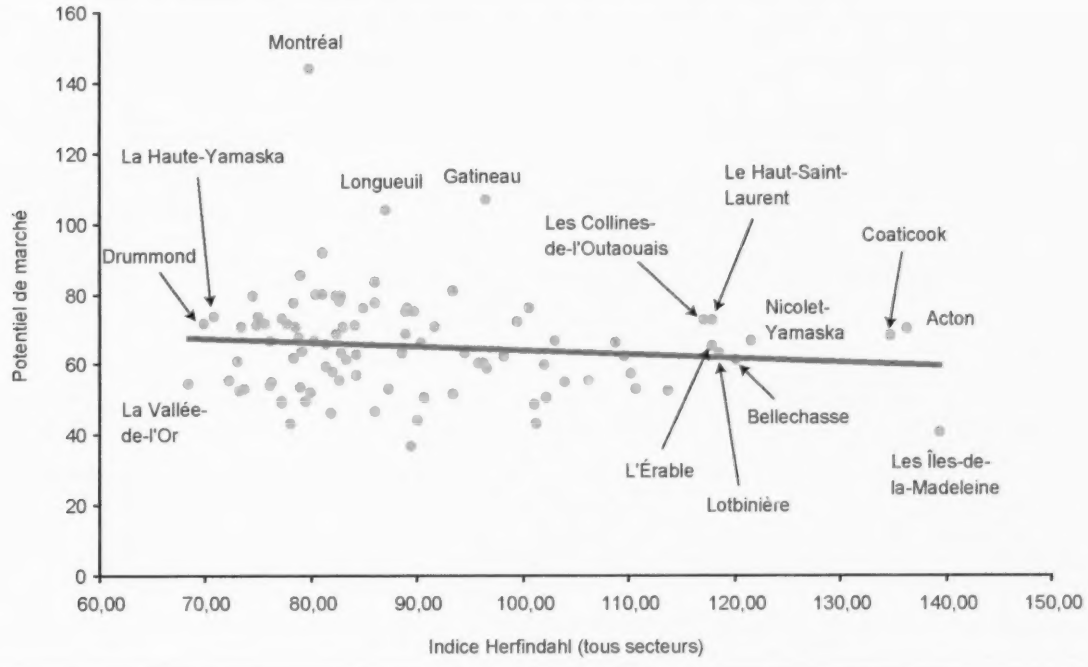
Nous venons d'analyser le tissu économique des MRC à travers les spécialisations industrielles. Un autre aspect intéressant est celui de la diversité industrielle : à quel point une région dispose-t-elle d'un tissu industriel diversifié, ou dépend-elle d'un ou deux secteurs prédominants de son économie? Pour mesurer la diversité industrielle, nous utilisons l'indice d'Herfindahl, qui se définit comme la somme de la part de chaque secteur d'activité au carré dans la MRC :

$$\text{Herfindahl}_j = \sum_{i=1}^{41} \left(\frac{\text{FIRMES}_{ij}}{\text{FIRMES}_i} \right)^2 \qquad \text{pour } i = 1, \ldots, 41 \quad \text{et} \quad j = 1, \ldots, 103.$$

où FIRMES_{ij} est le nombre d'établissements dans le secteur *i* de la région *j*. Un indice Herfindahl faible indique une distribution plus uniforme des parts de chaque secteur dans la région, donc une forte diversité. À l'inverse, un indice élevé signale une faible diversité, par la dominance de quelques secteurs dans l'économie de la région. Nous avons d'abord calculé l'indice Herfindahl pour l'ensemble des secteurs, et ensuite pour les secteurs exportables et des services à valeur ajoutée uniquement. Dans ce dernier cas, l'indice mesure non seulement la diversité mais aussi l'importance des secteurs exportables et à valeur ajoutée dans l'économie[17].

Figure 1.5.5

Corrélation entre le potentiel de marché ($\text{ACCES}_{\text{Amérique}}$) et l'indice Herfindahl (tous secteurs)



Source : Université du Québec à Trois-Rivières.

Les résultats obtenus sont similaires à ceux de l'analyse des spécialisations industrielles. Il ne semble pas y avoir de relation entre l'indice Herfindahl pour l'ensemble des secteurs et le potentiel de marché (figure 1.5.5), avec une corrélation non significative et même négative (– 0,120). L'analyse des indices SPEC a montré que certaines régions plus centrales semblaient

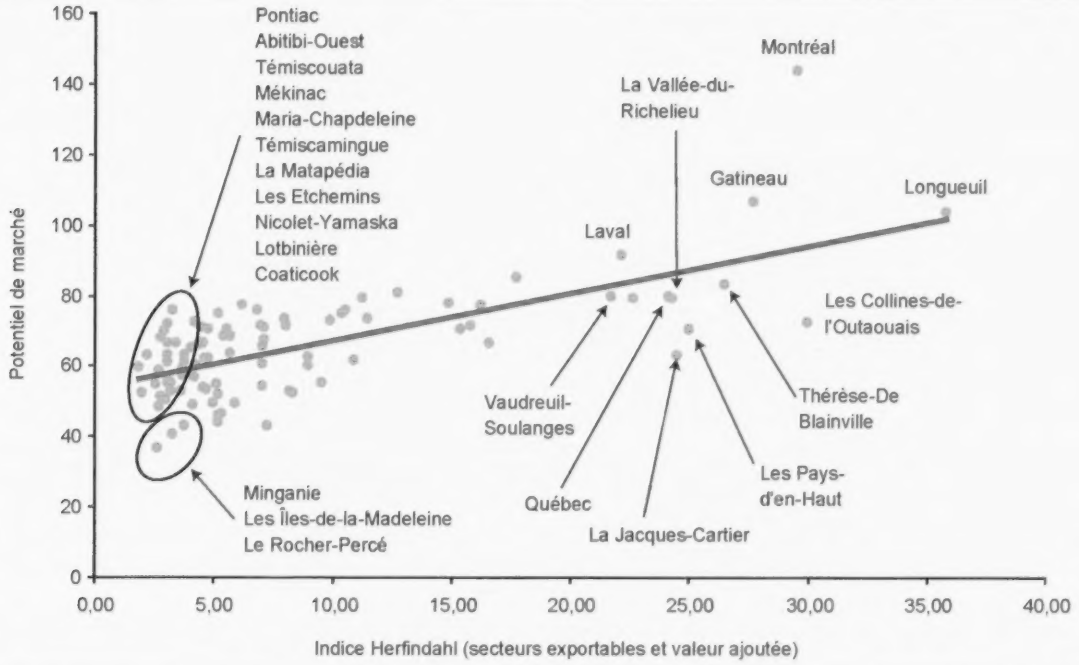
17. En effectuant la sommation uniquement des parts des secteurs exportables et des services à valeur ajoutée, on obtient une mesure du poids total de ces secteurs dans l'économie, qui considère la répartition des parts entre ces secteurs.

bénéficier de spécialisations manufacturières ou agricoles importantes, expliquant un indice Herfindahl élevé. En même temps, plusieurs MRC à faible potentiel de marché sont dépendantes d'une ou deux industries – souvent dans le domaine de l'extraction minière et l'industrie de la fabrication d'aliments ou de boissons – ainsi que de la surreprésentation du secteur public.

Par contre, nous obtenons une corrélation forte et significative (0,690***) entre l'indice Herfindahl restreint uniquement aux secteurs exportables et services à valeur ajoutée (figure 1.5.6). C'est donc la confirmation que le manufacturier se concentre plutôt dans les régions à plus fort potentiel de marché.

Figure 1.5.6

Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et l'indice Herfindahl (secteurs exportables et services à valeur ajoutée)



Source : Université du Québec à Trois-Rivières.

Entrepreneuriat

La création d'entreprises représente un aspect important du développement économique local. Or, l'intensité de la création d'entreprises d'une région dépend de son environnement socio-économique. On peut donc supposer que le potentiel de marché, à titre de facteur économique affectant globalement cet environnement local, influence l'entrepreneuriat régional.

Pour analyser ce phénomène, nous utilisons des données du Registre des entreprises du Québec (REQ)[18]. Le REQ est un répertoire obligatoire pour toutes les entreprises faisant des affaires au Québec, y compris les nouvelles entreprises. Nous avons comptabilisé toutes les entreprises immatriculées pour la première fois dans le registre entre 2001 et 2010, en faisant l'hypothèse d'une forte corrélation entre l'immatriculation et la création d'entreprises (Julien et al., 2012). Afin de mesurer la propension à entreprendre, nous calculons le taux d'immatriculation, soit le rapport entre le nombre d'immatriculations dans une région et sa population âgée de 25 à 64 ans, exprimé par 1 000 habitants[19].

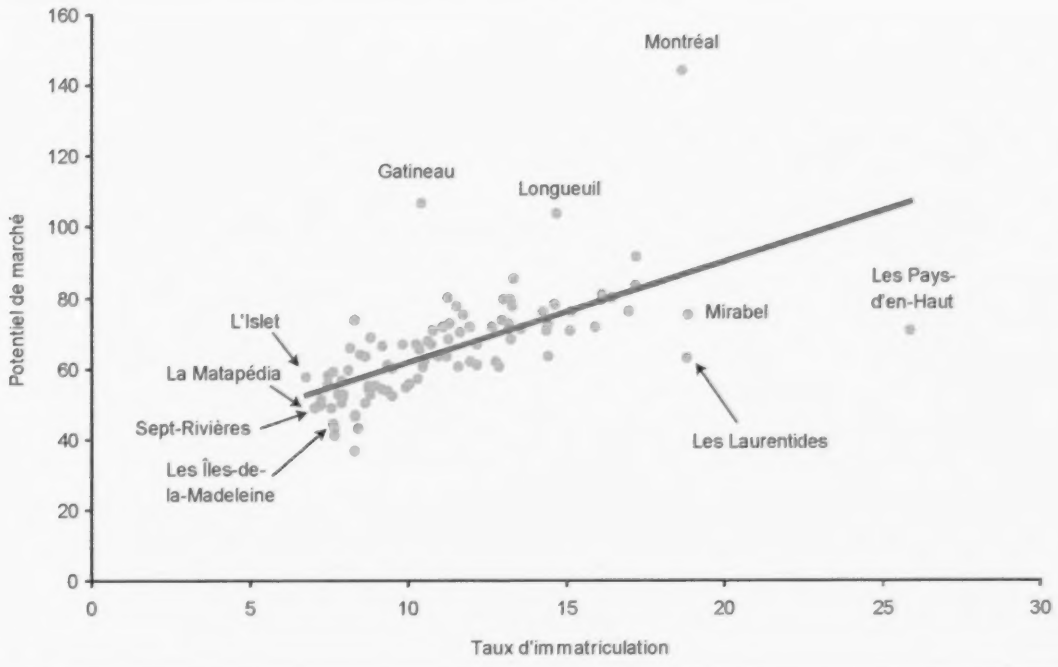
18. Sur la base de compilations réalisées par l'Institut de recherche sur les PME (INRPME), Université du Québec à Trois-Rivières.
19. Source : JULIEN et al. (2012). *La mesure de l'entrepreneuriat en région : identification et analyse des données entrepreneuriales discriminantes dans les régions du Québec*, Rapport de recherche, Institut de recherche sur les PME (INRPME), Université du Québec à Trois-Rivières

L'intensité de l'entrepreneuriat, mesurée par le taux d'immatriculation, est fortement corrélée au potentiel de marché (coefficient de corrélation de – 0,64***), et comme le montre la figure 1.5.7, cela est surtout le fait des territoires supralocaux des Laurentides (Les Pays-d'en-Haut, Laurentides, Mirabel, Thérèse-De Blainville, La Rivière-du-Nord), ainsi que de Montréal et sa périphérie (Laval, Vaudreuil-Soulanges, Les Moulins, Longueuil, Deux-Montagnes), de MRC en Montérégie (La Vallée-du-Richelieu, Les Jardins-de-Napierville, Brome-Missisquoi) et dans La Jacques-Cartier, en périphérie de Québec.

Les régions moins entrepreneuriales se retrouvent généralement en périphérie, notamment dans les MRC de la Côte-Nord (Manicouagan, Sept-Rivières/Caniapiscau, La Haute-Côte-Nord) et de la Gaspésie (Matane, Bonaventure, Le Rocher-Percé) et aux Îles-de-la-Madeleine. Mais on en retrouve aussi dans les MRC du Bas-Saint-Laurent (Kamouraska, La Matapédia) ainsi que, de façon plus surprenante, en Chaudière-Appalaches (Les Etchemins, L'Islet), pourtant reconnue pour sa fibre entrepreneuriale. La géographie économique joue donc sur la capacité entrepreneuriale des régions.

Figure 1.5.7

Corrélation entre le potentiel de marché ($ACCES_{Amérique}$) et le taux d'immatriculation par 1 000 habitants de 20 à 64 ans entre 2001 et 2010



Source : Université du Québec à Trois-Rivières.

1.6 Conclusion

Nous avons proposé une méthodologie pour délimiter les régions dites éloignées et caractériser la géographie économique du Québec, sur la base du potentiel d'ACCES aux marchés québécois. Nous avons construit un indice de proximité des marchés, au niveau des MRC québécoises, tenant compte de la distance routière et de la taille de la demande accessible.

L'éloignement ne constitue certainement pas l'unique déterminant du développement économique local. Ce dernier dépend aussi de la structure industrielle régionale, de la richesse du tissu local et de ses réseaux sociaux, de la capacité entrepreneuriale des entreprises, de la création et de la diffusion de l'innovation, de la proximité de ressources naturelles spécifiques, de la qualité de la main-d'oeuvre, etc.

Cependant, le potentiel de marché conditionne l'environnement régional dans lequel les entreprises exercent leurs activités. Ainsi, la proximité des grands marchés agit sur le développement local par l'attraction de la population, la concentration des activités manufacturières et des services à valeur ajoutée, l'émergence de spécialisations industrielles ainsi que l'entrepreneuriat local.

Si l'éloignement représente assurément un handicap au développement économique justifiant les politiques publiques envers les régions dites « ressources » ou « périphériques », il ne constitue pas un facteur purement déterministe. On observe d'ailleurs depuis quelques années une plus forte croissance des revenus dans plusieurs MRC périphériques, notamment grâce au développement du secteur minier ainsi qu'à l'émergence de micro-secteurs de spécialisation.

Pour conclure, soulignons l'importance de compiler et de considérer des statistiques au niveau des MRC. Le territoire québécois est vaste et les disparités entre MRC au sein d'une même région administrative peuvent être grandes. Aussi une analyse plus approfondie de la production et de l'emploi par secteur industriel à l'échelle des MRC reste-t-elle à faire pour comprendre davantage les enjeux du développement économique au Québec.

Bibliographie

DEARDORFF, Alan V. (2004). « Local Comparative Advantage: Trade Costs and the Pattern of Trade », University of Michigan Research Seminar in *International Economics Working Paper* n° 500.

HARRIS, Chauncy D. (1954). « The Market as a Factor in the Localization of Industry in the United States », *Annuals of the Association of American Geographers*, vol. 44, p. 315-348.

HELPMAN, Elhanan. et Paul R. KRUGMAN (1985). *Market Structure and Foreign Trade*, Cambridge (Mass.), MIT Press.

KRUGMAN, Paul R. (1991). « Increasing Returns and Economic Geography », *Journal of Political Economy*, vol. 99, p. 483-499.

FUJITA, Masahisa et Paul R. KRUGMAN et Anthony. J. VENABLES (2001). *The Spatial Economy: Cities, Regions, and International Trade*, MIT Press Books, The MIT Press.

JULIEN, Pierre-André, Josée ST-PIERRE, Frédéric LAURIN et Martin MORIN (2012). *La mesure de l'entrepreneuriat en région : identification et analyse des données entrepreneuriales discriminantes dans les régions du Québec*, Rapport de recherche, Institut de recherche sur les PME (INRPME), Université du Québec à Trois-Rivières.

LAURIN, Frédéric et Josée ST-PIERRE (2011). *The Internationalisation of SMEs and the Relationships between Imports and Exports*, 2nd International iSME Conference, novembre 2011, Bengalore, Inde.

PALUZIE, Elisendra et Miren LAFOURCADE (2008). « European integration, FDI and the Geography of French Trade », *PSE Working Paper* n° 2008-13.

PUGA, Diego (1999). « The Rise and Fall of Regional Inequalities », *European Economic Review*, vol. 43, p. 303-334.

REDDING, Stephen et Anthony J. VENABLES (2003). « Geography and Export Performance: External Market Access and Internal Supply Capacity », *CEPR Discussion Paper* n° 3807.

RIVERA-BATIZ, Luis A. (1988). « Increasing Returns, Monopolistic Competition, and Agglomeration Economies in Consumption and Production », *Regional Science and Urban Economics*, vol. 18, p. 125-153.

SOLOW, Robert M. (*1956*). « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, p. 65-94.

TINBERGER, Jan (1962). *Shaping the World Economy: Suggestions for International Trade Policies*, The MacMillan Press, London.

VENABLES, Anthony J. (1996). « Equilibrium Location of Vertically Linked Industries », *International Economic Review*, vol. 7, n° 2, p. 341-359.

Tableau 1.6.1

Liste des grandes régions hors Québec[1] (calcul de l'indice $ACCES_{Amérique}$)

Comtés en Ontario	
Ville	Comtés
Ottawa	Ottawa hors Prescott and Russell
	Stormont, Dundas and Glengarry
Toronto	Brant
	Brantford
	Bruce
	Chatham-Kent
	Dufferin
	Durham
	Elgin
	Essex
	Grey
	Haldimand-Norfolk
	Haliburton
	Halton
	Hamilton
	Hastings
	Huron
	Kawartha Lakes
	Lambton
	Middlesex
	Muskoka
	Niagara
	Norfolk
	Northumberland
	Oxford
	Peel
	Perth
	Peterborough
	Prince Edward
	Simcoe
	Waterloo
	Wellington
	York
Sudbury	Algoma
	Cochrane
	Grand Sudbury
	Kenora
	Manitoulin
	Nipissing
	Parry Sound
	Rainy River
	Sudbury
	Thunder Bay
	Timiskaming
Kingston	Frontenac
	Lanark
	Leeds and Grenville
	Lennox and Addington
	Renfrew

Provinces canadiennes	
Ville	Régions
Saint John	New Brunswick
	Ile du Prince Édouard
Saint John's	Newfoundland
Winnipeg	Manitoba
	Saskatchewan
	Alberta
	Colombie-Britannique

États américains	
Ville	États
Montpelier	Vermont
Augusta	Maine
Concord	New Hampshire
Boston	Massachusetts
Hartford	Connecticut
Pittsburgh	Pennsylvanie
New York	Delaware
	District of Columbia
	Maryland
	New Jersey
	New York
	Rhode Island
Chicago	Illinois
	Indiana
	Michigan
	Ohio
	Wisconsin
Nashville	Alabama
	Arkansas
	Florida
	Georgia
	Kentucky
	Louisiana
	Mississippi
	North Carolina
	South Carolina
	Tennessee
	Virginia
	West Virginia

1. Dans le tableau 1.6.1, la colonne de droite énumère les territoires sélectionnés pour constituer une grande région (provinces canadiennes, états américains ou comtés en Ontario), tandis que la colonne de gauche indique la ville à partir de laquelle les distances sont calculées pour cette région.

Source : Université du Québec à Trois-Rivières.

Tableau 1.6.2

Liste des secteurs d'activité

Code SCIAN	Secteur
11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse
21	Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
221	Services publics
23	Construction
311	**Fabrication d'aliments**
312	**Fabrication de boissons et de produits du tabac**
313	**Usines de textiles**
314	**Usines de produits textiles**
315	**Fabrication de vêtements**
316	**Fabrication de produits en cuir et de produits analogues**
321	**Fabrication de produits en bois**
322	**Fabrication du papier**
323	**Impression et activités connexes de soutien**
324	**Fabrication de produits du pétrole et du charbon**
325	**Fabrication de produits chimiques**
326	**Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique**
327	**Fabrication de produits minéraux non métalliques**
331	**Première transformation des métaux**
332	**Fabrication de produits métalliques**
333	**Fabrication de machines**
334	**Fabrication de produits informatiques et électroniques**
335	**Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques**
336	**Fabrication de matériel de transport**
337	**Fabrication de meubles et de produits connexes**
339	**Activités diverses de fabrication**
41	Commerce de gros
44-45	Commerce de détail
48	Transport
49	Poste, messagerie et entreposage
51	**Industrie de l'information et industrie culturelle**
52	Finance et assurances
53	Services immobiliers et services de location et de location à bail
541	**Services professionnels, scientifiques et techniques**
551	**Gestion de sociétés et d'entreprises**
56	Services administratifs, services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement
611	Services d'enseignement
62	Soins de santé et assistance sociale
71	Arts, spectacles et loisirs
72	Services d'hébergement et de restauration
81	Autres services (sauf les administrations publiques)
91	Administrations publiques

Note : Les secteurs exportables et services à valeur ajoutée sont en caractère gras.

Sources : Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Université du Québec à Trois-Rivières.

2. Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

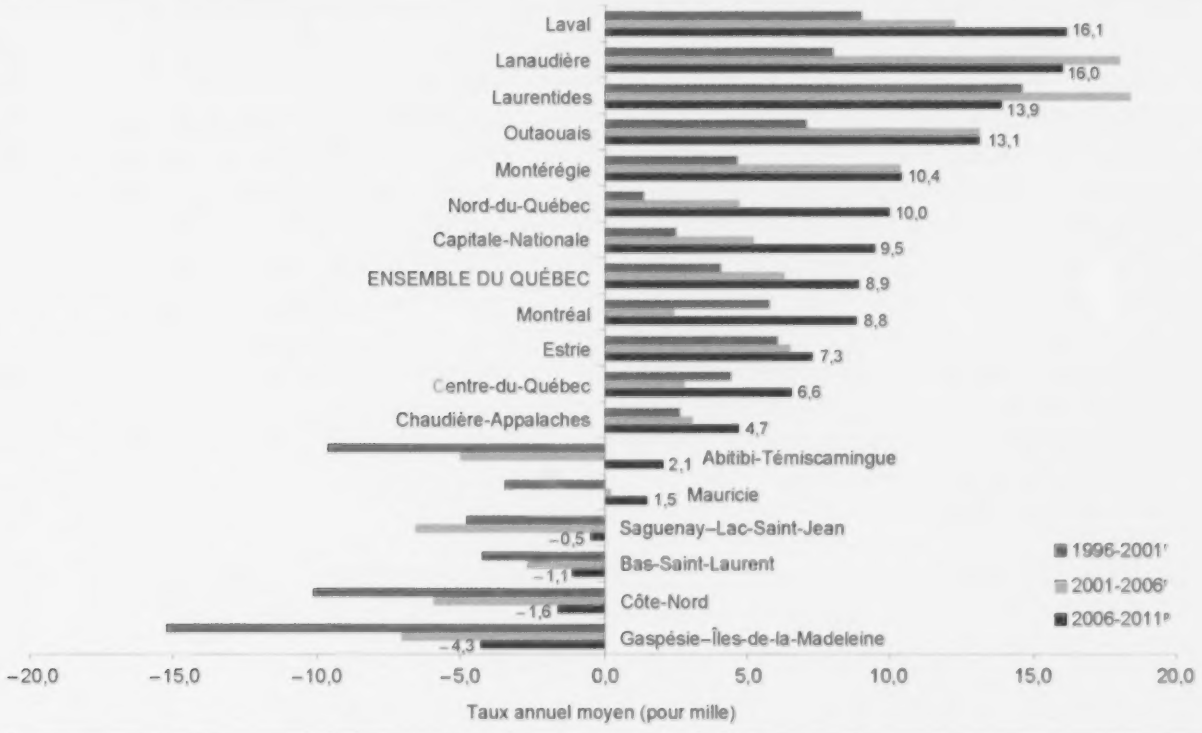
La dynamique démographique varie grandement d'une région à l'autre. Dans chacune d'entre elles, fécondité, mortalité, immigration et migration interrégionale s'amalgament différemment, déterminant l'intensité de leur croissance ou, dans certains cas, de leur déclin. Dans le présent chapitre, nous détaillons d'abord l'évolution récente de la population des 17 régions, puis abordons tour à tour les principaux phénomènes démographiques sous-jacents. Une dernière partie permet de constater que les écarts relatifs à la fécondité, à la mortalité et aux mouvements migratoires se répercutent aussi au fil du temps sur la structure par âge des régions, influençant notamment le rythme du vieillissement de leur population.

Évolution de la population : l'amélioration se confirme dans les régions éloignées

La population du Québec est estimée à 7,980 millions d'habitants au 1er juillet 2011 (tableau 2.1). Selon les estimations les plus récentes, le seuil des 8 millions a été franchi avant la fin de l'année 2011. La figure 2.1 montre que la croissance démographique s'est accélérée depuis la fin des années 1990 : tandis que la population québécoise a crû en moyenne à un taux annuel de 4,1 pour mille entre 1996 et 2001, ce taux s'est élevé à 6,3 pour mille en 2001-2006 et atteint 8,9 pour mille en 2006-2011. Au cours de cette dernière période, les données annuelles précisent que le taux d'accroissement est passé de 7,3 pour mille en 2006-2007 à un sommet de 10,0 pour mille en 2009-2010, avant de fléchir légèrement en 2010-2011, à 9,3 pour mille.

Figure 2.1

Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2001, 2001-2006 et 2006-2011p



Note : Voir l'encadré de la page suivante pour des précisions sur l'interprétation des données de la période 2006-2011.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives entre 2006 et 2011. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations régionales de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Toutes proportions gardées, ce sont les trois régions de la couronne nord de Montréal qui ont connu la plus forte croissance de leur population entre 2006 et 2011. Les régions de Laval et Lanaudière arrivent en tête, avec un taux d'accroissement annuel moyen d'environ 16 pour mille, suivies des Laurentides, dont la croissance moyenne a été de 13,9 pour mille. Ces trois régions, qui apparaissaient déjà comme pôles de croissance en 1996-2001, ont toutes vu le rythme de leur accroissement s'élever en 2001-2006, la progression ayant été particulièrement importante dans Lanaudière. Laval est toutefois la seule où la croissance s'accélère encore en 2006-2011, tandis qu'elle s'atténue légèrement dans Lanaudière et de façon un peu plus marquée dans les Laurentides.

L'Outaouais fait également bonne figure au chapitre de la croissance démographique. Au cours des trois périodes à l'étude, elle a en effet côtoyé les régions adjacentes à Montréal au sommet du classement. Elle a vu sa croissance s'accélérer au début des années 2000, passant d'un taux annuel moyen de 7,1 pour mille en 1996-2001 à un taux de 13,1 pour mille en 2001-2006, un rythme qu'elle a ensuite maintenu en 2006-2011. La croissance moyenne est aussi demeurée stable en Montérégie au cours des deux dernières périodes, à 10,4 pour mille.

Dans le Nord-du-Québec et dans la Capitale-Nationale, la croissance continue de s'accélérer. Le taux d'accroissement annuel moyen y est respectivement de 10,0 pour mille et 9,5 pour mille en 2006-2011. L'amélioration notable de leur bilan démographique au cours de cette dernière période leur permet de se hisser au-dessus de la moyenne du Québec, tandis que leur taux d'accroissement était inférieur à cette moyenne au cours des deux périodes précédentes.

À Montréal, en Estrie et dans le Centre-du-Québec, la croissance annuelle moyenne se situe entre 6 et 9 pour mille en 2006-2011. Dans Chaudière-Appalaches, ce taux s'établit à 4,7 pour mille. Dans toutes ces régions, les années 2006-2011 ont aussi été marquées par une accélération de la croissance par rapport aux périodes 1996-2001 et 2001-2006.

Deux autres régions ont vu leur population augmenter entre 2006 et 2011, soit l'Abitibi-Témiscamingue et la Mauricie, qui affichent toutes deux un taux d'accroissement annuel moyen d'environ 2 pour mille. Cette croissance est modeste, mais elle est à souligner, car les deux régions ont connu des années de déclin dans les années 1990 et au début des années 2000. La progression est particulièrement appréciable en Abitibi-Témiscamingue, qui affichait un des bilans les plus défavorables en 1996-2001 (– 9,6 pour mille) et dont le déclin était encore assez important en 2001-2006 (– 5,0 pour mille). Les données annuelles montrent que les effectifs y sont en hausse depuis l'année 2005-2006 et que la croissance a surtout été marquée au cours des deux dernières années. Quant à la Mauricie, elle a renoué avec la croissance en 2003-2004.

Les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine comptent quant à elles un peu moins d'habitants en 2011 qu'en 2006 selon les estimations provisoires. Chacune d'entre elles a toutefois grandement amélioré son bilan démographique par rapport à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, les effectifs ont très peu bougé entre 2006 et 2011, les données indiquant un déficit minime de l'ordre de – 0,5 pour mille annuellement. Les taux d'accroissement s'établissent à – 1,1 pour mille au Bas-Saint-Laurent et à

– 1,6 pour mille sur la Côte-Nord. Le déficit demeure plus important en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 4,3 pour mille), mais la progression y est aussi marquée. Selon les données annuelles provisoires, toutes ces régions pourraient avoir enregistré une légère croissance entre 2010 et 2011.

Naissances, décès et accroissement naturel : plus de naissances que de décès partout, sauf en Mauricie et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Selon des données provisoires, 88 500 enfants sont nés au Québec en 2011, un nombre semblable à celui enregistré en 2010 (88 300). Le nombre de naissances s'est stabilisé, après avoir connu une progression importante entre les années 2000 (72 010) et 2009 (88 891), particulièrement entre 2005 et 2008.

Dans toutes les régions, les naissances sont plus nombreuses en 2011 qu'elles ne l'ont été durant la majeure partie de la décennie 2000, malgré la récente interruption du mouvement à la hausse qui s'observe presque partout (tableau 2.2). Si on compare les années 2001 et 2011, les régions de Lanaudière et de la Capitale-Nationale sont celles où la croissance des naissances a été la plus forte, de 48 % et 34 % respectivement, comparativement à 20 % dans l'ensemble du Québec. L'augmentation dépasse aussi la moyenne québécoise en Mauricie, en Outaouais, à Laval et en Montérégie.

Dans l'ensemble du Québec, l'indice synthétique de fécondité, qui mesure l'intensité de la fécondité, s'établit à 1,69 enfant par femme en 2011, comparativement à 1,50 en 2001. Entre ces deux années, la fécondité a culminé à 1,74 enfant par femme en 2008 et en 2009. La figure 2.2 montre que toutes les régions maintiennent en 2011 un indice de fécondité supérieur à celui de l'année 2001, même si dans certains cas un recul observé en toute fin de période le ramène à un niveau légèrement inférieur à ce qu'il était il y a cinq ans. L'intensité de la fécondité varie toutefois grandement d'une région à l'autre. Mis à part le Nord-du-Québec, qui se situe toujours loin devant les autres (2,81 enfants par femme en 2011), ce sont les régions de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue et de Chaudière-Appalaches qui affichent la fécondité la plus élevée, avec un indice de fécondité d'un peu plus de 2,0 enfants par femme en 2011. À l'autre extrémité, on retrouve Montréal et la Capitale-Nationale, qui enregistrent toutes deux un indice inférieur à 1,6.

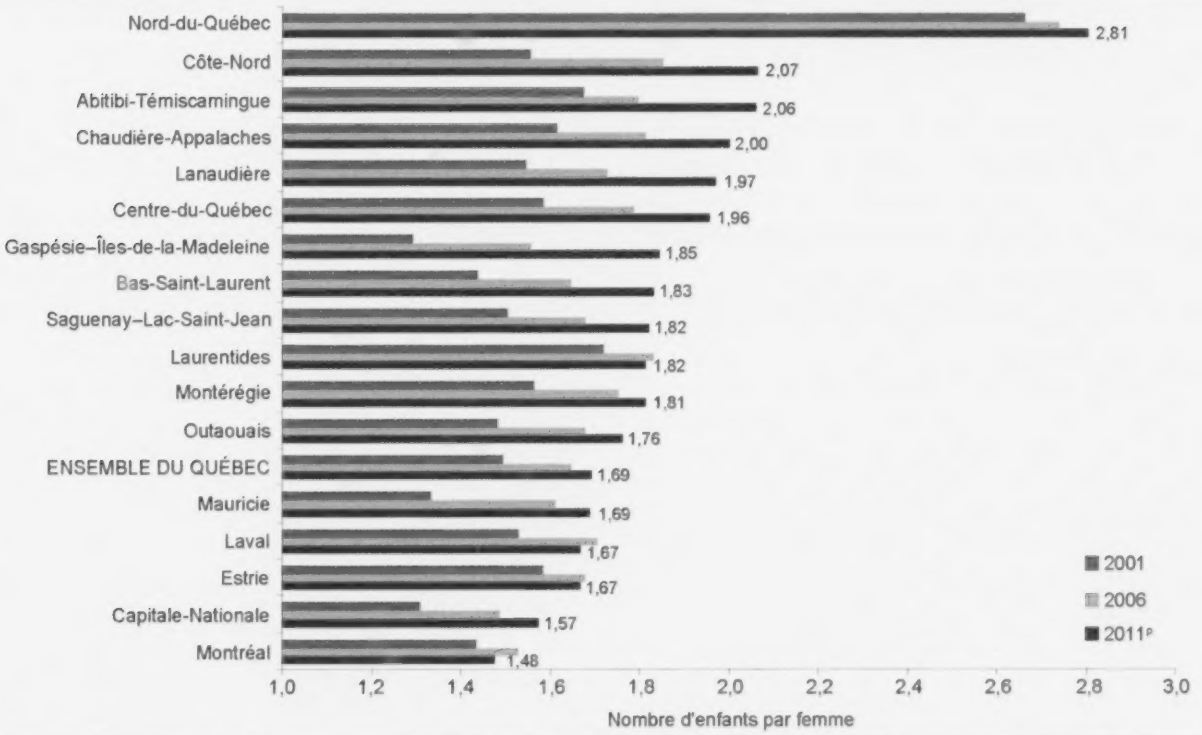
En soustrayant les décès des naissances, on obtient un solde correspondant à l'accroissement naturel d'une population. Bien que la mortalité diminue dans toutes les régions, ce qui se traduit par des gains d'espérance de vie[1], le nombre de décès tend à augmenter en raison d'une population vieillissante. De toutes les régions du Québec, Montréal est la seule où les décès sont un peu moins nombreux en 2011 qu'en 2001 (tableau 2.2). Les décès ont augmenté dans les autres régions, mais la hausse a généralement été moins marquée que celle des naissances, si bien que l'accroissement naturel a été bonifié presque partout. La progression à ce chapitre est particulièrement importante dans la Capitale-Nationale, où l'accroissement naturel est passé de 671 personnes en 2001 à un peu plus de 1 900 en 2011.

Soulignons que si les naissances excèdent les décès dans la plupart des régions, ce n'est pas le cas en Mauricie et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où l'accroissement naturel est négatif depuis la fin des années 1990. Une population beaucoup plus âgée que la moyenne explique cette situation (voir la section consacrée à la structure par âge). En Mauricie, le surplus de décès est toutefois moindre en fin de période, tandis que l'accroissement naturel enregistré en 2011 par la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 243) est plutôt parmi les plus négatifs des 10 dernières années. Le Bas-Saint-Laurent, aussi assez âgé, maintient quant à lui un accroissement naturel positif depuis 2006, après avoir connu un épisode négatif au début des années 2000. Le surplus des naissances y est toutefois de très faible ampleur, équivalent à 67 personnes en 2011.

1. Les données sur la mortalité et l'espérance de vie sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Figure 2.2

Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2001, 2006 et 2011[p]



Note : Les indices de fécondité de 2011 doivent être interprétés avec prudence, tout particulièrement ceux des régions de Montréal et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Les estimations de population utilisées dans le calcul des indices sont basées sur les comptes du Recensement de 2006 ; elles seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions. Voir l'encadré de la page 34.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Migration interrégionale : Montréal demeure la grande perdante, tandis que les pertes font place à des gains dans certaines régions éloignées

Entre 2010 et 2011, 208 600 Québécois ont changé de région de résidence, soit un peu moins de 2,7 % de la population. Cette proportion est la plus faible enregistrée en 10 ans; elle était d'un peu plus de 3 % au tout début des années 2000.

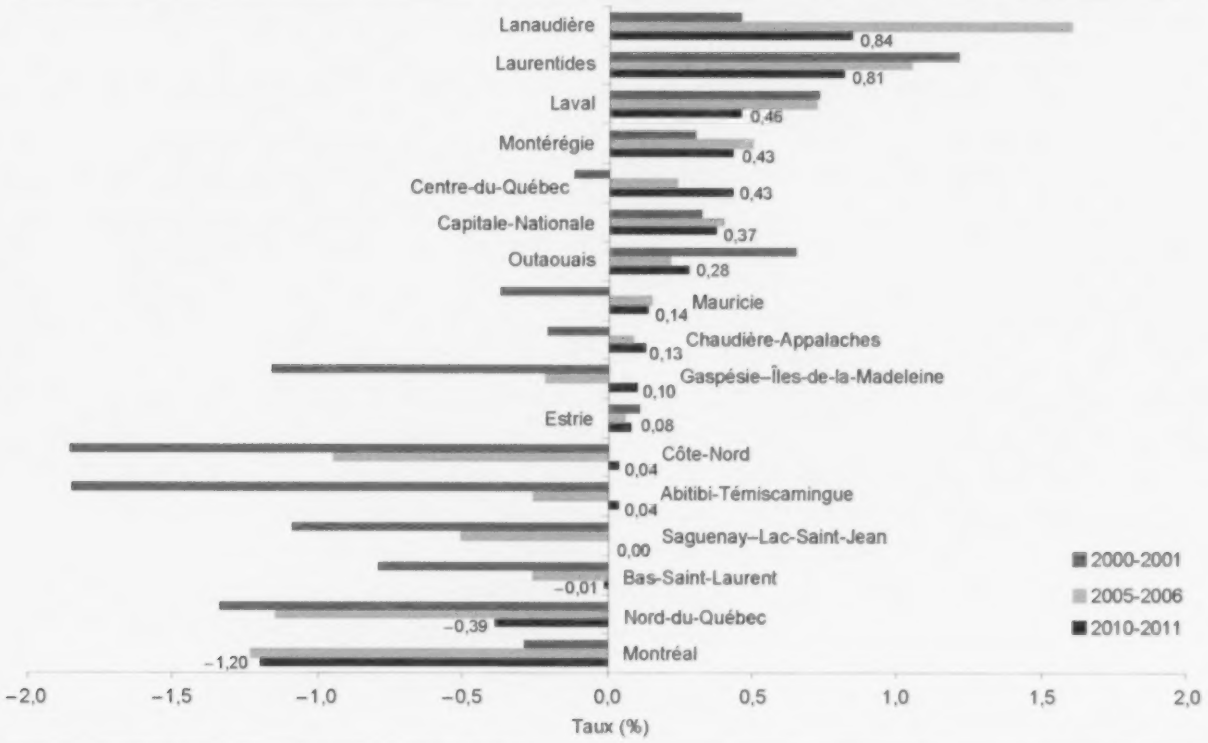
La migration interrégionale est un jeu à somme nulle au terme duquel on retrouve des régions gagnantes et des régions perdantes. Toutes proportions gardées, les régions adjacentes à Montréal sont généralement celles qui ont le plus profité des échanges migratoires au cours des 10 dernières années, Lanaudière et les Laurentides en tête. En 2010-2011, ces deux régions affichent un taux net de migration interrégionale de 0,84 % et 0,81 % respectivement (figure 2.3). S'ils demeurent relativement élevés, les taux y sont toutefois en baisse en fin de période. La région des Laurentides a connu ses meilleurs gains au début des années 2000, tandis que le sommet a été atteint vers le milieu de la décennie dans Lanaudière.

Laval et la Montérégie récoltent aussi des bénéfices substantiels des échanges migratoires interrégionaux. À Laval, le taux net de migration interrégionale a varié entre 0,6 % et 0,8 % jusqu'en 2009-2010. Il est plus faible en 2010-2011 (0,46 %), mais la région conserve le troisième rang en ce qui a trait à l'ampleur relative des gains. La Montérégie suit avec un taux de 0,43 %.

Les gains enregistrés par les quatre régions mentionnées ci-dessus s'expliquent principalement par la force d'attraction qu'elles exercent sur les résidants de Montréal. En revanche, cette dynamique contribue grandement au fait que pour une neuvième année consécutive, Montréal a perdu en 2010-2011 un peu plus de 1 % de sa population au jeu des échanges migratoires interrégionaux. Ceci représente, au cours de la dernière année, 22 200 personnes (tableau 2.3). Bien que Montréal soit surtout perdante par rapport à ses voisines de la couronne nord et sud, les échanges de 2010-2011 ont aussi été déficitaires avec chacune des autres régions, une première en 10 ans. Comparativement au début des années 2000, Montréal enregistre des pertes accrues dans les groupes d'âge où se trouvent les couples en âge d'avoir des enfants et les jeunes familles, ainsi que des gains moindres chez les jeunes de 15 à 24 ans (données par âge disponibles sur le site Web de l'Institut).

Figure 2.3

Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 2000-2001, 2005-2006 et 2010-2011



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

À l'extérieur du groupe des régions adjacentes à Montréal, c'est le Centre-du-Québec qui connaît, en termes relatifs, les plus forts gains migratoires en 2010-2011, avec un taux net de 0,43 %, équivalent à celui de la Montérégie. Il s'agit d'une progression notable pour cette région qui était déficitaire ou faiblement excédentaire il y a une dizaine d'années. Elle devance ainsi la Capitale-Nationale, qui affiche un taux de 0,37 %, dans la moyenne des dernières années. L'Outaouais suit avec des gains de l'ordre de 0,28 %, en baisse par rapport au début des années 2000.

L'incidence des échanges interrégionaux est moindre en Mauricie (0,14 %) et en Chaudière-Appalaches (0,13 %), qui affirment toutefois leur place parmi les régions gagnantes, après avoir été déficitaires au début des années 2000. L'Estrie (0,08 %) figure aussi parmi les régions qui enregistrent des gains généralement faibles.

Avec un taux net de migration interrégionale de 0,10 % en 2010-2011, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine apparaît parmi les régions gagnantes pour une deuxième année consécutive. Contrairement à l'année précédente, elle n'est toutefois plus la seule

région dite éloignée à afficher des gains, la Côte-Nord (0,04 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (0,04 %) étant elles aussi passées du côté positif en 2010-2011. Les gains de ces régions sont précaires, ne représentant au plus que quelques dizaines de personnes, mais ils marquent une rupture dans la dynamique migratoire des dernières années. Le contraste est particulièrement frappant avec le début des années 2000, quand ces régions perdaient annuellement plus de 1 % de leur population au profit du reste du Québec. Dans tous les cas, les pertes se sont réduites graduellement avant de faire place à des gains.

Les résultats observés au Saguenay–Lac-Saint-Jean, dans le Bas-Saint-Laurent et dans le Nord-du-Québec témoignent aussi de l'amélioration du bilan migratoire des régions éloignées. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, les entrées ont été équivalentes aux sorties en 2010-2011, engendrant un solde nul. Dans le Bas-Saint-Laurent, le taux net de migration interrégionale n'est plus que très faiblement négatif (– 0,01 %). Les pertes sont plus importantes dans le Nord-du-Québec (– 0,39 %), mais il s'agit du meilleur taux enregistré par cette région en 10 ans.

Des résultats détaillés montrent que les régions éloignées ont amélioré leur solde migratoire dans la plupart des groupes d'âge depuis le début des années 2000. Le principal changement est toutefois la réduction notable de la propension des 15-24 ans à les quitter pour les grands centres, que ce soit pour Québec ou Montréal. Dans le cas précis de la Côte-Nord, les taux d'entrée connaissent également une hausse notable en fin de période.

Immigration internationale : un apport démographique concentré à Montréal, mais accru presque partout

Le nombre d'immigrants admis annuellement au Québec s'est grandement accru au cours des dernières années. Tandis qu'il était d'environ 30 000 à la fin des années 1990, il s'est élevé jusqu'à un sommet de 54 000 en 2010 et se situe à près de 52 000 en 2011. Comme les nouveaux arrivants se concentrent à Montréal, l'immigration contribue surtout au bilan démographique de cette région, où elle compense notamment les soldes migratoires interrégionaux fortement négatifs. En raison de la hausse importante des volumes d'admissions, la plupart des régions accueillent cependant un nombre grandissant d'immigrants. La part des immigrants qui choisissent de s'établir à l'extérieur de Montréal a par ailleurs connu une légère hausse au cours des dernières années.

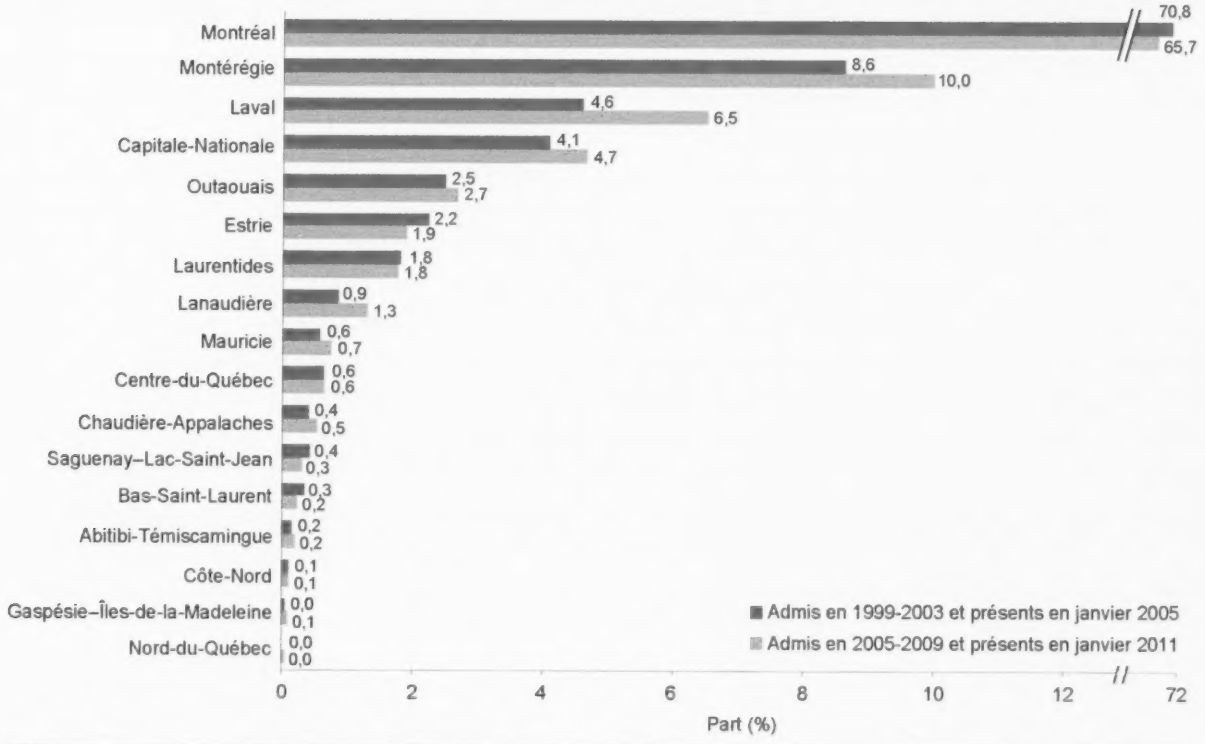
Le tableau 2.4 présente côte à côte les résultats de quatre études réalisées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec (MICC). Ces études, conçues pour mesurer annuellement la présence au Québec des immigrants récemment admis, comprennent également de l'information sur la région de résidence des immigrants considérés comme étant toujours au Québec. Ces données donnent une image légèrement différente, probablement plus juste, de la localisation des nouveaux arrivants que celle établie à partir des données sur les admissions, qui renseignent seulement sur la région de destination envisagée par les immigrants lors de la sélection ou de l'admission.

La première étude retenue (MICC, 2005) porte sur les immigrants admis au Québec entre 1999 et 2003. Leur présence et leur région de résidence sont vérifiées en janvier 2005[2]. La seconde étude (MICC, 2007) porte sur les immigrants admis entre 2001 et 2005 dont on vérifie la présence en janvier 2007. Le même modèle s'applique pour les études de 2009 et 2011. Ainsi, c'est la répartition régionale des immigrants récents, toujours présents au Québec en moyenne 3,5 années après leur admission, qui est présentée. Soulignons que la région de résidence d'une faible part d'entre eux (entre 2 % et 3 %) n'est pas déterminée. Précisons aussi qu'il s'agit des admissions permanentes. Les résidents non permanents, par exemple les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires, ne sont pas pris en compte. Finalement, un changement méthodologique permettant de retracer davantage d'immigrants a eu un effet à la hausse sur les taux de présence dans l'étude de 2011. La répartition régionale (en pourcentage) des immigrants présents devrait être peu affectée par ce changement, rendant possible la comparaison avec la répartition des années antérieures, tel que nous le faisons sur la figure 2.4. Il est cependant plus hasardeux d'analyser l'évolution du nombre d'immigrants présents dans chaque région à partir de ces données.

2. Les études portent plus globalement sur les immigrants admis depuis 10 ans. Dans l'étude de 2005, il s'agit de ceux admis entre 1994 et 2003. Nous avons choisi de ne retenir ici que les immigrants très récents, soit ceux admis au cours des cinq années précédant l'étude.

Figure 2.4

Part des immigrants récents, régions administratives du Québec, immigrants admis en 1999-2003 et présents en janvier 2005 et immigrants admis en 2005-2009 et présents en janvier 2011



Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

La forte concentration des immigrants à Montréal est bien mise en évidence sur la figure 2.4. En janvier 2011, parmi les immigrants admis entre 2005 et 2009 et encore présents au Québec, près de deux sur trois (65,7 %) résidaient dans cette région. Il s'agit toutefois d'une baisse d'environ 5 points de pourcentage par rapport à 2005, quand Montréal accueillait 70,8 % des nouveaux arrivants de la cohorte 1999-2003. Cette légère déconcentration se fait surtout au profit de la Montérégie et de Laval, qui sont les deuxième et troisième régions d'accueil des immigrants. Ces deux régions voient en effet leur part de l'immigration augmenter, passant de 8,6 % à 10,0 % en Montérégie et de 4,6 % à 6,5 % à Laval.

La Capitale-Nationale arrive au quatrième rang avec 4,7 % des immigrants récents en 2011, une part un peu plus élevée qu'en 2005 (4,1 %). L'Outaouais accueille quant à elle 2,7 % de l'immigration en 2011, comparativement à 2,5 % six ans auparavant. L'Estrie et les Laurentides comptent chacune environ 2 % des immigrants récents en fin de période, une part en légère baisse dans le cas de l'Estrie, mais stable en ce qui concerne les Laurentides. La proportion est un peu plus faible, mais en hausse dans Lanaudière, où elle est passée de 0,9 % en 2005 à 1,3 % en 2011. Les autres régions accueillent toutes moins de 1 % des immigrants récents.

Structure par âge : des écarts marqués quant au rythme du vieillissement

Un vieillissement rapide caractérise l'évolution de la structure par âge de la population québécoise depuis le début des années 1970. La baisse de la fécondité qui a suivi le baby-boom des années 1946-1966, de même que l'élévation de l'espérance de vie contribuent à ce phénomène. En 1971, les jeunes de moins de 20 ans comptaient pour 40 % de la population et les personnes âgées de 65 ans et plus, pour 7 %. En 2011, le poids démographique des jeunes chute à 22 %, tandis que celui des personnes

âgées monte à 16 %. Quant à la part de la population d'âge actif, les 20-64 ans, elle est passée de 53 % à 63 %, avec une concentration graduelle des effectifs chez les plus âgés de ce groupe. Cette évolution de la représentation des grands groupes d'âge s'accompagne d'une hausse de l'âge médian, qui est passé de 25,6 ans en 1971 à 41,4 ans en 2011. Soulignons que les plus âgés des baby-boomers ont célébré leur 65e anniversaire en 2011. L'atteinte de ce seuil par l'ensemble des générations du baby-boom au cours des vingt prochaines années entraînera une augmentation importante de la part des personnes âgées de 65 ans et plus au sein de la population. Selon les projections de population de l'Institut de la statistique du Québec (2009), cette part pourrait être de 28 % en 2056. L'âge médian serait alors de 46,4 ans.

Des écarts quant à l'intensité de la fécondité, de la mortalité et de la migration, de même que le profil par âge des migrants ont façonné de différentes façons la structure par âge des régions au fil des années, ce qui explique que le vieillissement soit plus avancé dans certaines d'entre elles. C'est notamment le cas en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où l'âge médian est de 49,0 ans en 2011, le plus élevé du Québec (figure 2.5). Dans cette région, un résidant sur cinq (20,4 %) est âgé de 65 ans et plus, une part supérieure à celle des jeunes de moins de 20 ans (figure 2.6). Le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie figurent aussi parmi les régions les plus âgées du Québec, avec un âge médian d'un peu plus de 47 ans en 2011. À l'instar de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie compte davantage de personnes âgées de 65 ans et plus que de jeunes de moins de 20 ans, tandis que ces deux groupes d'âge sont presque à égalité dans le Bas-Saint-Laurent. Dans ces trois régions, le maintien d'une fécondité assez faible pendant plusieurs années et un profil migratoire caractérisé par des pertes chez les jeunes adultes et des gains chez les personnes en âge de prendre leur retraite ont contribué à un vieillissement plus rapide qu'ailleurs au Québec. Depuis 1996, l'âge médian en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'est élevé d'un peu plus de onze ans, comparativement à cinq ans dans l'ensemble du Québec. Dans le Bas-Saint-Laurent et en Mauricie, l'écart est respectivement de 10 et 9 ans. L'avancée de l'âge médian a également été rapide au Saguenay–Lac-Saint-Jean, où il atteint 45,6 ans en 2011, 10 ans de plus qu'en 1996.

Les régions de Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec, de la Capitale-Nationale et de l'Estrie apparaissent aussi plus âgées que la moyenne québécoise. Leur âge médian est d'environ 43 ans en 2011. Dans toutes ces régions, la part des personnes âgées surpasse la moyenne du Québec, se situant autour de 17 %. La proportion des moins de 20 ans est semblable à la moyenne, sauf dans la Capitale-Nationale, où elle est parmi les plus faibles (19,0 %).

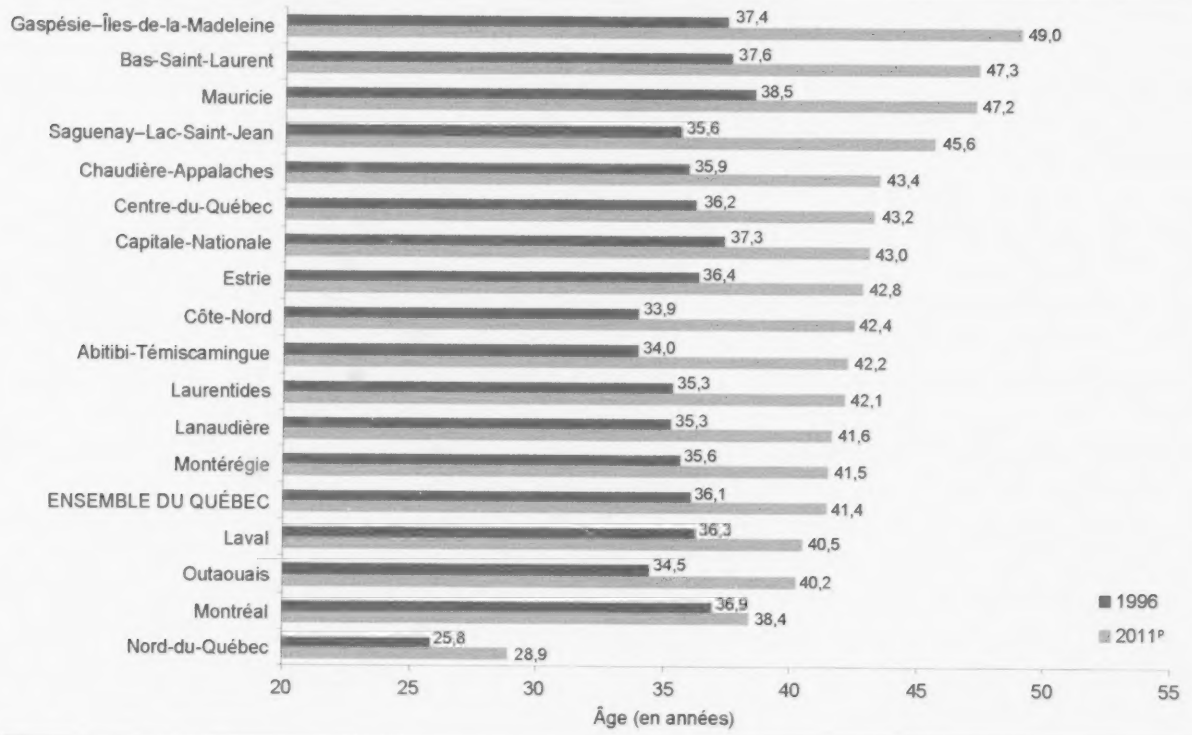
À l'autre bout du spectre, le Nord-du-Québec se distingue comme étant, de loin, la plus jeune région du Québec. Les personnes âgées de 65 ans et plus n'y représentent que 6,6 % de la population en 2011, tandis que plus d'une personne sur trois (36,6 %) y a moins de 20 ans. Cette structure relativement jeune – l'âge médian y est de 28,9 ans – s'explique par une fécondité plus élevée que la moyenne et une espérance de vie plus faible.

Montréal est aussi plus jeune que la moyenne québécoise en 2011. Son profil par âge est unique : les moins de 20 ans y sont moins représentés (20,1 %) que dans la plupart des autres régions, mais elle compte sur la plus importante population d'âge actif (64,9 %). Les données détaillées, non illustrées ici, montrent par ailleurs que sa population d'âge actif est concentrée chez les 20 à 44 ans. Le maintien d'un bassin de jeunes adultes y est assuré par l'accueil d'immigrants internationaux, majoritairement âgés dans la vingtaine et la trentaine lors de leur établissement au Québec, de même que par l'arrivée de jeunes issus des autres régions du Québec. Quant aux 65 ans et plus, ils représentent 14,9 % des Montréalais en 2011. Cette part est restée presque inchangée depuis 1996, tandis qu'elle s'est accrue de quelques points de pourcentage dans toutes les autres régions. L'âge médian a lui aussi assez peu bougé à Montréal en comparaison de ce qui s'observe ailleurs au Québec, passant de 36,9 ans en 1996 à 38,4 ans en 2011. Cette relative stabilité de la structure par âge explique que Montréal, qui affichait un âge médian supérieur à la moyenne en 1996, apparaisse comme une région plutôt jeune en 2011.

Dans les autres régions, la part des jeunes de moins de 20 ans est d'environ 23 % et celle des personnes âgées varie entre 14 % et 16 %, sauf en Outaouais où cette dernière est de 12,8 %. Cette région se distingue aussi par une proportion de 20-64 ans parmi les plus élevées (64,2 %). L'âge médian y est de 40,2 ans. Il est également inférieur à la moyenne à Laval (40,5 ans), tandis qu'il se situe autour de 42 ans en Montérégie, dans Lanaudière, sur la Côte-Nord, dans les Laurentides et en Abitibi-Témiscamingue.

Figure 2.5

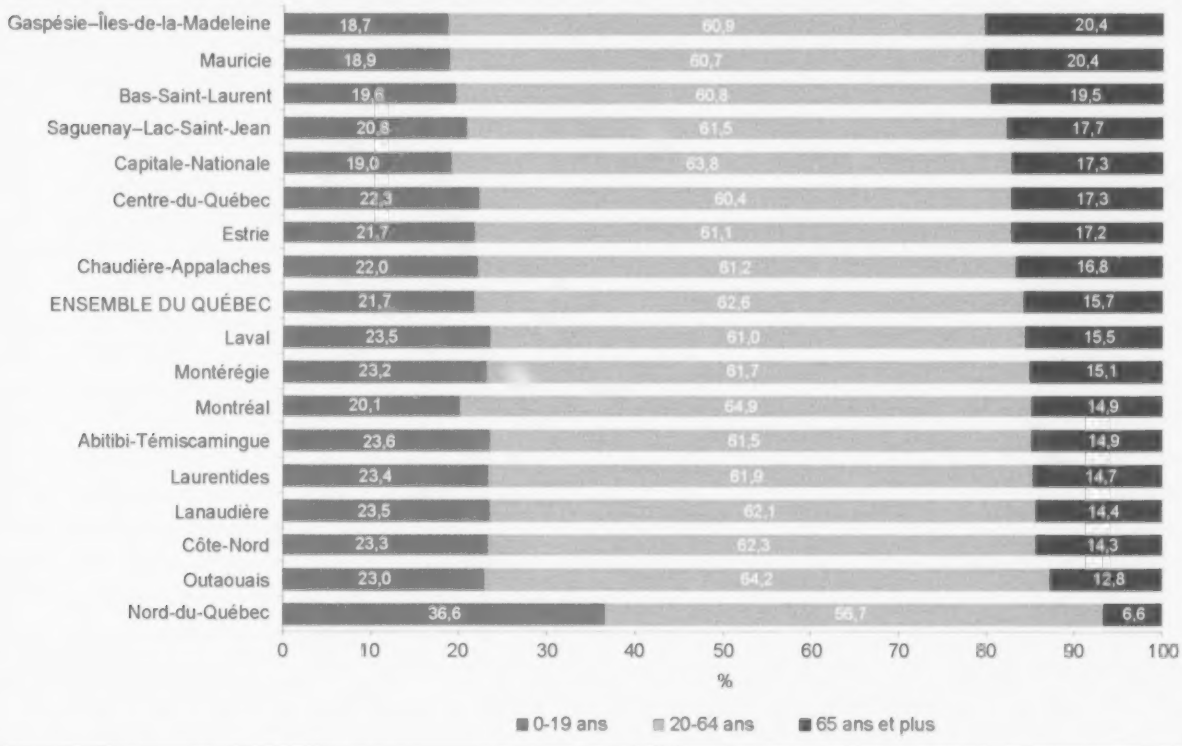
Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2011[p]



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).

Figure 2.6

Population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2011[p]



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En guise de conclusion : retour sur quelques faits saillants et tendances à surveiller

Les données présentées dans ce chapitre confirment une fois de plus la vigueur démographique des régions adjacentes à Montréal (Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie) et de l'Outaouais, qui représentent les pôles de la croissance démographique au Québec. La plupart des facteurs d'accroissement leur sont favorables : elles enregistrent toutes des gains dans leurs échanges migratoires interrégionaux, maintiennent presque toutes une fécondité supérieure à la moyenne québécoise et accueillent un nombre d'immigrants non négligeable. À l'exception de Laval, où la croissance continue de s'accélérer, ces régions sont toutefois les seules où les taux d'accroissement sont demeurés stables ou se sont légèrement abaissés en 2006-2011 par rapport aux périodes précédentes.

La région de Montréal se démarque quant à elle pour des raisons bien différentes. Les données les plus récentes confirment notamment sa position de grande perdante au chapitre des migrations interrégionales. Non seulement les déficits au profit des régions situées dans sa couronne demeurent importants, mais, pour la première fois en 10 ans, les échanges avec toutes les autres régions lui ont aussi été défavorables en 2010-2011. Elle continue par ailleurs d'afficher une fécondité parmi les plus faibles de toutes les régions du Québec. En revanche, malgré des signes d'une légère déconcentration de l'immigration, Montréal demeure de loin la première région d'établissement des immigrants au Québec.

Insistons finalement sur la progression observée dans les régions éloignées des grands centres. Mis à part le Nord-du-Québec, où la croissance est alimentée par une forte fécondité, les autres régions de ce groupe ont connu un déclin important de leur population à la fin des années 1990 et encore au début des années 2000. L'Abitibi-Témiscamingue a toutefois vu sa population

croître au cours de la période 2006-2011, tandis que les effectifs sont demeurés plutôt stables au Saguenay–Lac-Saint-Jean et que le rythme du déclin s'est grandement réduit en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, dans le Bas-Saint-Laurent et sur la Côte-Nord. Cette progression s'explique entre autres par une hausse de la fécondité, mais surtout par les changements observés dans la dynamique migratoire interrégionale. En effet, toutes les régions éloignées ont vu leurs pertes migratoires se réduire considérablement au cours des 10 dernières années, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue affichant même de faibles gains en toute fin de période. Il est trop tôt pour affirmer qu'il s'agit là d'une tendance durable, mais il s'agit certainement d'un des principaux faits saillants de l'évolution démographique des dernières années au Québec.

Bibliographie

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2011). *Le Bilan démographique du Québec. Édition 2011*, Québec, 146 p. [En ligne].[www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2011/bilan2011.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2009). *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056*, Québec, 132 p. [En ligne].[www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2009/perspectives2006_2056.pdf].

GIRARD, Chantal (2012). « Les naissances au Québec en 2011 : situation stable », *Coup d'œil sociodémographique*, Québec, Institut de la statistique du Québec, no 16. [En ligne].[www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2012/coupdoeil_sociodemo_no16.pdf].

LACHANCE, Jean-François (2012). « La migration interrégionale au Québec en 2010-2011 », *Coup d'œil sociodémographique*, Québec, Institut de la statistique du Québec, no 13. [En ligne].[www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2012/coupdoeil_sociodemo_no13.pdf].

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2011). *Présence en 2011 des immigrants admis au Québec de 2000 à 2009*, Montréal, Gouvernement du Québec, 32 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2009). *Présence en 2009 des immigrants admis au Québec de 1998 à 2007*, Montréal, Gouvernement du Québec, 32 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2007). *Présence au Québec en 2007 des immigrants admis de 1996 à 2005*, Montréal, Gouvernement du Québec, 38 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2005). *Présence au Québec en 2005 des immigrants admis de 1994 à 2003*, Montréal, Gouvernement du Québec, 44 p.

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2011

Région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	1996	2001r	2006r	2011p	1996-2001r	2001-2006r	2006-2011p	1996	2011p
	n				pour 1 000			%	
Bas-Saint-Laurent	208 695	204 298	201 564	200 462	– 4,3	– 2,7	– 1,1	2,9	2,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	290 182	283 290	274 116	273 461	– 4,8	– 6,6	– 0,5	4,0	3,4
Capitale-Nationale	643 377	651 552	668 733	701 204	2,5	5,2	9,5	8,9	8,8
Mauricie	264 581	260 037	260 315	262 340	– 3,5	0,2	1,5	3,7	3,3
Estrie	282 671	291 382	301 017	312 150	6,1	6,5	7,3	3,9	3,9
Montréal	1 797 912	1 850 521	1 873 608	1 958 257	5,8	2,5	8,8	24,8	24,5
Outaouais	311 733	322 934	344 861	368 181	7,1	13,1	13,1	4,3	4,6
Abitibi-Témiscamingue	155 901	148 559	144 867	146 419	– 9,6	– 5,0	2,1	2,2	1,8
Côte-Nord	104 643	99 479	96 559	95 802	– 10,1	– 6,0	– 1,6	1,4	1,2
Nord-du-Québec	39 050	39 325	40 271	42 330	1,4	4,8	10,0	0,5	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	106 404	98 599	95 162	93 130	– 15,2	– 7,1	– 4,3	1,5	1,2
Chaudière-Appalaches	385 705	390 845	396 948	406 401	2,6	3,1	4,7	5,3	5,1
Laval	334 918	350 287	372 409	403 744	9,0	12,2	16,1	4,6	5,1
Lanaudière	380 827	396 386	433 778	469 916	8,0	18,0	16,0	5,3	5,9
Laurentides	439 611	472 923	518 395	555 614	14,6	18,3	13,9	6,1	7,0
Montérégie	1 282 798	1 313 169	1 383 020	1 456 743	4,7	10,4	10,4	17,7	18,3
Centre-du-Québec	217 889	222 745	225 929	233 509	4,4	2,8	6,6	3,0	2,9
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 979 663**	**4,1**	**6,3**	**8,9**	**100,0**	**100,0**

Note : Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives entre 2006 et 2011. Voir l'encadré de la page 34 pour plus de précisions.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2

Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2011

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009[p1]	2010[p]	2011[p]
						n					
Naissances	**73 699**	**72 478**	**73 916**	**74 068**	**76 341**	**81 962**	**84 453**	**87 865**	**88 891**	**88 300**	**88 500**
Bas-Saint-Laurent	1 648	1 615	1 676	1 587	1 745	1 803	1 869	1 880	1 886	1 874	1 928
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 531	2 492	2 434	2 394	2 511	2 612	2 673	2 810	2 845	2 680	2 765
Capitale-Nationale	5 624	5 479	5 580	5 532	5 843	6 437	6 639	7 154	7 298	7 428	7 516
Mauricie	1 957	2 036	1 948	2 062	2 061	2 286	2 285	2 404	2 444	2 398	2 449
Estrie	2 904	2 818	2 946	2 911	2 972	3 132	3 186	3 312	3 315	3 384	3 273
Montréal	20 359	20 123	20 590	20 396	20 729	21 808	22 472	22 645	23 056	23 268	23 161
Outaouais	3 311	3 397	3 398	3 523	3 662	3 820	4 053	4 209	4 398	4 172	4 226
Abitibi-Témiscamingue	1 546	1 407	1 456	1 371	1 501	1 538	1 599	1 705	1 773	1 663	1 702
Côte-Nord	1 002	981	985	1 029	955	1 061	1 083	1 110	1 078	1 090	1 093
Nord-du-Québec	839	785	821	861	816	838	906	880	903	868	860
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	697	677	675	712	665	737	744	786	782	739	789
Chaudière-Appalaches	3 875	3 737	3 833	3 933	3 955	4 353	4 419	4 710	4 637	4 574	4 639
Laval	3 592	3 421	3 605	3 594	3 780	4 081	4 161	4 354	4 449	4 453	4 402
Lanaudière	3 643	3 568	3 616	3 812	4 005	4 454	4 871	5 328	5 472	5 254	5 396
Laurentides	5 065	4 856	5 008	5 051	5 029	5 650	5 684	5 985	5 960	5 921	5 782
Montérégie	12 962	12 909	13 176	13 152	13 895	14 944	15 367	15 965	15 998	16 011	15 935
Centre-du-Québec	2 144	2 177	2 169	2 148	2 217	2 408	2 442	2 628	2 597	2 523	2 583
Décès	**54 372**	**55 748**	**54 972**	**55 614**	**55 988**	**54 434**	**56 748**	**57 149**	**57 200**	**58 400**	**59 300**
Bas-Saint-Laurent	1 689	1 746	1 729	1 836	1 817	1 699	1 734	1 871	1 867	1 855	1 861
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 056	2 097	2 079	2 021	2 107	2 063	2 098	2 162	2 318	2 142	2 203
Capitale-Nationale	4 953	5 131	5 002	5 162	5 215	5 077	5 510	5 349	5 390	5 458	5 598
Mauricie	2 368	2 412	2 387	2 315	2 363	2 293	2 525	2 472	2 460	2 535	2 612
Estrie	2 194	2 261	2 333	2 357	2 368	2 284	2 261	2 291	2 244	2 429	2 346
Montréal	15 306	15 619	15 302	15 208	14 857	14 571	14 677	14 641	14 816	14 921	14 686
Outaouais	2 114	2 154	2 002	2 114	2 197	2 186	2 239	2 271	2 269	2 367	2 539
Abitibi-Témiscamingue	1 060	1 122	1 120	1 019	1 070	938	1 074	1 132	1 148	1 099	1 165
Côte-Nord	606	582	559	583	614	623	620	651	683	645	683
Nord-du-Québec	160	170	195	179	191	174	186	187	193	212	216
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	877	863	918	884	902	908	977	999	969	993	1 032
Chaudière-Appalaches	2 663	2 739	2 715	2 904	2 796	2 693	2 821	2 904	2 912	2 830	3 006
Laval	2 246	2 323	2 266	2 293	2 343	2 266	2 487	2 434	2 455	2 628	2 594
Lanaudière	2 527	2 541	2 538	2 649	2 783	2 656	2 735	2 939	2 849	2 961	3 263
Laurentides	3 133	3 282	3 114	3 208	3 402	3 291	3 382	3 583	3 523	3 714	3 786
Montérégie	8 593	8 871	8 963	9 033	9 144	8 915	9 649	9 336	9 273	9 777	9 796
Centre-du-Québec	1 827	1 835	1 750	1 849	1 819	1 797	1 773	1 927	1 830	1 834	1 913
Accroissement naturel	**19 327**	**16 730**	**18 944**	**18 454**	**20 353**	**27 528**	**27 705**	**30 716**	**31 691**	**29 900**	**29 200**
Bas-Saint-Laurent	– 41	– 131	– 53	– 249	– 72	104	135	[illegible]	19	19	67
Saguenay–Lac-Saint-Jean	475	395	355	373	404	549	575	648	527	538	562
Capitale-Nationale	671	348	578	370	628	1 360	1 129	1 805	1 908	1 971	1 917
Mauricie	– 411	– 376	– 439	– 253	– 302	– 7	– 240	– 68	– 16	– 137	– 164
Estrie	710	557	613	554	604	848	925	1 021	1 071	954	927
Montréal	5 053	4 504	5 288	5 188	5 872	7 237	7 795	8 004	8 240	8 347	8 476
Outaouais	1 197	1 243	1 396	1 409	1 465	1 634	1 814	1 938	2 129	1 805	1 687
Abitibi-Témiscamingue	486	285	336	352	431	600	525	573	625	564	537
Côte-Nord	396	399	426	446	341	438	463	459	395	445	410
Nord-du-Québec	679	615	626	682	625	664	720	693	710	656	644
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 180	– 186	– 243	– 172	– 237	– 171	– 233	– 213	– 187	– 254	– 243
Chaudière-Appalaches	1 212	998	1 118	1 029	1 159	1 660	1 598	1 806	1 725	1 744	1 633
Laval	1 346	1 098	1 339	1 301	1 437	1 815	1 674	1 920	1 994	1 824	1 808
Lanaudière	1 116	1 027	1 078	1 163	1 222	1 798	2 136	2 389	2 623	2 294	2 133
Laurentides	1 932	1 574	1 894	1 843	1 627	2 359	2 302	2 402	2 437	2 207	1 996
Montérégie	4 369	4 038	4 213	4 119	4 751	6 029	5 718	6 629	6 725	6 233	6 139
Centre-du-Québec	317	342	419	299	398	611	669	701	767	689	670

1. Les données sur les naissances de 2009 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.3

Solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 2000-2001 à 2010-2011

Région administrative	Solde migratoire interrégional										
	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
	n										
Bas-Saint-Laurent	– 1 584	– 1 109	– 686	28	– 255	– 511	– 343	– 306	– 456	– 162	– 28
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 3 091	– 2 973	– 2 922	– 2 016	– 1 969	– 1 382	– 955	– 448	– 659	– 396	3
Capitale-Nationale	2 035	2 739	2 750	1 751	1 194	2 636	2 197	3 044	2 781	2 172	2 554
Mauricie	– 950	– 207	292	649	587	389	786	195	121	353	353
Estrie	326	1 131	1 109	658	462	182	234	70	40	386	234
Montréal	– 5 264	– 14 833	– 20 406	– 24 100	– 22 800	– 22 760	– 23 848	– 21 477	– 19 463	– 23 640	– 22 207
Outaouais	2 030	1 364	1 437	583	564	731	510	1 363	1 437	1 312	1 017
Abitibi-Témiscamingue	– 2 765	– 1 996	– 1 520	– 963	– 581	– 379	– 166	– 390	– 392	– 407	53
Côte-Nord	– 1 867	– 1 853	– 1 201	– 802	– 827	– 911	– 689	– 918	– 452	– 313	37
Nord-du-Québec	– 504	– 645	– 293	– 329	– 496	– 443	– 253	– 298	– 384	– 173	– 154
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 1 157	– 812	– 510	– 94	– 150	– 217	– 202	– 210	– 61	146	99
Chaudière-Appalaches	– 799	– 339	101	56	869	355	495	28	463	754	525
Laval	2 526	2 569	2 414	2 342	2 197	2 672	2 045	2 601	2 882	3 099	1 844
Lanaudière	1 827	4 288	4 507	6 586	6 940	6 818	7 040	5 441	4 390	4 324	3 933
Laurentides	5 667	6 358	7 151	7 266	6 191	5 424	6 295	4 205	4 335	5 162	4 482
Montérégie	3 847	6 300	7 367	8 011	7 607	6 867	6 497	6 116	4 861	6 502	6 260
Centre-du-Québec	– 275	17	409	373	467	529	359	984	577	881	996

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Tableau 2.4

Population immigrante admise au Québec à différentes périodes quinquennales (1999-2003 à 2005-2009) et présente en janvier de différentes années (2005 à 2011) selon la région administrative de résidence

Région administrative de résidence[1]	*Admis : 1999-2003 Présents : 2005*		*Admis : 2001-2005 Présents : 2007*		*Admis : 2003-2007 Présents : 2009*		Admis : 2005-2009 Présents : 2011[2]	
	n	*%*	*n*	*%*	*n*	*%*	n	%
Bas-Saint-Laurent	*477*	*0,3*	*442*	*0,3*	*450*	*0,3*	448	0,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	*609*	*0,4*	*661*	*0,4*	*624*	*0,3*	609	0,3
Capitale-Nationale	*5 842*	*4,1*	*7 100*	*4,2*	*7 664*	*4,3*	9 228	4,7
Mauricie	*832*	*0,6*	*1 106*	*0,7*	*1 350*	*0,8*	1 478	0,7
Estrie	*3 193*	*2,2*	*3 377*	*2,0*	*3 533*	*2,0*	3 773	1,9
Montréal	*101 326*	*70,8*	*116 633*	*69,2*	*119 434*	*67,0*	130 257	65,7
Outaouais	*3 559*	*2,5*	*3 849*	*2,3*	*4 223*	*2,4*	5 329	2,7
Abitibi-Témiscamingue	*227*	*0,2*	*196*	*0,1*	*293*	*0,2*	359	0,2
Côte-Nord	*143*	*0,1*	*141*	*0,1*	*141*	*0,1*	194	0,1
Nord-du-Québec	*28*	*0,0*	*70*	*0,0*	*57*	*0,0*	66	0,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	*48*	*0,0*	*95*	*0,1*	*108*	*0,1*	151	0,1
Chaudière-Appalaches	*573*	*0,4*	*777*	*0,5*	*845*	*0,5*	1 068	0,5
Laval	*6 590*	*4,6*	*9 185*	*5,4*	*10 977*	*6,2*	12 920	6,5
Lanaudière	*1 217*	*0,9*	*1 804*	*1,1*	*2 211*	*1,2*	2 573	1,3
Laurentides	*2 589*	*1,8*	*3 012*	*1,8*	*3 032*	*1,7*	3 515	1,8
Montérégie	*12 351*	*8,6*	*15 497*	*9,2*	*17 030*	*9,5*	19 776	10,0
Centre-du-Québec	*903*	*0,6*	*1 188*	*0,7*	*1 235*	*0,7*	1 271	0,6
Total des régions	*140 507*	*98,1*	*165 133*	*97,9*	*173 207*	*97,1*	193 015	97,3
Non déterminée	*2 653*	*1,9*	*3 504*	*2,1*	*5 144*	*2,9*	5 304	2,7
Total	*143 160*	*100,0*	*168 637*	*100,0*	*178 351*	*100,0*	**198 319**	**100,0**

1. Dans les études de 2005, 2007 et 2009, la région de résidence est une approximation basée sur les trois premiers caractères du code postal, tandis que l'étude sur la présence en 2011 utilise le code numérique de cinq chiffres attaché à la municipalité de résidence. Les cas non déterminés peuvent s'expliquer par l'absence de code postal, un code postal erroné ou encore par la résidence temporaire de la personne immigrante hors du Québec pour des raisons de travail ou d'études.
2. Un changement méthodologique permettant de retracer davantage d'immigrants a eu un effet à la hausse sur les taux de présence au Québec dans l'étude de 2011. Si la répartition régionale en pourcentage des immigrants devrait être peu affectée par ce changement, les nombres tirés de l'étude de 2011 sont difficilement comparables avec ceux des études antérieures.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Tableau 2.5

Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2011

	Groupe d'âge								Âge médian
	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	
	n				%				
1996	**1 879 759**	**4 498 154**	**868 984**	**7 246 897**	**25,9**	**62,1**	**12,0**	**100,0**	**36,1**
Bas-Saint-Laurent	55 370	124 066	29 259	208 695	26,5	59,4	14,0	100,0	37,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	84 352	175 416	30 414	290 182	29,1	60,5	10,5	100,0	35,6
Capitale-Nationale	150 717	411 731	80 929	643 377	23,4	64,0	12,6	100,0	37,3
Mauricie	65 266	160 948	38 367	264 581	24,7	60,8	14,5	100,0	38,5
Estrie	75 528	169 977	37 166	282 671	26,7	60,1	13,1	100,0	36,4
Montréal	393 861	1 138 244	265 807	1 797 912	21,9	63,3	14,8	100,0	36,9
Outaouais	85 852	197 795	28 086	311 733	27,5	63,5	9,0	100,0	34,5
Abitibi-Témiscamingue	46 703	94 023	15 175	155 901	30,0	60,3	9,7	100,0	34,0
Côte-Nord	30 111	66 739	7 793	104 643	28,8	63,8	7,4	100,0	33,9
Nord-du-Québec	15 534	22 226	1 290	39 050	39,8	56,9	3,3	100,0	25,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27 476	65 025	13 903	106 404	25,8	61,1	13,1	100,0	37,4
Chaudière-Appalaches	108 302	231 664	45 739	385 705	28,1	60,1	11,9	100,0	35,9
Laval	86 912	210 309	37 697	334 918	26,0	62,8	11,3	100,0	36,3
Lanaudière	111 380	234 112	35 335	380 827	29,2	61,5	9,3	100,0	35,3
Laurentides	123 878	272 287	43 446	439 611	28,2	61,9	9,9	100,0	35,3
Montérégie	357 463	794 448	130 887	1 282 798	27,9	61,9	10,2	100,0	35,6
Centre-du-Québec	61 054	129 144	27 691	217 889	28,0	59,3	12,7	100,0	36,2
2011[p]	**1 729 982**	**4 996 131**	**1 253 550**	**7 979 663**	**21,7**	**62,6**	**15,7**	**100,0**	**41,4**
Bas-Saint-Laurent	39 387	121 912	39 163	200 462	19,6	60,8	19,5	100,0	47,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	56 880	168 217	48 364	273 461	20,8	61,5	17,7	100,0	45,6
Capitale-Nationale	132 884	447 261	121 059	701 204	19,0	63,8	17,3	100,0	43,0
Mauricie	49 685	159 249	53 406	262 340	18,9	60,7	20,4	100,0	47,2
Estrie	67 714	190 602	53 834	312 150	21,7	61,1	17,2	100,0	42,8
Montréal	394 359	1 271 516	292 382	1 958 257	20,1	64,9	14,9	100,0	38,4
Outaouais	84 545	236 420	47 216	368 181	23,0	64,2	12,8	100,0	40,2
Abitibi-Témiscamingue	34 553	90 017	21 849	146 419	23,6	61,5	14,9	100,0	42,2
Côte-Nord	22 366	59 723	13 713	95 802	23,3	62,3	14,3	100,0	42,4
Nord-du-Québec	15 510	24 014	2 806	42 330	36,6	56,7	6,6	100,0	28,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17 399	56 761	18 970	93 130	18,7	60,9	20,4	100,0	49,0
Chaudière-Appalaches	89 487	248 718	68 196	406 401	22,0	61,2	16,8	100,0	43,4
Laval	94 880	246 156	62 708	403 744	23,5	61,0	15,5	100,0	40,5
Lanaudière	110 540	291 635	67 741	469 916	23,5	62,1	14,4	100,0	41,6
Laurentides	129 784	343 935	81 895	555 614	23,4	61,9	14,7	100,0	42,1
Montérégie	337 883	898 899	219 961	1 456 743	23,2	61,7	15,1	100,0	41,5
Centre-du-Québec	52 126	141 096	40 287	233 509	22,3	60,4	17,3	100,0	43,2

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).

3. Marché du travail

par Luc Cloutier-Villeneuve, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

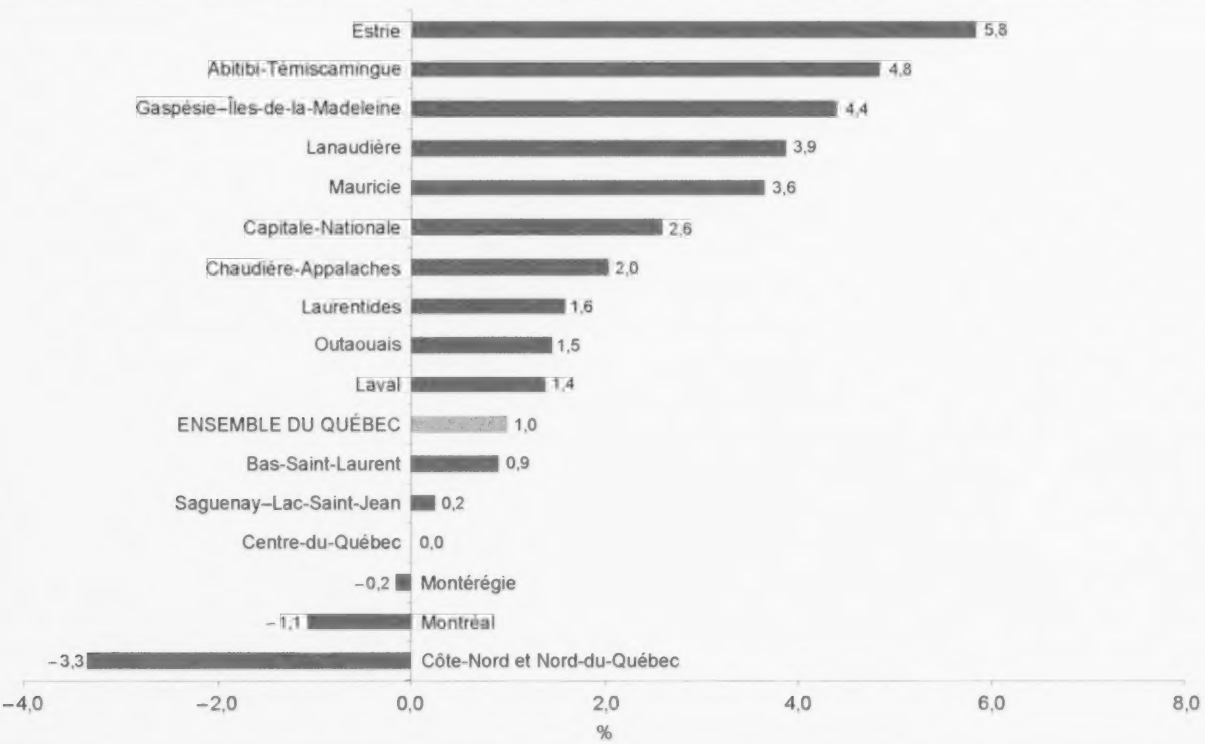
3.1 Indicateurs du marché du travail

Cette section sur le marché du travail porte sur une analyse de la variation de l'emploi dans les régions administratives du Québec en 2011. Les résultats sont ventilés selon le sexe, le groupe d'âge (15-29 ans et 30 ans et plus), le régime de travail (temps plein et temps partiel) et le secteur d'activités (biens et services). De plus, des données sur les taux de chômage et d'emploi sont également présentées.

Par rapport à l'année 2010, la création d'emplois en 2011 est moins vigoureuse : l'économie québécoise génère au net 38 500 emplois (+ 1,0 %) comparativement à 66 700 (+ 1,7 %) un an plus tôt. Alors que la majorité des emplois qui se sont ajoutés en 2010 étaient à temps partiel, ceux de 2011 sont tous à temps plein. De plus, on constate que la création d'emplois en 2011 profite surtout aux hommes (+ 22 800) qui en recueillent les deux tiers et concerne uniquement les travailleurs âgés de 30 ans et plus (+ 51 900), puisqu'on dénote une perte du côté des travailleurs de moins de 30 ans (– 13 400). Comme en 2010, le gain net d'emplois s'observe uniquement dans le secteur des services, au sein duquel l'emploi croît de 1,3 % (+ 39 600). Pour une deuxième année consécutive, le taux de chômage au Québec recule (– 0,2 point de pourcentage) et se situe à 7,8 %.

Figure 3.1.1

Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2011, reproduit et diffusé « tel quel » avec la permission de Statistique Canada.

En 2011, 13 régions administratives sur 16 voient leur nombre d'emplois augmenter. Parmi celles-ci, au moins sept régions connaissent une croissance de 2 % ou plus. La région de l'Estrie se distingue avec la hausse la plus prononcée (+ 5,8 %) suivie de celles de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 4,8 %) de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,4 %) et de Lanaudière (+ 3,9 %). Toutefois, ce sont les régions de la Capitale-Nationale (+ 9 500) et de Lanaudière (+ 9 200) qui connaissent les augmentations d'emplois en nombre les plus importantes en 2011. L'Estrie ajoute presque autant d'emplois (+ 8 500), ce qui tranche avec la perte importante notée dans la région de Montréal (– 10 200). Exprimée en pourcentage, la région de la Côte-Nord et Nord-du-Québec est celle qui montre la plus forte contraction de son volume d'emploi (– 3,3 %).

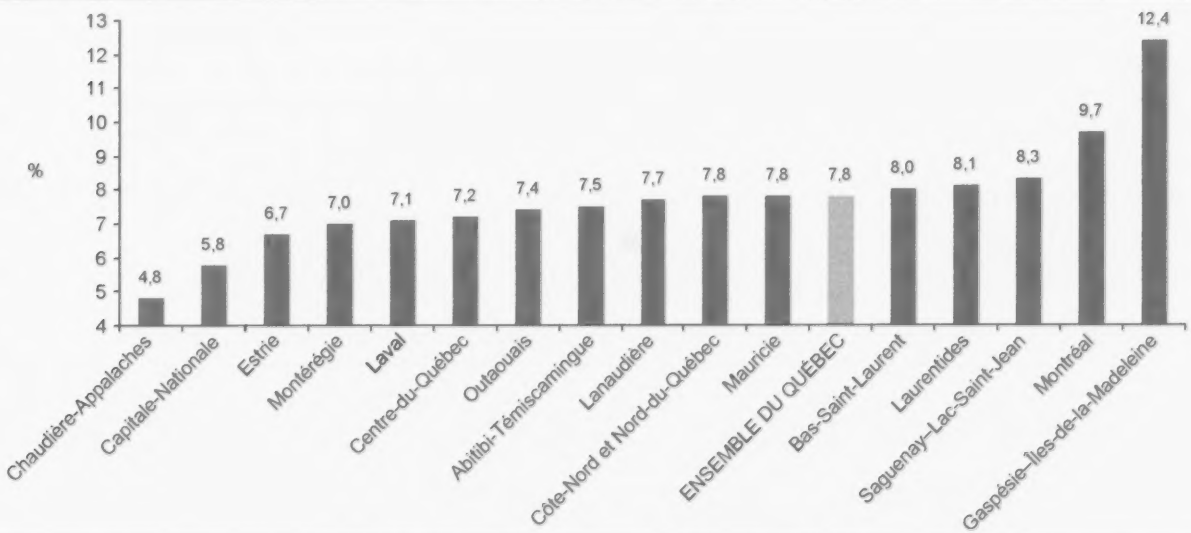
Pour une deuxième année consécutive, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine bénéficie d'un gain d'emplois, soit de 1 600, et qui concerne presque uniquement les hommes (+ 1 500). L'emploi à temps plein gagne quelque peu en importance, et ce sont surtout les jeunes qui en profitent (+ 1 200). Le secteur des biens est l'unique responsable de la croissance notée avec l'ajout de 2 000 emplois. Malgré tout, cette région conserve toujours le dernier rang pour ce qui est de son taux de chômage qui se fixe à 12,4 % en 2011. Toutefois, on doit noter que ce dernier est en forte baisse sur une base annuelle (– 2,4 points), et qu'il est inférieur de presque 5 points par rapport au taux observé en 2007 (17,3 %).

Après avoir connu des baisses en 2009 et 2010, l'emploi est en légère progression dans le Bas-Saint-Laurent en 2011 (+ 800). La hausse touche essentiellement les hommes (+ 700) et concerne surtout l'emploi à temps partiel (+ 600). On note par ailleurs que les travailleurs âgés de 30 ans et plus font des gains (+ 2 200), tandis que les plus jeunes perdent des emplois (– 1 500). En 2010, la situation était plutôt l'inverse. Malgré la faible croissance de l'emploi, le taux de chômage diminue de façon appréciable (– 2 points) pour se fixer à 8,0 % en 2011 en raison d'une baisse du nombre de chômeurs (– 2 100; donnée non présentée).

À la suite des réductions survenues entre 2008 et 2010, la région du Saguenay–Lac-St-Jean stabilise son effectif avec une légère variation positive de l'emploi (+ 0,2 %). En 2011, on estime qu'il y a 120 900 personnes qui occupent un emploi dans cette région. Cette stabilité masque toutefois des tendances divergentes, alors qu'on observe une hausse 3 700 emplois chez les hommes concurremment à une baisse presque du même ordre chez les femmes (– 3 400). Par ailleurs, le secteur des biens fait des gains d'emplois (+ 3 200), alors que le contraire est constaté dans celui des services (– 2 900). En 2011, la région du Saguenay–Lac-St-Jean voit sont taux de chômage s'établir à 8,3 %, en hausse de deux dixièmes de point. Sur les 16 régions administratives, elle se classe 14e pour cet indicateur et 15e pour ce qui est du taux d'emploi qui se fixe à 53,7 %.

Figure 3.1.2

Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2011, reproduit et diffusé « tel quel » avec la permission de Statistique Canada.

La région de la Capitale-Nationale poursuit sur sa lancée en 2011 avec une deuxième hausse de plus de 2 % de son effectif (+ 2,6 %). Ainsi, on note l'addition de 9 500 emplois, soit le meilleur score de toutes les régions analysées. Les hommes en profitent davantage que les femmes (+ 5 200 contre + 4 200), et ce sont les travailleurs âgés de 30 ans et plus qui ressortent gagnants (+ 12 200) étant donné la baisse observée chez les plus jeunes (– 2 700). Ce scénario est à l'inverse de ce qui a été observé en 2010. L'augmentation de l'emploi en 2011 dans la Capitale-Nationale apparaît solide puisqu'il s'en est ajouté 14 400 à temps plein parallèlement à une perte de 4 900 du côté du temps partiel. Le secteur des biens, contrairement à l'ensemble du Québec, a été le moteur de cette création d'emplois (+ 8 400). Nonobstant cette bonne performance, la Capitale-Nationale glisse au deuxième rang pour ce qui est de son taux de chômage, qui s'accroît de 0,7 point et se fixe à 5,8 %. Cette situation s'explique par une hausse plus importante de la population active (+ 3,4 %; donnée non présentée) stimulée par la bonne performance du marché du travail. En conséquence, le taux d'emploi augmente (+ 0,8 point) pour s'établir à 63,9 % en 2011; il se situe maintenant au deuxième rang de toutes les régions administratives.

Avec une croissance de l'emploi de 3,6 %, la région de la Mauricie se situe dans le peloton de tête des cinq régions administratives affichant les plus fortes hausses. Ainsi, la région engrange 4 200 emplois au net en 2011 qui vont essentiellement aux femmes (+ 3 100) et sont à temps plein (+ 3 700). À l'instar de l'ensemble du Québec, la croissance de l'emploi en Mauricie profite aux 30 ans et plus (+ 4 800), et c'est dans le secteur de services que cette augmentation se produit (+ 5 400). La région améliore sa position pour ce qui de son taux de chômage, son rang passe ainsi du 13e au 10e avec un taux de 7,8 % (– 1,3 point). Toutefois, la Mauricie figure parmi les régions ayant toujours un des plus faibles taux d'emploi, qui s'établit 53,9 %, en hausse toutefois par rapport à 2010 (52,3 %).

En 2011, c'est dans la région de l'Estrie que l'on note la plus forte croissance de l'emploi en pourcentage (+ 5,8 %) avec 8 500 de plus. Cette situation tranche avec celle de 2010 où une baisse de plus de 5 % de l'emploi avait été observée. L'augmentation de l'emploi en 2011 profite davantage aux hommes qu'aux femmes (+ 5 300 contre + 3 300), se concentre essentiellement chez les travailleurs âgés de 30 ans et plus (+ 7 000) et se caractérise surtout par du temps plein (+ 5 300). Le secteur des services est le grand gagnant avec l'addition de 8 900 emplois. En 2011, l'Estrie affiche un taux de chômage de 6,7 %, soit le troisième meilleur taux. En comparaison, elle se situait au 10e rang pour cet indicateur en 2010 (taux de 8,1 %). Enfin, cette région améliore aussi sa position pour ce qui est du taux d'emploi, passant du 12e rang au 9e, avec un taux de 59,7 % en 2011, en hausse de 2,8 points.

Alors qu'en 2010, la région de Montréal avait repris le terrain perdu en 2009 avec une croissance de l'emploi de 3,2 %, la situation en 2011 montre un repli avec une baisse de l'effectif de 1,1 %. Seule la région de la Côte-Nord et Nord-du-Québec affiche un bilan plus négatif (– 3,3 %). En termes de nombre, Montréal perd 10 200 emplois, en grande partie chez les femmes (– 8 200) et les moins de 30 ans (– 13 000). Toutefois, ces pertes se situent davantage dans l'emploi à temps partiel (– 6 800) et se produisent uniquement dans le secteur des services (– 14 000) puisqu'une croissance est notée du côté du secteur des biens (+ 3 900). Il faut remonter en 2004 pour voir une hausse de l'emploi dans ce secteur (+ 2 600). Même s'il demeure stable depuis les deux dernières années, le taux de chômage de la région de Montréal est le deuxième plus élevé de toutes les régions étudiées (9,7 %). La contre-performance au chapitre de l'emploi n'est pas sans effet sur le taux d'emploi qui fléchit en 2011 de 1 point pour se fixer à 57,9 %.

En Outaouais, l'emploi s'accroît un peu plus que la moyenne québécoise (+ 1,5 %) et se chiffre à 194 800 (+ 2 800). La hausse va aux hommes (+ 3 500) et à ceux ayant 30 ans et plus (+ 5 200). La croissance de l'emploi se répartit également entre ceux à temps partiel et à temps plein. Par ailleurs, le secteur des biens améliore sa situation avec une augmentation de 4 800 emplois comparativement à une perte du côté du secteur des services (– 2 000). Malgré la progression de l'emploi en Outaouais, cette région voit son taux de chômage augmenter de cinq dixièmes de point en 2011 à 7,4 %. Elle glisse ainsi du 4e au 7e rang. Ce changement résulte d'une croissance plus forte de la population active (+ 4 000). Le taux d'emploi de la région demeure toutefois l'un des plus élevés au Québec à 63,7 %.

L'Abitibi-Témiscamingue poursuit sur sa lancée entreprise en 2010 et voit son volume d'emploi s'accroître de 4,8 % en 2011, le deuxième meilleur résultat régional après l'Estrie. Ainsi, 3 300 emplois se sont ajoutés à cette économie, en très grande partie chez les hommes (+ 2 700) et surtout chez les moins de 30 ans (+ 2 000). La hausse de l'emploi est attribuable uniquement au temps plein (+ 3 600) et se produit dans le secteur des biens (+ 3 800). Pour une deuxième année consécutive, le taux de chômage de cette région diminue de 1 point et s'établit à 7,5 %, soit en deçà de celui de l'ensemble du Québec. Cette bonne performance se traduit dans le taux d'emploi qui augmente de 2,6 points pour franchir le cap des 60 % en 2011 (60,8 %). À cet égard, l'Abitibi-Témiscamingue se positionne au 8e rang parmi les 16 régions administratives étudiées.

Après avoir connu une hausse de l'emploi exceptionnelle en 2010 (+ 10,7 %), la région de la Côte-Nord et Nord-du-Québec encaisse un repli de l'emploi prononcé en 2011 (– 3,3 %). Cette baisse se traduit par la perte de 1 800 emplois, essentiellement chez les femmes (– 1 600) et en grande partie chez les moins de 30 ans (– 1 400). Les pertes nettes d'emplois résultent de deux tendances divergentes : une hausse du côté du temps partiel (+ 1 800) combinée à une baisse appréciable du côté du temps plein (– 3 600). Le secteur des biens est le seul responsable de la contraction de l'emploi dans cette région (– 2 300) puisqu'une légère hausse est notée du côté du secteur des services (+ 500). La contre-performance au chapitre de l'emploi fait en sorte que la Côte-Nord et Nord-du-Québec augmente son taux de chômage de neuf dixièmes de point en 2011 pour se fixer à 7,8 %, soit le même taux que la moyenne pour l'ensemble du Québec. En parallèle, on note une chute de deux points du taux d'emploi qui passe à 57,4 %, se situant maintenant au 11e rang parmi les 16 régions administratives.

Bien que la croissance de l'emploi dans la région de Chaudière-Appalaches soit moins forte en 2011 qu'en 2010 (2,0 % contre 3,7 %), cette région ajoute 4 400 emplois au net dans son économie. Plus particulièrement, ce sont les hommes qui en profitent (+ 3 500) et les travailleurs âgés de 30 ans et plus (+ 4 000). La création d'emplois apparaît par ailleurs solide puisque le temps plein fait des gains importants (+ 6 600), alors que le temps partiel régresse (– 2 200). Le secteur des services contribue presque en totalité à la hausse de l'emploi dans la région (+ 4 200). Cette bonne performance de la région Chaudière-Appalaches la place en première position en 2011 pour ce qui est de son taux de chômage qui passe sous la barre des 5 % (4,8 %) à la suite d'une baisse de quatre dixièmes de point. Dans la même veine, la région maintient son premier rang pour une deuxième année consécutive pour ce qui est du meilleur taux d'emploi, lequel s'accroît de 1 point pour s'établir à 65,9 %.

Pour une deuxième année consécutive, la région de Laval voit son volume d'emploi augmenter, la hausse se chiffre à 1,4 % en 2011, soit un peu plus que la moyenne de l'ensemble du Québec. En outre, 2 800 emplois se sont ajoutés à l'économie lavalloise. Ce résultat net traduit cependant des mouvements opposés puisque les femmes augmentent de façon non négligeable leur présence en emploi (+ 5 900), tandis que les hommes voient la leur diminuer (– 3 200). D'autres tendances divergentes sont également notées lorsque les résultats sont ventilés selon le groupe d'âge puisque les jeunes de Laval font des gains d'emplois notables en 2011 (+ 8 900) alors que leurs aînés essuient des pertes non négligeables à ce chapitre (– 6 100). L'emploi à temps plein progresse de 4 000. Même si la hausse de l'emploi est limitée, la région de Laval voit sont taux de chômage diminuer de neuf dixièmes de point en 2011 (7,1 %) en raison d'une baisse importante du nombre de chômeurs (– 10,9 %; donnée non présentée). Comme la croissance de la population active est moins forte que celle de l'emploi (0,4 % c. 1,4 %), on note un repli du taux d'emploi qui s'établit à 61,5 % en 2011.

La région de Lanaudière arrive au quatrième rang en 2011 pour son taux de croissance de l'emploi (+ 3,9 %). Cette région ajoute ainsi 9 200 emplois, la quasi-totalité de ceux-ci vont aux femmes (+ 9 100) et ne concernent que les travailleuses âgées de 30 ans et plus (+ 9 900). La création d'emplois se fait davantage dans le temps plein (+ 5 600) et ne se produit que dans le secteur des services (+ 11 900) puisqu'une baisse est constatée du côté du secteur des biens (– 2 700). Malgré tout, la région de Lanaudière voit sont taux de chômage augmenter de quatre dixièmes de point en 2011 (7,7 %), en raison d'une hausse plus importante de la population active (+ 4,3 %; donnée non présentée). Cette plus forte activité de la population de Lanaudière tire à la hausse le taux d'emploi qui se fixe maintenant à 63,1 %, lequel se classe au quatrième rang parmi les 16 régions analysées.

La situation de l'emploi dans la région des Laurentides progresse en 2011 avec une hausse de 1,6 % (+ 4 500). Cette croissance profite un peu plus aux hommes (+ 2 400) qu'aux femmes (+ 2 000) et concerne uniquement les travailleurs âgés de 30 ans et plus (+ 6 200). On note par ailleurs une consolidation de l'emploi avec une augmentation importante de l'emploi à temps plein (+ 11 500) concurremment à une baisse du côté du temps partiel (– 7 000). Le secteur des services tire son épingle du jeu avec 5 300 emplois de plus en 2011. Même si l'emploi progresse dans la région des Laurentides, il reste que le taux de chômage s'accroît de trois dixièmes de point en 2011, à 8,1 %; il dépasse maintenant la moyenne de l'ensemble du Québec (7,8 %). Cette hausse du taux de chômage va de pair avec une croissance plus forte du nombre de chercheurs d'emplois (+ 6,3 %; donnée non présentée) que du nombre d'emplois. Enfin, le taux d'emploi de la région se fixe à 62,1 %, soit le cinquième plus haut taux parmi les 16 régions administratives.

Contrairement à 2010 où une croissance modérée de l'emploi avait été notée en Montérégie (+ 1,3 %), l'année 2011 montre une stagnation à ce chapitre, alors qu'une faible décroissance de l'emploi est constatée (– 0,2 %). Cela ne traduit cependant pas le fait que l'emploi chez les femmes s'est accru (+ 3 300), tandis que celui des hommes a diminué (– 4 600). Également, les moins de 30 ans ont perdu 3 100 emplois, alors que les plus âgés ont réussi à faire un léger gain (+ 1 800). Par ailleurs, la situation du marché du travail s'est détériorée en 2011, alors que l'on note une forte baisse de l'emploi à temps plein (– 11 600) compensée par une hausse presque tout aussi importante de l'emploi à temps partiel (+ 10 200). Ce changement se traduit aussi dans les secteurs puisque l'emploi dans les biens décline fortement (– 18 200) parallèlement à une croissance tout aussi prononcée dans les services (+ 16 900). Malgré tout, le taux de chômage régresse de façon notable en Montérégie, soit de sept dixièmes de point pour se fixer à 7,0 %. Il s'agit ici du quatrième meilleur taux des 16 régions étudiées. La réduction du taux de chômage s'explique par la baisse marquée du nombre de chercheurs d'emplois (–10,1 %; donnée non présentée). Cette situation engendre à son tour un repli du taux d'emploi (–1 point) qui s'établit à 61,3 % en 2011.

Le volume d'emploi ne change pas dans la région du Centre-du-Québec en 2011, se fixant à 108 600. En 2010, une baisse de 5,8 % de l'emploi avait été notée dans cette région. La situation est par contre différente lorsqu'on ventile les résultats selon le sexe puisque l'emploi diminue chez les femmes (– 3 000), tandis qu'il augmente chez les hommes en 2011 (+ 2 900). Des variations sont également notées dans le secteur des biens (– 3 300) et dans le secteur des services (+ 2 800). Nonobstant le peu de changement dans l'emploi en général, le taux de chômage dans le Centre-du-Québec s'accroît de sept dixièmes de points pour se situer à 7,2 %. Il demeure toutefois inférieur à celui de la moyenne de l'ensemble du Québec (7,8 %). L'augmentation du taux de chômage résulte de la croissance plus forte du nombre de personnes à la recherche active d'emploi (+ 12,0 %; donnée non présentée). En 2011, la région affiche un taux d'emploi de 57,0 %; à cet égard, elle occupe le 12e rang parmi les 16 régions administratives étudiées.

Tableau 3.1.1

Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011
			k		
Bas-Saint-Laurent	**90,4**	**94,0**	**91,3**	**89,4**	**90,2**
Hommes	47,5	48,7	48,0	44,9	45,6
Femmes	42,9	45,3	43,3	44,5	44,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**127,5**	**124,1**	**121,5**	**120,6**	**120,9**
Hommes	69,7	67,9	65,2	62,5	66,2
Femmes	57,8	56,2	56,3	58,1	54,7
Capitale-Nationale	**351,4**	**358,1**	**357,9**	**366,6**	**376,1**
Hommes	180,7	180,8	180,0	186,3	191,5
Femmes	170,7	177,3	177,9	180,4	184,6
Mauricie	**116,8**	**116,7**	**113,4**	**115,2**	**119,4**
Hommes	61,8	59,9	59,6	60,5	61,6
Femmes	55,0	56,8	53,7	54,7	57,8
Estrie	**149,1**	**149,1**	**153,5**	**145,7**	**154,2**
Hommes	77,8	77,6	80,7	75,4	80,7
Femmes	71,3	71,4	72,8	70,3	73,6
Montréal	**932,3**	**950,0**	**919,8**	**949,6**	**939,4**
Hommes	489,5	506,1	474,3	493,9	491,9
Femmes	442,8	443,9	445,5	455,7	447,5
Outaouais	**184,2**	**196,1**	**190,2**	**192,0**	**194,8**
Hommes	93,6	99,7	95,6	95,9	99,4
Femmes	90,6	96,4	94,6	96,2	95,5
Abitibi-Témiscamingue	**66,8**	**68,6**	**65,8**	**68,2**	**71,5**
Hommes	37,2	35,9	35,1	36,5	39,2
Femmes	29,6	32,8	30,7	31,8	32,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	**50,1**	**49,8**	**48,7**	**53,9**	**52,1**
Hommes	27,8	26,8	25,6	29,2	29,0
Femmes	22,3	23,0	23,1	24,7	23,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**34,3**	**35,7**	**34,4**	**36,4**	**38,0**
Hommes	16,3	16,8	16,6	17,6	19,1
Femmes	18,0	18,9	17,7	18,8	18,9
Chaudière-Appalaches	**206,6**	**206,7**	**207,7**	**215,4**	**219,8**
Hommes	110,6	107,9	109,6	114,6	118,1
Femmes	96,0	98,8	98,1	100,8	101,7
Laval	**202,6**	**204,1**	**199,0**	**202,1**	**204,9**
Hommes	106,3	101,7	98,1	108,5	105,3
Femmes	96,3	102,4	100,9	93,6	99,5
Lanaudière	**223,8**	**223,5**	**234,3**	**237,7**	**246,9**
Hommes	116,9	118,1	122,2	132,5	132,6
Femmes	106,9	105,4	112,1	105,2	114,3
Laurentides	**272,4**	**270,0**	**274,1**	**282,9**	**287,4**
Hommes	142,3	145,3	143,2	147,2	149,6
Femmes	130,2	124,7	130,9	135,8	137,8
Montérégie	**710,0**	**718,9**	**721,6**	**730,7**	**729,5**
Hommes	374,7	374,7	380,3	384,6	380,0
Femmes	335,2	344,3	341,3	346,2	349,5
Centre-du-Québec	**115,8**	**115,1**	**115,3**	**108,6**	**108,6**
Hommes	59,6	60,2	61,8	55,1	58,0
Femmes	56,2	55,0	53,5	53,6	50,6
Ensemble du Québec	**3 834,1**	**3 880,4**	**3 848,4**	**3 915,1**	**3 953,6**
Hommes	2 012,3	2 028,0	1 995,9	2 045,0	2 067,8
Femmes	1 821,8	1 852,4	1 852,5	1 870,2	1 885,8

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2011, reproduit et diffusé « tel quel » avec la permission de Statistique Canada.

Tableau 3.1.2

Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011
			k		
Bas-Saint-Laurent					
15-29 ans	21,6	23,4	19,0	23,5	22,0
30 ans et plus	68,8	70,6	72,3	65,9	68,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
15-29 ans	29,8	31,6	30,7	30,8	30,6
30 ans et plus	97,7	92,5	90,8	89,8	90,2
Capitale-Nationale					
15-29 ans	92,6	93,4	93,7	104,8	102,1
30 ans et plus	258,8	264,7	264,2	261,8	274,0
Mauricie					
15-29 ans	30,4	31,8	29,6	26,6	25,9
30 ans et plus	86,4	84,9	83,8	88,6	93,4
Estrie					
15-29 ans	39,2	36,9	34,7	34,0	35,6
30 ans et plus	109,9	112,2	118,8	111,7	118,7
Montréal					
15-29 ans	254,9	248,5	244,7	250,9	237,9
30 ans et plus	677,4	701,5	675,1	698,7	701,5
Outaouais					
15-29 ans	46,7	53,6	48,0	51,7	49,4
30 ans et plus	137,5	142,5	142,2	140,3	145,5
Abitibi-Témiscamingue					
15-29 ans	16,4	15,7	14,7	17,3	18,6
30 ans et plus	50,4	52,9	51,1	50,9	52,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
15-29 ans	11,3	10,5	9,5	11,8	10,4
30 ans et plus	38,8	39,3	39,2	42,1	41,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
15-29 ans	5,5	6,5	6,6	6,2	7,4
30 ans et plus	28,8	29,2	27,8	30,2	30,6
Chaudière-Appalaches					
15-29 ans	58,5	54,3	56,9	53,6	54,0
30 ans et plus	148,1	152,4	150,8	161,8	165,8
Laval					
15-29 ans	52,8	49,3	49,3	47,1	56,0
30 ans et plus	149,8	154,8	149,7	155,0	148,9
Lanaudière					
15-29 ans	52,7	62,3	55,7	53,0	52,2
30 ans et plus	171,1	161,2	178,6	184,7	194,6
Laurentides					
15-29 ans	65,1	66,2	62,1	67,9	66,2
30 ans et plus	207,3	203,8	212,0	215,0	221,2
Montérégie					
15-29 ans	176,3	189,2	181,6	182,1	179,0
30 ans et plus	533,7	529,7	540,0	548,6	550,4
Centre-du-Québec					
15-29 ans	31,0	29,8	27,1	25,7	26,2
30 ans et plus	84,8	85,3	88,2	82,9	82,4
Ensemble du Québec					
15-29 ans	984,6	1 002,9	963,9	987,1	973,7
30 ans et plus	2 849,5	2 877,5	2 884,5	2 928,0	2 979,9

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2011, reproduit et diffusé « tel quel » avec la permission de Statistique Canada.

Tableau 3.1.3

Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011
			k		
Bas-Saint-Laurent					
Temps plein	72,3	75,3	73,8	70,6	70,7
Temps partiel	18,1	18,6	17,5	18,8	19,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Temps plein	100,2	95,7	94,0	93,8	93,7
Temps partiel	27,3	28,5	27,5	26,8	27,1
Capitale-Nationale					
Temps plein	285,1	290,1	288,1	292,2	306,6
Temps partiel	66,3	68,0	69,7	74,4	69,5
Mauricie					
Temps plein	93,1	94,1	89,6	89,5	93,2
Temps partiel	23,6	22,5	23,8	25,7	26,2
Estrie					
Temps plein	118,8	117,9	123,0	115,0	120,3
Temps partiel	30,3	31,2	30,5	30,6	33,9
Montréal					
Temps plein	744,3	768,8	748,8	759,4	756,1
Temps partiel	188,0	181,2	171,0	190,2	183,4
Outaouais					
Temps plein	153,7	162,0	160,9	161,0	162,4
Temps partiel	30,5	34,1	29,3	31,1	32,5
Abitibi-Témiscamingue					
Temps plein	55,2	56,5	54,0	55,2	58,8
Temps partiel	11,6	12,1	11,8	13,1	12,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Temps plein	40,3	41,2	40,9	46,2	42,6
Temps partiel	9,8	8,6	7,7	7,7	9,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Temps plein	28,0	29,8	27,7	30,4	31,4
Temps partiel	6,3	5,9	6,7	5,9	6,6
Chaudière-Appalaches					
Temps plein	167,5	168,0	167,0	174,6	181,2
Temps partiel	39,1	38,7	40,7	40,8	38,6
Laval					
Temps plein	167,6	165,7	160,1	160,3	164,3
Temps partiel	34,9	38,4	38,9	41,8	40,5
Lanaudière					
Temps plein	187,7	185,0	193,4	200,0	205,6
Temps partiel	36,1	38,5	40,9	37,7	41,3
Laurentides					
Temps plein	222,4	219,1	219,1	222,9	234,4
Temps partiel	50,0	50,8	55,0	60,0	53,0
Montérégie					
Temps plein	588,5	591,9	593,3	597,4	585,8
Temps partiel	121,5	127,0	128,3	133,4	143,6
Centre-du-Québec					
Temps plein	95,0	91,8	92,0	86,4	86,9
Temps partiel	20,9	23,4	23,3	22,3	21,7
Ensemble du Québec					
Temps plein	3 119,8	3 152,9	3 125,7	3 154,9	3 194,0
Temps partiel	714,3	727,5	722,7	760,2	759,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2011, reproduit et diffusé « tel quel » avec la permission de Statistique Canada.

Tableau 3.1.4

Emploi selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011
			k		
Bas-Saint-Laurent					
Secteur des biens	23,3	25,4	22,8	21,2	21,8
Secteur des services	67,1	68,6	68,5	68,1	68,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Secteur des biens	35,2	32,8	30,8	28,7	31,9
Secteur des services	92,3	91,3	90,7	91,9	89,0
Capitale-Nationale					
Secteur des biens	48,2	53,9	51,8	46,9	55,3
Secteur des services	303,2	304,1	306,1	319,7	320,8
Mauricie					
Secteur des biens	33,0	31,8	32,2	30,5	29,2
Secteur des services	83,7	84,9	81,1	84,7	90,1
Estrie					
Secteur des biens	45,3	44,7	45,3	41,3	41,0
Secteur des services	103,9	104,3	108,3	104,4	113,3
Montréal					
Secteur des biens	154,7	147,8	140,6	132,6	136,5
Secteur des services	777,6	802,2	779,2	817,0	803,0
Outaouais					
Secteur des biens	27,6	28,3	26,1	23,7	28,5
Secteur des services	156,6	167,8	164,1	168,4	166,4
Abitibi-Témiscamingue					
Secteur des biens	19,8	20,2	17,7	18,4	22,2
Secteur des services	47,1	48,4	48,1	49,8	49,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Secteur des biens	14,8	15,3	13,5	16,9	14,6
Secteur des services	35,3	34,5	35,2	37,0	37,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Secteur des biens	7,6	6,9	7,1	7,3	9,3
Secteur des services	26,7	28,8	27,3	29,0	28,7
Chaudière-Appalaches					
Secteur des biens	70,9	74,5	68,9	70,3	70,4
Secteur des services	135,7	132,3	138,8	145,1	149,3
Laval					
Secteur des biens	41,9	37,5	35,7	38,2	38,8
Secteur des services	160,6	166,5	163,2	163,9	166,0
Lanaudière					
Secteur des biens	62,6	59,4	64,7	64,4	61,7
Secteur des services	161,2	164,1	169,6	173,3	185,2
Laurentides					
Secteur des biens	59,9	64,2	60,8	69,1	68,3
Secteur des services	212,6	205,7	213,3	213,8	219,1
Montérégie					
Secteur des biens	183,9	204,9	201,0	195,3	177,1
Secteur des services	526,1	514,0	520,6	535,5	552,4
Centre-du-Québec					
Secteur des biens	44,0	40,7	46,1	43,5	40,5
Secteur des services	71,8	74,5	69,2	65,2	68,0
Ensemble du Québec					
Secteur des biens	872,6	888,5	865,1	848,3	847,2
Secteur des services	2 961,5	2 991,9	2 983,3	3 066,8	3 106,4

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2011, reproduit et diffusé « tel quel » avec la permission de Statistique Canada.

Tableau 3.1.5

Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

		2007	2008	2009	2010	2011
Bas-Saint-Laurent	%	**9,0**	**8,7**	**9,2**	**10,0**	**8,0**
Rang	n	12	13	10	15	12
Saguenay–Lac-Saint-Jean	%	**9,1**	**8,5**	**10,0**	**8,1**	**8,3**
Rang	n	13	11	14	10	14
Capitale-Nationale	%	**5,0**	**4,6**	**5,3**	**5,1**	**5,8**
Rang	n	1	1	1	1	2
Mauricie	%	**9,3**	**8,5**	**9,6**	**9,1**	**7,8**
Rang	n	15	11	12	13	10
Estrie	%	**7,0**	**5,9**	**7,5**	**8,1**	**6,7**
Rang	n	7	4	5	10	3
Montréal	%	**8,6**	**8,7**	**11,1**	**9,7**	**9,7**
Rang	n	10	13	15	14	15
Outaouais	%	**6,4**	**5,4**	**6,4**	**6,9**	**7,4**
Rang	n	5	3	3	4	7
Abitibi-Témiscamingue	%	**9,2**	**7,5**	**9,5**	**8,5**	**7,5**
Rang	n	14	9	11	12	8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	%	**8,7**	**11,2**	**9,8**	**6,9**	**7,8**
Rang	n	11	15	13	4	10
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	%	**17,3**	**17,2**	**15,7**	**14,8**	**12,4**
Rang	n	16	16	16	16	16
Chaudière-Appalaches	%	**6,0**	**5,0**	**5,9**	**5,2**	**4,8**
Rang	n	3	2	2	2	1
Laval	%	**5,2**	**6,6**	**7,6**	**8,0**	**7,1**
Rang	n	2	5	6	9	5
Lanaudière	%	**7,1**	**7,2**	**8,2**	**7,3**	**7,7**
Rang	n	9	7	9	6	9
Laurentides	%	**7,0**	**7,2**	**7,8**	**7,8**	**8,1**
Rang	n	7	7	8	8	13
Montérégie	%	**6,1**	**6,6**	**7,6**	**7,7**	**7,0**
Rang	n	4	5	6	7	4
Centre-du-Québec	%	**6,8**	**7,8**	**7,1**	**6,5**	**7,2**
Rang	n	6	10	4	3	6
Ensemble du Québec	%	**7,2**	**7,2**	**8,5**	**8,0**	**7,8**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2011, reproduit et diffusé « tel quel » avec la permission de Statistique Canada.

Tableau 3.1.6

Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

		2007	2008	2009	2010	2011
Bas-Saint-Laurent	%	**53,9**	**56,2**	**54,6**	**53,5**	**54,1**
Rang	n	13	14	12	14	13
Saguenay–Lac-Saint-Jean	%	**56,5**	**55,0**	**53,9**	**53,5**	**53,7**
Rang	n	14	12	13	13	15
Capitale-Nationale	%	**62,7**	**63,1**	**62,3**	**63,1**	**63,9**
Rang	n	6	7	3	3	2
Mauricie	%	**53,8**	**53,5**	**51,7**	**52,3**	**53,9**
Rang	n	15	15	15	15	14
Estrie	%	**59,9**	**59,4**	**60,6**	**56,9**	**59,7**
Rang	n	10	9	10	12	9
Montréal	%	**59,5**	**60,1**	**57,6**	**58,9**	**57,9**
Rang	n	9	10	9	9	10
Outaouais	%	**64,7**	**67,7**	**64,5**	**63,9**	**63,7**
Rang	n	1	2	1	2	3
Abitibi-Témiscamingue	%	**57,8**	**59,1**	**56,5**	**58,2**	**60,8**
Rang	n	11	11	11	10	8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	%	**54,8**	**54,5**	**53,5**	**59,4**	**57,4**
Rang	n	12	13	14	8	11
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	%	**43,4**	**45,2**	**43,7**	**46,3**	**48,3**
Rang	n	16	16	16	16	16
Chaudière-Appalaches	%	**63,1**	**62,8**	**62,8**	**64,9**	**65,9**
Rang	n	2	4	5	1	1
Laval	%	**65,6**	**64,9**	**62,1**	**61,8**	**61,5**
Rang	n	6	1	2	7	6
Lanaudière	%	**62,1**	**60,7**	**62,4**	**62,0**	**63,1**
Rang	n	5	8	8	6	4
Laurentides	%	**63,7**	**61,9**	**61,6**	**62,3**	**62,1**
Rang	n	8	3	7	5	5
Montérégie	%	**63,0**	**62,9**	**62,4**	**62,3**	**61,3**
Rang	n	3	4	4	4	7
Centre-du-Québec	%	**62,7**	**61,8**	**61,5**	**57,5**	**57,0**
Rang	n	4	6	6	11	12
Ensemble du Québec	%	**60,9**	**61,0**	**59,8**	**60,2**	**60,1**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2011, reproduit et diffusé « tel quel » avec la permission de Statistique Canada.

3.2 Conditions psychologiques et physiques de travail

par Luc Cloutier-Villeneuve, Direction des statistiques du travail et de la rémunération et Hélène Camirand, Direction des statistiques de santé

Dans le cadre du *Panorama des régions, édition 2012*, l'Institut de la statistique du Québec présente pour la première fois des résultats portant plus spécifiquement sur certaines conditions psychologiques et physiques de travail. Les données proviennent de l'*Enquête québécoise sur la santé de la population* (EQSP, 2008) menée auprès des personnes de 15 ans et plus vivant en ménage privé. Cette enquête offre les données les plus récentes par région sociosanitaire[1].

Les résultats présentés dans cette section portent sur neuf indicateurs de conditions psychologiques et physiques de travail disponibles dans l'EQSP 2008. Nous avons choisi les indicateurs qui démontrent des différences significatives pour bon nombre de régions étudiées[2]. La démarche d'analyse ne permet pas de faire des comparaisons entre les régions puisqu'aucun test statistique n'a été produit en ce sens. Par contre, et c'est la démarche retenue ici, il est possible de comparer le résultat de chaque région par rapport au reste du Québec, c'est-à-dire par rapport à l'ensemble des autres régions l'excluant.

Par ailleurs, il convient de dire que l'analyse est aussi mise en perspective avec l'importance du secteur des biens afin de mettre en contexte les conditions psychologiques mais surtout physiques de travail. Cette démarche est pertinente ici étant donné le lien entre les emplois manuels, que l'on retrouve surtout dans le secteur des biens (agriculture, construction et fabrication, entre autres) et les contraintes de travail. En effet, comme le révèlent les données de l'EQCOTESST[3] de 2008-2007, ces emplois sont fortement exposés à des contraintes physiques de travail, en particulier chez les hommes[4]. De façon générale, les résultats qui sont présentés au tableau 3.7 vont dans ce sens puisqu'on constate que les régions ayant une part plus importante d'emplois du secteur des biens que la moyenne d'ensemble du Québec dans leur économie (27 % et plus; voir tableau 3.8), sont aussi celles qui montrent les plus fortes prévalences de conditions physiques de travail moins bonnes ou présentant plus de risques pour la santé des travailleurs.

Afin de voir si les proportions observées sont significativement plus élevées ou plus faibles que le reste du Québec, dans chaque analyse régionale, un signe « + » ou « - » est associé le cas échéant à la proportion[5]. Pour bien délimiter les comparaisons, l'analyse est faite région par région. Nous présentons par ailleurs des résultats selon le sexe puisque des différences significatives sont souvent notées sur ce plan en ce qui a trait aux conditions psychologiques et physiques de travail[6]. Compte tenu du nombre de régions et d'indicateurs présentés dans le tableau 3.7, nous n'en faisons pas l'analyse dans cette section, mais le lecteur qui désire vérifier s'il existe des différences significatives entre les sexes peut se référer au recueil statistique (voir note 2 à cet effet). De façon générale, notre analyse région par région fait surtout ressortir les indicateurs pour lesquels la région s'écarte significativement du reste du Québec[7] pour les travailleurs masculins d'une part, ou les travailleuses, d'autre part.

Il convient de noter que l'EQSP 2008 en est à sa première édition et qu'il n'est donc pas possible de donner pour le moment un portrait évolutif des principales conditions psychologiques et physiques de travail dans les régions du Québec.

1. La délimitation des régions sociosanitaires ne correspond pas précisément à celle des régions administratives. Dans les données qui sont présentées par région sociosanitaire, les régions Mauricie et Centre du Québec sont regroupées alors que dans la classification par région administrative, les régions Côte-Nord et Nord-du-Québec sont regroupées.
2. Le lecteur désireux de connaître les résultats portant sur les autres indicateurs de conditions de travail peut se référer à la publication suivante : *Enquête québécoise sur la santé de la population*, 2008 : présentation des données régionales sur la santé au travail, Recueil statistique : [En ligne].[http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/sante/enq_sante_pop_recueil.htm].
3. Il s'agit de l'*Enquête québécoise sur les conditions d'emploi et de travail et de santé et de sécurité du travail*.
4. Vézina, M., Cloutier, E., Stock, S., Lippel, K., Fortin, E. et coll. (2011). *Enquête québécoise sur des conditions de travail, d'emploi, et de santé et de sécurité du travail* (EQCOTESST), Québec, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et sécurité du travail – Institut national de santé publique du Québec et Institut de la statistique du Québec, 656 p.
5. Dans le but de ne pas alourdir la présentation des résultats, les proportions ne contiennent pas de décimales. Pour obtenir la valeur exacte (ou non arrondie) avec l'intervalle de confiance qui lui est associé, consulter la publication (voir note 2).
6. Voir la source mentionnée à la note 2.
7. Le lecteur désireux de connaître les proportions pour le reste du Québec calculées pour chaque région peut consulter le recueil statistique (voir note 2).

Bas-Saint-Laurent

La région du Bas-Saint-Laurent montre une fréquence importante (38 %) de travailleurs masculins ayant un niveau élevé de contraintes physiques au travail[8] en 2008. Cette proportion est plus élevée que ce qui est observé dans les autres régions du Québec (31% ; donnée non présentée). Ces mêmes travailleurs sont par ailleurs plus fortement exposés que le reste du Québec à des emplois qui exigent d'utiliser des outils, des machines ou de l'équipement au travail (35 %). Il en va de même du côté des travailleuses (17 %). Ces dernières sont également plus susceptibles de manipuler sans aide des charges lourdes au travail que leurs consœurs du reste du Québec (16 %). En 2008, les travailleurs de la région du Bas-Saint-Laurent sont plus exposés à du bruit intense au travail (15 %) que leurs confrères du reste du Québec. Enfin, le fait de travailler debout de façon prolongée au travail est une exigence plus répandue dans le Bas-Saint-Laurent que dans le reste du Québec, tant chez les travailleuses (54 %) que chez les travailleurs (57 %). En 2008, 27 % des personnes en emploi dans la région se trouvaient dans le secteur des biens comparativement à 23 % dans l'ensemble du Québec.

Saguenay–Lac-Saint-Jean

En 2008, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean montre une fréquence moins prononcée de travailleurs de sexe masculin ayant des exigences psychologiques élevées[9] au travail (28 %). Par contre, ceux-ci sont plus susceptibles d'avoir un niveau élevé de contraintes physiques au travail (36 %). Leurs homologues féminins sont également dans cette situation (18 %). De plus, ces travailleuses ont plus fréquemment que le reste du Québec à manipuler sans aide des charges lourdes; c'est le cas de 15 % d'entre elles en 2008. Elles doivent aussi plus souvent être en position debout de façon prolongée au travail (51 %). Enfin, les travailleurs de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean sont davantage exposés à du bruit intense au travail (18 %), lorsqu'ils sont comparés au reste du Québec.

Capitale-Nationale

La région de la Capitale-Nationale est la seule qui ne montre pas de prévalence plus forte que le reste du Québec en regard des neuf indicateurs étudiés. Toutefois, cela ne veut pas dire que les travailleuses et les travailleurs ne font pas face à des exigences psychologiques et physiques au travail. Par exemple, en 2008, 36 % des femmes en emploi dans cette région indiquent avoir des exigences psychologiques élevées. De leur côté, 31 % des hommes mentionnent avoir un niveau élevé de contraintes physiques au travail. Par ailleurs, une proportion importante des travailleuses (43 %) et des travailleurs (46 %) de la Capitale-Nationale doit être en position debout de façon prolongée au travail. En 2008, seulement 15 % des emplois dans cette région se trouvent dans le secteur des biens.

Mauricie et Centre-du-Québec

Les exigences psychologiques élevées touchent en moyenne 31 % des travailleuses de la région Mauricie et Centre-du-Québec, ce qui est toutefois inférieur au reste du Québec. Cependant, ces travailleuses sont plus susceptibles d'avoir un niveau élevé de contraintes physiques au travail (18 %) par rapport au reste du Québec. Ce constat est aussi valable pour les hommes dont 35 % se trouvent dans cette situation. En 2008, autant chez les travailleuses (17 %) que chez les travailleurs (35 %), l'exposition à des efforts en utilisant des outils, des machines ou de l'équipement de travail est plus répandue dans cette région lorsque comparée au reste du Québec. Les hommes qui travaillent en Mauricie et Centre-du-Québec sont aussi plus affectés que le reste du Québec par des vibrations de tout le corps au travail (12 %) ou encore par du bruit intense au travail (15 %). En outre, cette région montre une plus grande proportion de travailleuses (55 %) et de travailleurs (57 %) devant rester en position debout de façon prolongée. En 2008, 31% des emplois dans cette région sont dans le secteur des biens.

8. Le niveau élevé provient d'un score attribué selon le nombre de contraintes et leur fréquence. L'indice est construit à partir de sept questions mesurant la fréquence d'exposition à différentes contraintes physiques : (1) gestes répétitifs des mains ou des bras, (2) efforts en utilisant des outils, des machines ou de l'équipement, (3) manipulation de charges lourdes, (4) vibrations d'outils à main, (5) vibrations de grosses machines, de véhicules ou du sol, (6) travail debout et (7) travail debout sans possibilité de s'asseoir. Pour plus d'information, voir la documentation technique de l'EQSP 2008 (voir note 2).
9. Les exigences psychologiques élevées se caractérisent par une quantité excessive de travail, par des demandes contradictoires de la part des autres et par plusieurs interruptions ou distractions durant la réalisation des tâches.

Estrie

En 2008, les travailleuses de la région de l'Estrie déclarent en plus grande proportion que leurs consœurs du reste du Québec un niveau élevé de contraintes physiques au travail (19 %). Cette situation est également observée chez les travailleurs (38 %). Ces derniers sont aussi davantage exposés à des efforts en utilisant des outils, des machines ou de l'équipement au travail (35 %). Par rapport au reste du Québec, les travailleurs de l'Estrie manipulent plus fréquemment sans aide des charges lourdes au travail (26 %), tout comme les travailleuses (16 %). Les hommes de cette région font face à une plus grande exposition que le reste du Québec aux vibrations des mains ou des bras au travail (17 %), aux vibrations de tout le corps au travail (12 %) ainsi qu'à du bruit intense au travail (15 %). Enfin, les travailleuses de l'Estrie déclarent plus souvent travailler en position debout de façon prolongée que le reste du Québec en 2008, alors que 54 % vivent une telle réalité. En 2008, 30 % de l'emploi dans la région de l'Estrie provient du secteur des biens.

Montréal

Les travailleuses qui ont un emploi dans la région de Montréal sont plus exposées (39 %) que celles du reste du Québec à des exigences psychologiques élevées au travail en 2008. Un même constat est fait du côté des travailleurs (37 %). Par contre, on note que les travailleuses, tout comme les travailleurs, affichent une part moins élevée que le reste du Québec pour ce qui est des emplois ayant des contraintes physiques élevées (10 % et 23 %, respectivement). Dans le même ordre d'idées, l'exposition à des efforts en utilisant des outils, des machines ou de l'équipement au travail est moins fréquente dans la région de Montréal chez les travailleuses (10 %) et les travailleurs (21 %), tout comme en ce qui a trait à la manipulation sans aide de charges lourdes au travail. La prévalence moins forte de contraintes physiques au travail dans la région montréalaise se confirme également en regard aux positions debout de façon prolongée : les travailleuses (33 %) et les travailleurs (39 %) affichent des proportions significativement moins élevées que dans le reste du Québec. En 2008, seulement 16 % de l'emploi total dans la région de Montréal fait partie du secteur des biens.

Outaouais

En Outaouais, seules les travailleuses affichent certaines prévalences plus fortes que leurs consœurs du reste du Québec en matière de conditions physiques de travail. Ainsi, elles occupent davantage des emplois exigeant de la manipulation sans aide de charges lourdes (16 %) et se voient plus fréquemment dans l'obligation de travailler en position debout de façon prolongée (52 %). En 2008, 47 % des hommes qui travaillent en Outaouais font face à une telle exigence à leur travail. Cette proportion est toutefois comparable à celle du reste du Québec chez les travailleurs masculins.

Abitibi-Témiscamingue

Par rapport au reste du Québec, les travailleurs masculins de l'Abitibi-Témiscamingue sont davantage exposés à des vibrations des mains ou des bras au travail (15 %), à des vibrations de tout le corps au travail (12 %) et à du bruit intense au travail (17 %). De leur côté, les travailleuses de cette région déclarent plus souvent manipuler sans aide des charges lourdes au travail (16 %) que leurs homologues du reste du Québec. En 2008, 51 % des travailleuses et 49 % des travailleurs ont indiqué devoir être debout de façon prolongée au travail. Pour cette même année, la part de l'emploi dans le secteur des biens se fixe à 29 %.

Côte-Nord

Les hommes travaillant dans la région de la Côte-Nord déclarent dans une proportion plus forte (36 %) que le reste du Québec avoir un niveau élevé de contraintes physiques au travail, tout comme les travailleuses (19 %). Ils sont également plus nombreux (en proportion) à se dire exposés à des efforts en utilisant des outils, des machines ou de l'équipement de travail (36 %). De plus, ces travailleurs font face plus fréquemment que le reste du Québec à des expositions relatives à des vibrations de tout le corps au travail (13 %) ainsi qu'à du bruit intense au travail (17 %). En 2008, le secteur des biens accapare 31 %[10] de l'ensemble de l'emploi dans la région de la Côte-Nord.

10. Cette donnée inclut la région de Côte-Nord ainsi que de celle du Nord-du-Québec.

Nord-du-Québec

En 2008, environ le quart (24 %) des travailleurs masculins de la région du Nord-du-Québec indique avoir des exigences psychologiques élevées au travail, soit une proportion inférieure à celle du reste du Québec. Toutefois, sur bon nombre d'indicateurs de conditions physiques de travail, ces travailleurs montrent des prévalences plus fortes que ce qui est observé dans le reste du Québec. Ainsi, un travailleur sur deux du Nord-du-Québec affirme avoir un niveau de contraintes physiques élevé au travail. Ils sont presque tout autant (46 %) à déclarer qu'ils sont exposés à des efforts lorsqu'ils utilisent des outils, des machines ou de l'équipement au travail. En outre, les travailleurs de cette région sont plus exposés (en proportion) à des vibrations des mains ou des bras au travail (21 %), à des vibrations de tout le corps au travail (23 %) et à du bruit intense au travail (33 %). De leur côté, les travailleuses du Nord-du-Québec se distinguent du reste du Québec par le fait qu'elles sont plus souvent en position debout de façon prolongée au travail (56 %).

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

La part d'emplois ayant des exigences psychologiques élevées au travail est moins fréquente (29 %) chez les travailleuses de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en 2008, lorsque comparée à celle du reste du Québec. Les travailleuses se distinguent également pour ce qui est du travail debout de façon prolongée puisque 60 % d'entre elles mentionnent avoir une telle exigence de travail, ce qui est significativement plus élevé que dans le reste du Québec. Ce dernier constat est également applicable du côté des travailleurs gaspésiens où 55 % d'entre eux travaillent debout de façon prolongée. En 2008, 19 % des emplois dans cette région sont du domaine des biens.

Chaudière-Appalaches

La situation dans la région de Chaudière-Appalaches montre que pour presque tous les indicateurs de conditions physiques de travail, les hommes affichent des proportions plus fortes que dans le reste du Québec. Ainsi, 41 % d'entre eux indiquent avoir un niveau élevé de contraintes physiques au travail. Ils sont aussi nombreux (36 %) à se dire exposés à des efforts en utilisant des outils, des machines ou de l'équipement au travail. De plus, une part non négligeable (24 %) mentionne que leur emploi exige qu'ils manipulent sans aide des charges lourdes au travail. Les travailleurs de la région de Chaudière-Appalaches sont par ailleurs plus nombreux (en proportion) que le reste du Québec à subir des vibrations des mains ou des bras au travail (16 %) ou de vibrations de tout le corps (11 %). Enfin, ces derniers sont plus susceptibles de devoir travailler en position debout de façon prolongée au travail (55 %). Ce constat est également applicable aux travailleuses de la région (54 %). Elles sont aussi plus nombreuses, toutes proportions gardées, à se situer à un niveau élevé de contraintes physiques au travail (19 %) par rapport au reste du Québec. Toutefois, celles-ci se retrouvent moins souvent dans des emplois ayant des exigences psychologiques élevées (30 %) par rapport à leurs consœurs du reste du Québec. En 2008, 36 % des emplois de la région de Chaudière-Appalaches proviennent du secteur des biens.

Laval

De façon générale, les conditions psychologiques et physiques de travail dans la région de Laval sont similaires au reste du Québec à l'exception de celle qui concerne le fait d'être en position debout de façon prolongée au travail. Dans ce cas, les travailleurs montrent une prévalence plus forte (58 %). En 2008, 18 % des emplois dans cette région se trouvent dans le secteur des biens.

Lanaudière

Les travailleuses de la région de Lanaudière sont moins susceptibles d'avoir des exigences psychologiques élevées au travail en 2008 (28 %) par rapport au reste du Québec. En revanche, elles se retrouvent davantage dans des emplois ayant un niveau élevé de contraintes physiques (20 %) et doivent rester debout de façon prolongée au travail (57 %) dans une plus grande proportion. De leur côté, les hommes sont aussi plus soumis à des contraintes physiques élevées à leur travail (42 %) que dans le reste du Québec. Aussi, ils font face plus fréquemment à des efforts lorsqu'ils utilisent des outils, des machines ou de

l'équipement au travail (39 %). Par ailleurs, la manipulation sans aide de charges lourdes au travail (23 %) et la position debout de façon prolongée au travail (60 %) sont des exigences de travail plus présentes chez ces travailleurs en comparaison à leurs confrères du reste du Québec. En 2008, 27 % des emplois dans la région de Lanaudière se trouvent dans le secteur des biens.

Laurentides

Les exigences psychologiques élevées au travail sont moins présentes chez les travailleuses de la région des Laurentides (31 %) par rapport à ce qui est observé dans le reste du Québec. Cependant, ces dernières occupent plus fréquemment des emplois nécessitant d'être debout de façon prolongée (54 %). Cette situation est également constatée chez les hommes (54 %). On constate que ces derniers sont davantage exposés à des efforts en utilisant des outils, des machines ou de l'équipement au travail (36 %) comparativement au reste du Québec. En 2008, environ le quart (24 %) des emplois dans la région des Laurentides se concentre dans le secteur des biens.

Montérégie

En 2008, les travailleuses de la région de la Montérégie occupent dans une proportion plus importante (41 %) que le reste du Québec des emplois ayant des exigences psychologiques élevées. En outre, ces dernières se trouvent plus souvent dans des emplois exigeant d'être debout de façon prolongée (51 %). Cette situation est également notée chez les travailleurs (55 %). Ceux-ci sont par ailleurs davantage exposés à des efforts en utilisant des outils, des machines ou de l'équipement au travail (35 %) que leurs collègues du reste du Québec. En 2008, 29 % des emplois dans la région de la Montérégie se classent dans le secteur des biens.

Tableau 3.2.1

Proportion de femmes et d'hommes présentant certaines conditions psychologiques et physiques de travail, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2008

	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie et Centre-du-Québec	Estrie	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Ensemble du Québec
Exigences psychologiques élevées au travail				(-)		(+)					(-)	(-)		(-)	(-)	(+)	
Femmes	34	35	36	***31***	38	***39***	39	34	34	30	***29***	***30***	37	***28***	***31***	***41***	37
Hommes	35	***28*** (-)	30	31	32	***37*** (+)	33	30	31	***24*** (-)	32	34	35	28	31	30	33
Niveau de contraintes physiques au travail																	
Femmes	(-)	(-)		(-)	(-)	(+)	(-)	(-)	(-)		(-)						
Aucune	***13***	***14***	22	***13***	***14****	***23***	***13***	***15***	***14***	15*	***12***	18	19	20	19	17	19
Élevé	16	***18*** (+)	11	***18*** (+)	***19*** (+)	***10*** (-)	17	17	***19*** (+)	16*	18	***19*** (+)	13*	***20*** (+)	15	16	14
Niveau de contraintes physiques au travail																	
Hommes	(-)			(-)	(-)	(+)		(-)	(-)	(-)	(-)			(-)	(-)		
Aucune	***12***	14	17	***12***	***12***	***25***	15	***12***	***13****	***7****	***10****	16	14*	***13***	***12***	16	18
Élevé	***38*** (+)	***36*** (+)	31	***35*** (+)	***38*** (+)	***23*** (-)	32	36	***36*** (+)	***50*** (+)	35	***41*** (+)	32	***42*** (+)	33	34	31
Exposition à des efforts en utilisant des outils, des machines ou de l'équipement au travail	(+)			(+)		(-)											
Femmes	***17***	17	13	***17***	17	***10***	17	16	15	14*	15	16	13*	16	16	14	14
Hommes	***35*** (+)	34	29	***35*** (+)	***35*** (+)	***21*** (-)	30	35	***36*** (+)	***46*** (+)	34	***36*** (+)	29	***39*** (+)	***36*** (+)	***35*** (+)	29
Manipulation sans aide des charges lourdes au travail	(+)	(+)			(+)	(-)	(+)	(+)				(+)	(-)				
Femmes	***16***	***15****	9	12	***16***	***8***	***16***	***16***	13	13*	11	***14***	***7****	14	12	11	11
Hommes	19	18	20	21	***26*** (+)	***14*** (-)	18	18	14	22	16	***24*** (+)	16	***23*** (+)	17	19	18
Exposition à des vibrations des mains ou des bras au travail																	
Femmes	2**	3**	1**	3*	3**	2**	3**	2**	3*	4**	1**	4*	1**	5*	3**	1**	2
Hommes	13	15	11	11	***17*** (+)	***7*** (-)	13*	***15*** (+)	14	***21*** (+)	14	***16*** (+)	11*	16*	14	14	12
Exposition à des vibrations de tout le corps au travail																	
Femmes	2**	1**	1**	2**	1**	1**	x	1**	1**	3**	1**	1**	x	2**	1**	x	1
Hommes	8*	10	8*	***12*** (+)	***12*** (+)	***6*** (-)	10*	***12*** (+)	***13*** (+)	***23*** (+)	9*	***11*** (+)	7*	10*	6*	9*	8
Exposition à du bruit intense au travail			(-)									(+)				(+)	
Femmes	2**	5**	***1****	4*	5*	2*	3**	3**	3*	3*	2**	***5****	2**	4*	2**	***5****	3
Hommes	***15*** (+)	***18*** (+)	***7**** (-)	***15*** (+)	***15*** (+)	***9*** (-)	9*	***17*** (+)	***17*** (+)	***33*** (+)	12	13	8*	10*	11	13	11
Position debout de façon prolongée au travail	(+)	(+)		(+)	(+)	(-)	(+)	(+)	(+)	(+)	(+)	(+)		(+)	(+)	(+)	
Femmes	***54***	***51***	43	***55***	***54***	***33***	***52***	***51***	***52***	***56***	***60***	***54***	46	***57***	***54***	***51***	45
Hommes	***57*** (+)	50	46	***57*** (+)	51	***39*** (-)	47	49	47	49	***55*** (+)	***55*** (+)	***58*** (+)	***60*** (+)	***54*** (+)	***55*** (+)	48

1. Les proportions en caractère gras et italique sont statistiquement différentes par rapport à celles observées pour le reste du Québec.
2. Le signe « - » ou « + » entre parenthèses indique si la proportion, observée chez les femmes ou chez les hommes dans la région, est plus faible ou plus élevée par rapport au reste du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Enquête québécoise sur la santé de la population, 2008.

Tableau 3.2.2

Répartition de l'emploi selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2008

	Secteur des biens	Secteur des services
	%	
Bas-Saint-Laurent	27,0	73,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	26,4	73,6
Capitale-Nationale	15,1	84,9
Mauricie et Centre-du-Québec	31,3	68,8
Estrie	30,0	70,0
Montréal	15,6	84,4
Outaouais	14,4	85,6
Abitibi-Témiscamingue	29,4	70,6
Côte-Nord et Nord-du-Québec	30,7	69,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	19,3	80,7
Chaudière-Appalaches	36,0	64,0
Laval	18,4	81,6
Lanaudière	26,6	73,4
Laurentides	23,8	76,2
Montérégie	28,5	71,5
Ensemble du Québec	**22,9**	**77,1**

Source : Adapté par l'Institut de la statistique du Québec de Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2011. Cela ne constitue pas une approbation de ce produit par Statistique Canada.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants et croissance économique

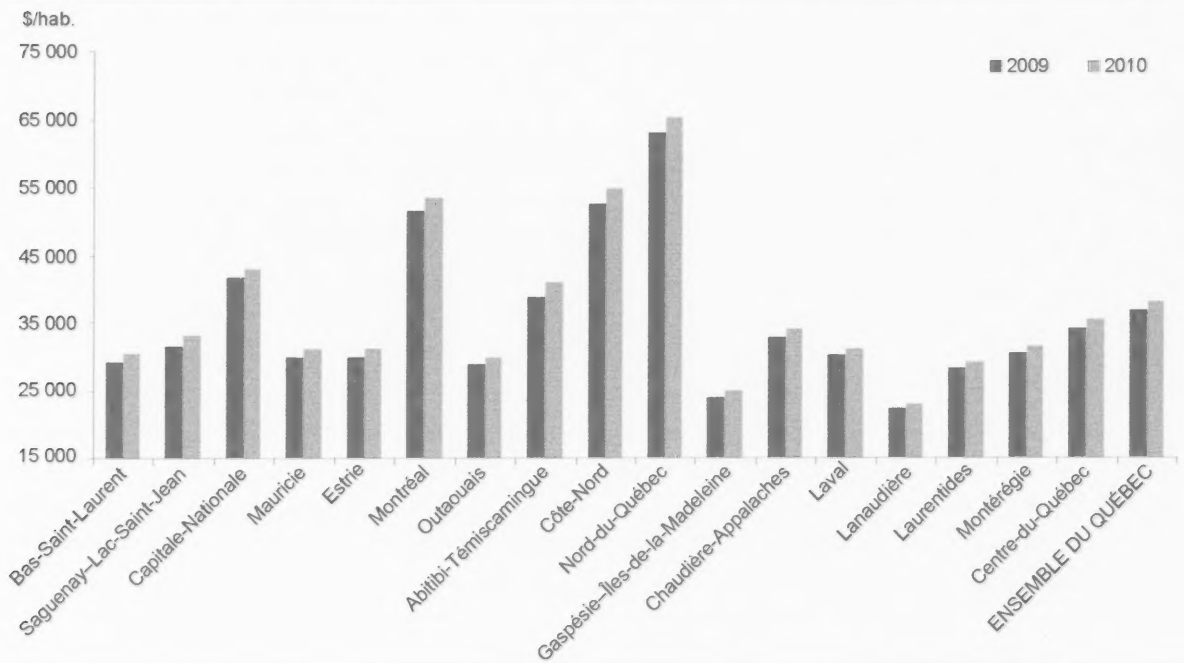
Le produit intérieur brut constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le PIB est la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en reçoivent le revenu.

En 2010, le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) affiche un taux de croissance de 4,4 % au Québec. Plus particulièrement, 6 des 17 régions administratives enregistrent une croissance d'au moins 5,0 %, soit l'Abitibi-Témiscamingue (+ 6,7 %), le Nord-du-Québec (+ 5,5 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 5,1 %), qui se redresse, la Côte-Nord (+ 5,1 %), Lanaudière (+ 5,0 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 5,0 %).

Seules les régions de Montréal (+ 4,0 %), de Chaudière-Appalaches (+ 4,2 %) et des Laurentides (+ 4,3 %) se retrouvent en deçà de la moyenne provinciale en 2010, bien que l'augmentation de leur PIB demeure significative. Les régions du Centre-du-Québec et du Bas-Saint-Laurent voient leur PIB augmenter au rythme de 4,8 %, tandis que celles de Laval et de la Mauricie suivent de près avec un taux de 4,6 %. L'Estrie, la Montérégie ainsi que l'Outaouais présentent des hausses de 4,5 %, pendant que la Capitale-Nationale croît à un taux de 4,4 %, similaire à celui du Québec.

Figure 4.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Toujours en cette année 2010, le PIB par habitant croît de 3,4 % au Québec et il s'accroît dans toutes les régions administratives du Québec. Les hausses les plus importantes se retrouvent dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 6,3 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 4,8 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,8 %), de la Côte-Nord (+ 4,7 %) et du Bas-Saint-Laurent (+ 4,6 %). Dans ces régions, la croissance du PIB par habitant est supérieure à 4,5 % et reflète en grande partie une production en forte augmentation cette année-là. Certaines régions présentent de moins bons résultats au chapitre du PIB par habitant dus à une hausse de leur population beaucoup plus importante que celle enregistrée au Québec. C'est le cas notamment des Laurentides (+ 2,6 %), de Laval (+ 2,7 %), de l'Outaouais (+ 2,9 %) et de Lanaudière (+ 3,1 %).

Analyse du produit intérieur brut selon l'industrie

Au Québec, l'année 2010 voit l'économie croître de 4,4 % après avoir augmenté de 0,6 % en 2009. En analysant l'année 2009 selon les industries[1], il ressort que le PIB continue d'augmenter dans la production des services (+ 2,6 %), tandis qu'il décroît dans les industries productrices de biens (– 4,1 %).

La production industrielle (– 6,1 %) décroît fortement, dû à la fabrication (– 8,7 %) puisque l'extraction minière, pétrolière et gazière affiche une croissance de 6,9 % et que les services publics augmentent de 0,5 %. Du côté des industries productrices de biens, on observe une baisse de 5,9 % dans le groupe de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse, et on constate une hausse de 3,6 % dans la construction. Plus particulièrement, l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière (– 18,9 %) chute à nouveau, celle des cultures agricoles et de l'élevage, de 2,2 %, celle des activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie, 6,9 %, pendant que celle de la pêche, de la chasse et du piégeage (+ 10,6 %) se redresse.

Dans la production des services, toujours en 2009, certaines industries accusent des diminutions – les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (– 3,2 %), les services professionnels, scientifiques et techniques (– 1,6 %) ainsi que l'industrie du transport et de l'entreposage (– 2,0 %) – mais la plupart demeurent en expansion. Le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,4 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+ 4,7 %), les administrations publiques (+ 5,1 %) et l'industrie des autres services (+ 4,0 %) se démarquent, avec de fortes hausses qui contribuent de façon importante à la croissance de la production. Les arts, les spectacles et les loisirs (+ 3,9 %) démontrent à nouveau une belle vitalité. Le commerce de gros et les services d'enseignement qui augmentent de 2,4 % apportent également une contribution notable à l'augmentation de la production des services.

D'un point de vue régional, en 2009, 8 des 17 régions administratives du Québec affichent un taux de croissance supérieur à celui du Québec (+ 0,6 %) : l'Abitibi-Témiscamingue (+ 7,7 %), la Capitale-Nationale (+ 3,8 %), l'Outaouais (+ 3,6 %), la Côte-Nord (+ 3,2 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,0 %), le Centre-du-Québec (+ 1,6 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 1,3 %) et Lanaudière (+ 1,2 %). Une croissance plus lente est observée du côté des Laurentides (+ 0,5 %), de Montréal (+ 0,4 %), de l'Estrie (+ 0,3 %), pendant que l'économie de la région de la Montérégie se maintient au même niveau et qu'elle diminue à peine dans celle de Laval (– 0,1 %). Certaines régions affichent des baisses notables : le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 6,7 %), le Nord-du-Québec (– 3,7 %), Chaudière-Appalaches (– 2,1 %) ainsi que la Mauricie (– 1,3 %).

Les résultats régionaux obtenus reflètent ceux atteints par les industries, plus particulièrement lorsqu'une industrie représente une base économique d'une région. Dans cette analyse, « une industrie est considérée comme une industrie de base d'une région si une partie au moins de sa production de biens ou de services répond, directement ou indirectement, à la demande d'acheteurs (ménages ou entreprises) situés à l'extérieur de cette région. C'est l'« argent neuf » reçu en paiement de l'extérieur qui permet d'amorcer le roulement de toutes les autres industries. Une région dont les industries de base croissent sera donc en expansion économique »[2] et si l'inverse se produit, elle accusera les effets négatifs dus au déclin de ses bases économiques.

1. Les données du PIB régional ainsi que celles du PIB par habitant pour les différentes régions sont disponibles jusqu'à l'année 2010, tandis que les données du PIB par industrie ne sont disponibles que jusqu'à l'année 2009.
2. Pour en savoir plus, voir : LEMELIN, A. et P. MAINGUY (2008). « Analyse des structures économiques des 17 régions administratives québécoises en 2005 », Cahier technique et méthodologique, Institut de la statistique du Québec, mars, 133 p. [En ligne].[http://www.stat.gouv.qc.ca/clacon/concepts.htm/struct_econo_17regions[1].pdf]

Ainsi, en 2009, la croissance solide de l'industrie de l'extraction minière qui constitue la principale base économique du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue favorise ces régions, bien que l'évolution économique du Nord-du-Québec soit assombrie principalement par les reculs observés du côté de l'industrie de la construction, de celle de la fabrication et de celle de la foresterie et de l'exploitation forestière. La hausse observée dans le secteur des services transparaît dans les bons résultats obtenus par la Capitale-Nationale, l'Outaouais et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

L'industrie de la fabrication présente des taux de croissance très différents dans les industries qui la composent, mais la baisse accusée par cette industrie nuit de façon globale à la performance, notamment de Chaudière-Appalaches et du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Plus spécifiquement, la première transformation des métaux (– 28,0 %), la fabrication de produits informatiques et électroniques (– 18,2 %), celle de vêtements (– 17,7 %), celle de produits du pétrole et du charbon (– 17,2 %) et celle de produits en plastique et en caoutchouc (– 17,0 %) ainsi que les usines de textile et de produits textiles (– 13,5 %) présentent de fortes baisses en cette année 2009. Se trouvent aussi dans cette situation la fabrication de produits métalliques (– 12,4 %), celle de produits en cuir et de produits analogues (– 10,5 %), celle de produits en bois (– 9,1 %), celle de meubles et de produits connexes (– 9,0 %), celle du papier (– 8,8 %), celle de machines (– 7,7 %) et celle de matériel de transport (– 6,8 %). Seules l'industrie de la fabrication d'aliments (+ 6,8 %) et celle de boissons et de produits du tabac (+ 1,8 %) affichent des hausses.

Le secteur des services, pour sa part, est constitué de bases économiques plus diffuses. L'industrie des administrations publiques croît de 5,1 % ce qui contribue aux bons résultats obtenus dans la région de la Capitale-Nationale et dans celle de l'Outaouais. L'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 4,7 %), le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,4 %), l'industrie des autres services (+ 4,0 %) ainsi que les arts, les spectacles et les loisirs (+ 3,9 %) augmentent aussi de façon notable. L'industrie des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (– 3,2 %), celle du transport et de l'entreposage (– 2,0 %) et celle des services professionnels, scientifiques et techniques (– 1,6 %) accusent des reculs en cette année 2009.

La croissance économique survenue dans l'Outaouais, dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, dans le Centre-du-Québec, dans le Bas-Saint-Laurent, dans Lanaudière, dans les Laurentides, dans la région de Montréal et en Estrie de même que la stabilité en Montérégie est le fait du secteur des services, qui évolue à la hausse, puisque les industries productrices de biens régressent dans ces mêmes régions en 2009. En outre, les résultats du secteur des services ont atténué les décrues observées au Saguenay–Lac-Saint-Jean, dans le Nord-du-Québec, en Chaudière-Appalaches, en Mauricie et dans la région de Laval.

Tableau 4.1.1

Croissance annuelle du produit intérieur brut[1] (PIB) des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2010

	2009/2008						2010/2009
	Cultures agricoles et élevage	Foresterie et exploitation forestière	Fabrication	Secteur de production de biens	Secteur des services	Ensemble des industries	Ensemble des industries
				%			
Bas-Saint-Laurent	***1,0***	***– 25,0***	– 4,1	***– 2,5***	3,0	1,3	4,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	***– 1,2***	***30,3***	***– 26,8***	***– 14,9***	– 0,7	– 6,7	5,1
Capitale-Nationale	9,9	19,2	– 3,2	5,9	***3,3***	3,8	4,4
Mauricie	***– 6,3***	***– 45,5***	***– 13,5***	***– 9,9***	4,1	– 1,3	4,6
Estrie	***3,2***	***– 34,2***	***– 12,5***	***– 7,3***	4,1	0,3	4,5
Montréal	3,6	– 23,6	– 6,1	– 3,1	***1,4***	0,4	4,0
Outaouais	65,4	***– 65,6***	– 16,3	– 6,6	***6,1***	3,6	4,5
Abitibi-Témiscamingue	...	***– 25,4***	– 4,6	***8,5***	7,1	7,7	6,7
Côte-Nord	– 18,7	***2,6***	***– 10,7***	***4,0***	1,8	3,2	5,1
Nord-du-Québec	...	***– 4,8***	– 9,0	***– 6,2***	4,6	– 3,7	5,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 21,2	***– 7,2***	– 12,5	– 3,7	4,2	2,0	5,0
Chaudière-Appalaches	***– 0,2***	***9,7***	***– 10,3***	***– 7,7***	2,2	– 2,1	4,2
Laval	3,3	...	– 6,2	– 9,1	***3,1***	– 0,1	4,6
Lanaudière	***– 1,4***	– 21,5	– 6,7	– 5,2	3,8	1,2	5,0
Laurentides	...	***– 27,1***	***– 6,7***	***– 5,9***	3,7	0,5	4,3
Montérégie	***– 8,8***	– 24,4	***– 8,7***	***– 4,7***	2,6	0,0	4,5
Centre-du-Québec	***– 1,9***	...	***– 7,5***	***– 1,6***	4,4	1,6	4,8
Ensemble du Québec[2]	**8,2**	**– 2,2**	**– 8,7**	**– 4,1**	**2,6**	**0,6**	**4,4**

1. La croissance annuelle régionale du PIB d'une industrie considérée comme une base économique d'une région est indiquée en caractères gras et italiques.
2. Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2010.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.2

PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2010

	2001	2002	2003	2004	2005	2006r	2007p	2008pp	2009p	2010pp
					$/hab.					
Bas-Saint-Laurent	21 853	22 997	24 170	24 752	25 250	25 994	28 293	28 678	29 036	30 376
Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 809	25 317	26 175	27 940	29 776	30 788	32 658	33 641	31 421	32 935
Capitale-Nationale	30 175	31 923	33 727	34 233	35 682	37 405	39 223	40 299	41 423	42 800
Mauricie	23 693	24 217	25 124	26 077	26 903	28 880	29 367	30 166	29 769	31 004
Estrie	26 391	27 178	28 305	28 547	29 016	29 204	29 667	30 004	29 865	30 943
Montréal	43 092	43 763	44 483	47 103	48 351	49 759	51 260	52 012	51 483	53 248
Outaouais	22 330	23 694	24 340	24 698	25 635	26 340	27 559	28 304	28 914	29 742
Abitibi-Témiscamingue	24 501	26 017	26 435	28 066	30 469	31 701	35 505	35 765	38 499	40 932
Côte-Nord	36 473	37 191	40 081	41 106	42 469	46 092	50 273	50 727	52 361	54 832
Nord-du-Québec	33 831	36 202	38 138	47 913	52 487	59 410	64 975	65 998	62 805	65 273
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18 035	18 511	19 848	20 285	20 673	20 382	21 847	23 255	23 815	24 958
Chaudière-Appalaches	25 378	25 299	27 202	28 248	29 209	29 441	31 984	33 638	32 773	33 857
Laval	23 008	23 796	24 628	25 903	26 681	29 019	29 970	30 796	30 244	31 050
Lanaudière	16 881	17 972	18 713	19 479	20 077	21 328	21 927	22 387	22 324	23 019
Laurentides	22 533	23 704	25 460	25 113	25 606	26 268	27 914	28 437	28 236	28 959
Montérégie	24 186	25 098	25 896	27 026	27 557	29 210	30 411	30 759	30 472	31 448
Centre-du-Québec	28 038	29 034	30 009	29 976	31 443	32 062	33 276	33 647	33 974	35 253
Ensemble du Québec[1]	**29 165**	**30 083**	**31 123**	**32 377**	**33 331**	**34 553**	**36 025**	**36 708**	**36 561**	**37 795**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2010.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.3

PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2010

	2001	2002	2003	2004	2005	2006r	2007p	2008pp	2009p	2010pp
					M$					
Bas-Saint-Laurent	4 469	4 668	4 889	4 999	5 094	5 240	5 693	5 760	5 833	6 114
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 039	7 116	7 294	7 734	8 184	8 440	8 914	9 164	8 548	8 988
Capitale-Nationale	19 656	20 932	22 235	22 734	23 787	25 014	26 412	27 397	28 433	29 697
Mauricie	6 164	6 275	6 505	6 765	6 993	7 518	7 656	7 880	7 780	8 135
Estrie	7 690	7 979	8 380	8 514	8 723	8 791	8 978	9 148	9 176	9 592
Montréal	79 796	81 718	83 307	88 269	90 519	93 227	96 489	98 677	99 043	102 986
Outaouais	7 208	7 758	8 100	8 346	8 791	9 084	9 606	9 991	10 351	10 815
Abitibi-Témiscamingue	3 649	3 829	3 860	4 076	4 411	4 592	5 145	5 192	5 593	5 969
Côte-Nord	3 637	3 651	3 900	3 984	4 094	4 451	4 822	4 834	4 987	5 239
Nord-du-Québec	1 333	1 433	1 520	1 923	2 121	2 393	2 645	2 709	2 609	2 753
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 781	1 808	1 921	1 957	1 988	1 940	2 067	2 187	2 230	2 342
Chaudière-Appalaches	9 921	9 900	10 672	11 125	11 555	11 687	12 757	13 454	13 171	13 729
Laval	8 050	8 455	8 880	9 472	9 901	10 807	11 339	11 841	11 830	12 379
Lanaudière	6 687	7 198	7 615	8 097	8 550	9 252	9 701	10 070	10 186	10 691
Laurentides	10 636	11 399	12 496	12 576	13 071	13 617	14 686	15 179	15 257	15 912
Montérégie	31 749	33 245	34 682	36 656	37 807	40 399	42 468	43 366	43 369	45 330
Centre-du-Québec	6 246	6 484	6 725	6 761	7 119	7 244	7 563	7 690	7 817	8 192
Ensemble du Québec[1]	**215 711**	**223 849**	**232 980**	**243 989**	**252 710**	**263 692**	**276 941**	**284 536**	**286 212**	**298 862**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2010.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

4.2 Revenu personnel disponible

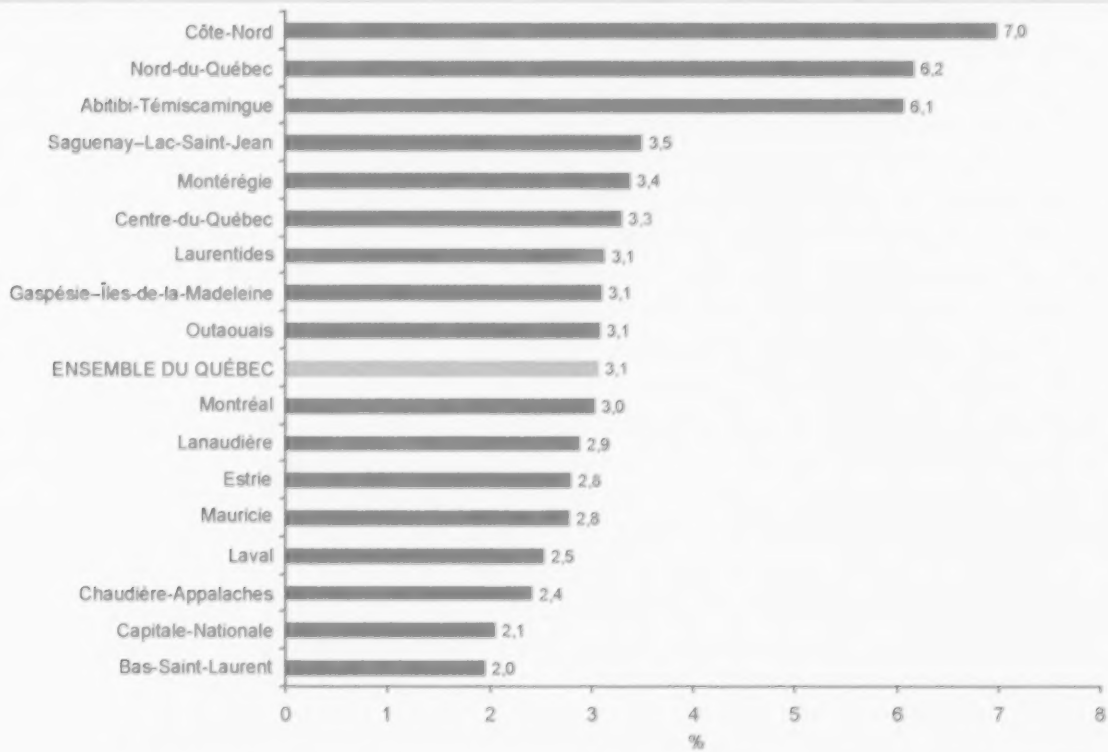
par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le revenu personnel disponible, tout comme le PIB, est un agrégat du Système de comptabilité nationale qui permet de mieux saisir l'évolution économique d'un territoire. Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les particuliers et les entreprises individuelles résidant dans une région donnée, incluant les revenus acquis à l'extérieur de celle-ci, plus les revenus de placement que les associations de bienfaisance accumulent pour leur propre compte, moins les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les autres transferts que versent les particuliers aux administrations publiques tels que les primes d'assurance médicaments et les permis. Le revenu personnel disponible représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation de biens et de services ainsi que pour l'épargne. Toutefois, cet indicateur macroéconomique ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenu au sein de chacune des régions.

Après avoir connu une hausse anémique en 2009 en raison du ralentissement économique qui sévissait, le revenu personnel disponible par habitant du Québec s'est accru plus fortement en 2010, soit de 3,1 % en dollars courants, et il s'élève à 26 642 $. La hausse au cours de la dernière année s'explique par l'accroissement des revenus relatifs au travail, le redressement des revenus de placement ainsi que par l'augmentation des transferts gouvernementaux aux particuliers. Au Canada (+ 3,7 %), le taux de croissance du revenu personnel disponible est supérieur à celui du Québec en raison d'une augmentation plus rapide des revenus relatifs au travail et une croissance plus lente des impôts directs des particuliers.

Figure 4.2.1

Taux de croissance du revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

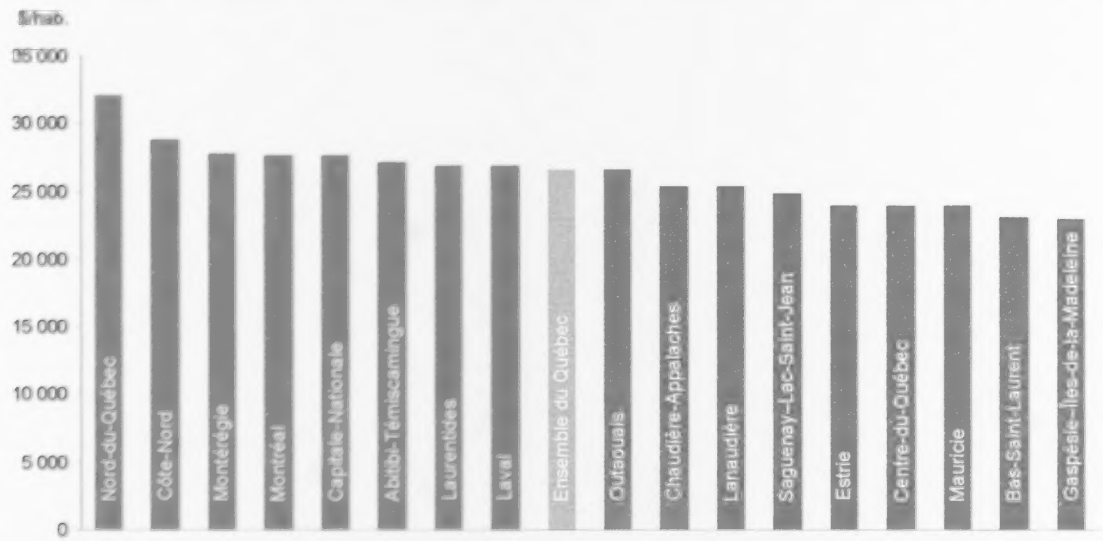
Le revenu personnel disponible par habitant évolue de manière très inégale à l'échelle des régions administratives. Les plus fortes hausses, en dollars courants, ont été enregistrées dans les régions de la Côte-Nord (+ 7,0 %), du Nord-du-Québec (+ 6,2 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 6,1 %), stimulées, entre autres, par l'accroissement des activités dans les secteurs des mines. Avec le maintien voire la montée des prix des métaux usuels et précieux, les investissements miniers ont atteint un niveau record de plus de 2,7 G$ en 2010 dans ces trois régions. Soulignons que depuis 2007, le revenu disponible de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue augmente sans cesse à un rythme plus rapide que celui observé au Québec.

En revanche, la plus faible croissance du revenu personnel disponible par habitant est enregistrée en 2010 dans les régions du Bas-Saint-Laurent (+ 2,0 %) et de la Capitale-Nationale (+ 2,1 %) sous l'effet conjugué d'une hausse anémique de la rémunération des salariés et la diminution des revenus de placement. D'ailleurs, avec un revenu disponible de 27 639 $ par habitant en 2010, la Capitale-Nationale se classe en cinquième position parmi les 17 régions administratives, et ce, après avoir occupé le deuxième rang en 2009.

Pour une quatrième année consécutive, le Nord-du-Québec arrive en tête de liste des régions administratives, grâce à un revenu disponible de 32 027 $ par habitant. Les salaires élevés versés dans le secteur minier et les services publics, l'importance des transferts gouvernementaux et l'exemption d'impôt sur le revenu gagné par les Cris sur certains territoires sont les principaux facteurs qui expliquent un tel résultat.

Figure 4.2.2

Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

En raison de l'intensification des activités minières et de la construction du complexe hydroélectrique sur la rivière Romaine, la Côte-Nord (28 783 $) est passée de la septième position en 2008 à la deuxième place en 2010 pour ce qui est du revenu personnel disponible par habitant. Viennent immédiatement ensuite les régions de la Montérégie (27 705 $) et de Montréal (27 646 $). Dans le cas de la première région, le niveau de revenu élevé est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés parmi les plus hauts du Québec. En ce qui a trait à la région montréalaise, elle se caractérise par des revenus de placement particulièrement élevés : ils s'établissent à 5 186 $ comparativement à 3 653 $ dans l'ensemble du Québec.

À l'opposé, les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent continuent de se situer au bas du classement, avec un revenu disponible par habitant de 22 959 $ et de 23 044 $ respectivement. Le faible niveau de revenu dans ces régions maritimes s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés largement plus bas que dans le reste de la province.

Transferts gouvernementaux versés aux particuliers

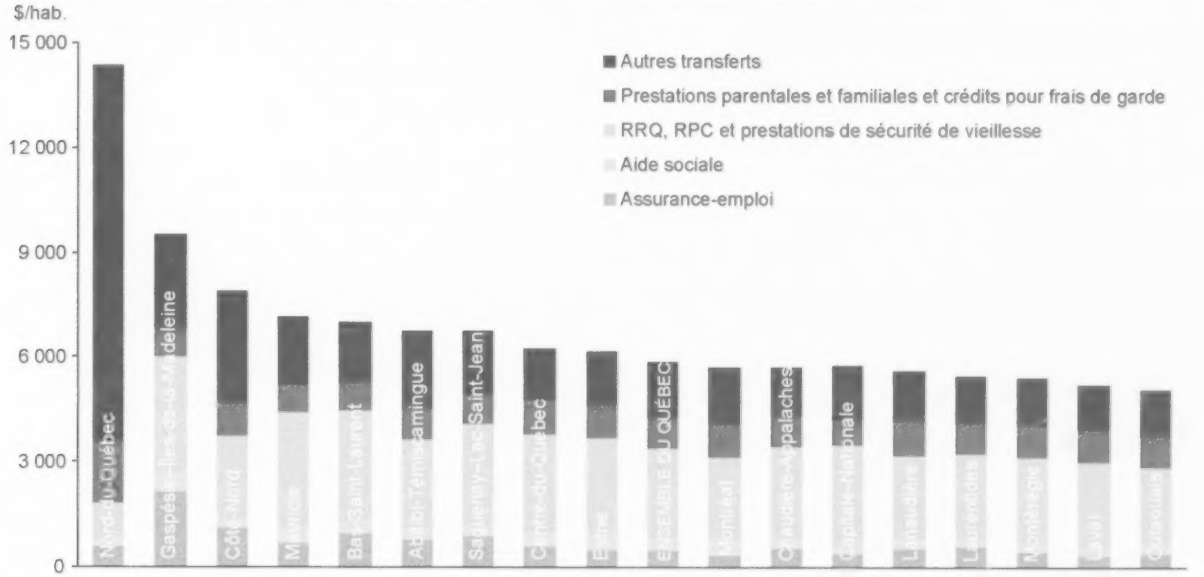
Les transferts courants que versent les administrations publiques aux particuliers, deuxième composante en importance du revenu personnel, augmentent de 3,6 % en 2010 comparativement à 3,9 % en 2009, et ils s'établissent à 46,5 G$. Par habitant, les transferts gouvernementaux s'élèvent à 5 878 $. D'ailleurs, la part relative des transferts courants en provenance des administrations publiques s'établit en 2010 à 17,1 % du revenu personnel, soit le même niveau que l'année précédente, mais en hausse de 1,1 point de pourcentage en regard de 2007.

Les transferts en provenance de l'administration fédérale augmentent de 3,2 % et ils atteignent 21,3 G$. Les prestations de l'assurance-emploi, qui avaient bondi de 27,3 % en 2009, reflétant la détérioration du marché du travail prévalant en cette année, diminuent de 2,7 %, alors que les prestations universelles pour la garde d'enfants et les prestations fiscales pour enfants augmentent respectivement de 2,9 % et de 4,0 %.

Les transferts de l'administration provinciale progressent, pour leur part, de 3,7 % et ils s'établissent à 14,5 G$. À l'exception des indemnités des accidentés du travail qui diminuent légèrement (– 1,3 %), toutes les autres composantes des transferts provinciaux sont en hausse en 2010. Ce sont les transferts aux associations de bienfaisance (+ 5,5 %) et les transferts divers (+ 5,8 %) qui croissent le plus rapidement. Notons que les prestations du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) augmentent de 3,2 % et les prestations d'aide sociale de 1,3 %, après une hausse de 3,8 % en 2009.

Figure 4.2.3

Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

Les résidants et les associations de particuliers du Nord-du-Québec sont ceux qui reçoivent le plus en transferts courants des administrations publiques : en 2010, ils ont reçu plus de 14 300 $ par habitant en transferts gouvernementaux. Outre les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les principaux transferts en provenance des gouvernements sont les prestations du Régime québécois d'assurance parentale, du programme Soutien aux enfants ainsi que les prestations fiscales canadiennes pour enfants et les prestations universelles pour la garde d'enfants, ce qui reflète le taux de fécondité particulièrement élevé de cette région nordique.

Après la région du Nord-du-Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est celle qui reçoit le plus en transferts courants en provenance des administrations publiques, soit 9 503 $ par habitant. En raison d'un taux de chômage largement supérieur à celui observé au Québec, les habitants de la région ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont particulièrement importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine étant donné que la population y est relativement plus âgée.

À l'inverse, celles qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux sont l'Outaouais (5 082 $), Laval (5 227 $), la Montérégie (5 406 $) et les Laurentides (5 492 $). En raison d'un taux de chômage plus faible, les résidants de ces territoires ont eu moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale comparativement à ceux des autres régions administratives. Ces régions reçoivent aussi moins en prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec, étant donné que leur population y est relativement plus jeune.

Tableau 4.2.1

Composantes du revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010

	Revenu d'emploi			Revenu de placement			Transferts des administrations publiques			Autres sources de revenu		
	2009r	2010p	Var. 10/09	2009r	2010p	Var. 10/09	2009r	2010p	Var. 10/09	2009r	2010p	Var. 10/09
	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%
Bas-Saint-Laurent	19 166	19 701	2,8	2 356	2 271	-3,6	6 948	7 021	1,1	65	75	15,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	22 065	22 942	4,0	1 919	2 041	6,3	6 706	6 762	0,8	64	74	15,9
Capitale-Nationale	26 132	26 684	2,1	3 660	3 594	-1,8	5 601	5 793	3,4	86	99	15,4
Mauricie	19 826	20 451	3,2	2 718	2 706	-0,4	6 955	7 140	2,7	69	80	15,9
Estrie	20 330	20 979	3,2	3 277	3 273	-0,1	6 051	6 159	1,8	91	105	15,4
Montréal	23 504	24 331	3,5	5 229	5 186	-0,8	5 543	5 709	3,0	284	326	15,0
Outaouais	27 148	27 663	1,9	2 121	2 217	4,5	4 910	5 082	3,5	108	124	14,9
Abitibi-Témiscamingue	23 455	25 546	8,9	2 342	2 304	-1,6	6 771	6 756	-0,2	66	77	15,9
Côte-Nord	25 151	27 238	8,3	1 576	1 639	4,0	7 622	7 873	3,3	65	75	15,9
Nord-du-Québec	20 273	21 084	4,0	1 144	1 148	0,3	13 205	14 366	8,8	62	72	15,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16 550	17 186	3,8	1 554	1 579	1,6	9 350	9 503	1,6	63	74	16,0
Chaudière-Appalaches	22 789	23 514	3,2	3 342	3 233	-3,3	5 604	5 730	2,3	66	77	15,8
Laval	25 549	26 048	2,0	3 443	3 554	3,2	5 106	5 227	2,4	203	232	14,0
Lanaudière	23 888	24 592	2,9	2 662	2 661	0,0	5 475	5 620	2,6	79	91	15,3
Laurentides	25 037	25 707	2,7	3 579	3 696	3,3	5 354	5 492	2,6	86	99	15,2
Montérégie	26 081	26 944	3,3	3 652	3 706	1,5	5 272	5 406	2,5	112	129	15,0
Centre-du-Québec	19 842	20 447	3,0	3 183	3 380	6,2	6 178	6 262	1,4	74	85	15,7
Ensemble du Québec	**23 970**	**24 743**	**3,2**	**3 641**	**3 653**	**0,3**	**5 732**	**5 878**	**2,6**	**142**	**163**	**15,0**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses, Comptes économiques provinciaux.

Tableau 4.2.2

Revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006r	2007r	2008r	2009r	2010p	Variation 2010/2009	TCAM 2010/2006
	$/hab.					%	
Bas-Saint-Laurent	25 147	26 654	27 906	28 535	29 069	1,9	3,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	27 313	29 183	30 022	30 754	31 819	3,5	3,9
Capitale-Nationale	31 994	33 592	34 818	35 478	36 170	1,9	3,1
Mauricie	26 920	28 238	29 174	29 567	30 377	2,7	3,1
Estrie	27 735	28 991	29 867	29 750	30 517	2,6	2,4
Montréal	33 270	34 674	35 370	34 560	35 552	2,9	1,7
Outaouais	30 721	32 268	33 360	34 287	35 086	2,3	3,4
Abitibi-Témiscamingue	28 052	30 800	32 403	32 634	34 684	6,3	5,4
Côte-Nord	30 443	32 496	33 970	34 414	36 825	7,0	4,9
Nord-du-Québec	29 225	31 341	62 102	34 685	36 670	5,7	5,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 551	25 567	26 683	27 518	28 342	3,0	4,7
Chaudière-Appalaches	28 782	30 130	31 313	31 801	32 553	2,4	3,1
Laval	32 546	33 684	34 925	34 302	35 062	2,2	1,9
Lanaudière	29 459	30 962	31 893	32 105	32 964	2,7	2,8
Laurentides	31 568	33 104	33 972	34 055	34 993	2,8	2,6
Montérégie	32 575	34 195	35 042	35 117	36 185	3,0	2,7
Centre-du-Québec	27 632	28 070	29 195	29 276	30 175	3,1	2,2
Ensemble du Québec	**31 008**	**32 505**	**33 618**	**33 484**	**34 437**	**2,8**	**2,7**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses, Comptes économiques provinciaux.

Tableau 4.2.3

Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006r	2007r	2008r	2009r	2010p	Variation 2010/2009	TCAM 2010/2006
	$/hab.					%	
Bas-Saint-Laurent	19 541	20 875	22 025	22 600	23 044	2,0	4,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20 805	22 381	23 220	23 960	24 801	3,5	4,5
Capitale-Nationale	23 955	25 211	26 329	27 083	27 639	2,1	3,6
Mauricie	20 708	21 819	22 725	23 227	23 875	2,8	3,6
Estrie	21 329	22 404	23 221	23 298	23 951	2,8	2,9
Montréal	25 365	26 447	27 189	26 829	27 646	3,0	2,2
Outaouais	22 685	23 907	24 898	25 784	26 578	3,1	4,0
Abitibi-Témiscamingue	21 498	23 716	25 037	25 501	27 048	6,1	5,9
Côte-Nord	23 198	24 881	26 300	26 902	28 783	7,0	5,5
Nord-du-Québec	24 874	26 769	57 261	30 166	32 027	6,2	6,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18 751	20 457	21 498	22 268	22 959	3,1	5,2
Chaudière-Appalaches	22 068	23 181	24 222	24 774	25 374	2,4	3,6
Laval	24 312	25 271	26 388	26 155	26 819	2,5	2,5
Lanaudière	22 169	23 400	24 274	24 660	25 371	2,9	3,4
Laurentides	23 654	24 883	25 705	26 028	26 843	3,1	3,2
Montérégie	24 351	25 664	26 464	26 798	27 705	3,4	3,3
Centre-du-Québec	21 601	21 985	23 006	23 184	23 948	3,3	2,6
Ensemble du Québec	**23 483**	**24 690**	**25 751**	**25 847**	**26 642**	**3,1**	**3,2**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses, Comptes économiques provinciaux.

5. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

La présente section a été préparée à partir de tableaux sur les familles de recensement, compilés par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistique Canada. Leur source est le Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales, extraites des déclarations de revenus des particuliers. Plus particulièrement, le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Une famille est à faible revenu lors d'une année si son revenu ajusté après impôt est inférieur au seuil correspondant à la moitié du revenu médian ajusté après impôt de l'ensemble des familles et des personnes hors famille du Québec durant la même année.

Taux de faible revenu des familles

En 2009, la distribution du taux de faible revenu après impôt des familles selon les régions administratives révèle certaines disparités (tableau 5.1, volet 1). D'un côté, la région de Montréal, suivie de près par la région du Nord-du-Québec, affichent de loin les taux les plus élevés, soit 17,0 % et 16,0 % respectivement. Les troisième et quatrième régions où ce taux est le plus élevé sont la Côte-Nord (9,7 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (9,7 %). D'un autre côté, c'est dans Chaudière-Appalaches (5,4 %), la Capitale-Nationale (5,9 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (6,7 %), le Bas-Saint-Laurent (6,9 %), l'Abitibi-Témiscamingue (8,0 %) et les régions périphériques de Montréal, soit les Laurentides (7,9 %), la Montérégie (8,0 %), Lanaudière (8,1 %) et Laval (8,4 %) qu'on trouve, en pourcentage, le moins de familles à faible revenu.

Entre 2008 et 2009, une légère diminution survient dans les régions suivantes : Bas-Saint-Laurent (– 0,5 point), Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Côte-Nord (– 0,3 point), Chaudière-Appalaches (– 0,2 point), Outaouais, Mauricie, Abitibi-Témiscamingue et Capitale-Nationale (– 0,1 point). Une faible augmentation survient dans les suivantes : Laurentides, Lanaudière et Estrie (+ 0,1 point), Centre-du-Québec, Montréal et Laval (+ 0,2 point), Montérégie (+ 0,3 point). Dans le Nord-du-Québec cependant, une augmentation d'environ un point est enregistrée (+ 1,1 point).

Si l'on considère l'évolution à plus long terme, soit entre 2005 et 2009, on voit que le faible revenu diminue dans les régions suivantes : Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 0,9 point), Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et Abitibi-Témiscamingue (– 0,7 point), Bas-Saint-Laurent (– 0,5 point), Capitale-Nationale, Mauricie et Outaouais (– 0,3 point). Dans les suivantes, toutefois, on constate une augmentation d'au moins un demi-point : Laurentides (+ 0,5 point), Lanaudière et Centre-du-Québec (+ 0,8 point), Estrie et Montérégie (+ 0,9 point), Laval (+ 1,1 point) et Nord-du-Québec (+ 1,3 point).

Taux de faible revenu selon le type de famille

La comparaison des taux régionaux de 2009 par type de famille (tableau 5.1, volets 2, 3 et 4) révèle que les familles monoparentales sont à faible revenu dans une proportion beaucoup plus élevée que les couples avec ou sans enfants, quelle que soit la région. Les taux des couples sans enfants et avec enfants sont relativement comparables.

Entre 2008 et 2009, dans une faible majorité (9 régions sur 17), on assiste à une diminution du faible revenu des couples sans enfants, la diminution maximale étant redevable au Nord-du-Québec (1 point). Dans une tout aussi faible majorité de régions, une augmentation du faible revenu des familles monoparentales se produit, la plus élevée étant observée au Nord-du-Québec (+ 2,2 points). Le profil interrégional du faible revenu des couples avec enfants est encore plus mitigé, en ce sens qu'il demeure stationnaire dans les quatre régions suivantes : Capitale-Nationale, Mauricie, Outaouais et Centre-du-Québec. Il diminue dans sept, jusqu'à concurrence 0,6 point (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine), tandis qu'il augmente dans six, jusqu'à concurrence de 1,1 point (Nord-du-Québec).

Au cours de la période plus longue comprise entre 2005 et 2009, le taux des couples sans enfants est en diminution dans 9 régions sur 17, avec une intensité ne dépassant pas 1,1 point (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine). Par contraste, dans une bonne majorité de régions (14 sur 17), le faible revenu des couples avec enfants augmente; l'augmentation la plus forte est

redevable à Montréal (+ 2,8 points) et à Laval (+ 1,9 point). Enfin, le taux des familles monoparentales diminue entre 2005 et 2009 dans 10 régions : le Saguenay–Lac-Saint-Jean et Montréal (– 2,5 points), de même que la Capitale-Nationale (– 2,6 points) affichent les diminutions les plus élevées.

Taux de faible revenu des enfants et nombre d'enfants à faible revenu

À l'instar de ce que l'on observe dans l'ensemble des familles, la région de Montréal présente, en ce qui concerne les enfants, c'est-à-dire les personnes âgées de 0 à 17 ans, le taux le plus élevé de toutes les régions en 2009, soit 25,9 % (tableau 5.2, volet 1). Le second taux le plus élevé est attribuable au Nord-du-Québec (20,3 %) et à la Côte-Nord pour le troisième (18,7 %). Ce taux est le moins élevé dans Chaudière-Appalaches (7,9 %), la Capitale-Nationale (8,9 %), le Bas Saint-Laurent (10,1 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (10,3 %). Les régions périphériques de Montréal, soit les Laurentides (11,7 %), la Montérégie (11,8 %), Lanaudière (12,3 %) et Laval (12,5 %) présentent des taux intermédiaires.

Entre 2008 et 2009, le faible revenu des enfants diminue dans six régions, et c'est dans Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine que cette diminution, en points de pourcentage, est la plus élevée : 0,7 point, soit 16,8 % en 2008 contre 16,0 % en 2009. Pour les cinq autres régions qui présentent une diminution, cette dernière est plus modeste, ne dépassant pas 0,5 point : Capitale-Nationale (– 0,5 point), Côte-Nord (– 0,4 point), Bas-Saint-Laurent (– 0,3 point), Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (– 0,2 point). Entre ces deux années, le taux est stationnaire dans la Chaudière-Appalaches et l'Outaouais à 7,9 % et 13,8 % respectivement. Par contre, il augmente dans neuf régions, bien que modestement pour la plupart. En effet, l'augmentation ne dépasse pas le demi-point, comme c'est le cas à Laval. Dans la région du Nord-du-Québec par contre, cette augmentation s'élève à 2,4 points, alors que le taux passe de 18,0 % à 20,3 %.

À plus long terme, soit entre 2005 et 2009, la diminution du faible revenu des enfants est observée dans cinq régions, et ne dépasse pas 1 point (Capitale-Nationale). Dans 10 autres, le taux des enfants augmente par contre. Le Nord-du-Québec est la région qui voit la plus forte hausse. Entre 2005 et 2009 en effet, le faible revenu des enfants y passe de 17,5 % à 20,3 % (+ 2,8 points).

Entre 2008 et 2009, la détérioration de la région du Nord-du-Québec ressort également de l'analyse de la variation du nombre d'enfants à faible revenu (tableau 5.2, volet 2). En effet cette région affiche de loin l'augmentation la plus élevée du nombre d'enfants à faible revenu, soit 14,1 % – leur nombre passant de 2 560 à 2 920 – alors que la variation du nombre total d'enfants est à peu près stable (+ 0,7 %, tableau 5.2, volet 3). Par ailleurs, dans 9 régions sur 17, le nombre d'enfants à faible revenu diminue entre ces deux années, jusqu'à concurrence de 6,2 % (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine). Dans les huit autres où il augmente à l'exception du Nord-du-Québec, la croissance ne dépasse pas 4,8 %, une donnée qui concerne Laval.

En considérant l'évolution entre 2005 et 2009, remarquons que l'augmentation du nombre d'enfants à faible revenu touche 9 régions sur 17. À l'instar de ce que nous avons observé à propos de la variation à court terme (c'est-à-dire entre 2008 et 2009), c'est dans le Nord-du-Québec que la hausse est la plus prononcée; celle-ci atteint 18,2 % (soit 2 470 en 2005 contre 2 920 en 2009) et elle excède celle du nombre total d'enfants (1,9 %, respectivement 14 090 contre 14 360). À l'inverse, dans les huit régions où une diminution se produit, c'est au Saguenay–Lac-Saint-Jean qu'elle est la plus prononcée (– 12,7 %, soit 6 060 en 2005 contre 5 290 en 2009); cette diminution est d'ailleurs plus importante que celle du nombre total d'enfants (– 6,5 %, soit 54 680 contre 51 130).

Revenu médian des familles

C'est une réalité de longue date que le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Bien sûr, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier de la présence d'un pourvoyeur additionnel de revenu, en l'occurrence le conjoint ou la conjointe. L'indicateur utilisé dans cette section est le revenu médian après impôt; il confirme toujours cette réalité en 2009 (tableau 5.3).

Attirons plutôt l'attention, pour commencer, sur le fait qu'entre les familles comptant un couple et les familles monoparentales, ce ne sont pas les mêmes régions qui détiennent le revenu médian après impôt le plus élevé comme le plus faible. Parmi les familles comptant un couple, la région de l'Outaouais présente, en 2009, le revenu médian le plus élevé (68 890 $). Les régions du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord suivent, avec des revenus respectifs de 68 840 $ et de 66 990 $. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se caractérise en 2009 par le revenu des couples le moins élevé de toutes les régions (52 320 $). Les positions du Centre-du-Québec et de Montréal se classent également parmi les moins avantageuses, le revenu médian des couples y étant respectivement de 54 490 $ et de 55 270 $. Cela dit, et pour quantifier la plus grande différence de revenu médian entre deux régions, mentionnons que celui de la région la moins avantagée (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) représente environ les trois quarts (75,9 %) de celui de la région la plus avantagée (Outaouais).

Si l'on se tourne du côté des familles monoparentales, on se rend compte que c'est dans la Capitale-Nationale (40 440 $) que le revenu médian de 2009 est le plus élevé, suivi de Laval (40 010 $) et de l'Outaouais (38 520 $). À l'opposé, le Nord-du-Québec (30 930 $), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (31 720 $) et la Côte-Nord (31 870 $) constituent les trois premières régions où ce revenu est le plus faible.

Il ressort principalement de ces faits que la situation relative des couples et des familles monoparentales diffère radicalement dans la région du Nord-du-Québec. En effet, il s'agit de la deuxième région où le revenu médian des couples est *le plus élevé*, mais de la première où celui des familles monoparentales est *le plus faible*.

Un autre indicateur illustre cette différence radicale : il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, tel qu'exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple (tableau 5.3, dernière colonne). Ainsi, dans la région du Nord-du-Québec, le revenu médian des familles monoparentales ne représente pas même la moitié de celui des familles comptant un couple (44,9 %). Il s'agit du pourcentage le plus faible de toutes les régions. Toutes les autres régions, à l'exception de la Côte-Nord (47,6 %), montrent des pourcentages au moins égaux à la moitié. Dans 10 régions, les pourcentages arrondis oscillent entre 58 % et 62 % inclusivement. C'est au Bas-Saint-Laurent (63,9 %) et dans Chaudière-Appalaches (62,7 %) que le revenu médian des familles monoparentales se rapproche le plus de celui des couples.

Considérons pour terminer l'évolution du revenu médian entre 2008 et 2009 dans ces deux types de familles (tableau 5.4). On constate que dans le cas des familles comptant un couple, toutes les régions affichent une augmentation. L'augmentation maximale touche l'Outaouais (+ 2,9 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,7 %), et l'augmentation minimale Montréal et les Laurentides (+ 0,4 %). Dans le cas des familles monoparentales, une augmentation du revenu médian, entre 2008 et 2009, touche toutes les régions, à l'exception du Nord-du-Québec où la décroissance s'élève à 4,7 %. La plus forte augmentation concerne le Bas-Saint-Laurent (+ 3,3 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,8 %), et la plus faible le Centre-du-Québec (+ 0,2 %) et l'Estrie (+ 0,5 %)

Enfin, la comparaison des niveaux de croissance entre types de familles révèle que le plus grand écart concerne Montréal. En effet, l'augmentation, entre 2008 et 2009, du revenu médian après impôt des familles monoparentales, est environ quatre fois plus élevée que celle des couples, soit 1,5 % contre 0,4 % (tableau 5.4, dernière colonne).

Tableau 5.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	VOLET 1 : ensemble des familles							VOLET 2 : couples sans enfants						
	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 09-08	Écart 09-05	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 09-08	Écart 09-05
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	7,4	7,3	7,7	7,3	6,9	– 0,5	– 0,5	6,4	6,3	6,3	6,1	5,5	– 0,6	– 0,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7,6	7,2	7,4	7,0	6,7	– 0,3	– 0,9	5,5	5,3	5,4	5,0	4,7	– 0,2	– 0,8
Capitale-Nationale	6,2	6,0	6,3	5,9	5,9	– 0,1	– 0,3	4,2	4,2	4,4	4,2	4,4	0,2	0,3
Mauricie	9,9	9,4	10,0	9,7	9,6	– 0,1	– 0,3	6,4	6,0	6,5	6,1	5,9	– 0,3	– 0,5
Estrie	8,2	8,4	9,1	9,0	9,1	0,1	0,9	5,3	5,5	6,2	5,9	6,2	0,2	0,9
Montréal	16,7	16,1	16,8	16,7	17,0	0,2	0,2	11,8	10,8	11,3	11,4	11,8	0,4	0,0
Outaouais	9,1	9,1	9,4	9,0	8,9	– 0,1	– 0,3	5,5	5,7	5,8	5,4	5,3	– 0,2	– 0,3
Abitibi-Témiscamingue	8,6	8,3	8,6	8,1	8,0	– 0,1	– 0,7	5,5	5,2	5,7	5,2	5,1	– 0,2	– 0,5
Côte-Nord	9,7	9,7	10,1	10,0	9,7	– 0,3	0,0	3,9	3,8	3,8	4,1	3,5	– 0,6	– 0,4
Nord-du-Québec	14,8	16,5	17,5	14,9	16,0	1,1	1,3	6,5	6,8	7,5	7,0	6,0	– 1,0	– 0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	10,4	9,9	10,4	10,0	9,7	– 0,3	– 0,7	8,0	7,5	7,6	7,0	6,9	– 0,1	– 1,1
Chaudière-Appalaches	5,3	5,3	5,7	5,5	5,4	– 0,2	0,1	4,4	4,3	4,7	4,6	4,2	– 0,4	– 0,2
Laval	7,3	7,4	8,0	8,1	8,4	0,2	1,1	4,8	5,4	5,7	5,9	6,0	0,1	1,2
Lanaudière	7,3	7,3	8,1	8,0	8,1	0,1	0,8	4,8	4,9	5,8	5,4	5,7	0,3	1,0
Laurentides	7,4	7,3	8,1	7,9	7,9	0,1	0,5	4,7	4,9	5,8	5,4	5,6	0,2	1,0
Montérégie	7,2	7,1	8,0	7,8	8,0	0,3	0,9	4,4	4,9	5,9	5,5	6,0	0,5	1,6
Centre-du-Québec	7,8	7,9	8,5	8,4	8,6	0,2	0,8	5,4	5,5	6,3	5,9	6,2	0,3	0,9
Ensemble du Québec	**9,6**	**9,3**	**9,9**	**9,7**	**9,8**	**0,1**	**0,2**	**6,4**	**6,3**	**6,8**	**6,6**	**6,8**	**0,2**	**0,3**

	VOLET 3 : couples avec enfants							VOLET 4 : familles monoparentales						
	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 09-08	Écart 09-05	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 09-08	Écart 09-05
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	3,7	4,1	4,4	4,0	3,7	– 0,2	0,1	23,0	21,7	24,2	23,3	22,8	– 0,6	– 0,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,4	3,5	3,6	3,5	3,3	– 0,3	– 0,1	29,3	27,0	28,3	27,2	26,9	– 0,3	– 2,5
Capitale-Nationale	3,1	3,5	3,6	3,3	3,3	0,0	0,2	21,3	19,4	20,7	19,6	18,7	– 0,9	– 2,6
Mauricie	5,2	5,4	5,6	5,7	5,7	0,0	0,5	31,0	28,9	31,0	30,3	30,5	0,2	– 0,5
Estrie	5,0	5,6	6,0	6,2	6,0	– 0,1	1,0	26,0	25,1	27,3	27,2	28,0	0,9	2,0
Montréal	12,6	14,2	15,0	15,0	15,4	0,4	2,8	35,6	32,1	33,8	33,5	33,2	– 0,3	– 2,5
Outaouais	5,2	5,7	5,8	5,6	5,6	0,0	0,4	27,1	25,8	27,1	26,6	26,3	– 0,3	– 0,8
Abitibi-Témiscamingue	4,5	4,6	4,6	4,2	4,3	0,1	– 0,2	29,3	27,5	29,3	28,0	27,8	– 0,2	– 1,5
Côte-Nord	4,6	5,2	5,2	5,3	5,3	– 0,1	0,7	34,5	34,1	36,3	35,4	35,7	0,2	1,2
Nord-du-Québec	7,2	9,5	10,2	6,7	7,8	1,1	0,7	37,4	38,5	40,6	37,4	39,6	2,2	2,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5,4	5,7	6,1	5,7	5,1	– 0,6	– 0,3	27,0	25,4	27,7	27,8	27,6	– 0,2	0,5
Chaudière-Appalaches	2,3	2,8	2,8	2,8	2,7	– 0,1	0,5	19,1	18,0	20,0	19,4	19,8	0,4	0,6
Laval	4,6	5,4	5,9	6,1	6,5	0,4	1,9	23,2	20,3	21,9	21,7	22,0	0,3	– 1,3
Lanaudière	4,0	4,5	4,8	4,9	4,8	– 0,1	0,8	25,2	23,4	25,7	25,7	25,8	0,1	0,6
Laurentides	3,9	4,3	4,6	4,6	4,7	0,1	0,8	25,4	22,9	25,4	25,0	25,0	– 0,1	– 0,5
Montérégie	4,0	4,4	4,7	4,8	4,9	0,1	0,9	24,9	22,7	24,8	24,4	24,7	0,2	– 0,2
Centre-du-Québec	4,3	4,9	4,8	4,9	4,9	0,0	0,7	26,4	25,1	27,3	27,6	27,9	0,3	1,5
Ensemble du Québec	**5,8**	**6,5**	**6,9**	**6,9**	**7,0**	**0,1**	**1,2**	**28,2**	**25,7**	**27,6**	**27,1**	**27,0**	**– 0,1**	**– 1,1**

Source : Statistique Canada.

Tableau 5.2

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	VOLET 1 : taux de faible revenu des d'enfants (0-17 ans)						
	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 2009-2008	Écart 2009-2005
	%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	10,1	10,4	11,1	10,4	10,1	– 0,3	0,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11,1	10,4	10,7	10,5	10,3	– 0,2	– 0,7
Capitale-Nationale	9,9	9,5	9,8	9,3	8,9	– 0,5	– 1,0
Mauricie	16,9	16,3	17,5	17,5	17,5	0,1	0,6
Estrie	13,0	13,1	14,3	14,3	14,4	0,1	1,4
Montréal	25,8	24,8	26,0	25,8	25,9	0,1	0,0
Outaouais	14,0	13,7	14,3	13,8	13,9	0,0	– 0,1
Abitibi-Témiscamingue	13,2	12,9	13,7	12,9	12,8	– 0,2	– 0,4
Côte-Nord	17,1	17,7	19,1	19,1	18,7	– 0,4	1,6
Nord-du-Québec	17,5	20,1	21,6	18,0	20,3	2,4	2,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16,4	15,6	17,0	16,8	16,0	– 0,7	– 0,4
Chaudière-Appalaches	7,4	7,5	7,9	7,9	7,9	0,0	0,5
Laval	11,3	11,0	11,9	12,0	12,5	0,5	1,1
Lanaudière	11,2	11,1	12,2	12,2	12,3	0,1	1,1
Laurentides	11,2	10,6	11,7	11,6	11,7	0,1	0,5
Montérégie	11,1	10,6	11,5	11,5	11,8	0,3	0,7
Centre-du-Québec	12,0	12,3	12,8	13,0	13,2	0,2	1,2
Ensemble du Québec	**14,7**	**14,2**	**15,2**	**15,0**	**15,1**	**0,1**	**0,4**

	VOLET 2 : nombre d'enfants (0-17 ans) à faible revenu						
	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 2009-2008	Écart 2009-2005
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	3 790	3 820	4 010	3 720	3 560	– 4,3	– 6,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 060	5 560	5 680	5 460	5 290	– 3,1	– 12,7
Capitale-Nationale	11 670	11 190	11 630	11 030	10 460	– 5,2	– 10,4
Mauricie	8 000	7 610	8 090	7 950	7 880	– 0,9	– 1,5
Estrie	8 000	7 990	8 700	8 620	8 630	0,1	7,9
Montréal	88 110	84 820	88 110	87 940	87 830	– 0,1	– 0,3
Outaouais	10 700	10 520	11 010	10 630	10 640	0,1	– 0,6
Abitibi-Témiscamingue	4 260	4 100	4 280	3 980	3 880	– 2,5	– 8,9
Côte-Nord	3 630	3 700	3 950	3 890	3 760	– 3,3	3,6
Nord-du-Québec	2 470	2 850	3 070	2 560	2 920	14,1	18,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 880	2 700	2 870	2 730	2 560	– 6,2	– 11,1
Chaudière-Appalaches	6 070	6 120	6 450	6 410	6 350	– 0,9	4,6
Laval	9 260	9 190	10 030	10 190	10 680	4,8	15,3
Lanaudière	11 210	11 170	12 340	12 350	12 430	0,6	10,9
Laurentides	13 200	12 460	13 780	13 560	13 620	0,4	3,2
Montérégie	33 700	32 210	35 020	34 790	35 490	2,0	5,3
Centre-du-Québec	5 770	5 910	6 100	6 180	6 280	1,6	8,8
Ensemble du Québec	**228 740**	**221 880**	**235 120**	**231 970**	**232 270**	**0,1**	**1,5**

Tableau 5.2 (suite)

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	VOLET 3 : nombre total d'enfants (0-17 ans)						
	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 2009-2008	Écart 2009-2005
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	37 520	36 880	36 260	35 680	35 110	– 1,6	– 6,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	54 680	53 700	52 840	51 870	51 130	– 1,4	– 6,5
Capitale-Nationale	118 360	118 360	118 270	118 280	117 960	– 0,3	– 0,3
Mauricie	47 270	46 760	46 310	45 480	44 930	– 1,2	– 5,0
Estrie	61 480	61 030	60 830	60 200	59 760	– 0,7	– 2,8
Montréal	341 110	342 500	339 140	340 640	339 420	– 0,4	– 0,5
Outaouais	76 590	77 030	76 990	76 870	76 760	– 0,1	0,2
Abitibi-Témiscamingue	32 270	31 670	31 330	30 750	30 400	– 1,1	– 5,8
Côte-Nord	21 170	20 940	20 630	20 350	20 070	– 1,4	– 5,2
Nord-du-Québec	14 090	14 200	14 190	14 260	14 360	0,7	1,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17 580	17 350	16 840	16 290	15 980	– 1,9	– 9,1
Chaudière-Appalaches	82 340	81 890	81 600	81 010	80 350	– 0,8	– 2,4
Laval	81 760	83 270	84 190	85 110	85 620	0,6	4,7
Lanaudière	99 730	100 960	101 120	101 090	101 040	0,0	1,3
Laurentides	117 970	118 100	118 200	117 230	116 730	– 0,4	– 1,1
Montérégie	303 470	304 690	304 470	302 820	301 480	– 0,4	– 0,7
Centre-du-Québec	47 900	48 180	47 650	47 530	47 410	– 0,3	– 1,0
Ensemble du Québec	**1 555 250**	**1 557 510**	**1 550 850**	**1 545 480**	**1 538 500**	**– 0,5**	**– 1,1**

Source : Statistique Canada.

Tableau 5.3

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2009

	Familles comptant un couple	Familles monoparentales	Comparaison[1]
	$		%
Bas-Saint-Laurent	55 400	35 420	63,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	59 610	35 000	58,7
Capitale-Nationale	66 180	40 440	61,1
Mauricie	55 510	32 880	59,2
Estrie	55 910	34 020	60,8
Montréal	55 270	33 070	59,8
Outaouais	68 890	38 520	55,9
Abitibi-Témiscamingue	61 660	34 640	56,2
Côte-Nord	66 990	31 870	47,6
Nord-du-Québec	68 840	30 930	44,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	52 320	31 720	60,6
Chaudière-Appalaches	61 090	38 300	62,7
Laval	64 010	40 010	62,5
Lanaudière	61 740	36 730	59,5
Laurentides	62 180	36 500	58,7
Montérégie	64 510	37 700	58,4
Centre-du-Québec	54 490	33 820	62,1
Ensemble du Québec	**60 860**	**36 050**	**59,2**

1. Il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple.

Source : Statistique Canada.

Tableau 5.4

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009

	Familles comptant un couple			Familles monoparentales			
	2008	2009	Variation 2009/2008	2008	2009	Variation 2009/2008	Variation comparée[1]
	$ constants de 2009		%	$ constants de 2009		%	ratio
Bas-Saint-Laurent	54 084	55 400	2,4	34 282	35 420	3,3	1,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	58 451	59 610	2,0	34 211	35 000	2,3	1,2
Capitale-Nationale	64 790	66 180	2,1	39 373	40 440	2,7	1,3
Mauricie	54 959	55 510	1,0	32 491	32 880	1,2	1,2
Estrie	55 513	55 910	0,7	33 839	34 020	0,5	0,7
Montréal	55 070	55 270	0,4	32 571	33 070	1,5	4,2
Outaouais	66 963	68 890	2,9	37 582	38 520	2,5	0,9
Abitibi-Témiscamingue	61 228	61 660	0,7	33 889	34 640	2,2	3,1
Côte-Nord	66 048	66 990	1,4	31 072	31 870	2,6	1,8
Nord-du-Québec	68 151	68 840	1,0	32 450	30 930	– 4,7	– 4,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	50 955	52 320	2,7	30 850	31 720	2,8	1,1
Chaudière-Appalaches	60 181	61 090	1,5	37 713	38 300	1,6	1,0
Laval	63 673	64 010	0,5	39 514	40 010	1,3	2,4
Lanaudière	60 997	61 740	1,2	35 871	36 730	2,4	2,0
Laurentides	61 902	62 180	0,4	36 264	36 500	0,7	1,5
Montérégie	64 116	64 510	0,6	37 310	37 700	1,0	1,7
Centre-du-Québec	54 154	54 490	0,6	33 748	33 820	0,2	0,3
Ensemble du Québec	**60 202**	**60 860**	**1,1**	**35 489**	**36 050**	**1,6**	**1,4**

1. Il s'agit de la valeur absolue du ratio entre la variation 2009/2008 pour les familles monoparentales et celle des familles comptant un couple.

Source : Statistique Canada.

6. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

6.1 Investissements

L'investissement tel que décrit dans le présent chapitre est composé des dépenses capitalisées en construction et en machines et matériel, que ce soit des installations neuves ou des améliorations majeures augmentant la durée de vie de l'actif. Les données sont exprimées en dollars courants, c'est-à-dire sans correction pour l'inflation. Les données pour les années 2011 et 2012 sont respectivement des valeurs réelles provisoires et des intentions, recueillies auprès des répondants à la fin de l'année 2011.

Selon les perspectives 2012, les dépenses en immobilisation augmentent de 5,6 % en 2012 pour s'établir à 70,8 G$. Il s'agit d'une troisième année de croissance consécutive, suivant la récession de 2009. Les industries productrices de biens augmentent de 17,5 % pour atteindre 17,5 G$. Il s'agit d'une troisième année consécutive de croissance supérieure à 10 % pour ces industries. Les industries productrices de services augmentent pour leur part de 1,9 % et atteignent 29,1 G$, une deuxième année de croissance consécutive suivant deux diminutions en 2009 et 2010. Finalement, les investissements relatifs aux logements sont en hausse de 2,6 % pour s'établir à 24,2 G$ en 2012.

Les investissements du secteur privé non résidentiel sont pour leur part en hausse de 8,5 % en 2012, suivant une croissance de 12,3 % en 2011. Ce faisant, l'investissement privé non résidentiel atteindra 25,8 G$ en 2012, un sommet historique. La croissance des investissements publics se modère depuis 2010, après trois années de fortes croissances (2007 : + 12,9 %, 2008 : + 20,5 % et 2009 : + 13,2 %). En 2012, l'investissement du secteur public atteindra 20,8 G$, en croissance de 5,8 % par rapport à 2011.

À l'échelle des régions administratives, la croissance se répercute dans 13 des 17 régions en 2012, avec des taux de croissance oscillant entre 66,3 % (Côte-Nord) et – 10,2 % (Abitibi-Témiscamingue). Les trois régions où se concentrent les investissements au Québec, soit Montréal (14,9 G$), la Montérégie (11,8 G$) et la Capitale-Nationale (7,0 G$) sont en croissance, oscillant entre 4,4 % (Montérégie) et 1,9 % (Montréal).

Industries productrices de biens

L'investissement des industries productrices de biens, qui représente 24,8 % de l'investissement au Québec, est d'abord et avant tout concentré dans les régions nordiques. En effet, et ce, pour la première fois, la Côte-Nord domine à l'échelle régionale avec des investissements prévus de 3,4 G$ en 2012, en augmentation de 88,9 % par rapport à 2011. Ces investissements se concentrent dans le secteur minier (2,1 G$, en croissance de 241,9 % sur le niveau de 2011) et dans celui des services publics (1,2 G$, en croissance de 14,6 %). Le Nord-du-Québec arrive en deuxième place, avec 2,7 G$ d'investissements prévus en 2012.

La région de Chaudière-Appalaches fait également bonne figure en termes de croissance annuelle, arrivant en deuxième place derrière la Côte-Nord, avec une croissance de 22,8 %. Ce faisant, la région atteint pour la première fois depuis 1998 le plateau du milliard de dollars d'investissement dans les industries productrices de biens. La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean est celle où la décroissance en 2012 est la plus prononcée (– 31,4 %). Cependant, il s'agit davantage d'un retour à un niveau plus près de la moyenne historique, le niveau de 2011 (1,3 G$) étant exceptionnellement élevé.

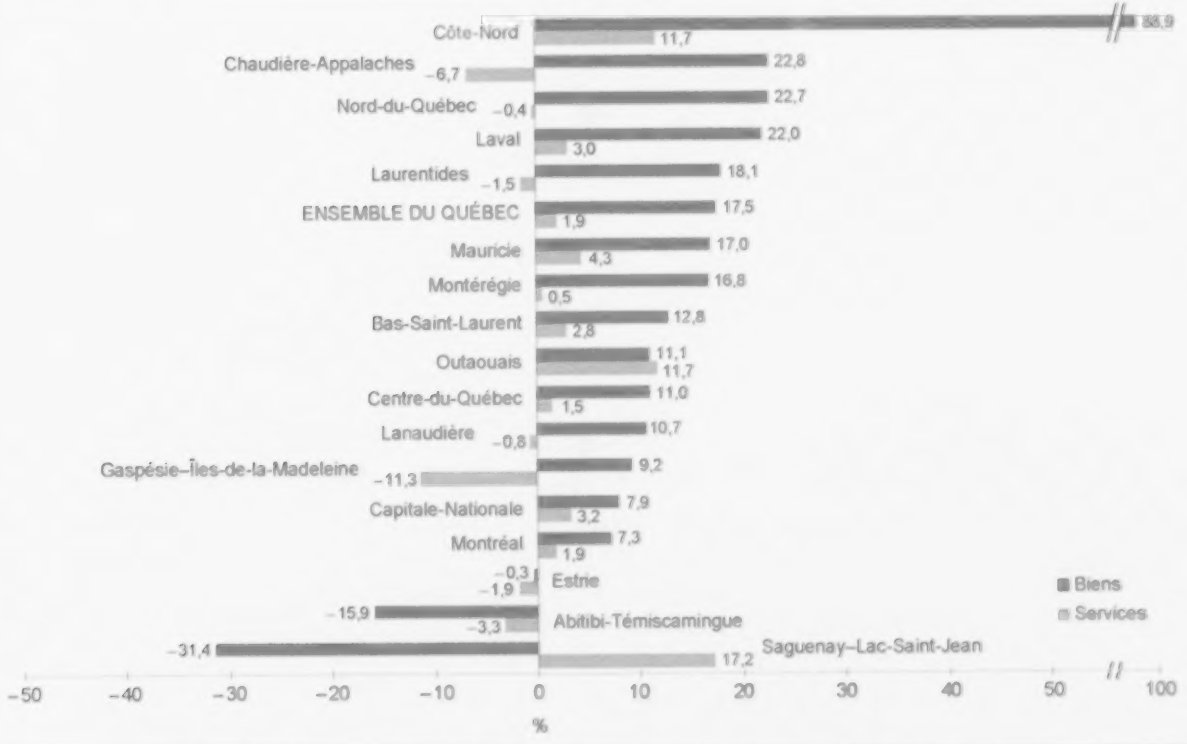
Industries productrices de services

Les dépenses en immobilisation attribuables aux industries productrices de services sont en hausse de 1,9 % au Québec pour atteindre 29,1 G$. Ces investissements sont concentrés dans les régions les plus populeuses, à savoir celle de Montréal, en croissance de 1,9 % en 2012 pour atteindre 9,3 G$, suivie de celles de la Montérégie (4,6 G$, en croissance de 0,5 %) et de la Capitale-Nationale (3,8 G$, en croissance de 3,2 %).

Alors que la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean est celle où la décroissance des industries productrices de biens est la plus prononcée, elle est également la région pour laquelle la croissance dans les industries productrices de services est la plus élevée (+ 17,2 %). Deux régions arrivent *ex aequo* au deuxième rang, soit l'Outaouais et la Côte-Nord, avec une croissance de 11,7 % en 2012. Sept régions enregistrent une décroissance en 2012, avec les reculs les plus prononcés dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 11,3 %) et de Chaudière-Appalaches (– 6,7 %).

Figure 6.1.1

Variation annuelle des investissements selon le groupe d'industries, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Secteur du logement

Le secteur du logement, qui représente 34,2 % de l'investissement total au Québec, est en croissance de 2,6 % pour atteindre 24,2 G$. Cette croissance se répercute dans 11 des 17 régions administratives, les taux de croissance annuels les plus prononcés s'observant dans les régions des Laurentides (+ 7,7 %), de Laval (+ 6,0 %) et de Lanaudière (+ 5,3 %). La région de la Montérégie, région dominante au Québec en termes d'investissements relatifs aux logements, augmente en 2012 (+ 3,9 %) alors que Montréal, deuxième région en importance, décroît de 1,0 %, suivant deux années de croissance fastes (+ 25,9 % en 2010 et + 30,1 % en 2011).

Investissements privés et publics (non résidentiels)

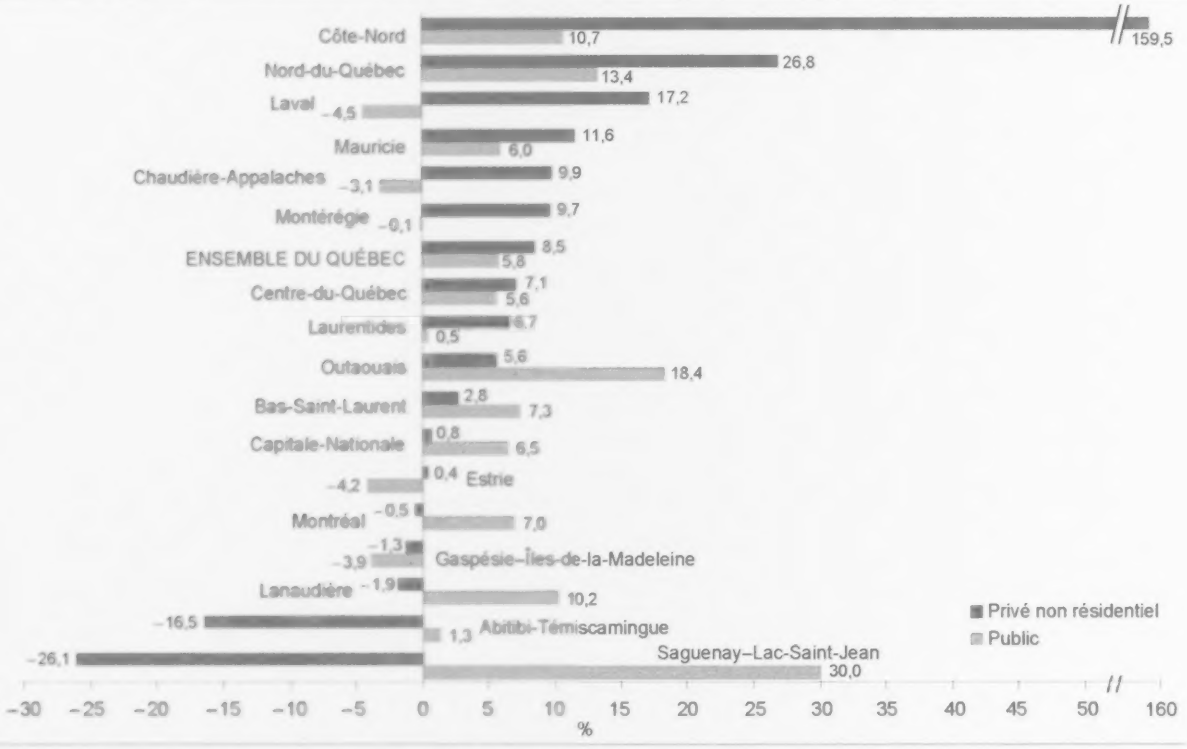
En 2012, la croissance de l'investissement privé non résidentiel atteint 8,5 % au Québec, suivant une croissance de 12,3 % en 2011. Durant la période 2007-2009, l'investissement au Québec a été caractérisé par une croissance massive de l'investissement public, alors que depuis 2010, l'investissement privé croît plus rapidement que l'investissement public.

À l'échelle régionale, l'investissement privé non résidentiel se concentre dans les régions de Montréal (6,1 G$), de la Montérégie (3,4 G$) et de la Côte-Nord (2,5 G$). Ces trois régions font partie des douze régions pour lesquelles on observe une augmentation des dépenses en immobilisation en 2012, la première place, et de loin, étant occupée par la Côte-Nord (+ 159,5 %). Suivant la Côte-Nord en termes de croissance annuelle, on retrouve le Nord-du-Québec (+ 26,8 %) et Laval (+ 17,2 %). Pour les régions en décroissance, notons le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 26,1 %, suivant une croissance importante de 96,5 % en 2011) et l'Abitibi-Témiscamingue (– 16,5 %).

Les investissements publics, en croissance de 5,8 % au Québec en 2012, croissent dans 12 des 17 régions administratives. Montréal, région où se concentrent ces investissements, est en croissance de 7,0 % pour atteindre 5,3 G$. En termes de croissance annuelle, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean fait bonne figure, avec une croissance de 30,0 % en 2012, suivie par la région de l'Outaouais (+ 18,4 %). Alors que la croissance au Saguenay–Lac-Saint-Jean est plutôt attribuable à l'augmentation des investissements des gouvernements, la hausse dans l'Outaouais est plutôt attribuable aux entreprises publiques. Les régions de Laval (– 4,5 %) et de l'Estrie (– 4,2 %) enregistrent les diminutions les plus prononcées.

Figure 6.1.2

Variation annuelle des investissements selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2012



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Comparaison entre les perspectives 2011 et les données réelles provisoires

Au Québec, les perspectives pour 2011, telles que publiées l'année dernière, se sont révélées très près de ce qui a été publié cette année (66,6 G$ selon les perspectives contre 67,0 G$ selon les données réelles provisoires). Cependant, en s'intéressant au détail, on constate que selon les secteurs, les intentions ne se sont pas réalisées de façon uniforme.

Cette réalité se traduit également dans les estimations régionales. Pour certaines régions, telles que le Saguenay–Lac-Saint-Jean et Montréal, les intentions sous-estimaient l'investissement, alors que pour d'autres, telles que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et l'Abitibi-Témiscamingue, le niveau d'investissement a été surévalué *a priori*.

Tableau 6.1.1

Comparaison entre les intentions et les données réelles provisoires, régions administratives et ensemble de Québec, 2011

	Réelles provisoires	Perspective	Variation
	M$ courants		%
Bas-Saint-Laurent	1 496,6	1 442,5	3,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 775,6	2 096,2	32,4
Capitale-Nationale	6 868,8	7 102,5	– 3,3
Mauricie	1 745,3	1 853,5	– 5,8
Estrie	2 272,5	2 155,0	5,5
Montréal	14 640,5	12 690,6	15,4
Outaouais	2 771,3	2 943,3	– 5,8
Abitibi-Témiscamingue	1 911,2	2 163,9	– 11,7
Côte-Nord	2 528,5	2 420,2	4,5
Nord-du-Québec	2 464,1	2 504,9	– 1,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	748,3	1 104,7	– 32,3
Chaudière-Appalaches	3 281,6	2 970,0	10,5
Laval	2 781,8	3 171,0	– 12,3
Lanaudière	3 426,6	3 185,3	7,6
Laurentides	4 188,8	4 650,7	– 9,9
Montérégie	11 274,1	12 531,0	– 10,0
Centre-du-Québec	1 823,5	1 577,2	15,6
Total du Québec	**66 999,7**	**66 563,0**	**0,7**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Tableau 6.1.2

Dépenses en immobilisation par groupe d'industries et par secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2012[p]

Région administrative	Unité	Industrie productrice de ..			Total	Secteur	
		Biens	Services	Logement		Privé non résidentiel	Public
Bas-Saint-Laurent	M$ courants	290,5	791,0	462,2	**1 543,8**	467,0	614,5
	Part relative (%)	18,8	51,2	29,9	**100,0**	30,3	39,8
	Variation 2012/2011 (%)	12,8	2,8	– 1,6	**3,2**	2,8	7,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$ courants	896,8	874,1	727,1	**2 498,1**	1 181,3	589,7
	Part relative (%)	35,9	35,0	29,1	**100,0**	47,3	23,6
	Variation 2012/2011 (%)	– 31,4	17,2	0,6	**– 10,0**	– 26,1	30,0
Capitale-Nationale	M$ courants	750,6	3 814,0	2 465,9	**7 030,5**	1 976,9	2 587,6
	Part relative (%)	10,7	54,2	35,1	**100,0**	28,1	36,8
	Variation 2012/2011 (%)	7,9	3,2	– 0,5	**2,4**	0,8	6,5
Mauricie	M$ courants	378,8	687,0	774,7	**1 840,5**	482,2	583,5
	Part relative (%)	20,6	37,3	42,1	**100,0**	26,2	31,7
	Variation 2012/2011 (%)	17,0	4,3	1,6	**5,5**	11,6	6,0
Estrie	M$ courants	492,6	822,6	949,4	**2 264,6**	840,7	474,5
	Part relative (%)	21,8	36,3	41,9	**100,0**	37,1	21,0
	Variation 2012/2011 (%)	– 0,3	– 1,9	1,0	**– 0,3**	0,4	– 4,2
Montréal	M$ courants	2 109,8	9 295,4	3 512,0	**14 917,2**	6 140,6	5 264,6
	Part relative (%)	14,1	62,3	23,5	**100,0**	41,2	35,3
	Variation 2012/2011 (%)	7,3	1,9	– 1,0	**1,9**	– 0,5	7,0
Outaouais	M$ courants	383,1	1 439,6	1 194,9	**3 017,6**	925,9	896,7
	Part relative (%)	12,7	47,7	39,6	**100,0**	30,7	29,7
	Variation 2012/2011 (%)	11,1	11,7	5,1	**8,9**	5,6	18,4
Abitibi-Témiscamingue	M$ courants	903,7	445,7	366,7	**1 716,1**	969,9	379,5
	Part relative (%)	52,7	26,0	21,4	**100,0**	56,5	22,1
	Variation 2012/2011 (%)	– 15,9	– 3,3	– 2,4	**– 10,2**	– 16,5	1,3
Côte-Nord	M$ courants	3 445,6	580,6	179,1	**4 205,4**	2 495,3	1 531,0
	Part relative (%)	81,9	13,8	4,3	**100,0**	59,3	36,4
	Variation 2012/2011 (%)	88,9	11,7	– 2,8	**66,3**	159,5	10,7
Nord-du-Québec	M$ courants	2 720,5	208,1	36,4	**2 965,0**	1 670,5	1 258,2
	Part relative (%)	91,8	7,0	1,2	**100,0**	56,3	42,4
	Variation 2012/2011 (%)	22,7	– 0,4	– 2,3	**20,3**	26,8	13,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	M$ courants	253,7	319,0	162,6	**735,3**	145,8	426,9
	Part relative (%)	34,5	43,4	22,1	**100,0**	19,8	58,1
	Variation 2012/2011 (%)	9,2	– 11,3	4,1	**– 1,7**	– 1,3	– 3,9
Chaudière-Appalaches	M$ courants	1 057,9	1 174,0	1 174,5	**3 406,3**	1 504,9	726,9
	Part relative (%)	31,1	34,5	34,5	**100,0**	44,2	21,3
	Variation 2012/2011 (%)	22,8	– 6,7	1,1	**3,8**	9,9	– 3,1
Laval	M$ courants	304,2	1 035,2	1 619,6	**2 959,0**	763,4	576,1
	Part relative (%)	10,3	35,0	54,7	**100,0**	25,8	19,5
	Variation 2012/2011 (%)	22,0	3,0	6,0	**6,4**	17,2	– 4,5
Lanaudière	M$ courants	388,0	1 193,7	1 973,1	**3 554,7**	1 058,3	523,4
	Part relative (%)	10,9	33,6	55,5	**100,0**	29,8	14,7
	Variation 2012/2011 (%)	10,7	– 0,8	5,3	**3,7**	– 1,9	10,2
Laurentides	M$ courants	572,2	1 246,1	2 627,5	**4 445,8**	1 031,2	787,1
	Part relative (%)	12,9	28,0	59,1	**100,0**	23,2	17,7
	Variation 2012/2011 (%)	18,1	– 1,5	7,7	**6,1**	6,7	0,5
Montérégie	M$ courants	1 895,6	4 570,4	5 306,9	**11 772,9**	3 415,6	3 050,4
	Part relative (%)	16,1	38,8	45,1	**100,0**	29,0	25,9
	Variation 2012/2011 (%)	16,8	0,5	3,9	**4,4**	9,7	– 0,1
Centre-du-Québec	M$ courants	684,7	584,3	640,2	**1 909,1**	714,3	554,6
	Part relative (%)	35,9	30,6	33,5	**100,0**	37,4	29,1
	Variation 2012/2011 (%)	11,0	1,5	1,4	**4,7**	7,1	5,6
Ensemble du Québec	**M$ courants**	**17 528,7**	**29 080,8**	**24 172,8**	**70 782,3**	**25 784,3**	**20 825,2**
	Part relative (%)	**24,8**	**41,1**	**34,2**	**100,0**	**36,4**	**29,4**
	Variation 2012/2011 (%)	**17,5**	**1,9**	**2,6**	**5,6**	**8,5**	**5,8**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

6.2 Permis de bâtir

Les permis de bâtir constituent un indicateur précurseur de l'activité dans le secteur de la construction : ils sont la seule source de valeurs pouvant être attribuée aux projets de construction. Délivrés par les municipalités, ils octroient le droit de construire un type de bâtiment donné, mais ne nous renseignent ni sur la durée de construction ni sur le moment où le droit de construire sera exercé. Les données annuelles proviennent de la somme des données mensuelles nominales (sans correction pour l'inflation) dessaisonalisées. Il faut éviter de mettre en relation le nombre d'unités crées avec la valeur totale pour dériver une moyenne, car la valeur des permis inclut à la fois les constructions neuves, les rénovations et les additions mineures (par exemple l'ajout d'une piscine).

La valeur totale des permis de bâtir émis par les municipalités québécoises atteint 15,5 G$, en croissance de 4,4 % par rapport à 2010. Il s'agit d'une valeur significativement supérieure à la moyenne des cinq dernières années (14,0 G$). Selon les composantes, seuls les permis de bâtir institutionnels sont en décroissance (– 20,4 %), les deux autres composantes du secteur non résidentiel, soit le secteur commercial et le secteur industriel, croissant de 18,8 % et de 8,6 % respectivement. Le secteur résidentiel croît pour sa part de 3,3 %, pour atteindre 10,2 G$ (moyenne quinquennale : 9,2 G$).

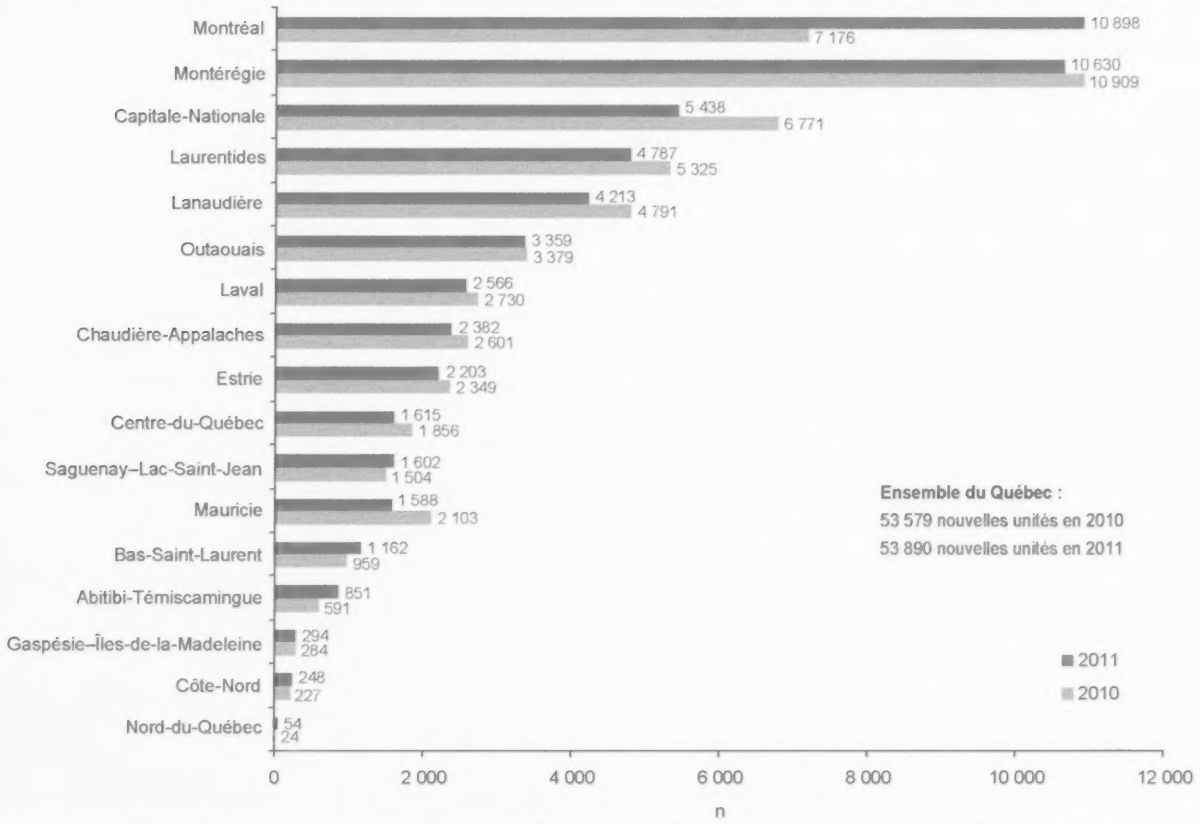
Secteur résidentiel

En hausse de 3,3 %, la valeur des permis de bâtir résidentiels émis au Québec en 2011 atteint 10,2 G$, soit près des deux tiers du total de la valeur émise. La région de la Montérégie arrive au premier rang à l'échelle des régions administratives, avec 2,2 G$ de valeur émise, soit 21,3 % du total québécois. Montréal connaît pour sa part une croissance fulgurante, avec une valeur émise de 1,8 G$, en croissance de 46,6 % par rapport à 2010 (moyenne des cinq dernières années : 1,2 G$). Viennent ensuite les régions de la Capitale-Nationale (996,0 M$ ou 9,8 % du total) et des Laurentides (975,2 M$ ou 9,6 % du total). Le Nord-du-Québec et l'Abitibi-Témiscamingue, malgré un poids relativement faible (0,2 % et 1,8 %), croissent fortement en 2011 (+ 62,5 % et + 27,7 % respectivement), alors que les régions de la Mauricie (– 13,8 %) et des Laurentides (– 11,1 %) sont les deux régions où les décroissances de 2011 sont les plus prononcées.

Les permis de bâtir émis en 2011 dans le secteur résidentiel autorisent la création de 53 890 nouvelles unités de logement indépendantes, comparativement à 53 579 en 2010. La région de Montréal enregistre une forte progression, passant de 7 176 unités autorisées en 2010 et 10 898 unités en 2011. Ce faisant, la région de la Montérégie glisse en deuxième position en 2011 à l'échelle régionale, avec 10 630 nouvelles unités autorisées (10 909 en 2010). Quatre régions enregistrent des reculs de plus de 500 unités, soit la Capitale-Nationale (1 333 unités de moins en 2011), Lanaudière (578 unités de moins), les Laurentides (538 unités de moins) et la Mauricie (515 unités de moins). Malgré leurs faibles poids relatifs, les régions du Nord-du-Québec et de l'Abitibi-Témiscamingue font bien en termes de croissance annuelle (+ 125,0 % et + 44,0 % respectivement).

Figure 6.2.1

Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, régions administratives du Québec, 2011



Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Secteur non résidentiel

Au Québec, la valeur des permis de bâtir non résidentiels émis par les municipalités augmente de 6,4 % par rapport à 2010 pour atteindre 5,3 G$. Ces permis sont concentrés dans la région de Montréal (1,8 G$, soit 34,4 % du total québécois), qui enregistre d'ailleurs une forte variation annuelle (+ 55,7 %), propulsant la valeur de 2011 à un niveau bien supérieur à la moyenne quinquennale (1,3 G$). La région de la Montérégie arrive au deuxième rang, avec une valeur émise de 726,4 M$, soit une valeur inférieure à la moyenne des cinq dernières années. Outre Montréal, quatre régions ont délivré des permis de bâtir non résidentiels pour une valeur supérieure à la moyenne 2007-2011, soit l'Abitibi-Témiscamingue, Chaudière-Appalaches, Lanaudière et le Centre-du-Québec.

Selon les composantes, le secteur commercial, responsable de 61,6 % de la valeur non résidentielle émise, est en croissance de 18,8 % au Québec (2011 : 3,3 G$). Tout comme l'ensemble des composantes non résidentielles, Montréal arrive en première position à l'échelle régionale : la valeur émise en 2011 s'établit à 1,2 G$, comparativement à une moyenne de 751,7 M$ entre 2007 et 2011. Les municipalités de la Montérégie, deuxième région en importance pour la valeur de ces permis, ont émis pour 410,7 M$ de permis en 2011, soit un peu moins que la moyenne quinquennale (449,9 M$). En termes de croissance annuelle, les régions de Lanaudière (+ 245,2 %) et de Chaudière-Appalaches (+ 59,2 %) font également bonne figure, toutes deux au-delà des moyennes quinquennales.

La valeur des permis de bâtir industriels émis est pour sa part en croissance de 8,6 % en 2011, pour s'établir à 966,7 M$. Il s'agit d'une valeur supérieure à la moyenne quinquennale (934,7 M$). À l'échelle des régions administratives, les croissances annuelles les plus prononcées s'observent dans les régions du Centre-du-Québec (+ 201,0 %), de Montréal (+ 180,7 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 137,8 %). En termes de valeur émise, la région de Montréal arrive en tête avec 183,0 M$, suivie des régions de la Montérégie (149,3 M$), du Centre-du-Québec (95,8 M$) et de la Capitale-Nationale (86,8 M$).

Finalement, la valeur des permis de bâtir institutionnels s'élève à 1,1 G$, en décroissance de 20,4 % par rapport à 2010. Il s'agit d'une valeur inférieure à la moyenne quinquennale (1,2 G$). Au niveau des régions administratives, Montréal arrive en tête, avec une valeur émise de 402,5 M$, en décroissance de 18,4 % par rapport à 2010 (moyenne quinquennale : 366,9 M$). En termes de croissance annuelle, les régions des Laurentides (+ 129,5 %) et du Nord-du-Québec (+ 125,5 %) se démarquent toutes deux, se situant en 2011 à un niveau supérieur à la moyenne 2007-2011.

Tableau 6.2.1

Valeur des permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010	Part dans le Québec
			k$			%	
Bas-Saint-Laurent	137 527	149 827	189 780	183 990	201 503	9,5	2,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	220 696	264 843	254 750	276 796	329 069	18,9	3,2
Capitale-Nationale	754 328	823 528	1 025 424	1 067 605	996 012	– 6,7	9,8
Mauricie	248 151	250 121	261 877	359 144	309 528	– 13,8	3,0
Estrie	304 619	343 625	363 380	390 792	396 350	1,4	3,9
Montréal	1 032 830	1 015 916	940 616	1 236 026	1 811 499	46,6	17,8
Outaouais	492 281	453 307	411 557	482 769	484 691	0,4	4,8
Abitibi-Témiscamingue	89 392	114 740	120 501	139 510	178 180	27,7	1,8
Côte-Nord	50 636	59 329	84 278	71 853	75 354	4,9	0,7
Nord-du-Québec	11 310	10 307	11 904	11 674	18 974	62,5	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	55 094	70 860	61 651	67 638	63 750	– 5,7	0,6
Chaudière-Appalaches	353 513	403 624	393 962	510 956	494 759	– 3,2	4,9
Laval	610 167	748 274	598 543	643 915	635 327	– 1,3	6,2
Lanaudière	764 854	780 438	671 249	841 253	773 317	– 8,1	7,6
Laurentides	1 141 436	1 147 734	951 685	1 096 797	975 151	– 11,1	9,6
Montérégie	1 939 335	2 056 907	1 837 042	2 190 290	2 166 393	– 1,1	21,3
Centre-du-Québec	209 931	218 249	228 369	275 243	264 831	– 3,8	2,6
Ensemble du Québec	**8 416 100**	**8 911 629**	**8 406 568**	**9 846 251**	**10 174 688**	**3,3**	**100,0**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Tableau 6.2.2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2011

	Commercial		Industriel		Institutionnel		Total	
	2011	Moyenne 2007-2011	2011	Moyenne 2007-2011	2011	Moyenne 2007-2011	2011	Moyenne 2007-2011
				k$				
Bas-Saint-Laurent	71 479	59 878	25 672	33 646	27 871	32 388	125 022	125 912
Saguenay–Lac-Saint-Jean	83 015	73 014	48 668	69 991	50 075	50 276	181 758	193 281
Capitale-Nationale	319 602	350 130	86 838	88 897	43 587	109 612	450 027	548 639
Mauricie	64 164	68 716	26 713	36 662	29 777	44 875	120 654	150 252
Estrie	59 219	83 834	45 234	36 160	53 709	51 560	158 162	171 554
Montréal	1 243 408	751 660	183 006	132 473	402 462	366 887	1 828 876	1 251 020
Outaouais	116 284	147 953	23 824	22 625	45 381	51 994	185 489	222 572
Abitibi-Témiscamingue	44 957	41 169	53 936	36 904	18 173	36 114	117 066	114 187
Côte-Nord	27 395	26 054	10 815	16 276	10 150	12 445	48 360	54 776
Nord-du-Québec	1 915	5 198	2 303	7 166	7 687	5 804	11 905	18 168
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16 090	20 819	9 444	5 017	4 067	17 253	29 601	43 089
Chaudière-Appalaches	185 110	124 349	80 024	58 070	60 399	51 668	325 533	234 088
Laval	113 946	146 143	24 096	38 050	24 952	45 663	162 994	229 857
Lanaudière	313 918	139 903	45 776	43 884	39 993	40 492	399 687	224 279
Laurentides	150 876	158 881	55 228	69 603	74 229	63 347	280 333	291 831
Montérégie	410 717	449 923	149 315	190 039	166 401	202 096	726 433	842 058
Centre-du-Québec	53 707	71 534	95 774	49 236	13 528	20 956	163 009	141 726
Ensemble du Québec	**3 275 802**	**2 719 160**	**966 666**	**934 697**	**1 072 441**	**1 203 431**	**5 314 909**	**4 857 288**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

7. Mines

par Raymond Beullac et Hugo Johnston-Laberge, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

L'industrie minière est présente dans chacune des 17 régions administratives du Québec. Ses activités s'articulent autour de deux pôles principaux : l'investissement minier et la production minérale. L'investissement englobe l'ensemble des travaux liés à l'exploration et à la mise en valeur d'un dépôt minéral, les travaux d'aménagement nécessaires à sa mise en production, la construction non résidentielle et l'acquisition d'équipement et de machinerie. La production minérale, quant à elle, concerne aussi bien les mines de métaux précieux (or, argent) et usuels (cuivre, zinc, nickel) que les minéraux industriels (sel, graphite, mica, tourbe) et les matériaux de construction (sable et gravier, pierre, briques, ciment). Elle inclut aussi certaines substances secondaires (soufre, tellure, sélénium, cadmium) produites dans des fonderies et affineries. Dans le cadre de cette analyse[1], il est important de noter que les données de 2010 sont finales, celles de 2011 sont de nature provisoire tandis que celles de 2012 représentent des intentions.

L'activité minière au Québec

En 2011, l'investissement minier a connu une augmentation de 8,2 %, passant de 2 917 M$ en 2010 à 3 156 M$ en 2011, ce qui établit un nouveau record absolu. Trois régions administratives se partagent 96,1 % des investissements miniers totaux au Québec. Il s'agit du Nord-du-Québec (39,9 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (28,1 %) et de la Côte-Nord (28,0 %).

Les livraisons minérales au Québec ont enregistré une hausse de 13,8 %, passant de 7 127 M$ en 2010 à 8 110 M$ en 2011. Quatre régions sont responsables de 86,4 % des livraisons minérales du Québec. La Côte-Nord (37,8 %), le Nord-du-Québec (18,5 %), l'Abitibi-Témiscamingue (15,6 %) ainsi que la Montérégie (14,6 %) sont les régions les plus importantes au niveau des livraisons minérales.

L'activité minière dans les régions administratives du Québec

En 2011, le Nord-du-Québec (1 260 M$) occupe le premier rang pour l'investissement minier, et elle est la seule région dont l'investissement minier a franchi la barre du milliard de dollars. Celle-ci représente 39,9 % de tous les investissements miniers effectués au Québec en 2011. L'investissement minier du Nord-du-Québec affiche une hausse de 69,0 % (514 M$) par rapport à l'année précédente.

Toujours en 2011, le Nord-du-Québec constitue la deuxième région en importance pour la valeur des expéditions minérales. Ces dernières atteignent 1 500 M$, soit 18,5 % des livraisons minérales québécoises. C'est une hausse de 2,0 % par rapport à 2010 (1 470 M$). Plusieurs substances minérales sont produites dans cette région, notamment le nickel (643 M$), l'or (289 M$), le cuivre (157 M$), l'argent (14 M$), et plusieurs autres métaux, dont le zinc et les platinoïdes.

Pour 2012, la valeur des livraisons devrait atteindre 1 510 M$, une faible hausse de 0,7 % par rapport à 2011.

---

1. Les informations contenues dans cette section proviennent du Répertoire des exploitants miniers de l'Institut de la statistique du Québec. Si les informations résultent d'une autre source, celle-ci est alors indiquée. Par ailleurs, en raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties.

Au cours de l'année 2011, plusieurs projets miniers étaient en aménagement, notamment les mines d'or Vezza (North American Palladium) et Éléonore (Les Mines Opinaca\Goldcorp), les mines de zinc-cuivre Langlois (Nyrstar NV) et Bracemac-McLeod (Xstrata Zinc Canada\Donner Metals), les mines de nickel Nunavik Nickel (Canadian Royalties\Jilin Jien Nickel Industry Co.), Kikialik et Qakimajurq (Xstrata Nickel Canada). En 2012, Stornoway Diamond devrait annoncer la mise en production de la première mine de diamants au Québec, connue sous le nom de Projet Renard[2]. Resources Strateco amorcera pour sa part la mise en valeur sous terre de son dépôt d'uranium Matoush[3]. Enfin, en janvier 2012, North American Palladium a cessé définitivement la production d'or de sa mine Géant Dormant, située au nord d'Amos. Par contre, l'usine de traitement sera utilisée pour concentrer le minerai du projet Vezza[4].

En 2011, l'Abitibi-Témiscamingue est la deuxième région en importance au Québec pour l'investissement minier avec 888 M$, soit 28,1 % du total québécois. Ce montant représente une baisse de 37,4 % par rapport à 2010, soit une diminution de 530 M$.

La région, avec des livraisons de 1 263 M$ en 2011, occupe le troisième rang pour les expéditions minérales, soit 15,6 % du total québécois. Les livraisons minérales de la région ont augmenté de 17,9 % par rapport à 2010. La principale substance exploitée demeure l'or (1 013 M$), qui accapare 80,3 % des livraisons minérales de la région. La hausse de 32,2 % (247 M$) observée par rapport à l'année dernière fait en sorte que la valeur des expéditions d'or de l'Abitibi-Témiscamingue franchit le cap du milliard de dollars pour la première fois de son histoire. Ces livraisons représentent 77,8 % de toutes les livraisons d'or du Québec en 2011. Les livraisons d'argent, associées généralement à celles de l'or, ont quant à elles diminué de 21,1 %, passant de 86,1 M$ en 2010 à 67,9 M$ en 2011. Du zinc, du cuivre et du soufre sous forme d'acide sulfurique provenant de la fonderie Horne font également partie des substances produites dans la région.

Selon les prévisions exprimées par les producteurs miniers pour 2012, les livraisons d'or en Abitibi-Témiscaminque devraient atteindre 1 724 M$ et les livraisons minérales totales, 1 946 M$. Ces sommes constitueraient des records de tous les temps pour la région.

En 2011, la région comptait huit mines d'or, une usine de traitement aurifère (usine Camflo), une fonderie de cuivre (Horne), des carrières de pierre et des sablières. En avril, Corporation minière Osisko a amorcé la production d'or à la fosse Canadian Malartic, dont l'aménagement a nécessité des investissements totaux de 1 G$[5]. Pour sa part, Gestion-Québec IAMGOLD poursuit la mise en valeur et l'aménagement de la mine d'or Westwood, localisée à trois kilomètres à l'est de l'ancienne mine Doyon. Sa mise en production est prévue pour 2013[6]. En octobre 2011, Mines Agnico-Eagle a arrêté pour une période indéfinie la production d'or à la mine Goldex, à la suite d'un important affaissement de terrain[7]. Au cours de 2012, Mines Richmont prévoit redémarrer la production aurifère à sa mine Francoeur, située à Arntfield[8]. Par ailleurs, le Québec sera de nouveau un producteur de lithium avec le démarrage de la mine Québec Lithium, prévu pour la fin de 2012. La mine, qui se trouve à 60 kilomètres au nord de Val-d'Or, produira du spodumène et du carbonate de lithium.

2. Communiqué, 4 janvier 2012, « Stornoway dépose un rapport technique conforme au Règlement 43-101 à l'égard de l'étude de faisabilité concernant Renard », Stornoway Diamond Corp.
3. « Uranium : entente entre les Cris et Strateco », La Presse, 23 décembre 2011.
4. Communiqué, 17 janvier 2012, « North American Palladium annonce ses objectifs de production, ses dépenses en immobilisations et ses budgets d'exploration pour 2012 », North American Palladium Ltd.
5. « Osisko sees gold mine reaching full capacity », The Gazette, 26 novembre 2011.
6. Communiqué, 10 avril 2012, « IAMGOLD dépose un rapport de Ressources Minérales de son projet Westwood confirmant les ressources et le commencement de la production au début de 2013 », IAMGOLD Corporation.
7. Communiqué, 19 octobre 2011, « Agnico-Eagle suspend la production à la mine Goldex durant l'investigation et la prise de mesures correctrices visant à régler les problèmes d'infiltration d'eau et d'affaissement de sol; la valeur comptable de Goldex sera radiée », Mines Agnico-Eagle ltée.
8. Communiqué, 23 février 2012, « Mines Richmont annonce un résultat record pour l'exercice 2011 et d'excellents résultats pour le quatrième trimestre », Mines Richmont inc.

L'investissement minier dans la région de la Côte-Nord atteint 884 M$ en 2011, ce qui représente 28,0 % de l'investissement total de ce secteur au Québec. C'est une croissance de 45,8 % par rapport aux investissements miniers de 2010. Cette performance procure à la région le troisième rang en 2011.

En 2011, la région occupe le premier rang pour les livraisons minérales avec 3 065 M$, soit 37,8 % du total québécois. C'est une hausse importante de 30,0 % par rapport aux données de 2010 (2 357 M$). Malgré un recul du prix du fer, les quantités livrées de minerai de fer ont augmenté de 13,3 % au cours de la dernière année, passant de 17,0 millions de tonnes à 19,3 millions de tonnes. Cette croissance est due principalement au démarrage de la mine de fer du lac Bloom.

En 2011, trois mines étaient en production : la mine de fer du Mont-Wright de la société indienne ArcelorMittal Mines Canada, la mine de fer du lac Bloom de Cliffs Natural Resources et la mine d'ilménite Tio de QIT-Fer et Titane. Pour cette dernière, seules les ventes d'ilménite sont comptabilisées dans la région; la production de bioxyde de titane et de fer de refonte est rapportée par le complexe métallurgique de Sorel-Tracy en Montérégie.

Pour 2012, les données laissent prévoir une hausse de 16,9 % de la valeur des livraisons minérales. Celles-ci atteindraient 3 582 M$, ce qui représente 37,3 % du total québécois. Les quantités de minerai de fer livrées devraient atteindre 22,4 millions de tonnes.

Les activités minières de la Côte-Nord sont appelées à croître de façon importante au cours des prochaines années grâce à plusieurs projets présentement à l'étude dans le secteur du fer : 1) KéMag/Labmag de New Millenium Capital, sous la gérance de la société indienne Tata Steel Global Minerals Holdings; 2) Attikagamen/Fermont de Champion Minerals et 3) le projet d'implantation d'une usine de billettes d'acier à Sept-Îles du consortium russo-africain Severstal-IMBS[9]. Les deux premiers projets sont en partie situés au Labrador. Par ailleurs, les deux producteurs actuels de fer, ArcellorMittal Mines Canada et Cliffs Natural Resources, réalisent des travaux d'expansion majeurs de leurs opérations minières.

Finalement, la Montérégie (1 181 M$) occupe la quatrième place pour la valeur des livraisons minérales grâce à la présence de deux usines de première transformation traitant de l'ilménite (QIT-Fer-et-Titane) et du concentré de zinc (CEZinc) et d'un producteur de ciment. C'est aussi la région la plus importante pour la production de pierre avec des livraisons de 187 M$ en 2011, soit 37,7 % des livraisons québécoises. La valeur des expéditions de la région correspond à 14,6 % des livraisons totales du Québec. Les livraisons de la région affichent une faible hausse de 0,8 % par rapport à 2010 (1 172 M$).

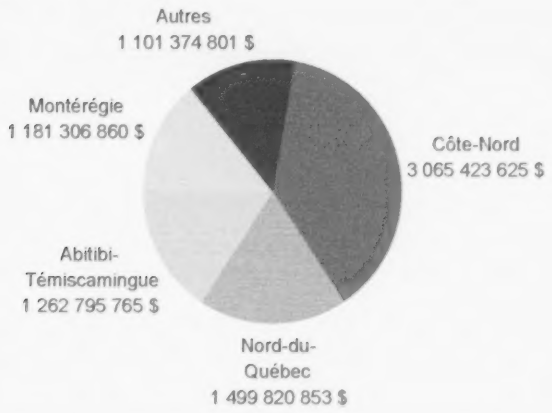
Des investissements de l'ordre de 600 M$[10,11] sont présentement en cours à l'usine de QIT-Fer et titane, en vue de la modernisation des équipements permettant la production de bioxyde de titane et de billettes de fer.

En 2012, les intentions d'expéditions s'élèveraient à 1 465 M$, soit 15,2 % du total québécois. Les livraisons prévues de pierre se chiffreraient pour leur part à 179 M$.

9. « Sept-Îles, une porte sur le monde », Le Devoir.com, 21 mars 2011.
10. Ces investissements sont comptabilisés dans le secteur manufacturier; ils ne sont donc pas inclus dans l'investissement minier.
11. Communiqué, 16 mars 2012, « Rio Tinto, Fer et Titane : les investissements se poursuivent au complexe métallurgique de Sorel-Tracy », Rio Tinto, Fer et Titane.

Figure 7.1

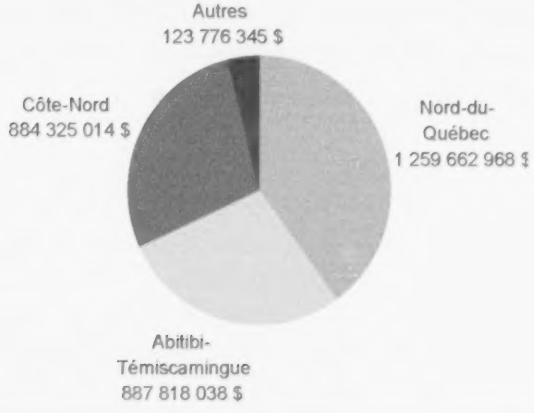
Répartition des livraisons minérales, régions administratives du Québec, 2011



Source: Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

Figure 7.2

Répartition de l'investissement minier, régions administratives du Québec, 2011



Source : Institut de la statistique du Québec, Relevé des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur et d'aménagement des complexes miniers.

L'emploi dans le secteur minier

En 2011, 16 855 emplois miniers (personne-année) sont recensés au Québec, une augmentation de 10,6 % (1 615 emplois) par rapport à 2010. Les activités reliées à l'extraction (emplois primaires) génèrent 11 940 emplois, tandis que celles qui sont associées à la première transformation des métaux et minéraux (emplois secondaires) regroupent 3 838 emplois. Finalement, les entreprises de forage carottier fournissent de l'emploi à 1 077 personnes.

La Côte-Nord (3 762 emplois) est la région possédant le plus de travailleurs du secteur minier au Québec, puisqu'elle regroupe 22,3 % des emplois miniers du Québec. La région affiche 843 emplois de plus que l'année précédente, soit une augmentation de 28,9 %.

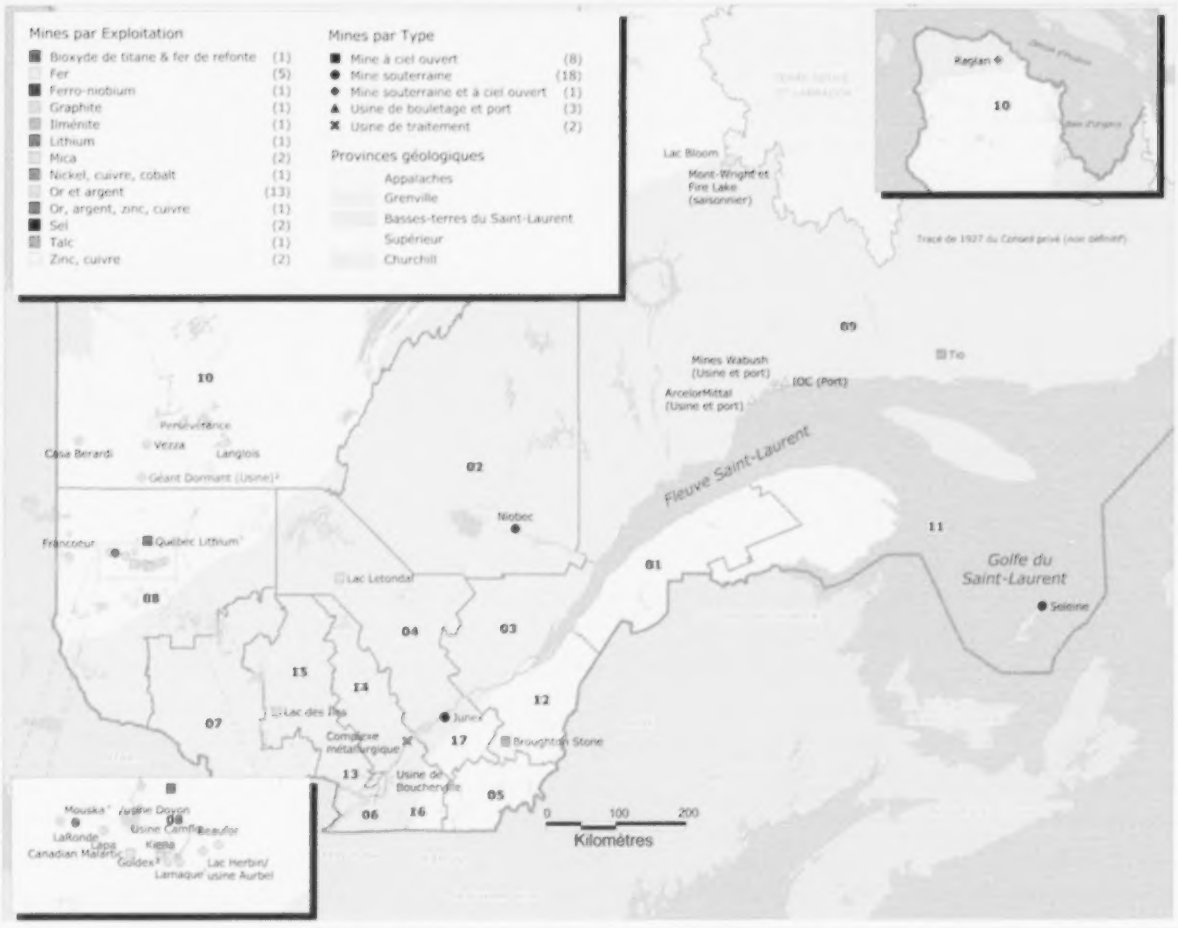
En 2011, la deuxième région en importance à ce chapitre est l'Abitibi-Témiscamingue avec 3 318 emplois, une hausse de 35,4 % (868 emplois) par rapport à 2010. La région compte 19,7 % des emplois du secteur minier au Québec.

La Montérégie (2 917 emplois) occupe quant à elle le troisième rang et regroupe 17,3 % des emplois québécois du secteur minier en 2011. La baisse du nombre d'emplois dans cette région (– 228 emplois; – 7,3 %), jumelée à une augmentation importante de l'emploi sur la Côte-Nord et en Abitibi-Témiscamingue, fait en sorte que la Montérégie passe du premier au troisième rang des régions en termes d'emplois miniers en 2011.

Enfin, la 4e place est occupée par le Nord-du-Québec avec 1 365 emplois, ce qui correspond à 8,1 % des emplois du secteur minier au Québec et à une hausse de 4,3 % par rapport à 2010.

Carte 7.1

Mines en production / en aménagement[1], Québec, 2012



1. Mine présentement en construction et dont le début de la production est prévue au courant de 2012.
2. Mine fermée, l'usine traitera le minerai de la mine Vezza.
3. Depuis octobre 2011, la production a cessé pour une durée indéterminée. Des travaux de réhabilitation sont présentement en cours.
4. Mine fermée en 2012 à la suite des travaux de réfection de l'usine Doyon.
5. Mine fermée en mai 2012.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablière; ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Tableau 7.1

Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012[1]

	Unité	Quantité			Unité	Valeur		
		2010	2011	2012		2010	2011	2012
Bas-Saint-Laurent		...	...	...	$	**77 860 954**	**62 499 411**	**55 639 123**
Chaux	t	x	–	–	$	x	–	–
Pierre	t	x	1 439 606	1 285 021	$	x	26 620 805	24 661 000
Sable et gravier	t	1 003 785	1 047 758	831 000	$	5 375 634	4 963 792	3 985 625
Tourbe	s[2]	4 849 556	3 487 869	3 378 292	$	53 256 058	30 914 814	26 992 498
Saguenay–Lac-Saint-Jean		...	...	...	$	**188 974 149**	**223 233 718**	**242 359 144**
Chaux	t	–	x	x	$	–	x	x
Ferro-niobium	kg	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	802 376	710 521	876 913	$	14 573 085	13 410 754	13 985 000
Sable et gravier	t	1 508 244	935 638	1 182 000	$	4 429 560	2 876 904	2 917 944
Tourbe	s[2]	x	378 965	665 000	$	x	2 490 465	3 625 000
Capitale-Nationale		...	...	...	$	**177 263 434**	**180 128 193**	**180 758 047**
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	6 396 810	5 857 577	5 631 069	$	63 693 131	53 951 298	53 134 015
Sable et gravier	t	2 235 893	2 206 446	2 322 366	$	12 170 370	14 359 900	15 589 032
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Mauricie		...	...	...	$	**24 452 682**	**14 713 501**	**14 146 708**
Mica	t	x	–	–	$	x	–	–
Pierre	t	750 032	x	x	$	7 084 374	x	x
Sable et gravier	t	1 228 869	1 224 542	1 049 000	$	4 983 135	5 291 368	4 511 900
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Estrie		...	...	...	$	**76 406 965**	**81 243 855**	**106 401 881**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Chrysotile	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	2 671 142	2 591 607	2 676 577	$	27 973 769	29 287 202	30 876 137
Sable et gravier	t	790 385	1 852 956	1 422 434	$	3 601 453	9 561 671	7 341 815
Montréal		...	...	...	$	**18 621 160**	**x**	**x**
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	x	–	–	$	x	–	–
Outaouais		...	...	...	$	**23 574 391**	**24 738 613**	**24 252 772**
Pierre	t	x	1 840 762	1 886 200	$	x	17 320 450	17 715 400
Sable et gravier	t	1 073 543	1 115 099	922 831	$	7 568 147	7 418 163	6 537 372
Silice	t	x	–	–	$	x	–	–

Tableau 7.1 (suite)

Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012[1]

	Unité	Quantité			Unité	Valeur		
		2010	2011	2012		2010	2011	2012
Abitibi-Témiscamingue		...	...	...	$	**1 071 396 228**	**1 262 795 765**	**1 945 725 605**
Antimoine	kg	—	—	–	$	—	—	–
Argent	g	128 668 674	59 089 082	72 847 758	$	86 065 317	67 898 142	83 707 975
Bismuth	kg	4 678	5 172	–	$	90 019	123 187	–
Cadmium	kg	x	x	–	$	x	x	–
Cuivre	kg	x	x	x	$	x	x	x
Or	g	18 906 628	20 983 178	35 702 121	$	766 852 831	1 013 487 497	1 724 412 444
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Plomb	kg	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	1 225 001	334 374	387 833	$	3 539 278	2 014 869	2 340 220
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sélénium	kg	x	x	x	$	x	x	x
Tellure	kg	x	x	x	$	x	x	x
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x
Côte-Nord		...	...	...	$	**2 357 387 534**	**3 065 423 625**	**3 582 036 005**
Ilménite	t	x	x	x	$	x	x	x
Minerai de fer	t	17 008 634	19 267 347	22 380 569	$	x	x	x
Pierre	t	348 250	x	x	$	5 034 220	x	x
Sable et gravier	t	174 872	12 780	13 000	$	479 694	43 157	45 000
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s^2	1 262 306	1 771 206	1 707 080	$	8 134 958	31 444 888	30 497 614
Nord-du-Québec		...	...	...	$	**1 469 893 446**	**1 499 820 853**	**1 509 834 034**
Argent	g	17 347 250	12 148 649	16 051 566	$	11 603 420	13 959 782	18 444 192
Cadmium	kg	x	x	–	$	x	x	–
Cobalt	kg	490 400	554 819	586 977	$	23 217 498	22 740 921	24 059 013
Cuivre	kg	18 651 908	17 249 213	16 793 171	$	144 757 459	156 864 343	152 717 097
Nickel	kg	29 790 640	26 790 606	25 898 193	$	669 097 774	642 733 429	621 323 548
Or	g	6 419 892	5 982 869	5 777 122	$	260 390 820	288 972 725	279 034 993
Palladium	g	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Platine	g	x	x	x	$	x	x	x
Rhodium	g	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	862 364	673 290	676 000	$	3 427 192	2 911 084	2 922 400
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		...	...	...	$	**54 615 819**	**65 888 098**	**65 861 833**
Pierre	t	1 630 199	584 050	435 000	$	8 662 435	6 842 108	5 512 500
Sable et gravier	t	358 373	274 687	280 000	$	1 590 456	1 652 913	1 580 000
Sel	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s^2	x	x	x	$	x	x	x
Chaudière-Appalaches		...	...	...	$	**87 383 124**	**74 138 026**	**34 514 318**
Chrysotile	t	x	x	–	$	x	x	–
Pierre	t	2 875 740	3 049 621	2 845 610	$	24 151 263	25 990 933	24 712 758
Sable et gravier	t	2 042 289	1 448 758	1 274 600	$	11 203 592	8 039 610	7 617 600
Silice	t	–	–	–	$	–	–	–
Talc	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s^2	x	x	x	$	x	x	x

Tableau 7.1 (suite)

Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2012[1]

	Unité	Quantité			Unité	Valeur		
		2010	2011	2012		2010	2011	2012
Laval		...	...	...	$	**38 713 615**	**x**	**x**
Pierre	t	3 621 506	x	x	$	38 713 615	x	x
Lanaudière		...	...	...	$	**166 860 146**	**206 283 488**	**208 284 977**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	1 934 339	1 710 431	1 667 624	$	19 046 279	17 094 738	17 035 961
Sable et gravier	t	3 523 754	2 703 000	2 652 535	$	17 973 361	17 235 357	16 940 852
Laurentides		...	...	...	$	**90 661 016**	**87 428 792**	**96 592 672**
Graphite	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	5 537 433	4 688 851	4 686 904	$	56 039 261	45 976 446	45 975 646
Sable et gravier	t	1 271 900	1 249 470	1 277 782	$	10 748 394	11 619 296	12 089 866
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Montérégie		...	...	...	$	**1 172 012 335**	**1 181 306 860**	**1 464 540 617**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Fer de refonte	t	x	x	x	$	x	x	x
Mica	t	–	x	x	$	–	x	x
Pierre	t	16 450 999	18 079 743	16 587 764	$	182 359 584	187 012 460	179 322 774
Produits d'argile (briques)	Unité	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	1 699 506	1 609 345	1 565 978	$	8 074 726	7 666 067	7 163 838
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Bioxyde de titane	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s^2	–	x	x	$	–	x	x
Centre-du-Québec		...	...	...	$	**30 699 796**	**29 580 647**	**30 236 100**
Pierre	t	1 135 400	1 145 652	1 103 200	$	10 792 604	11 253 547	11 021 300
Sable et gravier	t	350 752	189 799	185 000	$	873 989	424 100	414 650
Sel	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s^2	x	x	x	$	x	x	x
Ensemble du Québec		...	...	...	$	**7 126 776 794**	**8 110 721 904**	**9 613 162 705**

1. 2010 : données finales; 2011 : données provisoires; 2012 : intentions.
2. Exprimé en sacs de 170 dm^3.

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

Tableau 7.2

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011[1]

	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
	n		$		n	
Bas-Saint-Laurent	**526**	**469**	**18 914 272**	**16 943 839**	**1 068 057**	**899 212**
Chaux	x	–	x	–	x	–
Pierre	x	197	x	9 174 180	x	474 225
Sable et gravier	22	38	1 100 100	1 083 592	44 515	45 829
Tourbe	312	234	10 896 607	6 686 067	621 644	379 158
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**538**	**603**	**34 362 575**	**38 874 725**	**1 128 667**	**1 163 812**
Chaux	–	x	–	x	–	x
Ferro-niobium	x	x	x	x	x	x
Pierre	74	104	3 260 036	3 617 232	155 399	174 953
Sable et gravier	52	59	2 047 311	1 417 593	96 823	80 309
Tourbe	x	52	x	1 124 900	x	67 550
Capitale-Nationale	**532**	**557**	**25 143 106**	**25 966 344**	**1 086 107**	**985 967**
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	235	226	10 224 952	9 155 553	481 875	368 999
Sable et gravier	50	50	1 733 730	1 673 791	98 390	83 392
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Mauricie	**98**	**78**	**2 792 196**	**2 057 067**	**144 690**	**94 332**
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	40	13	300 065	326 811	17 097	15 694
Silice	x	x	x	x	x	x
Estrie	**242**	**319**	**15 475 813**	**16 620 187**	**520 251**	**529 736**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Chrysotile	x	x	x	x	x	x
Pierre	81	116	4 463 270	4 030 375	166 694	143 673
Sable et gravier	46	77	1 801 814	2 589 812	87 526	111 063
Montréal	**564**	**570**	**38 247 272**	**39 370 000**	**1 193 504**	**1 073 000**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	–	–	–	–	–	–
Outaouais	**71**	**71**	**3 814 418**	**3 406 312**	**149 781**	**127 749**
Pierre	41	39	2 438 297	2 475 500	83 852	79 284
Sable et gravier	30	32	1 376 121	930 812	65 929	48 465
Abitibi-Témiscamingue	**2 450**	**3 318**	**235 371 149**	**308 457 857**	**5 183 128**	**6 600 441**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Or	1 855	2 684	183 237 546	259 170 601	3 960 999	5 324 993
Sable et gravier	16	71	382 052	2 191 256	17 969	69 458
Silice	x	x	x	x	x	x
Côte-Nord	**2 919**	**3 762**	**280 141 689**	**339 562 507**	**6 612 972**	**7 087 637**
Fer de refonte	x	x	x	x	x	x
Fer (minerai)	2 509	3 222	252 808 264	310 928 959	5 786 791	6 216 128
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	92	222	2 785 436	4 970 645	177 398	259 764

Tableau 7.2 (suite)

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011[1]

	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
	n		$		n	
Nord-du-Québec	**1 309**	**1 365**	**138 408 831**	**164 164 542**	**2 871 269**	**2 770 814**
Nickel	x	x	x	x	x	x
Or	281	214	27 227 095	21 263 353	602 882	479 015
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	63	60	3 618 956	3 894 690	112 712	135 765
Zinc	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**190**	**206**	**10 195 454**	**9 622 771**	**395 793**	**357 214**
Pierre	25	27	1 454 527	669 840	57 876	27 324
Sable et gravier	14	18	464 368	441 649	24 507	23 729
Sel	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Chaudière-Appalaches	**565**	**532**	**24 035 013**	**16 953 568**	**1 117 345**	**802 198**
Chrysotile	x	x	x	x	x	x
Pierre	39	46	1 830 252	1 802 504	77 297	71 481
Sable et gravier	55	56	1 723 542	1 678 979	92 627	81 459
Talc	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Laval	**101**	**101**	**5 422 264**	**5 581 481**	**215 962**	**197 046**
Pierre	101	101	5 422 264	5 581 481	215 962	197 046
Lanaudière	**374**	**402**	**29 774 491**	**27 852 896**	**738 942**	**692 064**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	75	49	4 874 378	1 590 131	153 326	76 424
Sable et gravier	103	101	5 540 746	4 163 804	206 485	185 902
Laurentides	**358**	**348**	**18 015 112**	**17 759 551**	**787 665**	**722 176**
Graphite	x	x	x	x	x	x
Pierre	212	183	10 322 557	8 978 360	445 344	396 366
Sable et gravier	59	63	2 490 437	2 958 870	141 519	118 850
Silice	x	x	x	x	x	x
Montérégie	**3 145**	**2 917**	**210 903 336**	**208 198 171**	**6 660 227**	**5 776 113**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Mica	x	x	x	x	x	x
Pierre	607	621	32 296 273	28 049 468	1 347 474	1 123 103
Produits d'argile (Briques)	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	65	93	2 371 617	2 267 425	118 911	109 390
Tourbe	–	x	–	x	–	x

Tableau 7.2 (suite)

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011[1]

	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
	n		$		n	
Centre-du-Québec	**181**	**160**	**7 916 853**	**6 286 548**	**346 404**	**268 772**
Pierre	33	18	817 782	516 169	44 404	23 591
Sable et gravier	4	9	41 214	32 029	1 790	1 381
Sel	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Forage au diamant[2]	**1 077**	**1 077**	**44 737 949**	**44 737 949**	**1 593 337**	**1 593 337**
Ensemble du Québec	**15 240**	**16 855**	**1 143 671 793**	**1 292 416 315**	**31 814 101**	**31 741 620**

1. 2010 : données finales; 2011 : données provisoires.
2. À l'enquête préliminaire 2011, le forage carottier n'est pas enquêté. Les données proviennent du Recensement annuel 2010.

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

8. Industrie bioalimentaire

par Éric Massicotte, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Ce chapitre porte sur la production apicole québécoise. Il présente des données régionales sur le nombre d'apiculteurs, de colonies, la production de miel, le rendement par colonie, le volume, le prix et la valeur des ventes de miel pour les apiculteurs qui possèdent au moins six colonies. L'information provient de l'*Enquête sur l'apiculture au Québec* conduite par l'Institut. L'objectif principal de l'enquête est de produire des estimations pour la production et la valeur à la ferme des produits apicoles québécois. Les résultats agrégés de l'enquête sont disponibles sur le site Internet de l'Institut et dans le *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec*. Les résultats sont également diffusés dans le bulletin statistique *Production et la valeur du miel et des produits de l'érable de Statistique Canada*. L'enquête permet ainsi de suivre l'évolution de l'industrie et d'aider à mieux planifier les actions à entreprendre pour assurer son développement.

Comme montré dans le *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec*, les ventes de miel ont connu une progression annuelle moyenne de 32,2 % entre 2007 et 2010, ce qui en fait le secteur d'activité agricole avec la plus forte augmentation sur la période en ce qui concerne la croissance annuelle des ventes. Présente sur l'ensemble du territoire agricole, la production apicole offre des revenus et des services de pollinisation pour toutes les régions rurales du Québec. En 2010, les ventes de miel ont offert des recettes de plus d'un million de dollars en Estrie et Montérégie (2,771 M$), dans les regroupements Saguenay–Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Côte-Nord et Chaudière-Appalaches (2,097 M$), Lanaudière et Laurentides (1,969 M$) et Bas-Saint-Laurent, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (1,103 M$). Les autres regroupements de régions ont vu leurs recettes osciller entre 0,770 M$ et 0,807 M$.

Nombre d'apiculteurs actifs

En 2010, on dénombre 262 apiculteurs actifs dans l'ensemble du Québec, en hausse de 6,9 % par rapport à 2009. Ces derniers se retrouvent principalement dans les regroupements de l'Estrie et de la Montérégie (33,6 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Capitale-Nationale, de la Côte-Nord et de Chaudière-Appalaches (24,4 %) ainsi que dans Lanaudière et les Laurentides (14,1 %). Entre 2006 et 2010, la répartition des apiculteurs entre les régions est restée relativement stable. Durant cet intervalle, les régions de l'Estrie et de la Montérégie ont connu la plus forte hausse du nombre d'apiculteurs (+ 9) alors que Lanaudière et Laurentides ont connu la plus forte baisse (– 9).

Nombre de colonies

Au Québec, on dénombre 39 812 colonies en 2010, en progression de 9,0 % par rapport à 2009. Le nombre de colonies a connu une croissance annuelle moyenne de 2,3 % entre 2006 et 2010. La répartition régionale des colonies est légèrement différente de celle des apiculteurs (nombre de colonies par apiculteur), notamment pour les régions Mauricie et Centre-du-Québec (11,1 % des apiculteurs; 18,2 % des colonies), Estrie et Montérégie (33,6 % des apiculteurs; 29,1 % des colonies) et Saguenay–Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Côte-Nord et Chaudière-Appalaches (24,4 % des apiculteurs; 21,2 % des colonies).

Production de miel et rendement par colonie

En 2010, la production totale de miel s'établit à 1 828,7 tonnes métriques. Il faut retourner en 1998 avec 2 117,2 tonnes métriques pour trouver une production supérieure à 2010. De 2006 à 2010, la production a connu une croissance annuelle moyenne de 4,4 %, s'établissant à 1 305,5 tonnes métriques en moyenne sur la période. En 2010, l'Estrie et la Montérégie (28,7 %) et le regroupement Saguenay–Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Côte-Nord, Chaudière-Appalaches (26,5 %) se partagent 55,2 % de la production du Québec. La répartition de la production totale entre les régions suit une tendance différente du nombre de colonies puisque le rendement par colonie est variable selon les régions, oscillant entre 33 kg en Mauricie et Centre-du-Québec

et 62 kg au Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Le rendement moyen au Québec s'établit à 51 kg en 2010 comparativement à 27 kg en 2009, soit une augmentation de 88,9 %. Sur la période 2006-2010, il est de 38,8 kg par colonie. Il existe donc des différences régionales et annuelles substantielles pour le rendement en miel par colonie.

Ventes de miel

La valeur des ventes de miel se chiffre à près de 9,52 M$ en 2010, en hausse de 21,3 % par rapport à 2009. Entre 2006 et 2010, en termes absolus, des hausses de ventes de miel ont été recensées dans toutes les régions, soit en Estrie et Montérégie (+ 0,91 M$), dans les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Capitale-Nationale, de la Côte-Nord et de Chaudière-Appalaches (+ 0,86 M$), en Mauricie et au Centre-du-Québec (+ 0,53 M$), dans Lanaudière et Laurentides (+ 0,39 M$), à Montréal, Laval, en Outaouais, en Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec (+ 0,31 M$) et au Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 0,29 M$). Sur la même période, la valeur des ventes de miel a connu une croissance annuelle moyenne de 8,8 %. Les plus fortes hausses annuelles moyennes ont été recensées dans les régions Mauricie et Centre-du-Québec (+ 23,4 %) et Saguenay–Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Côte-Nord et Chaudière-Appalaches (+ 11,1 %). Les plus faibles hausses ont été enregistrées dans les régions Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 6,3 %) et dans Lanaudière et Laurentides (+ 4,5 %).

Prix moyen du miel

En 2010, le prix moyen du miel s'établit à 5,9 $/kg, en baisse de 9,4 % par rapport à 2009. Durant la période 2006-2010, le prix moyen a connu une progression annuelle moyenne de 4,0 %. Sur la période, les régions qui ont connu la plus forte croissance annuelle moyenne sont Lanaudière et Laurentides (+ 6,6 %), alors que celles qui ont connu la plus forte baisse sont Montréal, Laval, Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (– 0,8 %). En 2010, le prix moyen est semblable entre les régions du Québec, oscillant entre 7,7 $/kg pour Lanaudière et Laurentides et 5,1 $/kg pour Montréal, Laval, Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec.

Conclusion

En 2010, la vente de miel est la principale source de revenus des apiculteurs québécois avec une part de 69,7 % de leurs revenus tirés des produits et services apicoles (13 644 M$). Les services de pollinisation représentent 24,5 % du total (3,35 M$), soit 31 865 colonies en location à un prix moyen de 105,17 $/colonie. Les autres produits apicoles, notamment le pollen, la cire, la gelée royale, les nucléis, les reines abeilles ou la propolis couvrent 5,7 % de la valeur totale en 2010. Ultimement, les services rendus par l'apiculture contribuent à la vitalité des milieux ruraux du Québec, au dynamisme de ses régions, à la vigueur de leur agriculture et amènent des retombées économiques notables. Il est pertinent de souligner que les données de 2011 seront disponibles au début du mois de juin sur le site Internet de l'Institut.

Bibliographie

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC et MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (2012), *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec*, édition 2011, pp.1-128.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBECQ(2011), *Fait saillant de l'Enquête sur l'apiculture au Québec,* campagne apicole 2010, pp.1-2.

Tableau 8.1

Statistiques relatives à la production apicole, régions administratives et ensemble du Québec[1], 2006-2010

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine						
Apiculteurs actifs	n	23	21	20	16	18
Colonies[2]	n	3 607	3 253	2 486	2 501	2 968
Production de miel	t	173,5	111,5	130,4	85,3	184,3
Rendement par colonie[3]	kg/n	48	34	53	34	62
Ventes de miel	t	151,1	140,0	128,0	115,4	173,2
Prix moyen	$/kg	5,4	5,7	6,4	7,5	6,4
Valeur totale du miel	k$	814,1	799,4	821,2	864,3	1 103,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Côte-Nord et Chaudière-Appalaches						
Apiculteurs actifs	n	62	61	64	63	64
Colonies[2]	n	8 195	6 375	7 987	11 103	8 452
Production de miel	t	339,0	148,3	274,8	274,3	485,0
Rendement par colonie[3]	kg/n	41	25	34	32	58
Ventes de miel	t	280,1	226,2	352,0	286,6	405,4
Prix moyen	$/kg	4,4	5,7	5,7	5,7	5,2
Valeur totale du miel	k$	1 238,6	1 299,7	1 997,2	1 637,0	2 097,1
Mauricie et Centre-du-Québec						
Apiculteurs actifs	n	31	27	30	26	29
Colonies[2]	n	3 964	3 600	6 106	3 408	7 252
Production de miel	t	62,2	60,1	129,4	54,6	131,3
Rendement par colonie[3]	kg/n	34	23	29	17	33
Ventes de miel	t	52,8	22,2	102,3	80,4	143,0
Prix moyen	$/kg	5,3	5,4	5,8	8,2	5,6
Valeur totale du miel	k$	281,6	199,0	587,8	660,3	806,6
Estrie et Montérégie						
Apiculteurs actifs	n	79	77	76	78	88
Colonies[2]	n	11 468	10 911	10 149	9 926	11 575
Production de miel	t	514,3	380,3	456,8	226,6	524,7
Rendement par colonie[3]	kg/n	45	35	48	23	47
Ventes de miel	t	435,2	457,9	450,7	397,7	491,6
Prix moyen	$/kg	4,3	4,6	5,3	5,7	5,6
Valeur totale du miel	k$	1 858,7	2 110,5	2 385,5	2 282,5	2 771,0
Montréal, Laval Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec						
Apiculteurs actifs	n	25	25	25	22	26
Colonies[2]	n	1 837	2 078	2 129	3 139	3 186
Production de miel	t	93,3	82,6	81,3	76,2	174,2
Rendement par colonie[3]	kg/n	51	40	38	24	55
Ventes de miel	t	87,2	92,9	130,4	104,4	150,9
Prix moyen	$/kg	5,3	5,3	4,7	6,0	5,1
Valeur totale du miel	k$	464,2	492,8	617,9	620,9	769,8
Lanaudière et Laurentides						
Apiculteurs actifs	n	46	36	40	39	37
Colonies[2]	n	6 474	5 607	7 265	6 459	6 379
Production de miel	t	293,1	176,6	265,8	208,3	329,3
Rendement par colonie[3]	kg/n	46	32	37	33	52
Ventes de miel	t	280,2	207,3	305,6	223,6	254,5
Prix moyen	$/kg	5,6	6,3	6,9	8,0	7,7
Valeur totale du miel	k$	1 578,5	1 312,0	2 118,1	1 781,5	1 968,9

Tableau 8.1 (suite)

Statistiques relatives à la production apicole, régions administratives et ensemble du Québec[1], 2006-2010

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Ensemble du Québec						
Apiculteurs actifs	n	266	248	256	245	262
Colonies[2]	n	35 545	31 824	36 123	36 536	39 812
Production de miel	t	1 475,4	959,5	1 338,5	925,3	1 828,7
Rendement par colonie[3]	kg/n	44	32	40	27	51
Ventes de miel	t	1 286,6	1 146,6	1 469,0	1 208,1	1 618,7
Prix moyen	$/kg	4,8	5,3	5,8	6,5	5,9
Valeur totale du miel	k$	6 235,8	6 133,4	8 527,7	7 846,5	9 516,4
Locations de colonies pour la pollinisation	n	22 027	25 155	29 081	31 499	31 865
Prix moyen de location	$/n	90,33	93,64	99,10	103,59	105,17
Valeur totale des locations	k$	1 978,0	2 351,2	2 885,0	3 259,8	3 349,5
Ventes d'autres produits apicoles[4]	k$	571,1	549,3	611,6	605,6	778,8
Valeur totale des recettes apicoles	k$	8 784,9	9 033,9	12 024,3	11 711,9	13 644,7

1. Les données de ce tableau proviennent d'un univers constitué d'apiculteurs qui disposent d'au moins six colonies en production.
2. Ce nombre comprend également les colonies des apiculteurs n'ayant pas récolté de miel cette année.
3. La production par colonie a été calculée à partir des colonies des apiculteurs ayant récolté du miel cette année.
4. Inclut la valeur des ventes de nucléis, de reines abeilles, de cire, de gelée royale, de pollen et de propolis.

Source : Institut de la statistique du Québec .

9. Utilisation d'Internet

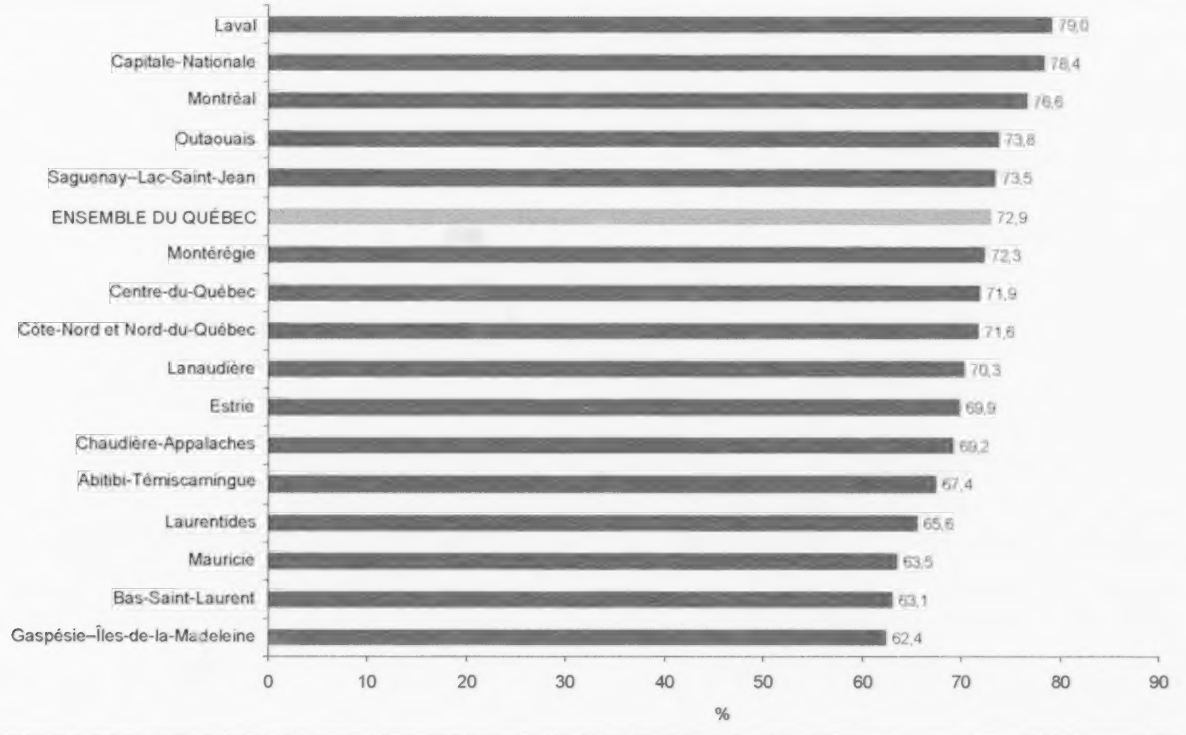
par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Comparable, toutes proportions gardées, à l'avènement de l'électricité, l'arrivée d'Internet est perçue par certains comme le déclencheur d'une troisième révolution industrielle. L'usage d'Internet entraîne de nombreux changements sur le plan social et économique, dont on ne mesure pas encore toute l'ampleur aujourd'hui. Depuis déjà quelques années, l'Institut de la statistique du Québec par l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet produite par Statistique Canada, s'intéresse à l'accès et l'utilisation d'Internet par la population canadienne.

En 2010, au Québec, la proportion de ménages ayant un accès à Internet à domicile est de 72,9 %. Au Canada, ce taux est de 78,9 %. Dans les régions administratives, le taux de branchement à Internet le plus élevé s'observe dans la région de Laval (79,0 %) suivie de celles de la Capitale-Nationale (78,4 %) et de Montréal (76,6 %). Se retrouvent autour du taux pour l'ensemble du Québec, les régions de l'Outaouais (73,8 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (73,5 %), de la Montérégie (72,3 %), du Centre-du-Québec (71,9 %), de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (71,6 %) et de Lanaudière (70,3 %). Sous la barre des 70 % de ménages branchés, on rencontre l'Estrie (69,9 %), Chaudière-Appalaches (69,2 %), l'Abitibi-Témiscamingue (67,4 %), les Laurentides (65,6 %), la Mauricie (63,5 %), le Bas-Saint-Laurent (63,1 %) et finalement la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (62,4 %).

Figure 9.1

Proportion de ménages ayant accès à Internet à partir du domicile, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2010.

Le revenu du ménage influence la décision de se brancher à Internet ou non. Les ménages moins nantis ont un taux de branchement moindre que les ménages plus aisés. En fait, le taux de branchement au Québec passe de 47,3 % chez les ménages ayant un revenu familial de moins de 30 000 $ à 97,0 % chez ceux ayant un revenu de plus de 87 000 $. On observe

un écart en faveur des mieux nantis, quelle que soit la région administrative. En Chaudière-Appalaches, par exemple, le taux de branchement des ménages faisant partie du 1er quartile de revenu est de 35,3 %, alors qu'il est de 93,7 % chez ceux plus aisés (tableau 9.1).

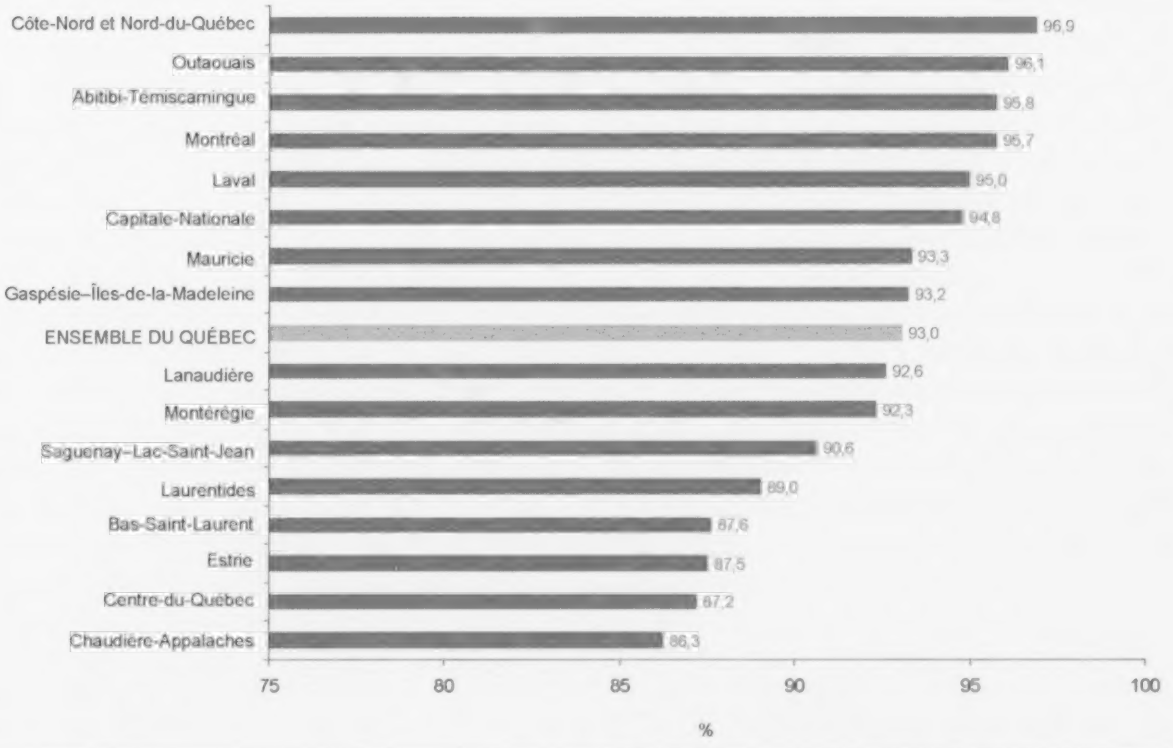
On constate aussi un lien entre le branchement à Internet et le plus haut niveau de scolarité atteint dans le ménage. Ainsi, plus le niveau de scolarité dans le ménage est élevé, plus celui-ci est susceptible d'être branché à Internet. Le taux de branchement passe de 43,0 % chez les ménages québécois ayant un niveau d'études secondaires ou moins à 91,9 % chez ceux avec un diplôme universitaire au sein du ménage. La relation positive entre le niveau de scolarité et le branchement à Internet se vérifie quelle que soit la région administrative (tableau 9.2).

Branchement haute vitesse dans les régions du Québec

Au Québec, la proportion de ménages branchés ayant accès à Internet haute vitesse est de 93,0 %, tandis qu'elle est de 95,5 % au Canada. Le taux de branchement haute vitesse varie relativement peu d'une région administrative à l'autre, allant de 86,3 % dans la région de Chaudière-Appalaches à 96,9 % dans celle de la Côte-Nord et Nord-du-Québec. Entre ces extrêmes, les régions de l'Outaouais (96,1 %), de l'Abitibi-Témiscaminque (95,8 %), de Montréal (95,7 %), de Laval (95,0 %) et de la Capitale-Nationale (94,8 %) affichent les taux d'accès à la haute vitesse les plus élevés. Suivent, plus près du taux québécois, les régions de la Mauricie (93,3 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (93,2 %), de Lanaudière (92,6 %), de la Montérégie (92,3 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (90,6 %). Les régions des Laurentides (89,0 %), du Bas-Saint-Laurent (87,6 %), de l'Estrie (87,5 %), du Centre-du-Québec (87,2 %) et de Chaudière-Appalaches (86,3 %) présentent des taux de branchement à Internet haute vitesse moins élevés.

Figure 9.2

Proportion de ménages branchés utilisant une connexion haute vitesse, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



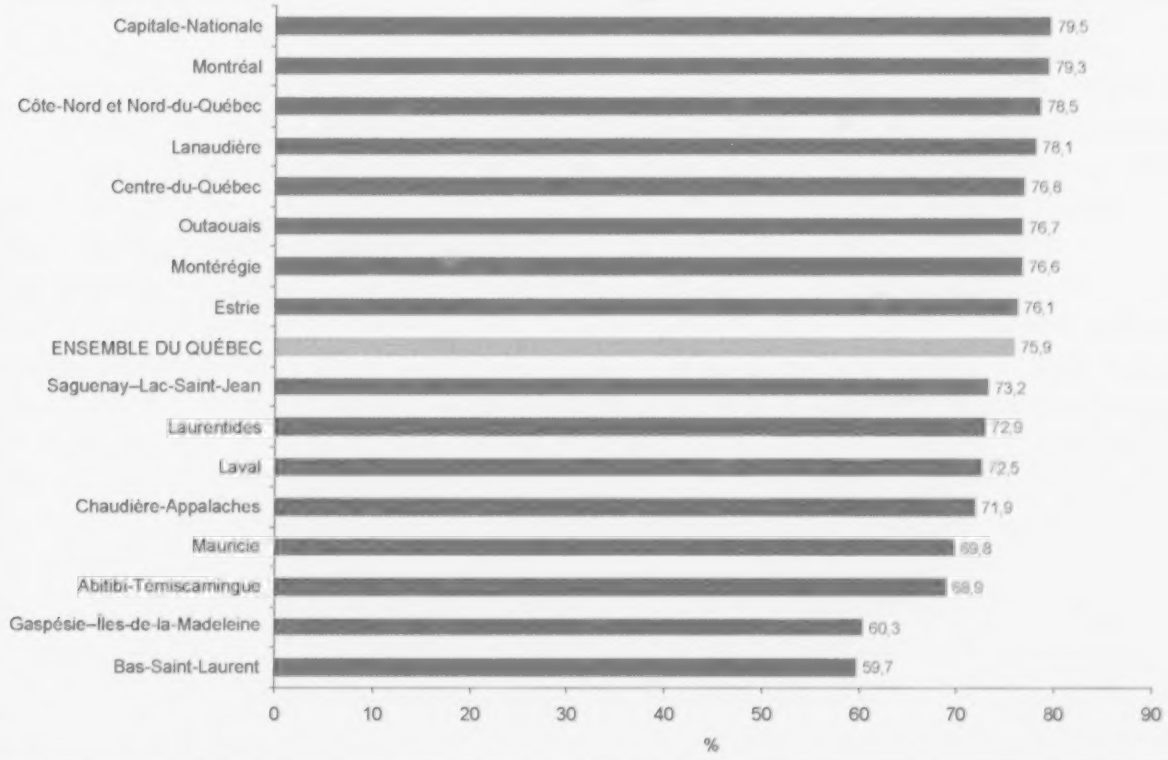
Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2010.

L'utilisation d'Internet à des fins personnelles

Le taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles à partir de n'importe quel endroit est de 75,9 % pour l'ensemble du Québec et de 80,3 % au Canada. Le taux varie entre 59,7 % et 79,5 % selon la région administrative. Les taux les plus élevés s'observent dans les régions de la Capitale-Nationale (79,5 %), de Montréal (79,3 %), de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (78,5 %) et de Lanaudière (78,1 %). Les régions du Centre-du-Québec (76,8 %), de l'Outaouais (76,7 %), de la Montérégie (76,6 %) et de l'Estrie (76,1 %) affichent des taux tout juste supérieurs à celui de l'ensemble du Québec (75,9 %). Suivent, avec des taux inférieurs, les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean (73,2 %), des Laurentides (72,9 %), de Laval (72,5 %) et de Chaudière-Appalaches (71,9 %). Sous la barre des 70 %, viennent ensuite la Mauricie (69,8 %), l'Abitibi-Témiscaminque (68,9 %) et, finalement, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (60,3 %) et le Bas-Saint-Laurent (59,7 %), dont les taux sont nettement inférieurs à ceux des autres régions administratives.

Figure 9.3

Taux d'utilisation d'Internet à partir de n'importe quel endroit, par les individus[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2010



1. Les individus âgés de 16 ans et plus.

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2010.

Dans l'ensemble du Québec, les hommes (77,5 %) utilisent davantage Internet à des fins personnelles à partir de n'importe quel endroit que les femmes (74,4 %). Dans toutes les régions administratives, on observe une différence entre les sexes, parfois à la faveur des hommes, comme dans l'ensemble du Québec, mais parfois à la faveur des femmes, notamment dans les régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de Chaudière-Appalaches, de Lanaudière et de Montérégie (tableau 9.3).

Les taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles à partir du domicile varient nettement moins d'une région administrative à l'autre (écart de 7,8 points de pourcentage) que le taux d'utilisation à partir de n'importe quel endroit. Ainsi, tandis que le taux pour l'ensemble du Québec se situe à 94,3 %, celui le moins élevé s'observe dans la région de la Mauricie (90,5 %) et celui le plus élevé dans la région de Laval (98,3 %). Ces proportions portent sur les internautes, ce qui explique qu'elles soient plus élevées que les taux d'utilisation d'Internet à partir de n'importe quel endroit. Les régions ayant un taux d'utilisation d'Internet au domicile plus élevé que le taux québécois ne sont pas nécessairement les mêmes régions que celles qui se situent au-dessus de la moyenne concernant le taux d'utilisation à partir de n'importe quel endroit (tableau 9.4).

Source de données

L'*Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet* de Statistique Canada a été largement remaniée en 2010. Afin d'être conforme aux standards de l'OCDE, l'enquête est maintenant composée de deux volets distincts. Le volet ménage porte sur le branchement à Internet des ménages ainsi que sur les types de connexion et les modes d'accès. Le volet individu porte, quant à lui, sur l'utilisation d'Internet ainsi que sur les activités en ligne, le commerce électronique et la sécurité informatique. À la suite de ce profond remaniement, les données de l'édition 2010 ne sont pas comparables avec celles des éditions précédentes.

Tableau 9.1

Proportion de ménages ayant accès à Internet à partir du domicile, selon le revenu du ménage[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2010

	30 000 $ et moins[2]	30 000 $ à 50 000 $	50 000 $ à 87 000 $	87 000 $ et plus
		%		
Bas-Saint-Laurent	45,3	67,9	84,4	81,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	54,7	69,3	90,1	97,0
Capitale-Nationale	45,4	75,6	90,3	98,7
Mauricie	39,3	63,0	89,8	92,5
Estrie	38,9	76,0	84,3	97,4
Montréal	58,7	74,5	91,7	100,0
Outaouais	39,9	69,1	87,0	94,8
Abitibi-Témiscamingue	45,8[E]	65,6	79,2	98,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec	F	60,7[E]	84,6	92,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	34,1	64,8	87,9	98,2
Chaudière-Appalaches	35,3	66,9	94,5	93,7
Laval	35,9[E]	70,1	100,0	97,5
Lanaudière	47,8[E]	70,0	81,1	87,3
Laurentides	39,0	68,2	80,3	97,0
Montérégie	41,0	69,5	88,9	96,5
Centre-du-Québec	37,5[E]	77,0	91,9	100,0
Ensemble du Québec	**47,3**	**71,1**	**88,7**	**97,0**

1. La répartition des quartiles est définie en fonction de la distribution de revenu familial de 2009.
2. Les revenus équivalant aux limites des catégories ont été attribués au hasard à l'une des deux catégories de chaque côté de la limite.
E. À utiliser avec prudence. Coefficient de variation se situant entre 16,6 % et 33,3 %.
F. Trop peu fiable pour être publié.

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2010.

Tableau 9.2

Proportion de ménages ayant accès à Internet à partir du domicile, selon le plus haut niveau de scolarité atteint du ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2010

	Études secondaires ou moins	Études collégiales ou certificat universitaire	Diplôme universitaire
	%		
Bas-Saint-Laurent	38,0	73,7	79,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	50,9	79,9	90,6
Capitale-Nationale	47,8	84,1	91,0
Mauricie	31,8	72,4	87,8
Estrie	44,9	73,8	89,8
Montréal	45,5	77,3	91,8
Outaouais	43,5	79,9	92,1
Abitibi-Témiscamingue	44,3	78,9	88,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec	38,4[E]	84,1	92,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32,0[E]	75,0	93,8
Chaudière-Appalaches	36,2	79,6	93,2
Laval	44,0[E]	81,8	93,3
Lanaudière	54,9	77,2	81,0
Laurentides	39,6	74,7	94,4
Montérégie	40,9	79,0	96,1
Centre-du-Québec	F	85,6	99,1
Ensemble du Québec	**43,0**	**78,4**	**91,9**

E. À utiliser avec prudence. Coefficient de variation se situant entre 16,6 % et 33,3 %.
F. Trop peu fiable pour être publié.

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2010.

Tableau 9.3

Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles, à partir de n'importe quel endroit, par les individus[1], selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2010

	Hommes	Femmes
	%	
Bas-Saint-Laurent	56,3	63,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	70,9	75,0
Capitale-Nationale	81,6	77,5
Mauricie	67,4	72,0
Estrie	81,3	71,4
Montréal	83,3	74,6
Outaouais	77,2	76,4
Abitibi-Témiscamingue	70,1	67,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	78,4	78,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	61,3	59,5
Chaudière-Appalaches	71,1	72,8
Laval	81,0	65,3
Lanaudière	73,6	81,8
Laurentides	77,4	68,8
Montérégie	74,9	78,2
Centre-du-Québec	79,7	74,6
Ensemble du Québec	**77,5**	**74,4**

1. Les individus âgés de 16 ans et plus.

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2010.

Tableau 9.4

Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles par les individus[1,2], au domicile, régions administratives et ensemble du Québec, 2010

	%
Bas-Saint-Laurent	94,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	97,3
Capitale-Nationale	96,5
Mauricie	90,5
Estrie	91,7
Montréal	93,7
Outaouais	96,6
Abitibi-Témiscamingue	91,6
Côte-Nord et Nord-du-Québec	96,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	92,3
Chaudière-Appalaches	93,2
Laval	98,3
Lanaudière	90,5
Laurentides	92,3
Montérégie	95,4
Centre-du-Québec	97,2
Ensemble du Québec	**94,3**

1. Dans le calcul des pourcentages, les réponses comme « Ne sais pas », « Non déclaré », ou « Refusé » sont incluses au dénominateur.
2. Les individus âgés de 16 ans et plus utilisant Internet à des fins personnelles.

Source : Statistique Canada, compilation spéciale, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2010.

10. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

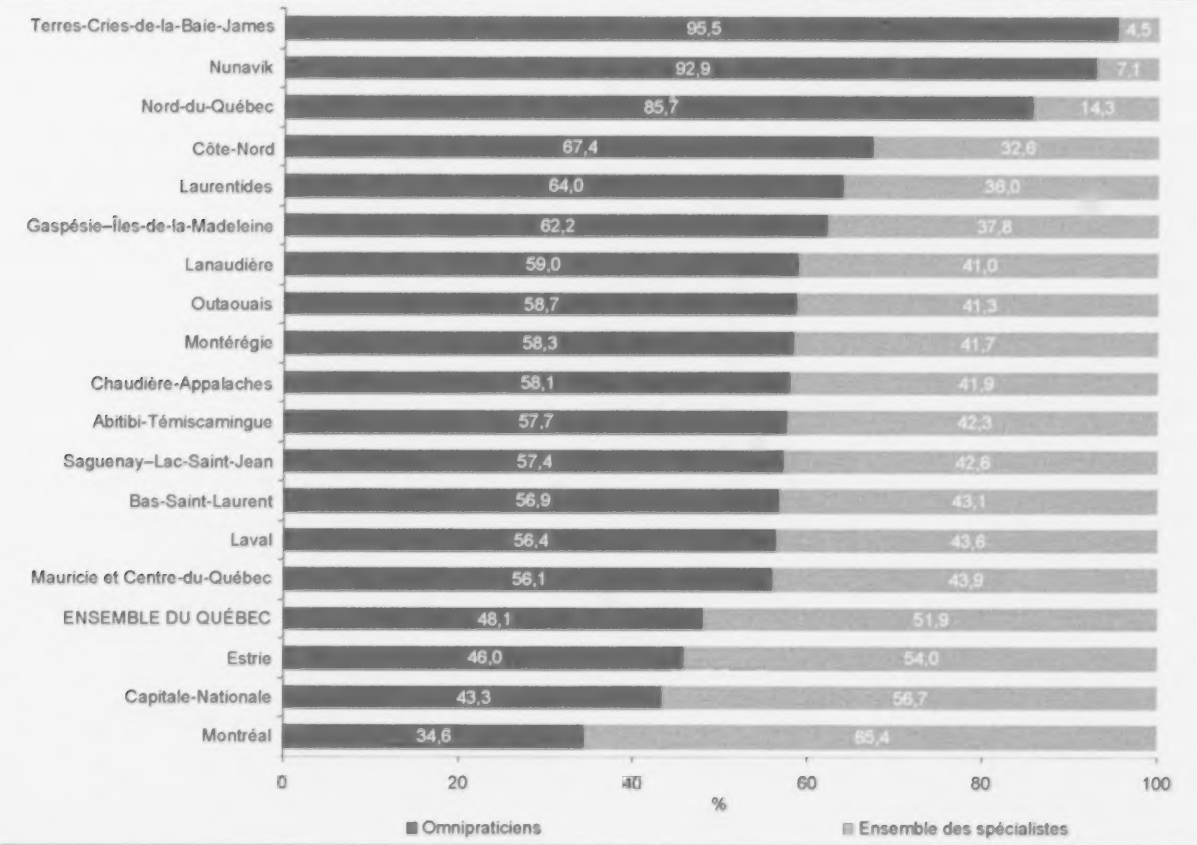
Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires telles que délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005. Il existe deux variations avec le découpage des régions administratives. Pour les régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James. Dans cette section, l'analyse est davantage focalisée sur l'offre de services dans le système de santé au Québec, à savoir le personnel de la santé et les installations sociosanitaires.

Personnel de la santé

En 2009 au Québec, le nombre de médecins a augmenté de 1,5 % et on obtient 213 médecins pour 100 000 habitants (+ 1 point), continuité de la croissance uniforme commencée en 1999. La majorité des régions enregistrent des variations positives similaires au Québec, à l'exception du Nunavik, de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue où sont observées des baisses du nombre et du taux de médecins. Pour ce qui est des chirurgiens-dentistes, ils sont au nombre de 46 pour 100 000 habitants au Québec en 2009 (– 1 point). Là aussi, les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Outaouais se démarquent par une forte décroissance pour le nombre de chirurgiens-dentistes (– 20,0 % et – 12,7 % respectivement). Ces diminutions, combinées avec celles de neuf autres régions, amènent, pour la première fois depuis 2003, un recul du nombre de chirurgiens-dentistes au Québec (– 1,4 %).

Figure 10.1

Proportion des médecins selon la catégorie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009

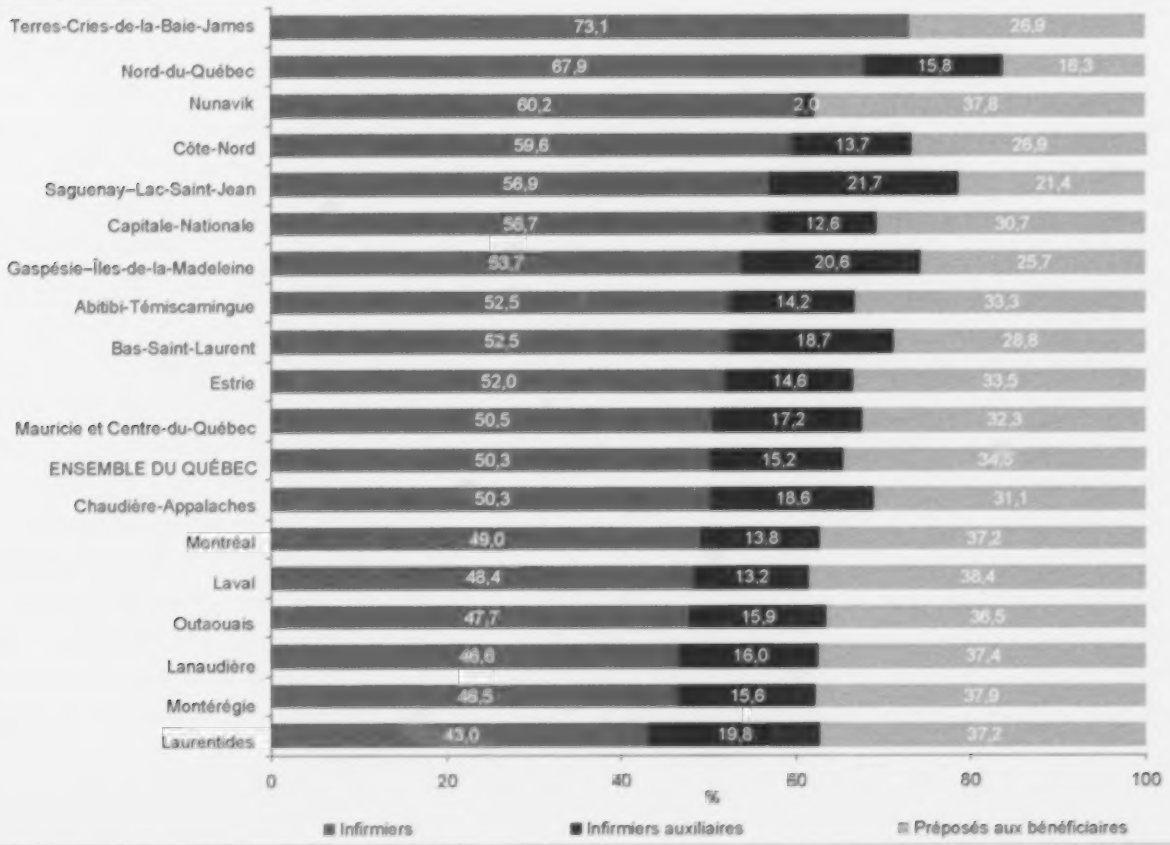


Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

On enregistre au Québec pour le personnel infirmier une augmentation en 2009-2010 de 1,7 %, ce qui poursuit la tendance positive des six dernières années. Cette croissance est plus évidente chez les infirmiers auxiliaires (+ 6,4 %) et les préposés aux bénéficiaires (+ 2,6 %) que chez les infirmiers, puisque leur nombre diminue (– 0,2 %), et ce, pour une deuxième année consécutive. Le Nord-du-Québec, les Terres-Cries-de-la-Baie-James, le Bas-Saint-Laurent et la Côte-Nord, enregistrent un recul du nombre de personnel infirmier (– 0,5 %, – 0,6 %, – 1,0 % et – 1,5 % chacune). Pour le Bas-Saint-Laurent il s'agit par ailleurs d'une deuxième baisse consécutive. Pour 100 000 habitants, on obtient 1 106 personnes directement affectées aux soins pour le Québec (+ 10 points par rapport à 2008-2009). Cinq régions se distinguent avec un recul de leur nombre pour 100 000 habitants, notamment la Capitale-Nationale (– 7 points), la Côte-Nord (– 12 points) et le Bas-Saint-Laurent (– 13 points). À l'inverse, l'Estrie, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et Montréal connaissent une forte croissance supérieure à 15 points.

Figure 10.2

Composition du personnel infirmier, en équivalent temps complet, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2009-2010



Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés, plus de la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux inférieur à celui de la province en 2009-2010 (83,9 %), notamment la Côte-Nord avec 68,5 %. À l'inverse, Laval pointe en tête avec 93,7 %. Six régions ont vu leur taux diminué, en particulier l'Abitibi-Témiscamingue (– 8,7 points de pourcentage). Au niveau provincial, la diminution du taux d'occupation (– 0,1 point) s'accompagne d'un recul du nombre d'usagers (– 1,6 %). Cette baisse du nombre d'usagers, la troisième consécutive, est fortement influencée par les diminutions significatives dans la majorité des régions sociosanitaires, en particulier les Laurentides (– 6,3 %) et la Capitale-Nationale (– 4,8 %). Seules les régions de Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 2,9 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,6 %) de Chaudière-Appalaches (+ 2,5 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 1,7 %) connaissent des augmentations.

Pour la situation dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux d'occupation des lits dressés inférieur à celui de la province en 2009-2010 (97,1 %), notamment le Nord-du-Québec avec 76,3 %. À l'inverse, le taux dans Lanaudière est nettement supérieur avec 99,4 %. En 2009-2010, neuf régions ont vu leur taux régresser, en particulier le Nord du-Québec (– 4,8 points de pourcentage) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 4,6 points). Au niveau provincial, la diminution du taux d'occupation (– 0,7 point) s'inscrit dans le recul du nombre d'usagers (– 1,4 %). Cette baisse du nombre d'usagers est influencée par les décroissances dans la moitié des régions sociosanitaires, surtout dans le Nord-du-Québec (– 20,0 %) et dans le Bas-Saint-Laurent (– 9,0 %), ce qui compense les augmentations du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 8,7 %) et de Chaudière-Appalaches (+ 6,4 %).

Tableau 10.1

Médecins et nombre pour 100 000 personnes[1], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2009

	Médecins					Nombre pour 100 000 personnes				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	n					n pour 100 000 habitants				
Bas-Saint-Laurent	423	432	451	467	473	210	214	224	232	235
Saguenay–Lac-Saint-Jean	486	500	501	518	521	177	182	183	190	192
Capitale-Nationale	1 892	1 906	1 946	1 981	2 014	285	285	289	292	295
Mauricie et Centre-du-Québec	756	777	793	822	849	156	160	163	168	172
Estrie	731	744	752	769	781	244	247	248	253	255
Montréal	5 617	5 617	5 710	5 758	5 829	300	300	304	304	307
Outaouais	517	513	568	594	567	151	149	163	168	159
Abitibi-Témiscamingue	291	299	319	322	319	201	206	220	222	220
Côte-Nord	209	217	226	227	227	216	225	235	237	238
Nord-du-Québec	40	40	40	39	42	261	267	268	265	289
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	249	263	271	278	286	261	276	286	294	302
Chaudière-Appalaches	629	642	644	652	676	159	162	162	163	168
Laval	524	534	531	542	567	142	143	140	141	145
Lanaudière	565	567	592	588	588	133	131	134	130	128
Laurentides	678	699	707	716	716	133	135	134	134	132
Montérégie	1 977	2 002	2 031	2 051	2 122	145	145	145	145	149
Nunavik	39	42	47	45	42	361	383	421	397	364
Terres-Cries-de-la-Baie-James	47	47	46	40	44	333	328	314	267	287
Ensemble du Québec	**15 670**	**15 841**	**16 175**	**16 409**	**16 663**	**207**	**208**	**210**	**212**	**213**

1. Calculé pour l'ensemble des médecins par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

Tableau 10.2

Chirurgiens-dentistes et nombre pour 100 000 personnes[1], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2009

	Chirurgiens-dentistes					Nombre pour 100 000 personnes				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	n					n pour 100 000 habitants				
Bas-Saint-Laurent	61	60	59	61	63	30	30	29	30	31
Saguenay–Lac-Saint-Jean	105	105	107	113	115	38	38	39	41	42
Capitale-Nationale	329	348	349	355	352	49	52	52	52	52
Mauricie et Centre-du-Québec	167	170	166	168	165	34	35	34	34	34
Estrie	115	115	119	121	114	38	38	39	40	37
Montréal	1 235	1 280	1 281	1 283	1 256	66	68	68	68	66
Outaouais	110	109	107	110	96	32	32	31	31	27
Abitibi-Témiscamingue	42	41	42	40	32	29	28	29	28	22
Côte-Nord	33	43	43	43	46	34	45	45	45	48
Nord-du-Québec	3	4	5	5	6	20	27	33	34	41
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22	26	27	29	27	23	27	29	31	29
Chaudière-Appalaches	132	135	138	141	136	33	34	35	35	34
Laval	172	197	202	196	188	47	53	53	51	48
Lanaudière	148	150	149	156	159	35	35	34	35	35
Laurentides	194	190	191	207	206	38	37	36	39	38
Montérégie	549	551	557	536	542	40	40	40	38	38
Nunavik	8	18	22	18	18	74	164	197	159	156
Terres-Cries-de-la-Baie-James	8	28	31	33	32	57	195	212	220	209
Ensemble du Québec	**3 433**	**3 581**	**3 601**	**3 650**	**3 600**	**45**	**47**	**47**	**47**	**46**

1. Calculé pour l'ensemble des chirurgiens-dentistes par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

Tableau 10.3

Personnel infirmier[1], en équivalent temps complet, et taux pour 100 000 personnes[2], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010

	Personnel directement affecté aux soins					Taux pour 100 000 personnes				
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	2 520	2 525	2 527	2 511	2 485	1 250	1 253	1 257	1 248	1 235
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 999	3 059	3 130	3 156	3 203	1 090	1 116	1 146	1 159	1 178
Capitale-Nationale	9 865	10 062	10 255	10 516	10 548	1 484	1 505	1 523	1 551	1 544
Mauricie et Centre-du-Québec	4 971	5 059	5 199	5 375	5 443	1 025	1 040	1 065	1 096	1 105
Estrie	3 725	3 779	3 829	3 942	4 020	1 243	1 255	1 265	1 294	1 312
Montréal	27 094	27 371	27 541	27 789	28 390	1 446	1 461	1 464	1 468	1 494
Outaouais	2 823	2 830	2 815	2 816	2 839	827	821	808	798	795
Abitibi-Témiscamingue	1 632	1 670	1 688	1 688	1 689	1 128	1 153	1 165	1 165	1 165
Côte-Nord	1 015	1 045	1 043	1 084	1 068	1 048	1 082	1 086	1 133	1 121
Nord-du-Québec	167	183	181	185	184	1 089	1 221	1 211	1 255	1 264
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 278	1 280	1 280	1 292	1 322	1 338	1 345	1 351	1 366	1 398
Chaudière-Appalaches	3 809	3 834	3 833	3 886	3 950	964	966	961	969	979
Laval	2 637	2 590	2 676	2 745	2 822	717	695	707	714	723
Lanaudière	2 996	3 062	3 197	3 292	3 396	706	706	723	730	738
Laurentides	3 791	3 854	3 885	3 953	4 051	744	743	738	739	745
Montérégie	9 836	9 859	10 148	10 316	10 557	720	713	727	730	739
Nunavik	226	227	228	236	251	2 092	2 073	2 044	2 080	2 176
Terres-Cries-de-la-Baie-James	148	152	168	176	175	1 048	1 060	1 148	1 175	1 143
Ensemble du Québec	**81 532**	**82 441**	**83 621**	**84 959**	**86 392**	**1 075**	**1 080**	**1 088**	**1 096**	**1 106**

1. En ce qui concerne le personnel infirmier, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars de l'année suivante).
2. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

Tableau 10.4

Nombre de lits dressés et d'usagers[1], soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010

	Lits dressés					Nombre d'usagers				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
	n					n				
Bas-Saint-Laurent	451	455	465	450	442	23 044	23 809	22 080	22 211	21 966
Saguenay–Lac-Saint-Jean	704	718	674	754	738	31 216	33 618	33 126	31 338	32 236
Capitale-Nationale	1 805	1 777	1 754	1 725	1 771	90 634	90 011	88 993	88 394	84 171
Mauricie et Centre-du-Québec	1 036	1 001	986	1 006	1 010	41 218	43 692	43 713	42 858	42 050
Estrie	681	676	676	705	705	31 373	31 175	31 403	32 350	31 999
Montréal	5 714	5 654	5 731	5 692	5 772	221 559	218 977	216 382	220 916	219 517
Outaouais	522	532	506	486	488	28 243	30 290	29 672	30 246	29 623
Abitibi-Témiscamingue	300	299	300	282	310	15 623	12 514	16 872	16 444	16 731
Côte-Nord	218	225	205	211	221	9 424	8 898	8 705	8 403	8 274
Nord-du-Québec	38	38	34	34	34	1 869	2 112	1 979	2 071	2 042
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	257	242	229	224	209	12 887	12 464	11 394	11 980	12 288
Chaudière-Appalaches	496	528	532	532	513	32 845	33 213	32 863	33 218	34 033
Laval	538	544	618	580	552	22 081	22 576	22 945	23 012	22 622
Lanaudière	522	484	514	567	539	29 981	29 431	31 922	25 848	24 913
Laurentides	725	723	711	707	683	43 165	43 152	41 803	40 846	38 281
Montérégie	1 791	1 794	1 759	1 772	1 856	86 611	87 484	87 920	88 228	86 336
Nunavik	..	15	15	..	..	..	1 235	1 235	..	..
Ensemble du Québec	**15 798**	**15 705**	**15 709**	**15 727**	**15 843**	**721 773**	**724 651**	**723 007**	**718 363**	**707 082**

1. En ce qui concerne le nombre d'usagers, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 marsde l'année suivante).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

Tableau 10.5

Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers[1], soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010

	Taux d'occupation					Séjour moyen				
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
	%					jours				
Bas-Saint-Laurent	79,7	77,4	76,1	76,8	77,0	5,7	5,4	5,9	5,7	5,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	77,7	79,1	75,7	73,5	75,7	6,4	6,2	5,6	6,5	6,3
Capitale-Nationale	84,4	83,8	86,1	88,3	88,0	6,1	6,0	6,2	6,3	6,8
Mauricie et Centre-du-Québec	77,4	80,8	80,4	80,5	78,1	7,1	6,8	6,6	6,9	6,8
Estrie	85,5	84,5	86,3	83,7	85,1	6,8	6,7	6,8	6,7	6,8
Montréal	82,4	83,1	82,2	83,3	82,6	7,8	7,8	7,9	7,8	7,9
Outaouais	81,0	81,1	84,6	89,9	92,3	5,5	5,2	5,3	5,3	5,5
Abitibi-Témiscamingue	73,8	75,6	77,7	80,4	71,7	5,2	6,6	5,0	5,0	4,8
Côte-Nord	73,9	66,8	68,9	67,5	68,5	6,2	6,2	5,9	6,2	6,7
Nord-du-Québec	63,3	58,9	66,6	66,3	72,0	4,7	3,9	4,2	4,0	4,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	69,4	70,9	71,8	75,3	82,2	5,1	5,0	5,3	5,1	5,1
Chaudière-Appalaches	88,2	85,6	81,1	83,1	85,7	4,9	5,0	4,8	4,9	4,7
Laval	90,6	91,4	83,9	89,9	93,7	8,1	8,0	8,2	8,3	8,3
Lanaudière	87,5	93,8	87,9	78,4	81,8	5,6	5,6	5,2	6,3	6,5
Laurentides	89,2	89,2	90,7	86,6	83,6	5,5	5,5	5,6	5,5	5,4
Montérégie	89,2	92,1	93,0	92,0	91,5	6,7	6,9	6,8	6,7	7,2
Nunavik	..	69,1	51,3	..	..	..	3,1	2,3	..	..
Ensemble du Québec	**83,3**	**84,1**	**83,6**	**84,0**	**83,9**	**6,7**	**6,6**	**6,6**	**6,7**	**6,9**

1. En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés et le séjour moyen des usagers, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars de l'année suivante).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

Tableau 10.6

Nombre de lits dressés et d'usagers[1], hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010

	Lits dressés					Nombre d'usagers				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
	n					n				
Bas-Saint-Laurent	1 347	1 345	1 238	1 220	1 165	2 179	2 213	2 069	2 093	1 905
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 290	1 285	1 351	1 180	1 330	2 271	2 194	2 147	2 091	2 272
Capitale-Nationale	4 185	4 118	4 068	4 122	4 153	7 032	6 598	6 312	6 641	6 211
Mauricie et Centre-du-Québec	2 745	2 743	2 724	2 705	2 672	4 370	4 491	4 563	4 627	4 627
Estrie	1 604	1 574	1 588	1 553	1 584	3 303	3 094	3 012	2 662	2 692
Montréal	14 461	14 361	13 938	13 603	13 473	24 308	24 446	23 362	23 026	22 286
Outaouais	1 378	1 340	1 372	1 386	1 381	2 602	2 685	2 309	2 229	2 178
Abitibi-Témiscamingue	719	720	725	741	701	1 277	1 431	1 503	1 600	1 638
Côte-Nord	436	427	442	446	435	643	684	668	650	612
Nord-du-Québec	32	32	36	36	36	62	98	118	130	104
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	617	611	588	577	590	955	1 006	1 031	1 104	1 028
Chaudière-Appalaches	2 165	2 209	2 104	2 069	2 096	3 541	3 715	3 593	3 543	3 771
Laval	1 460	1 452	1 450	1 461	1 502	2 497	2 529	2 720	2 788	2 798
Lanaudière	1 667	1 712	1 763	1 789	1 821	2 681	2 993	3 162	3 607	3 405
Laurentides	1 900	1 901	1 905	1 928	1 920	3 422	3 414	3 417	3 509	3 680
Montérégie	5 439	5 371	5 350	5 365	5 336	10 228	10 045	9 758	9 687	9 821
Nunavik	25	10	10	..	..	46	17	21	..	..
Ensemble du Québec	**41 470**	**41 211**	**40 652**	**40 181**	**40 195**	**71 417**	**71 653**	**69 765**	**69 987**	**69 028**

1. En ce qui concerne le nombre d'usagers, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars de l'année suivante).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

Tableau 10.7

Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers[1], hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2005-2006 à 2009-2010

	Taux d'occupation					Séjour moyen				
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
	%					jours				
Bas-Saint-Laurent	95,3	94,4	98,2	94,4	95,7	214,9	209,4	214,5	200,8	213,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	98,3	98,4	93,8	97,0	92,4	203,7	210,4	215,4	199,8	197,4
Capitale-Nationale	97,7	98,2	98,4	97,0	97,4	212,3	223,6	231,6	219,8	237,8
Mauricie et Centre-du-Québec	95,0	97,0	97,7	97,2	96,7	217,8	216,2	213,0	207,4	203,7
Estrie	96,4	95,7	96,1	97,9	96,3	170,8	177,6	184,9	208,5	206,8
Montréal	98,1	98,3	98,5	98,2	97,2	213,0	210,7	214,6	211,7	214,4
Outaouais	97,9	98,1	99,3	96,7	97,5	189,2	178,7	215,4	219,5	225,6
Abitibi-Témiscamingue	94,9	96,9	95,6	93,9	97,7	195,1	177,9	168,4	158,7	152,7
Côte-Nord	93,5	95,8	95,6	96,6	96,6	231,3	218,2	230,9	241,9	250,6
Nord-du-Québec	83,4	90,2	87,0	81,1	76,3	157,0	107,6	96,9	82,0	96,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	91,6	93,6	97,1	97,2	94,5	216,0	207,6	202,2	185,4	197,9
Chaudière-Appalaches	98,0	96,9	98,4	98,6	95,7	218,7	210,2	210,4	210,2	194,1
Laval	97,5	99,5	99,6	98,8	97,3	208,1	208,5	193,7	189,0	190,7
Lanaudière	98,1	98,0	98,2	99,3	99,4	222,7	204,7	199,8	179,7	194,0
Laurentides	97,4	98,8	99,0	98,4	98,4	197,3	200,9	201,4	197,2	187,5
Montérégie	97,8	98,0	97,9	98,3	98,2	189,9	191,2	195,9	198,6	194,8
Nunavik	41,0	98,6	99,5	..	..	81,4	211,6	173,0	..	..
Ensemble du Québec	**97,3**	**97,8**	**98,1**	**97,8**	**97,1**	**206,3**	**205,2**	**208,6**	**204,9**	**206,4**

1. En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés et le séjour moyen des usagers, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars de l'année suivante).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

11. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Les données des diplômés collégiaux et universitaires proviennent du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Au niveau universitaire, les diplômés sont régionalisés grâce à l'utilisation du code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au secondaire. Comme ce code demeure inchangé tout au long de ses études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur.

Formation au collégial : diplômés selon le type de diplômes

Pour la troisième année consécutive, le nombre de diplômés au collégial augmente (+ 4,6 % en 2009). Cette tendance positive est due en grande partie à l'augmentation de 10,1 % des diplômes préuniversitaires depuis 2006 (+ 5,1 % en 2009). Les diplômes techniques ont quant à eux augmenté de 3,6 % sur la même période essentiellement à cause de la croissance connue en 2009 (+ 3,5 %). En ce qui concerne les régions administratives, les Laurentides et le Bas-Saint-Laurent se différencient avec un accroissement du nombre de diplômés au collégial supérieur à 10 % en 2009 (12,4 % et 16,4 % respectivement). À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 6,4 %), la Côte-Nord (– 3,2 %) et la Mauricie (– 0,5 %) se distinguent avec les seules baisses du nombre de diplômés au collégial. Depuis 2006, c'est davantage le Centre-du-Québec (+ 15,6 %) et Laval (+ 18,1 %) qui affichent une croissance constante, alors que le recul observé en 2009 dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord s'inscrit dans une tendance fortement négative (– 16,3 % et – 15,3 %).

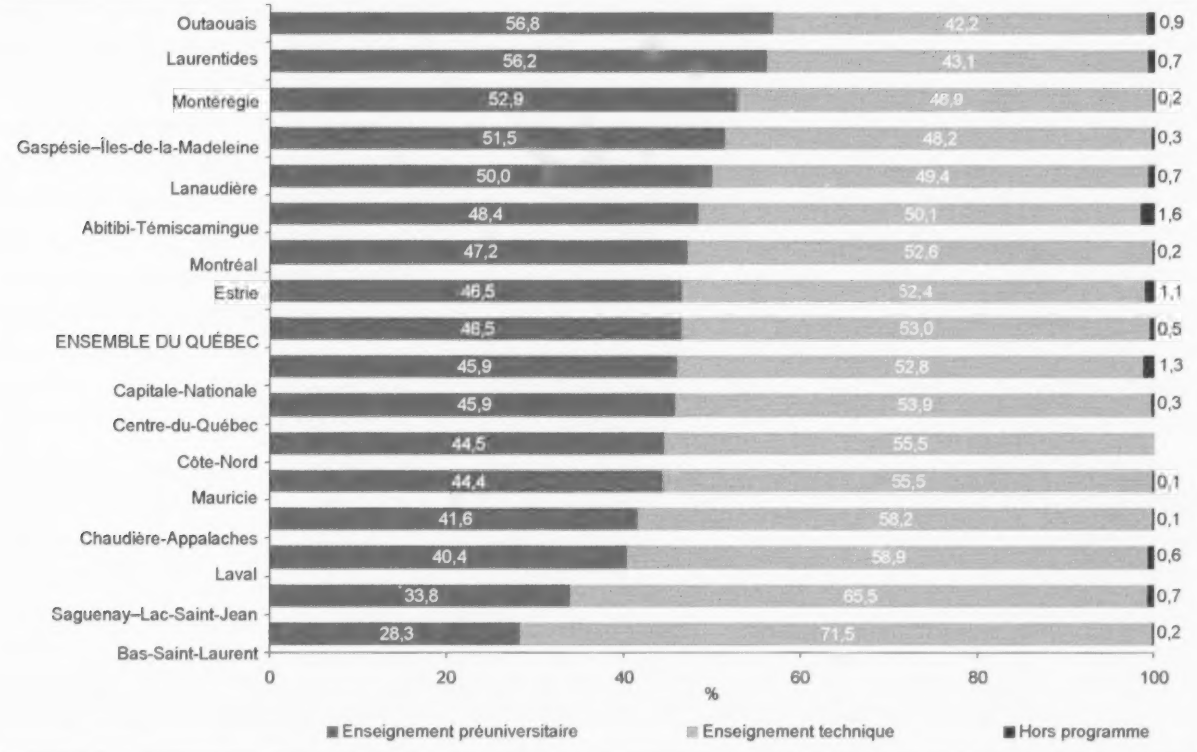
On constate également en 2009 au Québec que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (58,8 % et 40,7 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique. Néanmoins, l'écart entre les deux sexes se réduit par rapport à l'année précédente (18,2 points par rapport à 20,6 points en 2008). Cette diminution est essentiellement due à la faible hausse de 0,4 % des diplômés féminins en formation technique en 2009 associée à la hausse marquée des diplômés masculins en formation technique (+ 8,1 %). Par ailleurs, seulement cinq régions ont une proportion de diplômes collégiaux remis aux femmes supérieure à 60 %, soit les Laurentides (67,1 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (64,7 %), Montréal (63,3 %), l'Outaouais (62,9 %), et Lanaudière (62,6 %).

Les établissements collégiaux de l'ensemble du Québec ont décerné 26 210 diplômes en formation préuniversitaire (46,5 %) et 29 910 diplômes en formation technique (53,0 %) en 2009. Pour une septième année consécutive, l'écart pour les diplômes décernés entre ces deux types de formation se réduit graduellement. Seules les régions de l'Outaouais, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie ont une proportion inverse pour la répartition des diplômes collégiaux, en particulier l'Outaouais (56,8 % de diplômes préuniversitaires pour 42,2 % de diplômes techniques). Le Bas-Saint-Laurent se distingue autant par sa forte proportion de diplômés techniques (71,5 %) que par sa faible part de diplômés préuniversitaires (28,3 %).

Au préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 49,5 % des diplômes décernés et les sciences, 30,4 %. Ces familles de programmes représentent – dans le même ordre – le plus grand nombre de diplômés préuniversitaires, quelle que soit la région au Québec. En ce qui a trait à l'enseignement technique, ce sont les techniques administratives qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 34,3 %, suivies par les techniques humaines, 21,8 %.

Figure 11.1

Proportion de diplômes décernés au collégial par type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

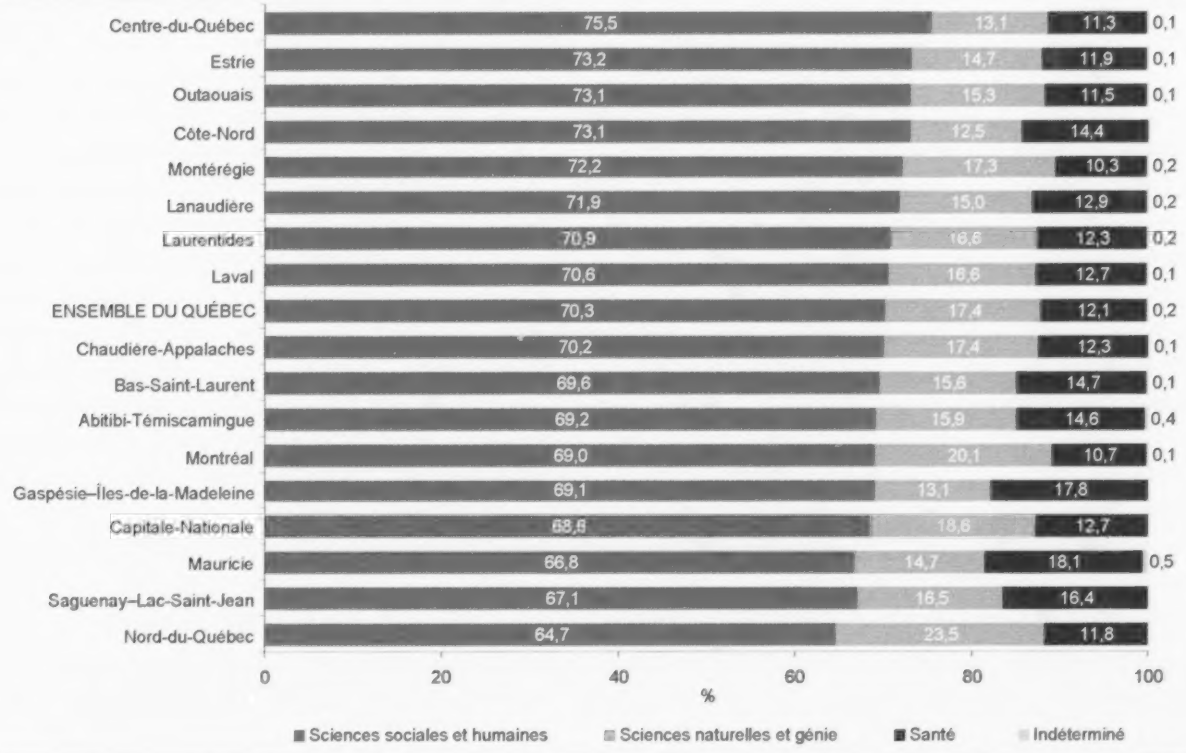
Formation universitaire : diplômés au baccalauréat

Le nombre de diplômés au baccalauréat en 2010 est de 25 908, en hausse de 0,7 % par rapport à 2009, et ce, pour une troisième année consécutive. Cette tendance à la hausse est en grande partie due à l'augmentation de 1 110 diplômés entre 2007 et 2010 du domaine des sciences sociales et humaines (+ 6,5 %), alors que le domaine des sciences naturelles et génie observe une baisse de 518 diplômés (– 10,3 %). Pour la même période, on peut noter la croissance marquée des 822 diplômés féminins (+ 5,3 %), comparativement aux diplômés masculins (+ 0,5 %). D'ailleurs, ces derniers reculent fortement depuis 2008 (– 170).

Au Québec, la vaste majorité des diplômés sont des femmes (62,6 %), ce qui se reflète dans toutes les régions, en particulier dans la Côte-Nord (72,3 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (69,5 %). Au provincial, cette proportion augmente graduellement depuis 2007 (+ 1,2 point). Pour les diplômés masculins, ils sont plus présents en proportion dans le Nord-du-Québec (43,1 %) et Montréal (40,1 %).

Figure 11.2

Proportion de diplômes décernés au baccalauréat par domaine d'études selon la région de résidence au secondaire, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Parmi les domaines d'études, c'est celui des sciences sociales et humaines qui procure le plus de diplômés (70,3 %). Cette proportion est supérieure à 64 % pour toutes les régions administratives, en particulier le Centre-du-Québec (75,5 %) et l'Estrie (73,2 %). La part du domaine de la santé atteint un sommet historique avec 12,1 %, se rapprochant tranquillement de la proportion du domaine des sciences naturelles et génie (17,4 %). Pour le domaine de la santé, c'est la Mauricie qui atteint la meilleure proportion, soit 18,1 %. Quant au domaine des sciences naturelles et génie, c'est le Nord-du-Québec qui possède la plus importante part (23,5 %).

Au régional, les Laurentides se distinguent par une variation positive de 7,9 % en 2010, ce qui maintient la croissance des 10 dernières années. À l'opposé, le Nord-du-Québec (– 19,0 %) et la Côte-Nord (– 13,2 %) font partie des huit régions où le nombre de diplômés s'est amoindri en 2010; il est tout de même à noter que ces deux régions ont de fortes fluctuations de leur nombre de diplômés au baccalauréat depuis 2008.

En 2010, les trois principales universités d'où proviennent les diplômés au baccalauréat au Québec sont, dans l'ordre, l'Université de Montréal (16,4 %), l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal (16,2 % et 14,5 % respectivement). À cet égard, c'est la première fois que l'Université de Montréal passe devant l'Université Laval. Ce changement en tête est principalement dû à la baisse constante de la proportion de l'Université Laval depuis 2006 (– 1,9 point), alors que l'Université de Montréal affiche une proportion stable autour des 16,5 % depuis 2004. La première université anglophone, l'Université Concordia, arrive en quatrième place avec 11,6 %, sa plus forte proportion depuis 2002.

Quand on observe le portrait de la provenance des diplômés pour les régions administratives, hormis l'Outaouais, l'Estrie, Montréal et ses régions avoisinantes, l'Université Laval procure la première ou la deuxième plus grande proportion de diplômés parmi 10 régions au Québec. Laval, Lanaudière et les Laurentides ont des diplômés qui proviennent majoritairement de l'Université de Montréal (31,3 %, 26,3 % et 26,6 % respectivement), alors que l'Université du Québec à Montréal procure la plus grande partie de ses diplômés à la Montérégie (25,0 %). Quant à la région de Montréal, les étudiants au baccalauréat proviennent en majorité de l'Université Concordia (29,3 %). Il est à noter que le réseau universitaire de l'Université du Québec pourvoit lui aussi la majorité des diplômés dans les régions où il possède des antennes, à l'exception de celles de Rimouski et de Montréal.

Tableau 11.1

Nombre de diplômes décernés au collégial par type de formation, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2009

	2006r	2007	2008	2009	2006r	2007	2008	2009	2006r	2007	2008	2009
	Enseignement collégial[1]				Enseignement préuniversitaire				Enseignement technique			
	n											
Bas-Saint-Laurent	1 963	1 998	1 930	2 247	607	617	646	635	1 356	1 381	1 282	1 607
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 782	2 692	2 656	2 739	844	900	896	927	1 938	1 792	1 758	1 793
Capitale-Nationale	6 595	6 523	6 706	6 875	2 886	2 947	2 943	3 159	3 709	3 576	3 725	3 627
Mauricie	1 942	1 990	2 027	2 017	763	792	842	895	1 179	1 198	1 183	1 119
Estrie	2 045	2 002	2 128	2 177	1 011	972	967	1 013	1 034	1 030	1 161	1 141
Montréal	21 200	21 981	22 094	22 860	9 864	10 190	10 420	10 799	11 336	11 791	11 666	12 020
Outaouais	1 288	1 368	1 439	1 480	651	766	768	841	637	602	665	625
Abitibi-Témiscamingue	650	635	689	709	334	323	341	343	316	312	348	355
Côte-Nord	369	380	330	364	190	152	148	162	240	199	228	202
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	430	351	376	309	168	177	150	159	201	203	180	149
Chaudière-Appalaches	1 797	1 653	1 535	1 650	739	713	681	687	1 058	940	854	961
Laval	1 514	1 594	1 702	1 788	541	613	717	723	973	981	983	1 054
Lanaudière	1 404	1 302	1 360	1 485	714	683	728	742	690	619	630	733
Laurentides	2 163	2 081	2 150	2 417	1 124	1 107	1 247	1 358	1 039	974	901	1 042
Montérégie	5 609	5 636	5 765	6 190	2 935	2 889	2 967	3 273	2 674	2 747	2 795	2 902
Centre-du-Québec	932	941	1 003	1 077	434	446	474	494	498	495	529	580
Ensemble du Québec	**52 683**	**53 127**	**53 890**	**56 384**	**23 805**	**24 287**	**24 935**	**26 210**	**28 878**	**28 840**	**28 888**	**29 910**

1. La somme des nombres de diplômes pour les formations préuniversitaire et technique n'égale pas nécessairement le nombre de diplôme de l'enseignement collégial car les diplômes hors programmes ne sont pas présentés.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Tableau 11.2

Nombre de diplômes décernés au collégial par sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2009

	2006r	2007	2008	2009	2006r	2007	2008	2009
	Hommes				Femmes			
	n							
Bas-Saint-Laurent	770	715	783	927	1 193	1 283	1 147	1 320
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 187	1 099	1 029	1 170	1 595	1 593	1 627	1 569
Capitale-Nationale	2 460	2 595	2 593	2 718	4 135	3 928	4 113	4 157
Mauricie	688	681	719	739	1 254	1 309	1 308	1 278
Estrie	780	797	856	870	1 265	1 205	1 272	1 307
Montréal	8 839	9 166	9 058	9 686	12 361	12 815	13 036	13 174
Outaouais	474	567	578	540	814	801	861	940
Abitibi-Témiscamingue	220	256	272	309	430	379	417	400
Côte-Nord	129	141	141	152	301	210	235	212
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	141	123	109	108	228	257	221	201
Chaudière-Appalaches	751	655	615	685	1 046	998	920	965
Laval	636	754	784	861	878	840	918	927
Lanaudière	481	457	480	549	923	845	880	936
Laurentides	751	710	688	784	1 412	1 371	1 462	1 633
Montérégie	2 224	2 334	2 287	2 500	3 385	3 302	3 478	3 690
Centre-du-Québec	368	360	401	448	564	581	602	629
Ensemble du Québec	**20 899**	**21 410**	**21 393**	**23 046**	**31 784**	**31 717**	**32 497**	**33 338**

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Tableau 11.3

Diplômés au baccalauréat par sexe selon la région de résidence au secondaire[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2010

	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
	Total[2]				Hommes				Femmes			
	n											
Bas-Saint-Laurent	769	703	699	716	246	239	235	251	523	464	464	465
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 167	1 143	1 104	1 173	475	399	443	424	692	744	661	749
Capitale-Nationale	2 430	2 636	2 549	2 398	1 022	1 033	989	936	1 408	1 603	1 560	1 462
Mauricie	898	900	880	853	343	323	343	302	555	577	537	551
Estrie	988	945	1 010	956	371	341	365	352	617	604	645	604
Montréal	5 967	6 270	6 342	6 436	2 414	2 620	2 570	2 581	3 553	3 650	3 772	3 855
Outaouais	612	701	721	754	228	239	254	263	384	462	467	491
Abitibi-Témiscamingue	495	524	544	542	166	161	185	178	329	363	359	364
Côte-Nord	309	251	304	264	106	96	110	73	203	155	194	191
Nord-du-Québec	65	50	63	51	22	20	19	22	43	30	44	29
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	258	279	257	259	83	92	98	79	175	187	159	180
Chaudière-Appalaches	1 487	1 544	1 493	1 498	535	565	539	553	952	979	954	945
Laval	1 198	1 185	1 306	1 350	470	495	484	508	728	690	822	842
Lanaudière	1 095	1 152	1 266	1 250	410	428	455	434	685	724	811	816
Laurentides	1 228	1 247	1 336	1 442	423	438	489	493	805	809	847	949
Montérégie	4 725	4 842	4 699	4 856	1 805	1 863	1 775	1 819	2 920	2 985	2 924	3 037
Centre-du-Québec	782	710	715	693	294	260	243	219	488	450	472	474
Indéterminé	548	508	438	417	237	243	187	201	311	265	251	216
Ensemble du Québec	**25 021**	**25 596**	**25 726**	**25 908**	**9 650**	**9 855**	**9 783**	**9 688**	**15 371**	**15 741**	**15 943**	**16 220**

1. La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au niveau secondaire, comme ce code demeure inchangé tout au long de leurs études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur.
2. Le total des diplômes au baccalauréat inclut les diplômés dans les domaines d'études de la santé, des sciences naturelles et génie, et des sciences sociales et humaines, ainsi que ceux dont le domaine d'études est indéterminé.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Tableau 11.4

Diplômés au baccalauréat par domaine d'études selon la région de résidence au secondaire[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2010

	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
	Santé				Sciences naturelles et génie				Sciences sociales et humaines			
	n											
Bas-Saint-Laurent	113	112	125	105	152	106	140	112	504	485	433	498
Saguenay–Lac-Saint-Jean	184	181	181	192	204	211	200	194	779	751	722	787
Capitale-Nationale	282	311	311	305	522	568	495	447	1 626	1 756	1 742	1 645
Mauricie	132	160	140	154	175	141	159	125	591	599	580	570
Estrie	103	102	134	114	189	173	151	141	696	670	725	700
Montréal	610	585	706	690	1 238	1 255	1 196	1 295	4 116	4 426	4 435	4 444
Outaouais	51	70	84	87	105	98	97	115	456	532	540	551
Abitibi-Témiscamingue	57	66	73	79	89	90	81	86	349	368	389	375
Côte-Nord	44	31	39	38	58	47	51	33	207	173	214	193
Nord-du-Québec	14	7	13	6	13	6	10	12	38	37	40	33
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	44	46	26	46	51	47	46	34	163	186	185	179
Chaudière-Appalaches	198	211	196	185	314	316	264	261	974	1 015	1 031	1 051
Laval	111	123	139	171	249	260	218	224	837	802	945	953
Lanaudière	130	137	160	161	221	203	211	187	744	812	893	899
Laurentides	131	116	156	178	231	210	218	239	865	919	959	1 022
Montérégie	510	469	459	501	972	1 022	871	839	3 243	3 351	3 365	3 506
Centre-du-Québec	98	97	80	78	140	128	127	91	544	484	508	523
Indéterminé	60	41	45	43	112	114	83	82	376	352	308	289
Ensemble du Québec	**2 872**	**2 865**	**3 067**	**3 133**	**5 035**	**4 995**	**4 618**	**4 517**	**17 108**	**17 718**	**18 014**	**18 218**

1. La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au niveau secondaire, comme ce code demeure inchangé tout au long de leurs études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

12. Culture et communications

par Martin Tétu, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Le cinéma est populaire partout ou presque au Québec; toutefois, des particularités régionales existent. En effet, certains facteurs économiques et culturels influencent l'exploitation cinématographique selon les régions. Une comparaison entre elles permet d'illustrer ce qui les rapproche et les distingue sur le plan de la consommation du cinéma.

Cette analyse sommaire présente les résultats de l'*Enquête sur les projections cinématographiques*, qui compile depuis 1975 des données sur l'exploitation des films ayant reçu un visa de la Régie du cinéma et diffusés par un établissement détenteur d'un permis d'exploitant délivré par la Régie. En 2011, l'enquête a recueilli des données auprès de 118 établissements actifs au Québec, soit 110 cinémas et 8 ciné-parcs.

Fréquentation, prix du billet et nombre d'écrans

Le premier constat relatif à l'exploitation cinématographique concerne la répartition de l'assistance, qui varie beaucoup selon les régions (tableau 12.1). D'abord, l'assistance fluctue logiquement d'une région à l'autre selon la taille de la population (par exemple 311 392 entrées comptabilisées dans le Bas-Saint-Laurent, comparativement à 6 551 922 à Montréal en 2011). Le deuxième constat a trait au nombre d'entrées par habitant, fluctuant lui aussi selon les régions. La Capitale-Nationale affiche le plus élevé, soit 3,6, suivie de Montréal (3,3) et de l'Estrie (3,0). La moyenne québécoise se situe à 2,8 entrées par habitant pour 2011.

Plusieurs paramètres influencent la fréquentation des cinémas, notamment le nombre d'écrans implantés dans une région. Cependant, le nombre d'écrans n'est pas toujours proportionnel à la consommation de cinéma à un endroit donné. En effet, certaines régions possèdent un nombre d'écrans parmi les plus élevés en valeur relative (par 100 000 habitants) mais une assistance par habitant moindre que d'autres régions (ex. : Bas-Saint-Laurent). Les grands centres urbains que sont Montréal et Québec, sous cet angle, se distinguent nettement par une consommation plus intensive de cinéma par habitant.

Le prix moyen d'un billet de cinéma varie aussi beaucoup entre régions. La moyenne globale de 2011 se situe à 7,98 $. Or, dans 11 régions sur 17, le prix moyen est inférieur à cette moyenne québécoise. Dans certaines régions, le coût du billet est sous la moyenne de façon marquée, notamment en Estrie (6,34 $) et dans le Bas-Saint-Laurent (7,09 $). Les régions de Lanaudière (8,35 $) et de Montréal (8,31 $) ont un prix moyen du billet clairement supérieur à la moyenne.

Origine des films et langue de projection

La répartition de l'assistance selon l'origine des films fait ressortir des caractéristiques culturelles intéressantes (tableau 12.2). D'abord, il est manifeste que les films états-uniens prédominent. En 2011, dans la grande majorité des régions, plus de 70 % de l'assistance par région a été réalisée par les films provenant des États-Unis, pour une moyenne de 77,1 % à la grandeur du Québec. Les films québécois sont populaires à peu près partout : la part d'assistance réalisée par ces films dépasse les 11,0 % dans la plupart des régions, atteignant jusqu'à 24,0 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. À l'inverse, la région de Montréal affiche un portrait différent avec une part d'assistance de 7,1 % pour les films québécois. Pour l'ensemble du Québec, cette part se situe à 10,7 %. Quant aux films d'autres origines (hors États-Unis et Québec), ils sont surtout populaires dans les régions de la Capitale-Nationale et de Montréal, avec des parts de plus de 15 % d'assistance.

Enfin, les grands succès sont souvent les mêmes d'une région à l'autre, *Harry Potter et les reliques de la mort (2e partie)* et *Les Schtroumpfs* s'échangeant les deux premières positions des palmarès régionaux de 2011 (tableau 12.3). C'est la présence, ou non, de films québécois qui distingue les palmarès régionaux : toutes les régions comptent au moins un – voire deux ou trois – films québécois parmi leurs dix films les plus populaires, sauf Montréal et Laval qui n'en ont aucun. On note une particularité locale en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où le film québécois *La peur de l'eau* domine le palmarès. Le film, tourné dans cette région, y a été diffusé en primeur en 2011.

En ce qui concerne la langue des films, on remarque que dans la très grande majorité des régions, les spectateurs ont vu des films projetés en français (tableau 12.4). L'assistance dans une langue autre que le français (essentiellement en anglais[1]) représente moins de 1 % dans la plupart des régions. Notable exception, dans la région de Montréal, l'assistance en français ne représente que 37,7 % de l'assistance totale.

En résumé, les régions possèdent un poids fort différent relativement à l'exploitation des films, Montréal et Québec ressortant du lot avec une part d'assistance plus importante que leur part de population (soit 40,0 % pour une part de population de 33,3 %). De plus, le poids démographique important de Montréal (24,5 %) a une certaine influence sur les résultats d'exploitation globaux. Dans l'ensemble du Québec, les films états-uniens dominent. Les films québécois, de leur côté, sont populaires dans la grande majorité des régions (à plus de 12 % d'assistance), sauf dans celle de Montréal (7,1 %). Enfin, les grands succès ont tendance à être les mêmes, avec certaines particularités régionales relatives à l'attractivité des films québécois.

Quant à la langue de projection, ce sont surtout des films en langue française (version originale ou doublée) auxquels les spectateurs assistent, sauf à Montréal où les films en anglais prédominent clairement.

Tableau 12.1

Assistance des établissements cinématographiques, prix moyen et nombre d'écrans par 100 000 habitants, régions administratives et ensemble du Québec, 2011[1]

Régions	Population[2]		Assistance		Entrée/hab.	Prix moyen	Nombre d'écrans par 100 000 hab.
	n	%	n	%	n	$	n
Bas-Saint-Laurent	200 462	2,5	311 392	1,4	1,6	7,09	12,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	273 461	3,4	492 121	2,2	1,8	8,24	8,4
Capitale-Nationale	701 204	8,8	2 555 942	11,5	3,6	7,91	7,7
Mauricie	262 340	3,3	610 428	2,7	2,3	7,55	10,7
Estrie	312 150	3,9	948 772	4,3	3,0	6,34	11,2
Montréal	1 958 257	24,5	6 551 922	29,4	3,3	8,31	10,1
Outaouais	368 181	4,6	x	x	x	7,98	9,8
Abitibi-Témiscamingue	146 419	1,8	272 972	1,2	1,9	7,44	11,6
Côte-Nord	95 802	1,2	x	x	x	7,44	7,3
Nord-du-Québec	42 330	0,5	x	x	x	4,29	2,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	93 130	1,2	40 426	0,2	0,4	6,65	6,4
Chaudière-Appalaches	406 401	5,1	585 274	2,6	1,4	7,21	7,4
Laval	403 744	5,1	x	x	x	7,93	8,4
Lanaudière	469 916	5,9	1 174 590	5,3	2,5	8,35	7,9
Laurentides	555 614	7,0	1 607 084	7,2	2,9	8,07	12,1
Montérégie	1 456 743	18,3	3 878 415	17,4	2,7	8,04	10,2
Centre-du-Québec	233 509	2,9	x	x	x	7,71	11,6
Ensemble du Québec	**7 979 663**	**100,0**	**22 251 015**	**100,0**	**2,8**	**7,98**	**9,7**

1. Du 31 décembre 2010 au 29 décembre 2011.
2. Les données sur la population du Québec proviennent du tableau *Estimation de la population des régions administratives, 1er juillet des années 1986, 1991, 1996, 2001 et 2006 à 2011 (découpage géographique au 1er juillet 2011)*, consultable sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec, [En ligne] : http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/dons_regnl/regional/ra_total.htm (page consultée le 29 mai 2012).

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Les langues autres que le français et l'anglais représentent moins de 1 % des projections annuellement.

Tableau 12.2

Assistance selon le pays d'origine des films[1] et la région administrative de projection, ensemble du Québec, 2011[2]

Régions	Assistance Québec[3]		Assistance États-Unis		Assistance Autres		Assistance Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	48 885	15,7	225 738	72,5	36 769	11,8	311 392	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	64 139	13,0	376 951	76,6	51 031	10,4	492 121	100,0
Capitale-Nationale	312 791	12,2	1 841 935	72,1	401 216	15,7	2 555 942	100,0
Mauricie	86 016	14,1	459 661	75,3	64 751	10,6	610 428	100,0
Estrie	x	x	x	x	x	x	943 244	100,0
Montréal	463 355	7,1	5 094 470	77,8	994 097	15,2	6 551 922	100,0
Outaouais	x	x	x	x	x	x	992 913	100,0
Abitibi-Témiscamingue	36 280	13,3	210 431	77,1	26 261	9,6	272 972	100,0
Côte-Nord	x	x	x	x	x	x	119 153	100,0
Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x	1 487	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9 704	24,0	25 942	64,2	4 780	11,8	40 426	100,0
Chaudière-Appalaches	68 690	11,7	470 143	80,3	46 441	7,9	585 274	100,0
Laval	x	x	x	x	x	x	1 519 173	100,0
Lanaudière	135 013	11,6	931 125	79,8	100 057	8,6	1 166 195	100,0
Laurentides	189 287	12,0	1 250 447	79,3	136 177	8,6	1 575 911	100,0
Montérégie	467 222	12,2	2 984 369	77,6	393 068	10,2	3 844 659	100,0
Centre-du-Québec	x	x	x	x	55 733	9,6	583 200	100,0
Ensemble du Québec	**2 364 820**	**10,7**	**17 095 472**	**77,1**	**2 706 120**	**12,2**	**22 166 412**	**100,0**

1. Relativement aux programmes simples et à ceux de plus d'un film ayant le même pays d'origine.
2. Du 31 décembre 2010 au 29 décembre 2011.
3. Les films classés « Québec » incluent au moins un des critères suivants : 1) production ayant reçu un crédit d'impôt du Québec ou une subvention de la SODEC; 2) coproduction majoritaire d'une maison de production québécoise; 3) coproduction de l'ONF avec un producteur québécois; 4) en l'absence d'un des trois critères précédents, adresse postale de la maison de production étant située au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.3

Palmarès[1] des films[2] les plus populaires[3], régions administratives et ensemble du Québec, 2011[4]

Rang	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean
1	Les Schtroumpfs	Les Schtroumpfs
2	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)
3	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)
4	Rapides et dangereux 5	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence
5	Les aventures de Tintin	Les aventures de Tintin
6	Le sens de l'humour	Rapides et dangereux 5
7	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence	Le sens de l'humour
8	Starbuck	Les bagnoles 2
9	Les bagnoles 2	Starbuck
10	Gerry	Transformers 3 : La face cachée de la Lune
	Capitale-Nationale	Mauricie
1	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)
2	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence	Les Schtroumpfs
3	Les Schtroumpfs	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)
4	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)	Rapides et dangereux 5
5	Les aventures de Tintin	Le sens de l'humour
6	Les bagnoles 2	Les aventures de Tintin
7	Le discours du roi	Starbuck
8	Rapides et dangereux 5	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence
9	Starbuck	Les bagnoles 2
10	Le sens de l'humour	Gerry
	Estrie	Montréal
1	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)
2	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)	Transformers 3 : La face cachée de la Lune
3	Les Schtroumpfs	Lendemain de veille 2
4	Rapides et dangereux 5	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)
5	Les aventures de Tintin	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence
6	Starbuck	Rapides et dangereux 5
7	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence	Le discours du roi
8	Lendemain de veille 2	Les Schtroumpfs
9	Le sens de l'humour	Les aventures de Tintin
10	Transformers 3 : La face cachée de la Lune	La montée de la planète des singes (version G)
	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue
1	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)	Les Schtroumpfs
2	Les Schtroumpfs	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)
3	Les aventures de Tintin	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)
4	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)	Rapides et dangereux 5
5	Rapides et dangereux 5	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence
6	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence	Le sens de l'humour
7	Starbuck	Les aventures de Tintin
8	Transformers 3 : La face cachée de la Lune	Les bagnoles 2
9	Le sens de l'humour	Transformers 3 : La face cachée de la Lune
10	Lendemain de veille 2	Starbuck

Tableau 12.3 (suite)

Palmarès[1] des films[2] les plus populaires[3] selon les régions administratives, Québec, 2011[4]

Rang	Côte-Nord	Nord-du-Québec
1	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)	Les Schtroumpfs
2	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)	Le sens de l'humour
3	Les Schtroumpfs	Les bagnoles 2
4	Les aventures de Tintin	Hop
5	Les bagnoles 2	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence
6	Le sens de l'humour	Kung Fu Panda 2
7	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence	Raiponce
8	Transformers 3 : La face cachée de la Lune	Histoire de dauphin
9	Starbuck	Gnoméo et Juliette
10	Rapides et dangereux 5	Rapides et dangereux 5
	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches
1	La peur de l'eau	Les Schtroumpfs
2	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)	Rapides et dangereux 5
3	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)
4	Rapides et dangereux 5	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)
5	Les aventures de Tintin	Lendemain de veille 2
6	Les Schtroumpfs	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence
7	Gerry	Le sens de l'humour
8	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence	Transformers 3 : La face cachée de la Lune
9	Lance et compte	Les bagnoles 2
10	Le sens de l'humour	Les aventures de Tintin
	Laval	Lanaudière
1	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)
2	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)	Les Schtroumpfs
3	Les Schtroumpfs	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)
4	Les aventures de Tintin	Rapides et dangereux 5
5	Transformers 3 : La face cachée de la Lune	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence
6	Rapides et dangereux 5	Les aventures de Tintin
7	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence	Starbuck
8	Lendemain de veille 2	Transformers 3 : La face cachée de la Lune
9	Méchant menteur	Le sens de l'humour
10	La montée de la planète des singes (version G)	Les bagnoles 2
	Laurentides	Montérégie
1	Les Schtroumpfs	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)
2	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)	Les Schtroumpfs
3	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)
4	Rapides et dangereux 5	Les aventures de Tintin
5	Les aventures de Tintin	Rapides et dangereux 5
6	Transformers 3 : La face cachée de la Lune	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence
7	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence	Starbuck
8	Starbuck	Transformers 3 : La face cachée de la Lune
9	Le sens de l'humour	Le sens de l'humour
10	Le gardien du zoo	Les bagnoles 2

Tableau 12.3 (suite)

Palmarès[1] des films[2] les plus populaires[3], régions administratives et ensemble du Québec, 2011[4]

Rang	Centre-du-Québec	Ensemble du Québec
1	Les Schtroumpfs	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)
2	Harry Potter et les reliques de la mort (2ième partie)	Les Schtroumpfs
3	Rapides et dangereux 5	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)
4	La saga Twilight : Révélation (Partie 1)	Rapides et dangereux 5
5	Les bagnoles 2	Les aventures de Tintin
6	Le sens de l'humour	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence
7	Pirates des Caraïbes - La fontaine de Jouvence	Transformers 3 : La face cachée de la Lune
8	Starbuck	Lendemain de veille 2
9	Les aventures de Tintin	Starbuck
10	Transformers 3 : La face cachée de la Lune	Les bagnoles 2

1. Le palmarès inclut uniquement les données d'exploitation des films en 2011.
2. Films présentés en programme simple seulement.
3. La popularité des films est définie selon le nombre d'assistance.
4. Du 31 décembre 2010 au 29 décembre 2011.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.4

Assistance dans les cinémas selon la langue des films et la région administrative de projection, ensemble du Québec, 2011[1]

	Français		Langue autre que le français		Total	
	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	310 509	99,7	883	0,3	311 392	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	490 223	99,6	1 898	0,4	492 121	100,0
Capitale-Nationale	x	x	x	x	x	x
Mauricie	x	x	x	x	x	x
Estrie	849 108	92,8	65 818	7,2	914 926	100,0
Montréal	2 468 487	37,7	4 083 435	62,3	6 551 922	100,0
Outaouais	x	x	x	x	x	x
Abitibi-Témiscamingue	268 043	98,2	4 929	1,8	272 972	100,0
Côte-Nord	x	x	x	x	x	x
Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	40 088	99,2	338	0,8	40 426	100,0
Chaudière-Appalaches	x	x	x	x	x	x
Laval	x	x	x	x	x	x
Lanaudière	1 129 475	99,7	3 032	0,3	1 132 507	100,0
Laurentides	1 301 894	95,8	56 983	4,2	1 358 877	100,0
Montérégie	x	x	x	x	x	x
Centre-du-Québec	x	x	x	x	x	x
Ensemble du Québec	**15 879 385**	**73,1**	**5 852 750**	**26,9**	**21 732 135**	**100,0**

1. Du 31 décembre 2010 au 29 décembre 2011.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

13. Statistiques par MRC et TE

Cette section du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE). Au Québec, on peut remarquer la présence de 87 MRC et 17 TE. L'accent a été mis sur l'étude de trois thématiques bien spécifiques et interreliées qui sont la démographie, le revenu personnel disponible et le taux de travailleurs.

Il est à noter que pour le TE d'Eeyou Istchee, le toponyme est provisoire et désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec[1]; conséquemment, un nouveau toponyme officiel est à venir. Également, les variables sont analysées suivant le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2011 pour la démographie, tandis que pour le revenu personnel disponible et le taux de travailleurs, l'analyse est faite selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2010[2]. Aussi, il importe de mentionner le cas unique des régions administratives de Montréal et Laval qui sont respectivement composées d'un TE identique au territoire régional.

L'intérêt d'une analyse à l'échelle supralocale réside dans la comparaison qui est effectuée entre des territoires d'une même région ou d'une région limitrophe. En effet, la conception de ce type d'étude permet, par exemple, d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative, ou bien même de faire ressortir les territoires supralocaux qui se démarquent de par leur situation.

13.1 Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

La présente section se veut un complément du chapitre 2, dans laquelle nous avons abordé l'évolution démographique récente dans les différentes régions administratives. Parmi les principaux faits saillants, rappelons le maintien d'un taux d'accroissement relativement élevé dans les régions adjacentes à Montréal et en Outaouais, ainsi que l'amélioration notable du bilan démographique des régions éloignées[3]. Pour enrichir ce portrait, nous cherchons ici à faire ressortir quelques tendances à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE). Les taux d'accroissement annuel moyen entre 2006 et 2011 sont illustrés par grande catégorie sur la carte 13.1.1, tandis que le tableau 13.1.1 présente les données détaillées en les comparant aux résultats des périodes 1996-2001 et 2001-2006.

En moyenne, la population du Québec a crû à un taux annuel de 8,9 pour mille au cours de la période 2006-2011. En comparaison, 13 MRC ont connu une forte croissance, avec des taux d'accroissement d'au moins 15 pour mille. La majorité d'entre elles ont en commun d'être situées en périphérie d'un grand centre urbain, de Montréal dans plusieurs cas, mais aussi de Québec et de Gatineau. Ces MRC apparaissent attractives pour les jeunes familles et les couples en âge d'avoir des enfants. Ceci se traduit par des gains migratoires importants chez les 25-44 ans et chez les moins de 15 ans, qui se font principalement au détriment de la municipalité centrale.

Parmi les 13 MRC à forte croissance en 2006-2011, huit sont situées à proximité de Montréal. Dans la région des Laurentides, Mirabel (+ 29,7 pour mille) et La Rivière-du-Nord (+ 22,7 pour mille) font partie de ce groupe. Dans Lanaudière, c'est le cas des MRC des Moulins (+ 24,6 pour mille) et de Montcalm (+ 17,0 pour mille). Laval affiche également un taux d'accroissement

1. Ce territoire géostatistique comprend les réserves autochtones cries (Terres réservées aux Cris) et les municipalités de village cri (VC), ainsi que l'établissement amérindien de Oujé-Bougoumou.
2. À partir du 12 février 2011, le nom de la MRC de Lajemmerais dans la région de la Montérégie a changé pour celui de la MRC de Marguerite-D'Youville. Aussi, depuis le 7 juillet 2010, le TE de la Basse-Côte-Nord dans la région de la Côte-Nord est devenue la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent. Son territoire reprend celui occupé par l'ancien TE en y ajoutant le TNO de Petit- Mécatina.
3. À des fins d'analyse, des régions partageant certaines caractéristiques démographiques, notamment en ce qui concerne la migration interrégionale, sont parfois regroupées. Le groupe des régions adjacentes à Montréal comprend Laval, Lanaudière, les Laurentides et la Montérégie. Le groupe des régions dites éloignées comprend le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec.

élevé (+ 16,1 pour mille), tandis que la Montérégie compte trois MRC à forte croissance, soit Vaudreuil-Soulanges (+ 24,0 pour mille), Rouville (+ 15,2 pour mille) et Roussillon (+ 15,0 pour mille). L'accroissement de Montréal, alimenté par l'immigration, mais atténué par les départs vers ses couronnes nord et sud, est plutôt semblable à la moyenne québécoise, à 8,8 pour mille.

Dans la région de la Capitale-Nationale, la dynamique migratoire centre-périphérie explique grandement la vigueur démographique de la MRC de La Jacques-Cartier, au nord de Québec. De toutes les MRC du Québec, elle est celle où la croissance a été la plus rapide en 2006-2011, son taux d'accroissement annuel moyen s'élevant à 32,9 pour mille. Sa voisine, La Côte-de-Beaupré (+ 16,0 pour mille), profite aussi de la proximité de Québec, qui connaît pour sa part une croissance plus modérée, à 8,4 pour mille.

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des MRC et TE entre 2006 et 2011. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Un profil semblable s'observe finalement en Outaouais, où la MRC des Collines-de-l'Outaouais, qui jouxte Gatineau, affiche un taux d'accroissement annuel moyen élevé, à 30,3 pour mille. La croissance de Gatineau est moindre, à 13,7 pour mille. Contrairement à Québec et Montréal, Gatineau affiche toutefois un taux d'accroissement supérieur à la moyenne québécoise. Ceci s'explique notamment par le fait que Gatineau exerce une force d'attraction suffisante auprès des jeunes couples et familles des autres régions du Québec pour compenser les départs vers sa périphérie.

Eeyou Istchee (+ 20,3 pour mille) et Kativik (+ 16,4 pour mille), dans le Nord-du-Québec, complètent la liste des 13 MRC et TE à croissance élevée en 2006-2011. Ces deux territoires se distinguent toutefois des MRC mentionnées précédemment, puisque leur expansion démographique repose non pas sur leur force d'attraction, mais sur une fécondité beaucoup plus élevée que la moyenne québécoise.

À l'opposé, la population s'est réduite dans 43 des 104 MRC entre 2006 et 2011. Dans une majorité d'entre elles, soit 27 sur 43, l'ampleur des pertes annuelles varie entre – 0,1 et – 4,9 pour mille, tandis que 16 autres enregistrent un déclin plus prononcé de leur population, d'au moins 5 pour mille. Soulignons que la plupart des MRC décroissantes sont déficitaires dans leurs échanges migratoires internes. On retrouve aussi dans ce groupe des MRC où la population est assez âgée et qui affichent un accroissement naturel négatif, les décès y étant plus nombreux que les naissances.

Si on se concentre sur les 16 MRC où le déclin est le plus rapide, on note qu'elles se retrouvent majoritairement dans les régions dites éloignées. Trois d'entre elles sont situées sur la Côte-Nord, dont La Haute-Côte-Nord (– 12,1 pour mille) et Le Golfe-du-Saint-Laurent (– 9,8 pour mille), qui affichent les taux les plus négatifs de toutes les MRC du Québec. Dans le Bas-Saint-Laurent, quatre des huit MRC appartiennent à cette catégorie, la MRC des Basques (– 9,6 pour mille) affichant les pertes les plus importantes de la région. En Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, La Haute-Gaspésie (– 8,0 pour mille) et Le Rocher-Percé (– 7,1 pour mille) font également des pertes substantielles. De même, le déclin est assez prononcé dans Maria-Chapdelaine (– 7,4 pour mille), au Saguenay–Lac-Saint-Jean, dans Témiscamingue (– 8,4 pour mille), en Abitibi-Témiscamingue et dans le TE de Jamésie (– 5,6 pour mille), dans le Nord-du-Québec. À l'extérieur des régions éloignées, les plus lourds déficits sont enregistrés par Shawinigan (– 7,7 pour mille) et Mékinac (– 5,3 pour mille), en Mauricie, par la MRC des Etchemins (– 7,1 pour mille), dans Chaudière-Appalaches et par la MRC de Pontiac (– 5,7 pour mille), en Outaouais.

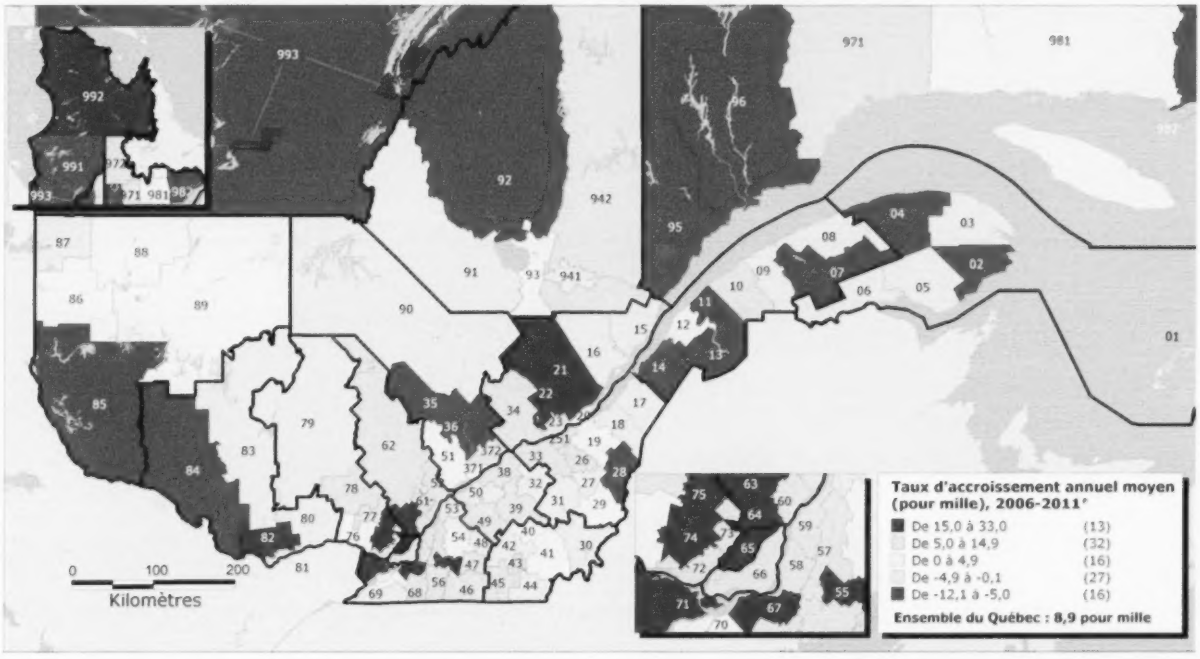
On retrouve très peu de MRC décroissantes dans les régions adjacentes à Montréal. Lanaudière n'en compte aucune, tandis qu'on en trouve seulement une dans les Laurentides, soit la MRC d'Antoine-Labelle, où le déficit ne représente toutefois que quelques dizaines d'individus. En Montérégie, la population s'est réduite dans trois MRC sur 15, mais les pertes y sont également réduites. Mentionnons aussi à ce titre les régions de la Capitale-Nationale, du Centre-du-Québec et de l'Estrie, où quelques MRC ont vu leur effectif diminuer entre 2006 et 2011, mais dans tous les cas assez faiblement.

Entre les pôles de croissance et les zones en décroissance, 32 MRC ont connu une croissance modérée en 2006-2011, avec un taux d'accroissement annuel moyen se situant entre 5 et 15 pour mille. Seize autres enregistrent une croissance moyenne plus faible, inférieure à 5 pour mille annuellement. Soulignons qu'en plus d'Eeyou Istchee et de Kativik, les régions éloignées comptent 10 MRC où la population s'est accrue entre 2006 et 2011. Caniapiscau, qui semble profiter du développement minier sur la Côte-Nord, affiche un taux d'accroissement annuel moyen supérieur à la moyenne québécoise, à 10,9 pour mille. Dans la même région, la MRC de Sept-Rivières affiche une croissance annuelle moyenne de 5,6 pour mille, tandis que la MRC de Minganie maintient une population plutôt stable, avec un taux d'accroissement de 0,6 pour mille. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, les deux MRC entourant Saguenay ont vu leur effectif augmenter, soit Le Fjord-du-Saguenay (+ 9,1 pour mille) et, dans une moindre mesure, Lac-Saint-Jean-Est (+ 1,6 pour mille). Dans le Bas-Saint-Laurent, ce sont les MRC englobant les deux principales municipalités qui sont en croissance : la hausse annuelle moyenne est de l'ordre de 6,8 pour mille dans Rimouski-Neigette et de 4,5 pour mille dans Rivière-du-Loup. En Abitibi-Témiscamingue, trois MRC sur cinq affichent un taux d'accroissement positif. La Vallée-de-l'Or (+ 4,9 pour mille) arrive en tête, suivie d'assez près par Rouyn-Noranda (+ 4,1 pour mille) et Abitibi (+ 4,1 pour mille).

Si, dans l'ensemble, les MRC en croissance apparaissent assez peu nombreuses dans les régions éloignées en 2006-2011, il importe de préciser que plusieurs MRC de ces régions ont grandement amélioré leur bilan démographique par rapport aux deux périodes précédentes. Les données du tableau 13.1.1 montrent en effet qu'entre 1996 et 2001, toutes les MRC du Bas-Saint-Laurent, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte-Nord étaient déficitaires. Dans ces deux dernières régions, c'était également le cas en 2001-2006. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, Le Fjord-du-Saguenay affichait déjà un taux d'accroissement positif en 1996-2001, comme en 2001-2006, mais la croissance y était beaucoup plus faible qu'au cours de la période la plus récente. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est la seule région où le déclin s'est poursuivi dans toutes les MRC en 2006-2011, mais les pertes se sont grandement réduites sur tout le territoire comparativement à la fin des années 1990.

Carte 13.1.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC et TE du Québec, 2006-2011[p]



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2012); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 13.1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, TE, régions aministratives et ensemble du Québec, 2006-2011[p]

Code	MRC ou TE par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]		
		1996	2001[r]	2006[r]	2011[p]	1996-2001[r]	2001-2006[r]	2006-2011[p]
		n				pour 1 000		
01	**Bas-Saint-Laurent**	**208 695**	**204 298**	**201 564**	**200 462**	**– 4,3**	**– 2,7**	**– 1,1**
07	La Matapédia	21 153	20 272	19 249	18 492	– 8,5	– 10,4	– 8,0
08	Matane	24 019	22 902	22 343	21 873	– 9,5	– 4,9	– 4,3
09	La Mitis	20 420	19 671	19 385	19 050	– 7,5	– 2,9	– 3,5
10	Rimouski-Neigette	53 369	53 289	53 521	55 364	– 0,3	0,9	6,8
11	Les Basques	10 331	10 004	9 478	9 034	– 6,4	– 10,8	– 9,6
12	Rivière-du-Loup	32 524	32 436	33 567	34 326	– 0,5	6,9	4,5
13	Témiscouata	23 393	22 812	21 852	21 056	– 5,0	– 8,6	– 7,4
14	Kamouraska	23 486	22 912	22 169	21 267	– 4,9	– 6,6	– 8,3
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**290 182**	**283 290**	**274 116**	**273 461**	**– 4,8**	**– 6,6**	**– 0,5**
91	Le Domaine-du-Roy	34 287	33 443	32 138	31 573	– 5,0	– 8,0	– 3,5
92	Maria-Chapdelaine	28 396	27 373	25 914	24 971	– 7,3	– 11,0	– 7,4
93	Lac-Saint-Jean-Est	53 054	52 700	51 479	51 885	– 1,3	– 4,7	1,6
941	Saguenay	154 497	149 755	144 447	143 953	– 6,2	– 7,2	– 0,7
942	Le Fjord-du-Saguenay	19 948	20 019	20 138	21 079	0,7	1,2	9,1
03	**Capitale-Nationale**	**643 377**	**651 552**	**668 733**	**701 204**	**2,5**	**5,2**	**9,5**
15	Charlevoix-Est	17 162	16 928	16 437	16 121	– 2,7	– 5,9	– 3,9
16	Charlevoix	13 612	13 419	13 219	13 163	– 2,9	– 3,0	– 0,8
20	L'Île-d'Orléans	6 977	6 903	6 873	6 993	– 2,1	– 0,9	3,5
21	La Côte-de-Beaupré	21 911	21 414	23 226	25 163	– 4,6	16,2	16,0
22	La Jacques-Cartier	25 218	27 016	30 205	35 616	13,8	22,3	32,9
23	Québec	512 701	520 042	531 997	554 705	2,8	4,5	8,4
34	Portneuf	45 796	45 830	46 776	49 443	0,1	4,1	11,1
04	**Mauricie**	**264 581**	**260 037**	**260 315**	**262 340**	**– 3,5**	**0,2**	**1,5**
35	Mékinac	13 643	13 045	12 682	12 349	– 9,0	– 5,6	– 5,3
36	Shawinigan	54 565	52 998	52 040	50 084	– 5,8	– 3,6	– 7,7
371	Trois-Rivières	126 352	124 673	127 196	130 346	– 2,7	4,0	4,9
372	Les Chenaux	17 280	17 537	17 061	17 667	3,0	– 5,5	7,0
51	Maskinongé	36 242	35 641	35 804	36 549	– 3,3	0,9	4,1
90	La Tuque	16 499	16 143	15 532	15 345	– 4,4	– 7,7	– 2,4
05	**Estrie**	**282 671**	**291 382**	**301 017**	**312 150**	**6,1**	**6,5**	**7,3**
30	Le Granit	21 579	22 200	22 481	22 452	5,7	2,5	– 0,3
40	Les Sources	15 183	14 812	14 489	14 489	– 4,9	– 4,4	0,0
41	Le Haut-Saint-François	21 664	21 813	21 713	21 820	1,4	– 0,9	1,0
42	Le Val-Saint-François	28 735	28 923	29 224	29 182	1,3	2,1	– 0,3
43	Sherbrooke	136 902	141 681	148 993	158 056	6,9	10,1	11,8
44	Coaticook	18 483	18 771	18 582	18 536	3,1	– 2,0	– 0,5
45	Memphrémagog	40 125	43 182	45 535	47 615	14,7	10,6	8,9
06	**Montréal**	**1 797 912**	**1 850 521**	**1 873 608**	**1 958 257**	**5,8**	**2,5**	**8,8**
66	Montréal	1 797 912	1 850 521	1 873 608	1 958 257	5,8	2,5	8,8
07	**Outaouais**	**311 733**	**322 934**	**344 861**	**368 181**	**7,1**	**13,1**	**13,1**
80	Papineau	20 603	20 794	21 961	21 824	1,8	10,9	– 1,3
81	Gatineau	220 639	231 329	244 706	262 023	9,5	11,2	13,7
82	Les Collines-de-l'Outaouais	34 186	36 010	42 511	49 478	10,4	33,1	30,3
83	La Vallée-de-la-Gatineau	20 523	19 979	20 922	20 511	– 5,4	9,2	– 4,0
84	Pontiac	15 782	14 822	14 761	14 345	– 12,5	– 0,8	– 5,7

Tableau 13.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2011[p]

Code	MRC ou TE par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]		
		1996	2001[r]	2006[r]	2011[p]	1996-2001[r]	2001-2006[r]	2006-2011[p]
		n				pour 1 000		
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**155 901**	**148 559**	**144 867**	**146 419**	**– 9,6**	**– 5,0**	**2,1**
85	Témiscamingue	18 259	17 812	17 080	16 381	– 5,0	– 8,4	– 8,4
86	Rouyn-Noranda	43 165	40 320	40 256	41 085	– 13,6	– 0,3	4,1
87	Abitibi-Ouest	23 864	22 326	20 892	20 759	– 13,3	– 13,3	– 1,3
88	Abitibi	25 618	25 033	24 440	24 942	– 4,6	– 4,8	4,1
89	La Vallée-de-l'Or	44 995	43 068	42 199	43 252	– 8,8	– 4,1	4,9
09	**Côte-Nord**	**104 643**	**99 479**	**96 559**	**95 802**	**– 10,1**	**– 6,0**	**– 1,6**
95	La Haute-Côte-Nord	13 615	13 133	12 352	11 626	– 7,2	– 12,3	– 12,1
96	Manicouagan	36 739	34 188	33 241	32 237	– 14,4	– 5,6	– 6,1
971	Sept-Rivières	36 964	35 378	35 018	36 012	– 8,8	– 2,0	5,6
972	Caniapiscau	4 488	4 243	3 991	4 215	– 11,2	– 12,2	10,9
981	Minganie	7 010	6 830	6 405	6 425	– 5,2	– 12,8	0,6
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	5 827	5 707	5 552	5 287	– 4,2	– 5,5	– 9,8
10	**Nord-du-Québec**	**39 050**	**39 325**	**40 271**	**42 330**	**1,4**	**4,8**	**10,0**
991	Jamésie	18 691	16 631	14 984	14 572	– 23,3	– 20,8	– 5,6
992	Kativik	8 820	9 820	10 955	11 890	21,5	21,9	16,4
993	Eeyou Istchee[2]	11 539	12 874	14 332	15 868	21,9	21,4	20,3
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**106 404**	**98 599**	**95 162**	**93 130**	**– 15,2**	**– 7,1**	**– 4,3**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	13 943	13 058	13 166	12 942	– 13,1	1,6	– 3,4
02	Le Rocher-Percé	21 608	19 607	18 465	17 819	– 19,4	– 12,0	– 7,1
03	La Côte-de-Gaspé	21 078	18 855	17 944	17 819	– 22,3	– 9,9	– 1,4
04	La Haute-Gaspésie	13 906	12 936	12 355	11 870	– 14,5	– 9,2	– 8,0
05	Bonaventure	19 787	18 597	17 985	17 643	– 12,4	– 6,7	– 3,8
06	Avignon	16 082	15 546	15 247	15 037	– 6,8	– 3,9	– 2,8
12	**Chaudière-Appalaches**	**385 705**	**390 845**	**396 948**	**406 401**	**2,6**	**3,1**	**4,7**
17	L'Islet	20 083	19 725	18 951	18 505	– 3,6	– 8,0	– 4,8
18	Montmagny	24 102	23 865	23 288	22 849	– 2,0	– 4,9	– 3,8
19	Bellechasse	33 868	33 990	33 672	34 429	0,7	– 1,9	4,4
251	Lévis	119 972	124 523	131 464	137 606	7,4	10,8	9,1
26	La Nouvelle-Beauce	30 276	31 295	31 752	33 748	6,6	2,9	12,2
27	Robert-Cliche	18 967	19 147	18 920	18 822	1,9	– 2,4	– 1,0
28	Les Etchemins	18 600	18 066	17 670	17 051	– 5,8	– 4,4	– 7,1
29	Beauce-Sartigan	46 992	48 835	50 083	51 200	7,7	5,0	4,4
31	Les Appalaches	45 571	44 043	43 515	42 904	– 6,8	– 2,4	– 2,8
33	Lotbinière	27 274	27 356	27 633	29 287	0,6	2,0	11,6
13	**Laval**	**334 918**	**350 287**	**372 409**	**403 744**	**9,0**	**12,2**	**16,1**
65	Laval	334 918	350 287	372 409	403 744	9,0	12,2	16,1
14	**Lanaudière**	**380 827**	**396 386**	**433 778**	**469 916**	**8,0**	**18,0**	**16,0**
52	D'Autray	38 213	39 174	40 654	41 989	5,0	7,4	6,5
60	L'Assomption	103 680	105 974	110 798	119 074	4,4	8,9	14,4
61	Joliette	53 580	55 283	58 801	62 717	6,3	12,3	12,9
62	Matawinie	41 865	44 039	49 959	51 623	10,1	25,2	6,6
63	Montcalm	38 649	39 517	43 091	46 918	4,4	17,3	17,0
64	Les Moulins	104 840	112 399	130 475	147 595	13,9	29,8	24,6

Tableau 13.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2011[p]

Code	MRC ou TE par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]		
		1996	2001[r]	2006[r]	2011[p]	1996-2001[r]	2001-2006[r]	2006-2011[p]
		n				pour 1 000		
17	**Laurentides**	**439 611**	**472 923**	**518 395**	**555 614**	**14,6**	**18,3**	**13,9**
72	Deux-Montagnes	81 304	84 510	89 811	95 715	7,7	12,2	12,7
73	Thérèse-De Blainville	121 159	133 357	144 788	153 036	19,2	16,4	11,1
74	Mirabel	23 050	27 991	35 309	40 971	38,7	46,2	29,7
75	La Rivière-du-Nord	85 112	92 336	102 725	115 098	16,3	21,3	22,7
76	Argenteuil	28 992	29 497	30 167	30 806	3,5	4,5	4,2
77	Les Pays-d'en-Haut	28 712	31 657	36 762	39 578	19,5	29,8	14,8
78	Les Laurentides	36 929	39 447	43 198	44 805	13,2	18,2	7,3
79	Antoine-Labelle	34 353	34 128	35 635	35 605	– 1,3	8,6	– 0,2
16	**Montérégie**	**1 282 798**	**1 313 169**	**1 383 020**	**1 456 743**	**4,7**	**10,4**	**10,4**
46	Brome-Missisquoi	50 925	51 926	53 063	55 185	3,9	4,3	7,8
47	La Haute-Yamaska	73 719	75 877	80 176	84 664	5,8	11,0	10,9
48	Acton	15 520	15 456	15 408	15 342	– 0,8	– 0,6	– 0,9
53	Pierre-De Saurel	52 926	50 982	50 133	49 969	– 7,5	– 3,4	– 0,7
54	Les Maskoutains	79 804	80 484	81 362	83 371	1,7	2,2	4,9
55	Rouville	30 564	30 556	31 700	34 205	– 0,1	7,4	15,2
56	Le Haut-Richelieu	98 938	102 792	109 941	114 218	7,6	13,4	7,6
57	La Vallée-du-Richelieu	94 915	98 108	107 950	115 734	6,6	19,1	13,9
58	Longueuil	376 732	379 323	388 817	406 571	1,4	4,9	8,9
59	Marguerite-D'Youville	61 945	65 367	70 630	72 900	10,8	15,5	6,3
67	Roussillon	141 543	14[illegible]90	161 150	173 738	10,8	15,1	15,0
68	Les Jardins-de-Napierville	23 268	23 272	24 403	26 122	0,0	9,5	13,6
69	Le Haut-Saint-Laurent	24 685	24 926	25 034	24 634	1,9	0,9	– 3,2
70	Beauharnois-Salaberry	60 576	60 294	61 164	62 382	– 0,9	2,9	3,9
71	Vaudreuil-Soulanges	96 738	104 416	122 089	137 708	15,3	31,2	24,0
17	**Centre-du-Québec**	**217 889**	**222 745**	**225 929**	**233 509**	**4,4**	**2,8**	**6,6**
32	L'Érable	25 015	24 459	23 255	22 961	– 4,5	– 10,1	– 2,5
38	Bécancour	19 927	19 428	18 906	19 461	– 5,1	– 5,4	5,8
39	Arthabaska	63 818	65 337	66 777	69 547	4,7	4,4	8,1
49	Drummond	85 144	89 590	93 881	98 815	10,2	9,4	10,2
50	Nicolet-Yamaska	23 985	23 931	23 110	22 725	– 0,5	– 7,0	– 3,4
	Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 979 663**	**4,1**	**6,3**	**8,9**

Note : Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives, des MRC et des TE entre 2006 et 2011. Voir l'encadré de la page 136 pour plus de précisions.

1. Calculé par rapport à la population moyenne de la période, selon le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2011.
2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).

13.2 Revenu personnel disponible

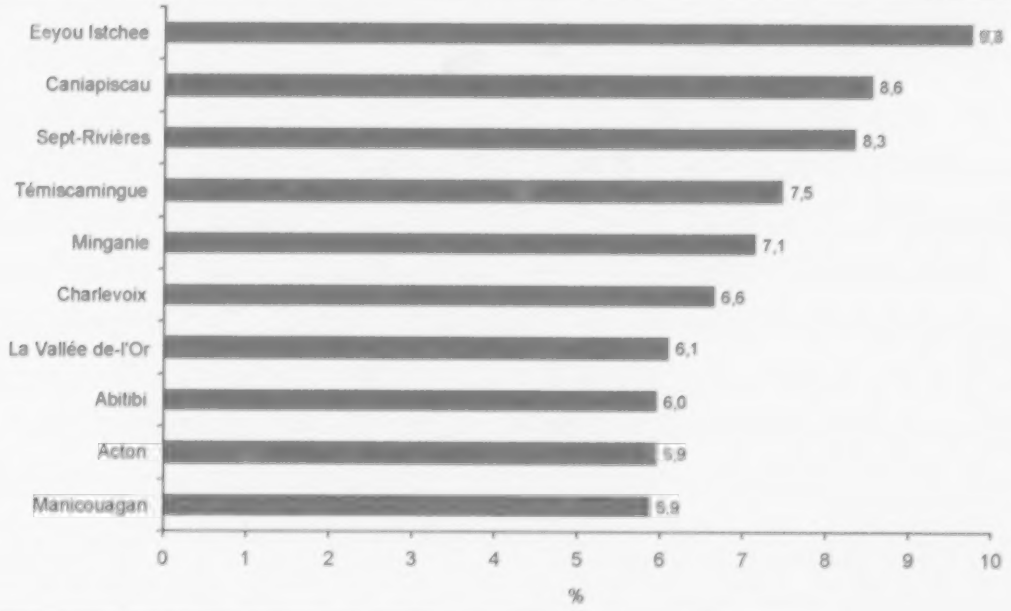
par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

En 2010, le revenu personnel disponible par habitant s'accroît en regard de 2009 dans l'ensemble des MRC et TE, à l'exception de Charlevoix-Est, des Sources et de Rimouski-Neigette, où il recule de 0,3 %, de 0,2 % et de 0,1 % respectivement. La baisse dans ces trois territoires supralocaux est attribuable essentiellement au repli des revenus de placements.

Sur les 104 MRC et TE qui composent le Québec, 51 connaissent une croissance supérieure à la moyenne provinciale (+ 3,1 %). La hausse la plus importante a été enregistrée dans Eeyou Istchee (+ 9,8 %). La forte progression dans ce territoire autochtone est principalement due à la hausse de la rémunération des salariés et des transferts en provenance des administrations publiques.

Figure 13.2.1

Les 10 MRC et TE connaissant la plus forte croissance du revenu personnel disponible par habitant, 2009-2010



Source : Institut de la statistique du Québec.

On note aussi une augmentation importante du revenu personnel disponible dans toutes les MRC de la région de la Côte-Nord. La hausse la plus spectaculaire a été enregistrée dans Caniapiscau (+ 8,6 %) stimulée notamment par l'intensification des activités minières dans la municipalité de Fermont. La MRC de Sept-Rivières (+ 8,3 %) connaît également une croissance marquée en 2010 en raison de la bonne performance du marché du travail. Quant aux MRC de Minganie (+ 7,1 %) et du Golfe-du-Saint-Laurent (+ 5,4 %), la croissance importante du revenu personnel disponible s'explique principalement par la construction du complexe hydroélectrique de 1550 MW sur la rivière Romaine, l'un des plus gros chantiers au Québec.

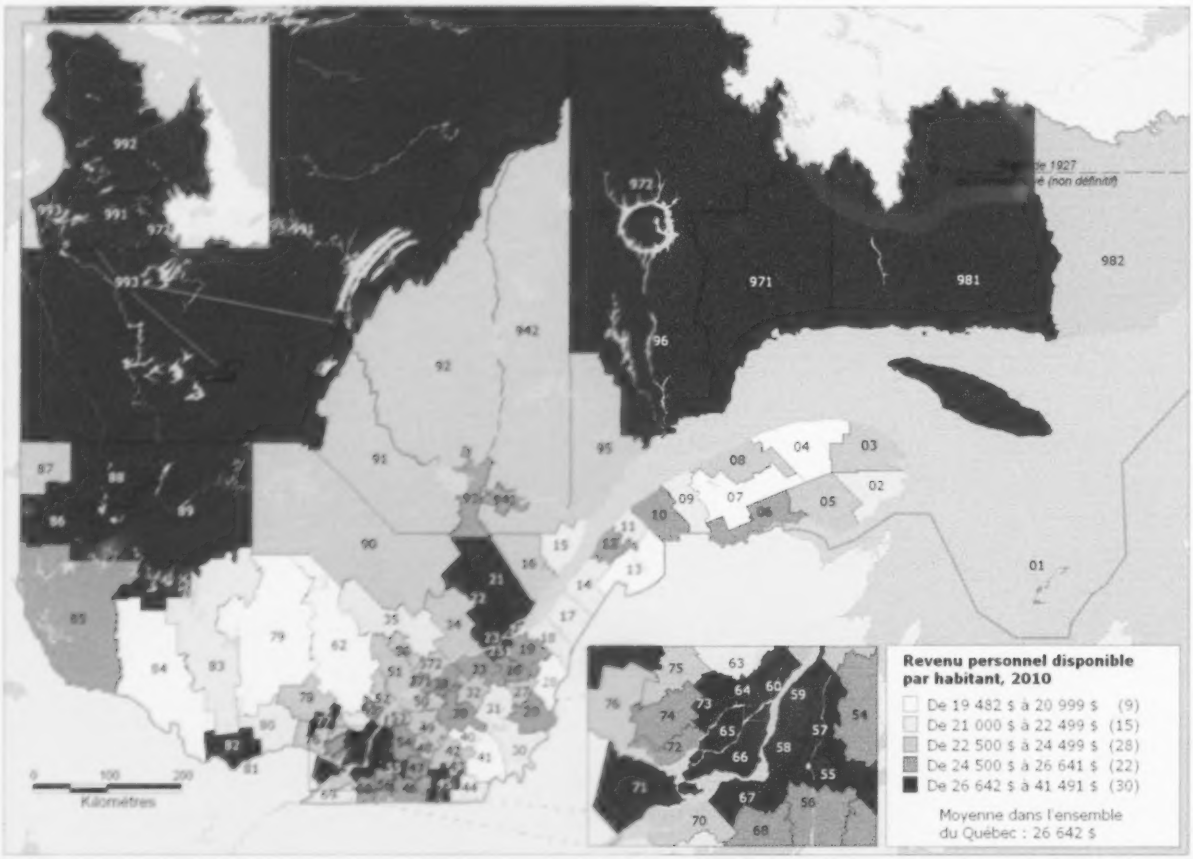
Les territoires supralocaux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue présentent, eux aussi, une progression nettement supérieure à la moyenne québécoise. Après avoir connu une légère baisse en 2009, la MRC de Témiscamingue (+ 7,5 %) a renoué avec la croissance et affiche la hausse la plus importante du revenu personnel disponible de la région en 2010. Des augmentations prononcées sont aussi notées dans les TE de Rouyn-Noranda (+ 5,8 %) et de La Vallée-de-l'Or (+ 6,1 %) et qui sont attribuables, en bonne partie, aux investissements records dans le secteur minier.

La MRC de Caniapiscau, dont l'économie repose largement sur le secteur minier, est celle qui présente le revenu personnel disponible par habitant le plus élevé au Québec, soit 41 490 $. Elle est suivie, de loin, à ce chapitre par Eeyou Istchee (34 464 $), Kativik (33 589 $), Les Pays-d'en-Haut (32 157 $) et La Jacques-Cartier (31 968 $). D'ailleurs, les MRC et TE les plus prospères se concentrent essentiellement dans les régions ressources du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord ainsi que dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Gatineau (carte 13.2.1).

À l'inverse, on constate que les territoires supralocaux qui présentent les revenus disponibles les plus faibles se concentrent principalement dans la péninsule gaspésienne, au Bas-Saint-Laurent, dans le sud-est de l'Estrie, dans le nord de l'Outaouais ainsi que dans le sud-est de la région de Chaudière-Appalaches. D'ailleurs, c'est la MRC de Pontiac en Outaouais qui affiche le revenu personnel disponible par habitant le plus bas de la province, soit 19 483 $. Outre Pontiac, 74 territoires supralocaux accusent un retard par rapport à la moyenne québécoise dont les MRC de La Haute-Gaspésie (19 806 $), du Témiscouata (20 306 $) et des Etchemins (20 351 $).

Carte 13.2.1

Revenu personnel disponible par habitant, MRC et TE du Québec, 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; Statistique Canada.

Comme illustré à la figure 13.2.2, les disparités de revenu entre les MRC varient énormément d'une région à l'autre. L'écart de revenu le plus important entre les territoires supralocaux d'une même région, en 2010, est observé dans la Côte-Nord. Le revenu personnel disponible par habitant de Caniapiscau (41 490 $) est près de deux fois supérieur à celui du Golfe-du-Saint-Laurent (22 513 $). D'ailleurs, l'écart de revenu s'est accentué entre ces deux territoires par rapport à l'année précédente en raison de la croissance marquée du secteur minier dans Caniapiscau.

Les régions des Laurentides et de la Montérégie sont aussi marquées par de grands écarts de revenu. Par exemple dans les Laurentides, les MRC des Pays-d'en-Haut (32 157 $) et de Thérèse-De Blainville (30 996 $) ont un revenu personnel disponible par habitant bien plus élevé que dans celle d'Antoine-Labelle (20 825 $), située à l'extrême nord de la région et qui est marquée par un taux de travailleurs parmi les plus faibles de la province. En Montérégie, les écarts demeurent importants, notamment entre les MRC urbaines proches de l'île de Montréal, comme La Vallée-du-Richelieu (31 400 $) et Lajemmerais (30 565 $), et les plus éloignées à prédominance rurale, telles que Le Haut-Saint-Laurent (21 802 $) et Acton (22 564 $).

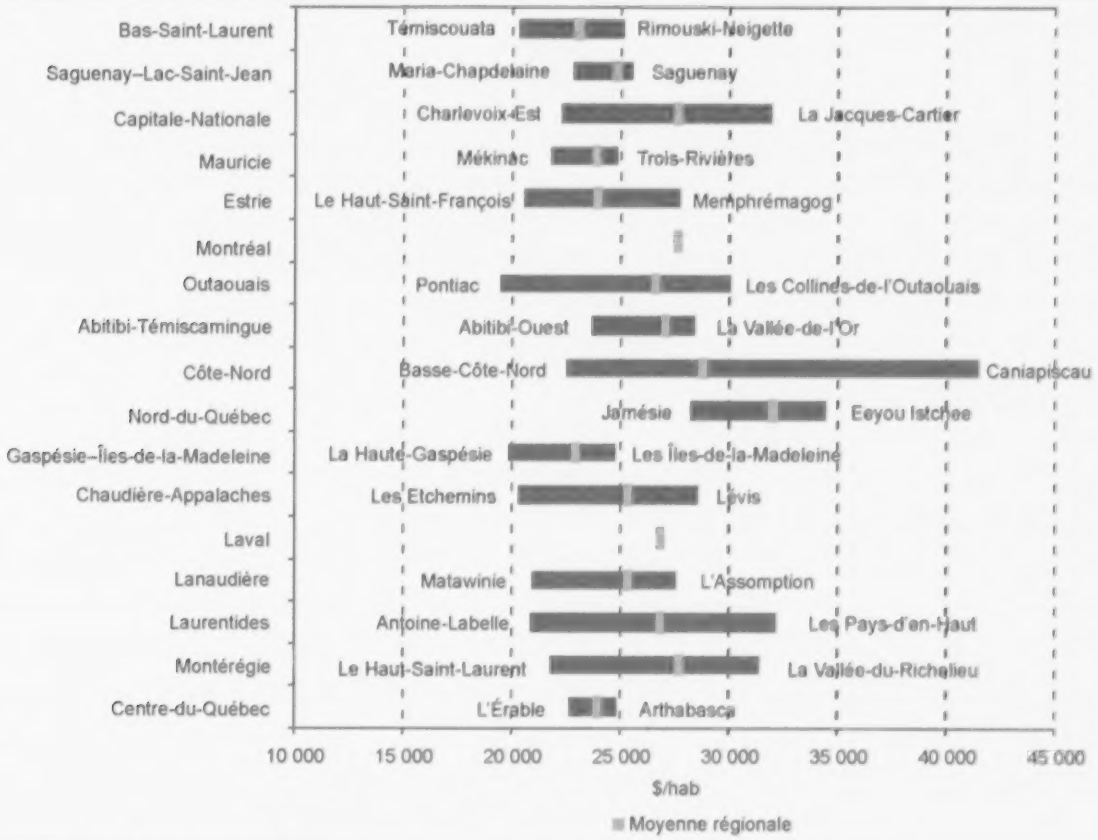
Les inégalités de revenu sont également relativement fortes entre les territoires supralocaux de la Capitale-Nationale. Les deux MRC de l'est de la région qui se distinguent par le caractère saisonnier de l'emploi, à savoir Charlevoix-Est (22 280 $) et Charlevoix (24 092 $), ont un revenu disponible largement inférieur à celles situées à proximité de la ville de Québec, telles que La Jacques-Cartier (31 968 $) et L'Île-d'Orléans (30 987 $).

Quant à l'Outaouais, elle continue de se caractériser par un clivage flagrant entre les MRC du nord et du sud. En 2010, les territoires supralocaux situés en partie ou en totalité dans la région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau ont, en moyenne, un revenu disponible par habitant de 30 % supérieur aux MRC du nord et dont leur économie repose essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. Le taux de travailleurs particulièrement faible dans Pontiac, Papineau et la Vallée-de-la-Gatineau apparaît comme la principale cause de ce clivage nord-sud.

En revanche, les écarts de revenu les moins prononcés sont observés dans les régions du Centre-du-Québec, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Mauricie en raison notamment d'une plus grande homogénéité du taux de travailleurs entre les territoires surpralocaux. Dans ces régions, les différences entre les MRC affichant le revenu disponible le plus haut et celles le plus faible est de moins de 3 100 $. Notons cependant que l'ensemble des MRC et TE du Centre-du-Québec, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Mauricie continue d'accuser un retard important en regard de la moyenne provinciale au chapitre du revenu personnel disponible par habitant.

Figure 13.2.2

Écarts entre les MRC et TE affichant le revenu personnel disponible par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2010



Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 13.2.1

Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010[p]

Code	MRC ou TE par région administrative	2006[r]	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010[p]	Variation 2010/2009	TCAM 2010/2006
		$/hab.					%	
01	**Bas-Saint-Laurent**	**19 541**	**20 875**	**22 025**	**22 600**	**23 044**	**2,0**	**4,2**
07	La Matapédia	17 115	18 581	19 454	20 109	20 603	2,5	4,7
08	Matane	19 273	20 370	22 951	22 057	22 924	3,9	4,4
09	La Mitis	17 934	19 082	20 493	20 795	21 346	2,6	4,5
10	Rimouski-Neigette	21 939	23 266	24 291	25 191	25 165	– 0,1	3,5
11	Les Basques	17 606	19 541	20 090	20 892	21 472	2,8	5,1
12	Rivière-du-Loup	20 878	22 259	23 196	24 150	24 660	2,1	4,2
13	Témiscouata	16 946	18 134	18 856	19 588	20 306	3,7	4,6
14	Kamouraska	18 894	20 271	21 221	21 723	22 273	2,5	4,2
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**20 805**	**22 381**	**23 220**	**23 960**	**24 801**	**3,5**	**4,5**
91	Le Domaine-du-Roy	20 687	22 260	22 938	23 673	24 380	3,0	4,2
92	Maria-Chapdelaine	20 054	21 172	22 024	22 266	22 792	2,4	3,3
93	Lac-Saint-Jean-Est	20 679	22 202	22 891	23 719	24 566	3,6	4,4
941	Saguenay	21 289	22 910	23 854	24 668	25 554	3,6	4,7
942	Le Fjord-du-Saguenay	18 809	20 793	21 517	22 159	23 251	4,9	5,4
03	**Capitale-Nationale**	**23 955**	**25 211**	**26 329**	**27 083**	**27 639**	**2,1**	**3,6**
15	Charlevoix-Est	19 266	20 535	21 656	22 350	22 280	– 0,3	3,7
16	Charlevoix	19 623	21 562	22 154	22 591	24 092	6,6	5,3
20	L'Île-d'Orléans	25 386	26 253	30 874	30 655	30 987	1,1	5,1
21	La Côte-de-Beaupré	23 684	25 592	26 591	27 543	28 105	2,0	4,4
22	La Jacques-Cartier	27 928	28 579	31 009	31 519	31 968	1,4	3,4
23	Québec	24 275	25 514	26 544	27 332	27 854	1,9	3,5
34	Portneuf	20 547	21 838	22 678	23 265	24 125	3,7	4,1
04	**Mauricie**	**20 708**	**21 819**	**22 725**	**23 227**	**23 875**	**2,8**	**3,6**
35	Mékinac	19 296	20 498	21 312	21 517	21 784	1,2	3,1
36	Shawinigan	19 731	20 385	21 184	21 819	22 557	3,4	3,4
371	Trois-Rivières	21 605	22 903	23 805	24 347	24 853	2,1	3,6
372	Les Chenaux	20 522	21 880	22 697	23 147	24 069	4,0	4,1
51	Maskinongé	19 807	20 819	21 878	22 139	22 937	3,6	3,7
90	La Tuque	20 062	20 985	21 996	22 508	23 625	5,0	4,2
05	**Estrie**	**21 329**	**22 404**	**23 221**	**23 298**	**23 951**	**2,8**	**2,9**
30	Le Granit	19 150	20 472	20 984	21 081	21 889	3,8	3,4
40	Les Sources	18 135	19 328	20 271	20 634	20 602	– 0,2	3,2
41	Le Haut-Saint-François	17 782	19 011	19 560	19 923	20 548	3,1	3,7
42	Le Val-Saint-François	21 428	22 808	24 463	24 191	24 190	0,0	3,1
43	Sherbrooke	21 652	22 771	23 360	23 462	24 123	2,8	2,7
44	Coaticook	18 726	19 716	20 161	20 502	21 547	5,1	3,6
45	Memphrémagog	25 052	25 560	26 949	26 775	27 770	3,7	2,6
06	**Montréal**	**25 365**	**26 447**	**27 189**	**26 829**	**27 646**	**3,0**	**2,2**
66	Montréal	25 365	26 447	27 189	26 829	27 646	3,0	2,2
07	**Outaouais**	**22 685**	**23 907**	**24 898**	**25 784**	**26 578**	**3,1**	**4,0**
80	Papineau	17 731	19 115	19 760	20 684	21 101	2,0	4,4
81	Gatineau	23 599	24 654	25 634	26 546	27 199	2,5	3,6
82	Les Collines-de-l'Outaouais	24 484	26 386	27 580	28 568	30 071	5,3	5,3
83	La Vallée-de-la-Gatineau	17 927	19 116	19 985	20 777	21 894	5,4	5,1
84	Pontiac	16 472	17 926	18 736	18 556	19 483	5,0	4,3

Tableau 13.2.1 (suite)

Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010[p]

Code	MRC ou TE par région administrative	2006[r]	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010[p]	Variation 2010/2009	TCAM 2010/2006
		$/hab.					%	
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**21 498**	**23 716**	**25 037**	**25 501**	**27 048**	**6,1**	**5,9**
85	Témiscamingue	19 882	21 794	23 191	23 180	24 911	7,5	5,8
86	Rouyn-Noranda	22 407	25 248	26 438	26 795	28 359	5,8	6,1
87	Abitibi-Ouest	19 240	21 129	22 039	22 429	23 640	5,4	5,3
88	Abitibi	21 308	23 322	24 717	25 317	26 827	6,0	5,9
89	La Vallée-de-l'Or	22 514	24 520	26 076	26 772	28 406	6,1	6,0
09	**Côte-Nord**	**23 198**	**24 881**	**26 300**	**26 902**	**28 783**	**7,0**	**5,5**
95	La Haute-Côte-Nord	18 815	20 113	20 837	21 882	22 995	5,1	5,1
96	Manicouagan	23 469	25 351	26 280	26 586	28 150	5,9	4,7
971	Sept-Rivières	24 114	25 720	27 453	27 986	30 320	8,3	5,9
972	Caniapiscau	34 485	36 842	39 266	38 219	41 490	8,6	4,7
981	Minganie	23 159	24 393	26 996	29 067	31 145	7,1	7,7
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	17 481	19 140	20 348	21 356	22 513	5,4	6,5
10	**Nord-du-Québec**	**24 874**	**26 769**	**57 261**	**30 166**	**32 027**	**6,2**	**6,5**
991	Jamésie	..	25 751	28 375	27 647	28 178	1,9	...
992	Kativik	24 996	27 886	32 945	31 731	33 589	5,9	7,7
993	Eeyou Istchee[1]	..	26 957	104 350	31 400	34 464	9,8	...
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**18 751**	**20 457**	**21 498**	**22 268**	**22 959**	**3,1**	**5,2**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	20 476	22 424	23 211	24 374	24 762	1,6	4,9
02	Le Rocher-Percé	17 302	18 833	19 891	20 765	21 323	2,7	5,4
03	La Côte-de-Gaspé	19 852	21 904	22 532	23 512	24 092	2,5	5,0
04	La Haute-Gaspésie	16 770	18 158	19 055	19 059	19 806	3,9	4,2
05	Bonaventure	18 546	20 225	21 500	22 125	22 845	3,3	5,4
06	Avignon	19 570	21 140	22 684	23 526	24 677	4,9	6,0
12	**Chaudière-Appalaches**	**22 068**	**23 181**	**24 222**	**24 774**	**25 374**	**2,4**	**3,6**
17	L'Islet	18 494	19 690	20 353	20 794	21 659	4,2	4,0
18	Montmagny	19 258	20 636	21 350	21 690	22 308	2,8	3,7
19	Bellechasse	21 949	22 329	23 343	23 944	24 803	3,6	3,1
251	Lévis	24 904	26 098	27 314	28 292	28 601	1,1	3,5
26	La Nouvelle-Beauce	24 504	24 204	25 339	25 966	26 365	1,5	1,8
27	Robert-Cliche	20 694	21 628	22 449	22 822	23 300	2,1	3,0
28	Les Etchemins	17 376	18 550	19 192	19 726	20 351	3,2	4,0
29	Beauce-Sartigan	21 244	23 216	23 775	23 777	24 693	3,9	3,8
31	Les Appalaches	19 039	20 222	21 359	21 509	22 020	2,4	3,7
33	Lotbinière	20 950	22 086	23 616	23 765	24 986	5,1	4,5
13	**Laval**	**24 312**	**25 271**	**26 388**	**26 155**	**26 819**	**2,5**	**2,5**
65	Laval	24 312	25 271	26 388	26 155	26 819	2,5	2,5
14	**Lanaudière**	**22 169**	**23 400**	**24 274**	**24 660**	**25 371**	**2,9**	**3,4**
52	D'Autray	19 594	21 000	21 672	21 957	22 867	4,1	3,9
60	L'Assomption	24 321	25 693	26 376	26 843	27 582	2,8	3,2
61	Joliette	21 980	23 465	24 391	24 829	25 376	2,2	3,7
62	Matawinie	18 088	19 419	19 928	20 391	20 905	2,5	3,7
63	Montcalm	18 924	20 079	20 883	21 232	21 899	3,1	3,7
64	Les Moulins	23 863	24 744	25 942	26 227	27 007	3,0	3,1

Tableau 13.2.1 (suite)

Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010[p]

Code	MRC ou TE par région administrative	2006[r]	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010[p]	Variation 2010/2009	TCAM 2010/2006
		$/hab.					%	
15	**Laurentides**	**23 654**	**24 883**	**25 705**	**26 028**	**26 843**	**3,1**	**3,2**
72	Deux-Montagnes	22 795	24 173	25 235	25 495	26 213	2,8	3,6
73	Thérèse-De Blainville	27 752	28 846	29 660	30 071	30 996	3,1	2,8
74	Mirabel	22 721	24 062	24 898	25 422	26 324	3,5	3,7
75	La Rivière-du-Nord	21 341	22 623	23 475	23 742	24 235	2,1	3,2
76	Argenteuil	19 912	20 911	21 587	21 662	22 546	4,1	3,2
77	Les Pays-d'en-Haut	28 423	30 069	31 054	30 406	32 157	5,8	3,1
78	Les Laurentides	21 137	22 163	22 833	23 337	24 141	3,4	3,4
79	Antoine-Labelle	18 048	19 070	19 385	20 423	20 825	2,0	3,6
16	**Montérégie**	**24 351**	**25 664**	**26 464**	**26 798**	**27 705**	**3,4**	**3,3**
46	Brome-Missisquoi	25 834	23 304	23 618	25 402	26 467	4,2	0,6
47	La Haute-Yamaska	21 475	24 234	24 996	24 230	25 166	3,9	4,0
48	Acton	19 165	20 373	21 017	21 297	22 564	5,9	4,2
53	Pierre-De Saurel	21 455	22 739	23 532	24 140	24 306	0,7	3,2
54	Les Maskoutains	22 619	23 992	24 569	24 816	25 712	3,6	3,3
55	Rouville	22 887	23 993	25 168	25 778	26 787	3,9	4,0
56	Le Haut-Richelieu	22 707	23 924	24 339	24 928	25 909	3,9	3,4
57	La Vallée-du-Richelieu	26 841	28 779	29 829	30 141	31 400	4,2	4,0
58	Longueuil	25 972	27 293	28 187	28 377	29 196	2,9	3,0
59	Lajemmerais	26 094	27 745	28 627	29 633	30 565	3,1	4,0
67	Roussillon	23 784	24 992	25 929	26 283	27 208	3,5	3,4
68	Les Jardins-de-Napierville	22 667	23 815	24 870	24 787	25 792	4,1	3,3
69	Le Haut-Saint-Laurent	17 858	18 955	19 819	20 880	21 802	4,4	5,1
70	Beauharnois-Salaberry	21 056	21 850	22 667	22 920	23 519	2,6	2,8
71	Vaudreuil-Soulanges	26 582	27 876	28 399	28 537	29 499	3,4	2,6
17	**Centre-du-Québec**	**21 601**	**21 985**	**23 006**	**23 184**	**23 948**	**3,3**	**2,6**
32	L'Érable	19 353	20 738	21 564	21 848	22 677	3,8	4,0
38	Bécancour	21 171	22 428	23 743	24 135	24 707	2,4	3,9
39	Arthabaska	23 424	22 244	23 396	23 637	24 842	5,1	1,5
49	Drummond	21 372	22 171	23 116	23 196	23 613	1,8	2,5
50	Nicolet-Yamaska	19 885	21 339	22 216	22 308	23 298	4,4	4,0
	Ensemble du Québec	**23 483**	**24 690**	**25 751**	**25 847**	**26 642**	**3,1**	**3,2**

Note : Selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2010.

1. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

13.3 Taux de travailleurs

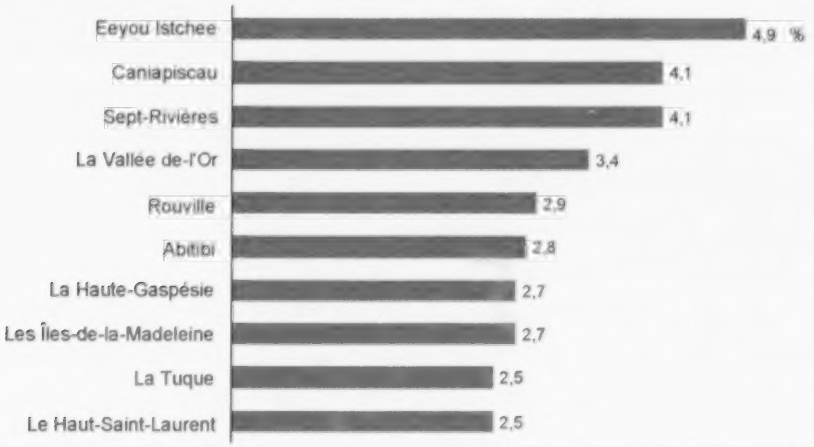
par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après s'être replié de 0,7 point de pourcentage en 2009, le taux de travailleurs des 25-64 ans augmente dans l'ensemble du Québec de 0,9 point en 2010 et atteint un sommet historique de 73,5 %. La plupart des territoires supralocaux profitent de la croissance survenue au Québec, particulièrement ceux situés dans les régions ressources. Des hausses marquées du taux de travailleurs des 25-64 ans sont observées dans Eeyou Istchee (+ 4,9 points), Caniapiscau (+ 4,1), Sept-Rivières (+ 4,1) et La Vallée-de-l'Or (+ 3,4) stimulée, entre autres, par l'intensification des activités minières.

On observe aussi des hausses marquées dans tous les territoires supralocaux de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, particulièrement dans La Haute-Gaspésie et Les Îles-de-la-Madeleine où le taux de travailleurs augmente de 2,7 points de pourcentage en regard de 2009. D'ailleurs, la situation du marché du travail s'est grandement améliorée au cours des dernières années dans ce dernier territoire insulaire, puisqu'il s'agit d'une quatrième hausse annuelle consécutive.

Figure 13.3.1

Les dix MRC et TE affichant la plus forte hausse du taux de travailleurs, 2009-2010



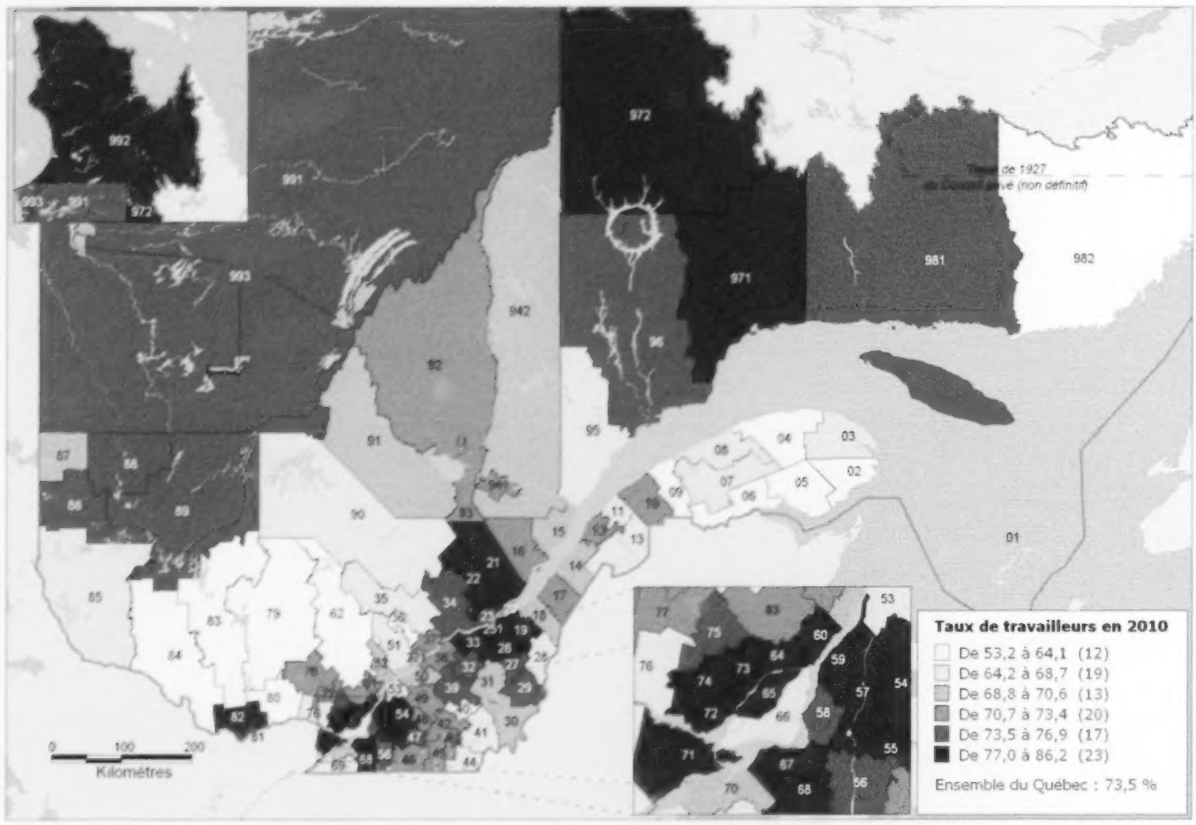
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

En revanche, on constate une contraction du marché du travail dans 7 des 104 MRC et TE du Québec. C'est le cas notamment dans La Jacques-Cartier, Papineau et La Côte-de-Beaupré où le taux de travailleurs fléchit en regard de 2009 de 1,8, de 1,2 et de 1,0 point de pourcentage respectivement. Dans le cas de La Jacques-Cartier et La Côte-de-Beaupré, la baisse s'explique par une croissance plus rapide de la population des 25-64 ans que du nombre de travailleurs de ce même groupe d'âge. Quant à la MRC de Papineau, il s'agit d'une deuxième baisse consécutive du nombre et du taux de travailleurs des 25-64 ans.

En 2010, 39 MRC et TE ont un taux de travailleurs supérieur à celui que l'on observe au Québec. Pour la première fois depuis 2005, la ville de Mirabel, située dans la région des Laurentides, enregistre le taux de travailleurs le plus élevé au Québec, soit 86,1 %. Elle est suivie à cet égard par Lajemmerais (85,4 %), La Vallée-du-Richelieu (84,3 %) et Les Moulins (83,5 %). D'ailleurs, comme l'illustre la carte 13.3.1, les territoires supralocaux qui présentent les plus hauts taux de travailleurs se concentrent essentiellement autour des noyaux urbains de Montréal et de Québec. Parmi les 15 MRC et TE affichant les taux les plus élevés, 14 sont situés à proximité de ces noyaux urbains, l'exception étant Caniapiscau sur la Côte-Nord dont l'économie repose largement sur l'exploitation du minerai de fer.

Carte 13.3.1

Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC et TE du Québec, 2010



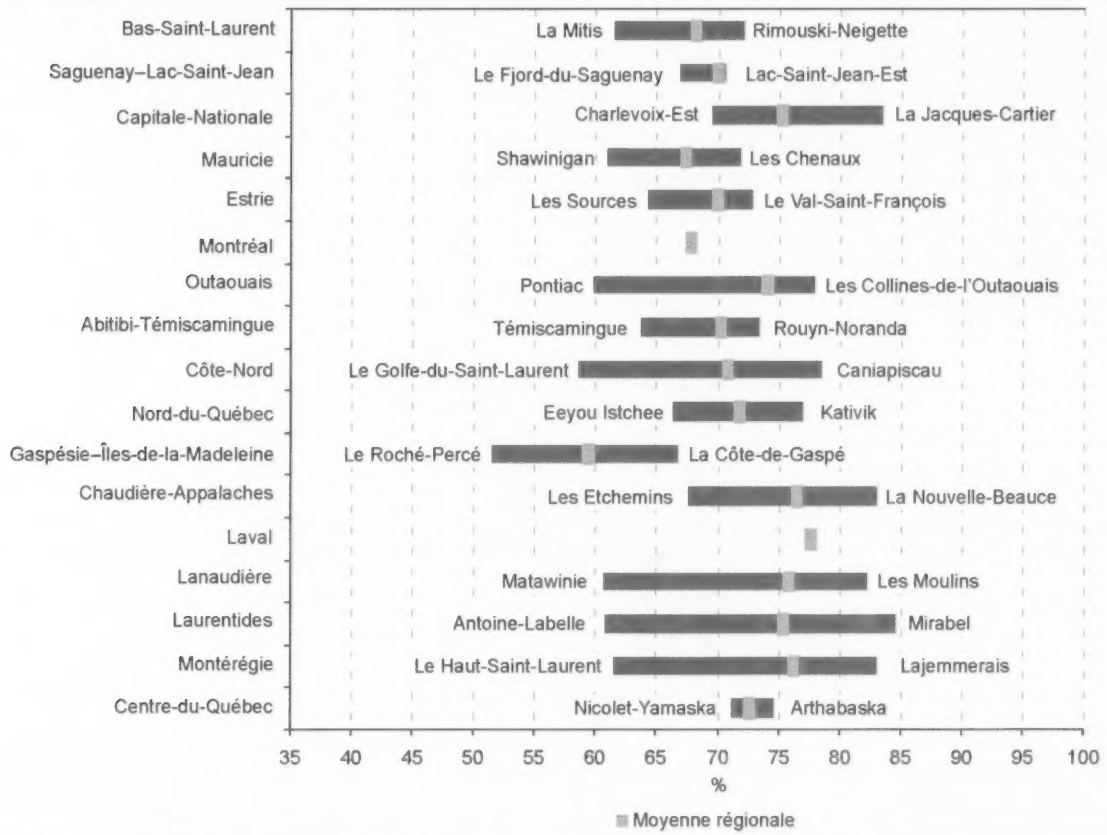
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; ministère du Revenu du Québec

La situation est moins reluisante dans la plupart des territoires supralocaux éloignés des grands centres urbains. En effet, les MRC situées dans les régions ressources ont, en général, des taux de travailleurs relativement faibles, en particulier en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. D'ailleurs, les MRC du Rocher-Percé (53,2 %) et de La Haute-Gaspésie (54,7 %) continuent d'afficher les taux de travailleurs les plus bas de la province. Des taux de travailleurs relativement faibles sont également répertoriés dans les MRC du nord de l'Outaouais comme la Vallée-de-la-Gatineau (62,4 %), Papineau (61,1 %) et Pontiac (59,4 %) ainsi que dans celles de l'est du Bas-Saint-Laurent, telles La Mitis et La Matapédia. Cependant, les MRC situées dans les régions ressources dont l'économie repose, en bonne partie, sur l'extraction minière ou les services publics font meilleure figure et affichent des taux de travailleurs supérieurs à la moyenne québécoise. C'est le cas notamment de Kativik (78,9 %) et de Jamésie (74,5 %) dans le Nord-du-Québec ainsi que de Rouyn-Noranda (76,2 %) et de La Vallée-de-l'Or (75,4 %) en Abitibi-Témiscamingue.

Comme illustré à la figure 13.3.2, les taux de travailleurs peuvent différer considérablement entre les MRC d'une même région. L'écart le plus important entre les territoires supralocaux est observé dans la région des Laurentides; la ville de Mirabel (86,1 %) située au sud de la région a un taux de travailleurs de 24,8 points de pourcentage supérieur à celui de la MRC d'Antoine-Labelle (61,3 %) située au nord. Des disparités importantes sont aussi relevées dans les régions de Lanaudière (22,3 points) et de la Montérégie (18,9 points). À l'opposé, le Centre-du-Québec continue de présenter une plus grande homogénéité entre les MRC; l'écart est de seulement 4,1 points de pourcentage entre Arthabaska (74,7 %) et Nicolet-Yamaska (70,6 %).

Figure 13.3.2

Écarts entre les MRC et TE ayant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25-64 ans pour chacune des régions administratives, 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Taux de travailleurs selon le sexe

En 2010, le taux de travailleurs des femmes au Québec progresse de 1,5 point de pourcentage et atteint un nouveau sommet de 71,8 %, tandis que celui des hommes croît timidement de 0,1 point et se fixe à 75,1 %. Toutefois, la croissance du taux de travailleurs chez les femmes ne se reflète pas dans l'ensemble des territoires supralocaux : 10 MRC et TE connaissent une diminution. La Jacques-Cartier (– 1,3 point), Charlevoix-Est (– 1,0 point) et Rivière-du-Loup (– 0,8 point) sont les territoires qui subissent les baisses les plus marquées. À l'inverse, d'autres MRC enregistrent des augmentations importantes telles qu'Eeyou Istchee (+ 7,4 points), Caniapiscau (+ 5,0 points) et Les Îles-de-la-Madeleine (+ 4,3 points).

Chez les hommes, on note les plus fortes hausses dans les MRC et TE de Sept-Rivières (+ 4,6 points), de La Matapédia (+ 3,7 points), de La Vallée-de-l'Or (3,5 points) et de Caniapiscau (+ 3,2 points). En 2010, Le Rocher-Percé continue de montrer le plus faible taux de travailleurs tant chez les hommes (53,1 %) que chez les femmes (53,3 %). En revanche, on observe le plus haut taux de travailleurs des femmes (84,3 %) et des hommes (87,8 %) dans Mirabel.

Par ailleurs, c'est dans la MRC du Fjord-du-Saguenay où l'écart est le plus prononcé entre le taux de travailleurs des femmes (60,3 %) et celui des hommes (76,5 %). Enfin, soulignons que le taux de travailleurs des femmes est supérieur à celui des hommes dans seulement 10 des 104 MRC et TE dont Eeyou Istchee, Les Collines-de-l'Outaouais et Les Îles-de-la-Madeleine.

Tableau 13.3.1

Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs chez les femmes, 2010

Rang	MRC et TE	Taux (%)
1	Mirabel	84,3
2	Lajemmerais	84,2
3	La Vallée-du-Richelieu	82,6
4	Vaudreuil-Soulanges	81,8
5	La Nouvelle-Beauce	81,7
6	Les Moulins	81,5
7	Les Collines-de-l'Outaouais	81,0
8	La Jacques-Cartier	80,6
9	Rouville	80,3
10	Roussillon	80,2

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Tableau 13.3.2

Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs chez les hommes, 2010

Rang	MRC et TE	Taux (%)
1	Mirabel	87,8
2	Lajemmerais	86,6
3	La Vallée-du-Richelieu	86,0
4	Les Moulins	85,5
5	Rouville	84,8
6	Vaudreuil-Soulanges	83,9
7	La Jacques-Cartier	83,8
8	La Nouvelle-Beauce	83,7
9	L'Assomption	83,7
10	Les Jardins-de-Napierville	83,5

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Tableau 13.3.3

Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

Code	MRC ou TE par région administrative	2006r	2007r	2008r	2009r	2010p	Écart 2009-2010	Écart 2006-2010
		%					point de %	
01	**Bas-Saint-Laurent**	**67,1**	**67,9**	**68,7**	**68,4**	**69,2**	**0,8**	**2,1**
07	La Matapédia	60,9	62,5	62,9	61,8	64,2	2,4	3,3
08	Matane	63,1	63,5	64,7	64,0	65,9	1,9	2,8
09	La Mitis	63,3	64,0	64,7	64,2	63,7	– 0,5	0,4
10	Rimouski-Neigette	72,1	73,0	73,3	72,5	73,2	0,7	1,1
11	Les Basques	61,9	62,6	63,8	65,2	66,1	0,9	4,2
12	Rivière-du-Loup	71,7	72,5	73,4	73,0	72,6	– 0,4	0,9
13	Témiscouata	62,0	62,5	64,4	64,9	66,3	1,4	4,3
14	Kamouraska	67,3	68,2	69,0	69,8	70,3	0,5	3,0
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**68,7**	**70,2**	**70,9**	**70,6**	**71,8**	**1,2**	**3,1**
91	Le Domaine-du-Roy	68,8	70,0	70,0	68,4	70,3	1,9	1,5
92	Maria-Chapdelaine	68,1	69,8	70,6	69,6	71,9	2,3	3,8
93	Lac-Saint-Jean-Est	69,7	71,1	72,2	71,7	73,2	1,5	3,5
941	Saguenay	69,0	70,6	71,2	71,3	72,1	0,8	3,1
942	Le Fjord-du-Saguenay	64,8	66,7	67,8	67,7	68,8	1,1	4,0
03	**Capitale-Nationale**	**74,4**	**75,4**	**75,5**	**74,9**	**75,6**	**0,7**	**1,2**
15	Charlevoix-Est	69,2	69,8	70,2	69,7	69,4	– 0,3	0,2
16	Charlevoix	68,1	70,1	70,7	70,2	71,0	0,8	2,9
20	L'Île-d'Orléans	72,2	72,5	71,7	70,2	72,2	2,0	0,0
21	La Côte-de-Beaupré	78,0	79,4	79,8	80,1	79,1	– 1,0	1,1
22	La Jacques-Cartier	81,3	83,9	83,6	84,1	82,3	– 1,8	1,0
23	Québec	74,5	75,3	75,4	74,5	75,4	0,9	0,9
34	Portneuf	70,6	72,2	73,0	72,8	74,3	1,5	3,7
04	**Mauricie**	**67,3**	**68,5**	**68,6**	**67,8**	**68,4**	**0,6**	**1,1**
35	Mékinac	65,7	66,5	67,0	65,5	66,6	1,1	0,9
36	Shawinigan	63,3	64,1	64,9	63,5	63,7	0,2	0,4
371	Trois-Rivières	68,9	70,5	70,3	69,7	70,0	0,3	1,1
372	Les Chenaux	71,0	72,3	72,9	71,5	72,2	0,7	1,2
51	Maskinongé	66,7	67,3	67,6	67,2	68,2	1,0	1,5
90	La Tuque	66,0	65,7	65,5	64,5	67,0	2,5	1,0
05	**Estrie**	**70,9**	**71,5**	**71,3**	**69,8**	**70,8**	**1,0**	**– 0,1**
30	Le Granit	69,6	69,9	68,8	68,5	69,0	0,5	– 0,6
40	Les Sources	64,1	65,4	65,2	63,9	64,9	1,0	0,8
41	Le Haut-Saint-François	66,9	67,6	67,9	67,9	68,7	0,8	1,8
42	Le Val-Saint-François	73,4	73,9	74,9	72,2	73,2	1,0	– 0,2
43	Sherbrooke	72,2	72,6	72,0	70,1	71,0	0,9	– 1,2
44	Coaticook	70,6	70,9	70,1	68,9	68,0	– 0,9	– 2,6
45	Memphrémagog	69,8	71,5	71,6	70,8	73,0	2,2	3,2
06	**Montréal**	**68,5**	**68,7**	**69,0**	**67,9**	**68,3**	**0,4**	**– 0,2**
66	Montréal	68,5	68,7	69,0	67,9	68,3	0,4	– 0,2
07	**Outaouais**	**72,4**	**73,0**	**73,6**	**73,3**	**74,6**	**1,3**	**2,2**
80	Papineau	61,5	62,2	62,6	62,3	61,1	– 1,2	– 0,4
81	Gatineau	74,8	75,2	75,8	75,4	76,7	1,3	1,9
82	Les Collines-de-l'Outaouais	75,0	76,2	76,4	76,9	78,7	1,8	3,7
83	La Vallée-de-la-Gatineau	59,7	60,8	61,3	60,9	62,4	1,5	2,7
84	Pontiac	57,9	59,0	59,8	57,1	59,4	2,3	1,5

Tableau 13.3.3 (suite)

Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

Code	MRC ou TE par région administrative	2006r	2007r	2008r	2009r	2010p	Écart 2010-2009	Écart 2010-2006
		%					point de %	
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**69,4**	**71,1**	**72,1**	**71,4**	**73,9**	**2,5**	**4,5**
85	Témiscamingue	68,1	69,3	69,4	67,7	68,5	0,8	0,4
86	Rouyn-Noranda	71,5	73,5	74,5	74,0	76,2	2,2	4,7
87	Abitibi-Ouest	65,3	67,2	67,8	67,2	69,3	2,1	4,0
88	Abitibi	69,8	71,3	72,5	72,0	74,8	2,8	5,0
89	La Vallée-de-l'Or	69,6	71,4	72,5	72,0	75,4	3,4	5,8
09	**Côte-Nord**	**70,3**	**71,3**	**71,8**	**71,8**	**74,3**	**2,5**	**4,0**
95	La Haute-Côte-Nord	65,8	65,8	65,9	66,9	68,5	1,6	2,7
96	Manicouagan	72,6	73,0	72,9	73,0	74,1	1,1	1,5
971	Sept-Rivières	71,5	72,9	73,7	73,4	77,5	4,1	6,0
972	Caniapiscau	76,5	79,4	80,8	76,3	80,4	4,1	3,9
981	Minganie	66,7	69,3	69,1	72,3	73,5	1,2	6,8
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	57,1	58,2	61,8	60,0	62,1	2,1	5,0
10	**Nord-du-Québec**	**72,6**	**72,5**	**73,0**	**72,2**	**74,3**	**2,1**	**1,7**
991	Jamésie	75,9	74,8	75,9	74,3	74,5	0,2	– 1,4
992	Kativik	75,4	76,2	76,0	77,3	78,9	1,6	3,5
993	Eeyou Istchee[1]	65,8	66,7	67,1	65,7	70,6	4,9	4,8
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**57,0**	**58,5**	**59,5**	**59,4**	**61,1**	**1,7**	**4,1**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	59,1	59,2	60,5	61,7	64,4	2,7	5,3
02	Le Rocher-Percé	47,3	49,0	50,0	51,2	53,2	2,0	5,9
03	La Côte-de-Gaspé	63,7	66,5	67,0	67,3	67,9	0,6	4,2
04	La Haute-Gaspésie	52,9	53,2	53,5	52,0	54,7	2,7	1,8
05	Bonaventure	59,3	61,3	62,7	62,6	63,5	0,9	4,2
06	Avignon	59,9	61,4	62,4	60,1	62,1	2,0	2,2
12	**Chaudière-Appalaches**	**75,5**	**76,4**	**76,9**	**76,4**	**77,1**	**0,7**	**1,6**
17	L'Islet	69,2	69,8	70,8	70,1	71,5	1,4	2,3
18	Montmagny	68,4	69,2	69,7	68,9	70,6	1,7	2,2
19	Bellechasse	74,5	76,6	77,2	77,4	77,9	0,5	3,4
251	Lévis	80,4	81,4	81,7	81,4	81,6	0,2	1,2
26	La Nouvelle-Beauce	80,5	82,0	82,6	82,5	82,7	0,2	2,2
27	Robert-Cliche	75,1	75,4	76,4	75,6	76,6	1,0	1,5
28	Les Etchemins	67,4	67,7	67,9	66,6	68,3	1,7	0,9
29	Beauce-Sartigan	74,9	75,4	75,3	73,9	74,9	1,0	0,0
31	Les Appalaches	67,3	67,2	68,2	67,9	68,8	0,9	1,5
33	Lotbinière	76,1	77,2	77,6	76,9	77,3	0,4	1,2
13	**Laval**	**77,1**	**77,8**	**78,2**	**77,7**	**78,2**	**0,5**	**1,1**
65	Laval	77,1	77,8	78,2	77,7	78,2	0,5	1,1
14	**Lanaudière**	**74,5**	**75,7**	**76,1**	**76,0**	**76,8**	**0,8**	**2,3**
52	D'Autray	68,6	69,4	69,7	69,9	70,5	0,6	1,9
60	L'Assomption	79,2	80,6	80,5	80,6	81,6	1,0	2,4
61	Joliette	71,2	71,9	72,2	71,9	72,3	0,4	1,1
62	Matawinie	59,7	60,4	60,5	60,9	61,2	0,3	1,5
63	Montcalm	69,9	71,3	71,9	71,9	72,9	1,0	3,0
64	Les Moulins	80,7	82,4	83,1	82,3	83,5	1,2	2,8

Tableau 13.3.3 (suite)

Taux de travailleurs des 25-64 ans, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

Code	MRC ou TE par région administrative	2006r	2007r	2008r	2009r	2010p	Écart 2010-2009	Écart 2010-2006
		%					point de %	
15	**Laurentides**	**74,4**	**75,6**	**76,0**	**75,8**	**76,5**	**0,7**	**2,1**
72	Deux-Montagnes	78,4	80,1	80,6	80,4	81,0	0,6	2,6
73	Thérèse-De Blainville	78,9	80,0	80,3	80,3	80,7	0,4	1,8
74	Mirabel	80,9	82,7	83,5	83,7	86,1	2,4	5,2
75	La Rivière-du-Nord	73,3	74,6	74,8	74,3	74,6	0,3	1,3
76	Argenteuil	66,9	67,3	68,1	66,7	67,3	0,6	0,4
77	Les Pays-d'en-Haut	69,3	69,6	69,7	69,6	70,8	1,2	1,5
78	Les Laurentides	69,8	71,0	71,6	71,5	73,1	1,6	3,3
79	Antoine-Labelle	61,3	60,5	61,3	61,1	61,3	0,2	0,0
16	**Montérégie**	**75,8**	**76,7**	**77,1**	**76,8**	**77,8**	**1,0**	**2,0**
46	Brome-Missisquoi	71,7	72,4	72,2	72,0	72,8	0,8	1,1
47	La Haute-Yamaska	76,1	76,5	76,3	75,0	76,8	1,8	0,7
48	Acton	70,5	71,5	71,6	70,5	72,3	1,8	1,8
53	Pierre-De Saurel	66,7	67,6	67,6	66,8	67,9	1,1	1,2
54	Les Maskoutains	76,1	76,9	77,3	77,0	77,0	0,0	0,9
55	Rouville	78,0	79,0	79,8	79,7	82,6	2,9	4,6
56	Le Haut-Richelieu	75,3	76,3	76,6	76,2	76,6	0,4	1,3
57	La Vallée-du-Richelieu	79,8	82,5	82,7	83,3	84,3	1,0	4,5
58	Longueuil	74,2	74,4	75,0	74,6	75,4	0,8	1,2
59	Lajemmerais	81,1	83,3	83,9	84,3	85,4	1,1	4,3
67	Roussillon	79,3	80,5	81,0	80,8	81,7	0,9	2,4
68	Les Jardins-de-Napierville	77,5	78,7	79,0	77,8	78,3	0,5	0,8
69	Le Haut-Saint-Laurent	63,5	64,6	64,4	64,0	66,5	2,5	3,0
70	Beauharnois-Salaberry	70,1	69,9	70,4	70,1	70,5	0,4	0,4
71	Vaudreuil-Soulanges	79,9	81,4	81,5	81,5	82,8	1,3	2,9
17	**Centre-du-Québec**	**72,0**	**73,0**	**73,4**	**72,2**	**73,2**	**1,0**	**1,2**
32	L'Érable	72,2	73,7	73,9	73,0	73,6	0,6	1,4
38	Bécancour	69,7	71,9	72,3	72,4	72,3	– 0,1	2,6
39	Arthabaska	73,0	73,8	74,3	73,0	74,7	1,7	1,7
49	Drummond	72,2	73,1	73,4	72,0	72,9	0,9	0,7
50	Nicolet-Yamaska	70,2	70,9	71,0	70,0	70,6	0,6	0,4
	Ensemble du Québec	**72,1**	**72,9**	**73,3**	**72,6**	**73,5**	**0,9**	**1,4**

Note : Selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2010.

1. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Concepts et définitions

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme si elle était soumise, tout au long de sa vie féconde, aux conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Nombre d'unités de logements

Il correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées

Mines

Investissement minier

L'investissement minier concerne l'ensemble des travaux liés à l'exploration et la mise en valeur d'un dépôt minéral et les travaux d'aménagement du complexe minier nécessaire à sa mise en production. Il inclut aussi l'immobilisation (construction non résidentielle et acquisition d'équipement et de machinerie) et les réparations pour les compagnies productrices.

Production minérale

La production minérale concerne les minéraux métalliques, les minéraux industriels et les matériaux de construction. Dans les minéraux métalliques, on regroupe les métaux précieux (or, argent, platine, etc.), les métaux usuels (cuivre, zinc, nickel, fer, plomb, etc.) et autres métaux (niobium, cobalt cadmium, antimoine, sélénium tellure, etc.). On retrouve ensuite le groupe des minéraux industriels (chrysotile, graphite, scorie de titane, mica, tourbe, sel, etc.) comprenant aussi le soufre produit par des fonderies et affineries. Le dernier groupe est celui des matériaux de construction (sable et gravier, pierre, brique, ciment, etc.).

Effectifs miniers

Les effectifs attribués au secteur minier sont rapportés en personne-année et concernent tous les employés d'un établissement minier incluant le personnel d'administration. Les effectifs miniers comprennent aussi les employés œuvrant dans les usines de première transformation comme les fonderies, affineries et cimenteries et les employés travaillant pour les entreprises de forage carottier. Ces dernières données ne sont cependant pas régionalisées.Industrie bioalimentaire

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Éducation

Diplômés au baccalauréat

La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au secondaire. Comme ce code demeure inchangé tout au long de ses études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur. En raison du manque d'information sur certains diplômés quant à leur région administrative d'origine au secondaire, le total pour l'ensemble du Québec ne correspond pas à la somme directe des totaux des régions administratives (MELS, 2009).

Culture et communications

Établissements cinématographiques

Le terme *établissement cinématographique* réfère à un cinéma ou à un ciné-parc.

Coup d'œil sur le Bas-Saint-Laurent

Superficie en terre ferme (2011) : 22 141 km²

Population (2011ᵖ) : 200 462 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 6,1 %

Densité de population (2011) : 9,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Rimouski 47 232 hab.
- Rivière-du-Loup 19 131 hab.
- Matane 14 494 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Foresterie et exploitation forestière
- Fabrication de produits en bois
- Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	201 208ʳ	200 587ʳ	200 449ʳ	200 067ʳ	200 462ᵖ
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 343	– 306	– 456	– 162	– 28
Accroissement naturel[1]	n	135	9	19ᵖ	19ᵖ	67ᵖ
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,724	1,729	1,728	1,779ʳ	1,833ᵖ
Taux d'activité	%	59,2	61,6	60,2	59,5	58,7
Taux d'emploi	%	53,9	56,2	54,6	53,5	54,1
Taux de chômage	%	9,0	8,7	9,2	10,0	8,0
PIB par habitant	$	28 293ʳ	28 678ʳ	29 036ʳ	30 376ᵖ	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 875ʳ	22 025ʳ	22 600ʳ	23 044ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 407,7	1 367,4	1 369,4	1 393,4	1 496,6
Taux de faible revenu des familles	%	7,7	7,3	6,9	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Bas-Saint-Laurent

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
La Matapédia	18 492	– 8,0	20 603	2,5	64,2	2,4
Matane	21 873	– 4,3	22 924	3,9	65,9	1,9
La Mitis	19 050	– 3,5	21 346	2,6	63,7	– 0,5
Rimouski-Neigette	55 364	6,8	25 165	– 0,1	73,2	0,7
Les Basques	9 034	– 9,6	21 472	2,8	66,1	0,9
Rivière-du-Loup	34 326	4,5	24 660	2,1	72,6	– 0,4
Témiscouata	21 056	– 7,4	20 306	3,7	66,3	1,4
Kamouraska	21 267	– 8,3	22 273	2,5	70,3	0,5

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur le Saguenay–Lac-Saint-Jean

Superficie en terre ferme (2011) : 95 782 km²

Population (2011ᵖ) : 273 461 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 4,9 %

Densité de population (2011) : 2,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Saguenay 143 953 hab.
- Alma 30 098 hab.
- Dolbeau-Mistassini 14 158 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Première transformation des métaux
- Fabrication du papier
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie
- Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	272 999ʳ	272 570ʳ	272 330ʳ	272 259ʳ	273 461ᵖ
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 955	– 448	– 659	– 396	3
Accroissement naturel[1]	n	575	648	527ᵖ	538ᵖ	562ᵖ
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,727	1,822	1,855	1,763ʳ	1,820ᵖ
Taux d'activité	%	62,2	60,2	59,9	58,3	58,5
Taux d'emploi	%	56,5	55,0	53,9	53,5	53,7
Taux de chômage	%	9,1	8,5	10,0	8,1	8,3
PIB par habitant	$	32 658ʳ	33 641ʳ	31 421ʳ	32 935ᵖ	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 381ʳ	23 220ʳ	23 960ʳ	24 801ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 093,8	1 896,2	1 749,7	2 048,2	2 775,6
Taux de faible revenu des familles	%	7,4	7,0	6,7	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Le Domaine-du-Roy	31 573	– 3,5	24 380	3,0	70,3	1,9
Maria-Chapdelaine	24 971	– 7,4	22 792	2,4	71,9	2,3
Lac-Saint-Jean-Est	51 885	1,6	24 566	3,6	73,2	1,5
Saguenay	143 953	– 0,7	25 554	3,6	72,1	0,8
Le Fjord-du-Saguenay	21 079	9,1	23 251	4,9	68,8	1,1

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur la Capitale-Nationale

Superficie en terre ferme (2011) : 18 592 km²

Population (2011ᵖ) : 701 204 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 10,9 %

Densité de population (2011) : 37,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Québec 517 141 hab.
- Saint-Augustin-de-Desmaures 18 447 hab.
- L'Ancienne-Lorette 16 765 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Administrations publiques
- Hébergement et services de restauration
- Fabrication de boissons et de produits du tabac

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	673 341 r	679 853 r	686 453 r	693 481 r	701 204 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	2 197	3 044	2 761	2 172	2 554
Accroissement naturel[1]	n	1 129	1 805	1 908 p	1 971 p	1 917 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,507	1,596	1,593	1,584 r	1,573 p
Taux d'activité	%	65,9	66,1	65,8	66,4	67,9
Taux d'emploi	%	62,7	63,1	62,3	63,1	63,9
Taux de chômage	%	5,0	4,6	5,3	5,1	5,8
PIB par habitant	$	39 223 r	40 299 r	41 423 r	42 800 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	25 211 r	26 329 r	27 083 r	27 639 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	5 816,1	6 205,8	7 181,5	7 085,3	6 868,8
Taux de faible revenu des familles	%	6,3	5,9	5,9	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Capitale-Nationale

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Charlevoix-Est	16 121	– 3,9	22 280	– 0,3	69,4	– 0,3
Charlevoix	13 163	– 0,8	24 092	6,6	71,0	0,8
L'Île-d'Orléans	6 993	3,5	30 987	1,1	72,2	2,0
La Côte-de-Beaupré	25 163	16,0	28 105	2,0	79,1	– 1,0
La Jacques-Cartier	35 616	32,9	31 968	1,4	82,3	– 1,8
Québec	554 705	8,4	27 854	1,9	75,4	0,9
Portneuf	49 443	11,1	24 125	3,7	74,3	1,5

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur la Mauricie

Superficie en terre ferme (2011) : 35 301 km²

Population (2011ᵖ) : 262 340 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 5,4 %

Densité de population (2011) : 7,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Trois-Rivières 130 346 hab.
- Shawinigan 50 084 hab.
- La Tuque 11 418 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication du papier
- Foresterie et exploitation forestière
- Services publics

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	260 685ʳ	261 137ʳ	261 200ʳ	261 726ʳ	262 340ᵖ
Solde migratoire interrégional[2]	n	786	195	121	353	353
Accroissement naturel[1]	n	– 240	– 68	– 16ᵖ	– 137ᵖ	– 164ᵖ
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,610	1,679	1,700	1,665ʳ	1,689ᵖ
Taux d'activité	%	59,2	58,4	57,2	57,5	58,5
Taux d'emploi	%	53,8	53,5	51,7	52,3	53,9
Taux de chômage	%	9,3	8,5	9,6	9,1	7,8
PIB par habitant	$	29 367ʳ	30 166ʳ	29 769ʳ	31 004ᵖ	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 819ʳ	22 725ʳ	23 227ʳ	23 875ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 862,6	1 868,3	1 729,7	1 826,8	1 745,3
Taux de faible revenu des familles	%	10,0	9,7	9,6	..	..

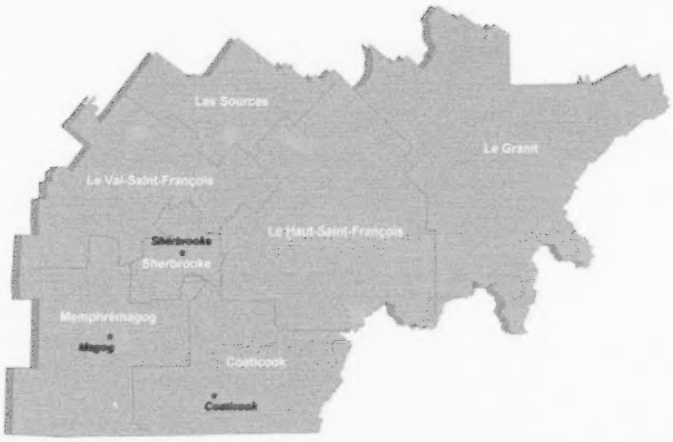
1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Mauricie

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Mékinac	12 349	– 5,3	21 784	1,2	66,6	1,1
Shawinigan	50 084	– 7,7	22 557	3,4	63,7	0,2
Trois-Rivières	130 346	4,9	24 853	2,1	70,0	0,3
Les Chenaux	17 667	7,0	24 069	4,0	72,2	0,7
Maskinongé	36 549	4,1	22 937	3,6	68,2	1,0
La Tuque	15 345	– 2,4	23 625	5,0	67,0	2,5

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur l'Estrie



Superficie en terre ferme (2011) : 10 183 km²

Population (2011ᵖ) : 312 150 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 3,2 %

Densité de population (2011) : 30,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Sherbrooke 158 056 hab.
- Magog 25 411 hab.
- Coaticook 9 012 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Fabrication de produits en bois
- Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	302 601 r	304 815 r	307 096 r	309 664 r	312 150 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	234	70	40	386	234
Accroissement naturel[1]	n	925	1 021	1 071 p	954 p	927 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,698	1,740	1,725	1,743 r	1,667 p
Taux d'activité	%	64,5	63,1	65,4	61,9	64,0
Taux d'emploi	%	59,9	59,4	60,6	56,9	59,7
Taux de chômage	%	7,0	5,9	7,5	8,1	6,7
PIB par habitant	$	29 667 r	30 004 r	29 865 r	30 943 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 404 r	23 221 r	23 298 r	23 951 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 817,0	1 956,8	1 871,5	2 238,3	2 272,5
Taux de faible revenu des familles	%	9,1	9,0	9,1	..	..

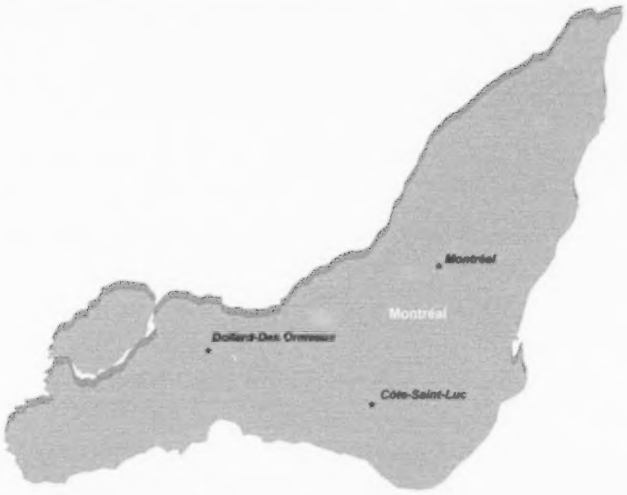
1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de l'Estrie

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Le Granit	22 452	– 0,3	21 889	3,8	69,0	0,5
Les Sources	14 489	0,0	20 602	– 0,2	64,9	1,0
Le Haut-Saint-François	21 820	1,0	20 548	3,1	68,7	0,8
Le Val-Saint-François	29 182	– 0,3	24 190	0,0	73,2	1,0
Sherbrooke	158 056	11,8	24 123	2,8	71,0	0,9
Coaticook	18 536	– 0,5	21 547	5,1	68,0	– 0,9
Memphrémagog	47 615	8,9	27 770	3,7	73,0	2,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur Montréal



Superficie en terre ferme (2011) : 499 km²

Population (2011ᵖ) : 1 958 257 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 15,3 %

Densité de population (2011) : 3 924,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Montréal 1 713 925 hab.
- Dollard-des-Ormeaux 50 519 hab.
- Côte-Saint-Luc 33 366 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de vêtements
- Fabrication de boissons et de produits du tabac
- Arts, spectacles et loisirs
- Industrie de l'information et industrie culturelle

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	1 882 143 r	1 896 297 r	1 921 937 r	1 946 936 r	1 958 257 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 23 848	– 21 477	– 19 463	– 23 640	– 22 207
Accroissement naturel[1]	n	7 795	8 004	8 240 p	8 347 p	8 476 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,560	1,543	1,537	1,508 r	1,476 p
Taux d'activité	%	65,1	65,8	64,8	65,3	64,1
Taux d'emploi	%	59,5	60,1	57,6	58,9	57,9
Taux de chômage	%	8,6	8,7	11,1	9,7	9,7
PIB par habitant	$	51 260 r	52 012 r	51 483 r	53 248 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	26 447 r	27 189 r	26 829 r	27 646 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	11 228,3	11 896,7	11 811,8	11 477,3	14 640,5
Taux de faible revenu des familles	%	16,8	16,7	17,0	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur l'Outaouais

Superficie en terre ferme (2011) : 30 559 km²

Population (2011ᵖ) : 368 181 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 5,7 %

Densité de population (2011) : 12,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Gatineau 262 023 hab.
- Val-des-Monts 11 102 hab.
- Cantley 10 260 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Administrations publiques
- Foresterie et exploitation forestière
- Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	348 604ʳ	352 996ʳ	357 992ʳ	362 919ʳ	368 181ᵖ
Solde migratoire interrégional[2]	n	510	1 363	1 437	1 312	1 017
Accroissement naturel[1]	n	1 814	1 938	2 129ᵖ	1 805ᵖ	1 687ᵖ
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,778	1,823	1,887	1,772ʳ	1,761ᵖ
Taux d'activité	%	69,1	71,6	68,9	68,7	68,8
Taux d'emploi	%	64,7	67,7	64,5	63,9	63,7
Taux de chômage	%	6,4	5,4	6,4	6,9	7,4
PIB par habitant	$	27 559ʳ	28 304ʳ	28 914ʳ	29 742ᵖ	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 907ʳ	24 898ʳ	25 784ʳ	26 578ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 591,6	2 805,2	2 445,8	2 999,9	2 771,3
Taux de faible revenu des familles	%	9,4	9,0	8,9	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Outaouais

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Papineau	21 824	– 1,3	21 101	2,0	61,1	– 1,2
Gatineau	262 023	13,7	27 199	2,5	76,7	1,3
Les Collines-de-l'Outaouais	49 478	30,3	30 071	5,3	78,7	1,8
La Vallée-de-la-Gatineau	20 511	– 4,0	21 894	5,4	62,4	1,5
Pontiac	14 345	– 5,7	19 483	5,0	59,4	2,3

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur l'Abitibi-Témiscamingue

Superficie en terre ferme (2011) : 56 879 km²

Population (2011ᵖ) : 146 419 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 6,4 %

Densité de population (2011) : 2,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Rouyn-Noranda 41 085 hab.
- Val-d'Or 31 988 hab.
- Amos 12 489 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Extraction minière et activités de soutien
- Foresterie et exploitation forestière
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	144 879 r	145 086 r	145 207 r	145 518 r	146 419 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 166	– 390	– 392	– 407	53
Accroissement naturel[1]	n	525	573	625 p	564 p	537 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,893	2,048	2,146	2,033 r	2,060 p
Taux d'activité	%	63,8	64,0	62,4	63,6	65,8
Taux d'emploi	%	57,8	59,1	56,5	58,2	60,8
Taux de chômage	%	9,2	7,5	9,5	8,5	7,5
PIB par habitant	$	35 505 r	35 765 r	38 499 r	40 932 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 716 r	25 037 r	25 501 r	27 048 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 150,8	1 354,3	1 820,1	2 384,9	1 911,2
Taux de faible revenu des familles	%	8,6	8,1	8,0	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de l'Abitibi-Témiscamingue

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Témiscamingue	16 381	– 8,4	24 911	7,5	68,5	0,8
Rouyn-Noranda	41 085	4,1	28 359	5,8	76,2	2,2
Abitibi-Ouest	20 759	– 1,3	23 640	5,4	69,3	2,1
Abitibi	24 942	4,1	26 827	6,0	74,8	2,8
La Vallée-de-l'Or	43 252	4,9	28 406	6,1	75,4	3,4

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur la Côte-Nord

Superficie en terre ferme (2011) : 262 601 km²

Population (2011ᵖ) : 95 802 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 6,7 %

Densité de population (2011) : 0,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Sept-Îles 26 450 hab.
- Baie-Comeau 21 942 hab.
- Port-Cartier 6 877 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Extraction minière et activités de soutien
- Pêche, chasse et piégeage
- Première transformation des métaux

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	95 896 r	95 258 r	95 185 r	95 160 r	95 802 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 689	– 918	– 452	– 313	37
Accroissement naturel[1]	n	463	459	395 p	445 p	410 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,921	2,018	1,986	2,046 r	2,066 p
Taux d'activité[3]	%	60,1	61,4	59,2	63,8	62,3
Taux d'emploi[3]	%	54,8	54,5	53,5	59,4	57,4
Taux de chômage[3]	%	8,7	11,2	9,8	6,9	7,8
PIB par habitant	$	50 273 r	50 727 r	52 361 r	54 832 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	24 881 r	26 300 r	26 902 r	28 783 p	..
Dépenses en immobilisation[4]	M$	819,2	1 346,5	1 813,3	2 258,1	2 528,5
Taux de faible revenu des familles	%	10,1	10,0	9,7	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
4. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de la Côte-Nord

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
La Haute-Côte-Nord	11 626	– 12,1	22 995	5,1	68,5	1,6
Manicouagan	32 237	– 6,1	28 150	5,9	74,1	1,1
Sept-Rivières	36 012	5,6	30 320	8,3	77,5	4,1
Caniapiscau	4 215	10,9	41 490	8,6	80,4	4,1
Minganie	6 425	0,6	31 145	7,1	73,5	1,2
Le Golfe-du-Saint-Laurent	5 287	– 9,8	22 513	5,4	62,1	2,1

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur le Nord-du-Québec

1. Nouveau toponyme officiel à venir

Superficie en terre ferme (2011) : 718 229 km²

Population (2011[p]) : 42 330 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 10,7 %

Densité de population (2011) : 0,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2011[p]) :

- Chibougamau 7 417 hab.
- Chisasibi 4 466 hab.
- Mistissini 3 194 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Services publics
- Extraction minière et activités de soutien
- Foresterie et exploitation forestière
- Pêche, chasse et piégeage

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	40 726 r	41 024 r	41 463 r	41 907 r	42 330 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 253	– 298	– 384	– 173	– 154
Accroissement naturel[1]	n	720	693	710 p	656 p	644 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	2,947	2,831	2,883	2,815 r	2,805 p
Taux d'activité[3]	%	60,1	61,4	59,2	63,8	62,3
Taux d'emploi[3]	%	54,8	54,5	53,5	59,4	57,4
Taux de chômage[3]	%	8,7	11,2	9,8	6,9	7,8
PIB par habitant	$	64 975 r	65 998 r	62 805 r	65 273 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	26 769 r	57 261 r	30 166 r	32 027 p	..
Dépenses en immobilisation[4]	M$	2 890,0	2 661,9	2 231,3	2 508,6	2 464,1
Taux de faible revenu des familles	%	17,5	14,9	16,0	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
4. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des TE du Nord-du-Québec

	Population au 1er juillet 2011p		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011p pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Jamésie	14 572	– 5,6	28 178	1,9	74,5	0,2
Kativik	11 890	16,4	33 589	5,9	78,9	1,6
Eeyou Istchee[2]	15 868	20,3	34 464	9,8	70,6	4,9

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Superficie en terre ferme (2011) : 20 317 km²

Population (2011ᵖ) : 93 130 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 2,6 %

Densité de population (2011) : 4,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Gaspé 14 917 hab.
- Les Îles-de-la-Madeleine 12 455 hab.
- Chandler 7 595 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Pêche, chasse et piégeage
- Foresterie et exploitation forestière
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	94 569 r	93 903 r	93 474 r	93 119 r	93 130 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 202	– 210	– 61	146	99
Accroissement naturel[2]	n	– 233	– 213	– 187 p	– 254 p	– 243 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,579	1,694	1,703	1,738 r	1,846 p
Taux d'activité	%	52,5	54,6	51,6	54,3	55,2
Taux d'emploi	%	43,4	45,2	43,7	46,3	48,3
Taux de chômage	%	17,3	17,2	15,7	14,8	12,4
PIB par habitant	$	21 847 r	23 255 r	23 815 r	24 958 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 457 r	21 498 r	22 268 r	22 959 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	409,2	722,4	618,2	933,9	748,3
Taux de faible revenu des familles	%	10,4	10,0	9,7	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Les Îles-de-la-Madeleine	12 942	– 3,4	24 762	1,6	64,4	2,7
Le Rocher-Percé	17 819	– 7,1	21 323	2,7	53,2	2,0
La Côte-de-Gaspé	17 819	– 1,4	24 092	2,5	67,9	0,6
La Haute-Gaspésie	11 870	– 8,0	19 806	3,9	54,7	2,7
Bonaventure	17 643	– 3,8	22 845	3,3	63,5	0,9
Avignon	15 037	– 2,8	24 677	4,9	62,1	2,0

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur Chaudière-Appalaches

Superficie en terre ferme (2011) : 15 045 km²

Population (2011ᵖ) : 406 401 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 2,9 %

Densité de population (2011) : 27,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Lévis 137 606 hab.
- Saint-Georges 31 101 hab.
- Thetford Mines 25 256 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits du pétrole et du charbon
- Fabrication de produits en bois
- Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de Chaudière-Appalaches

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	398 774 r	399 634 r	401 291 r	403 276 r	406 401 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	495	28	463	754	525
Accroissement naturel[1]	n	1 598	1 806	1 725 p	1 744 p	1 633 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,844	1,980	1,961	1,966 r	2,003 p
Taux d'activité	%	67,1	66,1	66,8	68,5	69,3
Taux d'emploi	%	63,1	62,8	62,8	64,9	65,9
Taux de chômage	%	6,0	5,0	5,9	5,2	4,8
PIB par habitant	$	31 984 r	33 638 r	32 773 r	33 857 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 181 r	24 222 r	24 774 r	25 374 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 493,5	2 734,8	2 523,1	2 811,5	3 281,6
Taux de faible revenu des familles	%	5,7	5,5	5,4	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de Chaudière-Appalaches

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
L'Islet	18 505	– 4,8	21 659	4,2	71,5	1,4
Montmagny	22 849	– 3,8	22 308	2,8	70,6	1,7
Bellechasse	34 429	4,4	24 803	3,6	77,9	0,5
Lévis	137 606	9,1	28 601	1,1	81,6	0,2
La Nouvelle-Beauce	33 748	12,2	26 365	1,5	82,7	0,2
Robert-Cliche	18 822	– 1,0	23 300	2,1	76,6	1,0
Les Etchemins	17 051	– 7,1	20 351	3,2	68,3	1,7
Beauce-Sartigan	51 200	4,4	24 693	3,9	74,9	1,0
Les Appalaches	42 904	– 2,8	22 020	2,4	68,8	0,9
Lotbinière	29 287	11,6	24 986	5,1	77,3	0,4

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur Laval

Superficie en terre ferme (2011) : 245 km²

Population (2011ᵖ) : 403 744 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 0,6 %

Densité de population (2011) : 1 645,0 hab./km²

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits chimiques
- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Commerce de gros

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	378 351 r	384 444 r	391 060 r	397 628 r	403 744 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	2 045	2 601	2 882	3 099	1 844
Accroissement naturel[1]	n	1 674	1 920	1 994 p	1 824 p	1 808 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,718	1,774	1,776	1,724 r	1,669 p
Taux d'activité	%	69,1	69,5	67,1	67,2	66,2
Taux d'emploi	%	65,6	64,9	62,1	61,8	61,5
Taux de chômage	%	5,2	6,6	7,6	8,0	7,1
PIB par habitant	$	29 970 r	30 796 r	30 244 r	31 050 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	25 271 r	26 388 r	26 155 r	26 819 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	3 184,6	3 465,3	2 653,0	2 896,3	2 781,8
Taux de faible revenu des familles	%	8,0	8,1	8,4	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur Lanaudière

Superficie en terre ferme (2011) : 12 278 km²

Population (2011ᵖ) : 469 916 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 9,5 %

Densité de population (2011) : 38,3 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Terrebonne 106 549 hab.
- Repentigny 81 695 hab.
- Mascouche 41 046 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Fabrication de produits métalliques
- Fabrication de produits minéraux non métalliques

Statistiques de la région de Lanaudière

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	442 498 r	450 030 r	456 694 r	462 819 r	469 916 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	7 040	5 441	4 390	4 324	3 933
Accroissement naturel[1]	n	2 136	2 389	2 623 p	2 294 p	2 133 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,848	1,991	2,029	1,947 r	1,971 p
Taux d'activité	%	66,8	65,4	67,9	66,9	68,4
Taux d'emploi	%	62,1	60,7	62,4	62,0	63,1
Taux de chômage	%	7,1	7,2	8,2	7,3	7,7
PIB par habitant	$	21 927 r	22 387 r	22 324 r	23 019 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 400 r	24 274 r	24 660 r	25 371 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 840,1	3 090,6	2 760,2	2 953,7	3 426,6
Taux de faible revenu des familles	%	8,1	8,0	8,1	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de Lanaudière

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
D'Autray	41 989	6,5	22 867	4,1	70,5	0,6
L'Assomption	119 074	14,4	27 582	2,8	81,6	1,0
Joliette	62 717	12,9	25 376	2,2	72,3	0,4
Matawinie	51 623	6,6	20 905	2,5	61,2	0,3
Montcalm	46 918	17,0	21 899	3,1	72,9	1,0
Les Moulins	147 595	24,6	27 007	3,0	83,5	1,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur les Laurentides

Superficie en terre ferme (2011) : 20 576 km²

Population (2011ᵖ) : 555 614 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 7,4 %

Densité de population (2011) : 27,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Saint-Jérôme 68 503 hab.
- Blainville 53 355 hab.
- Saint-Eustache 43 693 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de matériel de transport
- Fabrication de produits minéraux non métalliques
- Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	526 175ʳ	533 933ʳ	540 603ʳ	548 062ʳ	555 614ᵖ
Solde migratoire interrégional[2]	n	6 295	4 205	4 335	5 162	4 482
Accroissement naturel[1]	n	2 302	2 402	2 437ᵖ	2 207ᵖ	1 996ᵖ
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,827	1,915	1,903	1,878ʳ	1,815ᵖ
Taux d'activité	%	68,5	66,8	66,8	67,6	67,6
Taux d'emploi	%	63,7	61,9	61,6	62,3	62,1
Taux de chômage	%	7,0	7,2	7,8	7,8	8,1
PIB par habitant	$	27 914ʳ	28 437ʳ	28 236ʳ	28 959ᵖ	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	24 883ʳ	25 705ʳ	26 028ʳ	26 843ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	4 407,5	4 499,3	4 110,5	4 471,4	4 188,8
Taux de faible revenu des familles	%	8,1	7,9	7,9	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE des Laurentides

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Deux-Montagnes	95 715	12,7	26 213	2,8	81,0	0,6
Thérèse-De Blainville	153 036	11,1	30 996	3,1	80,7	0,4
Mirabel	40 971	29,7	26 324	3,5	86,1	2,4
La Rivière-du-Nord	115 098	22,7	24 235	2,1	74,6	0,3
Argenteuil	30 806	4,2	22 546	4,1	67,3	0,6
Les Pays-d'en-Haut	39 578	14,8	32 157	5,8	70,8	1,2
Les Laurentides	44 805	7,3	24 141	3,4	73,1	1,6
Antoine-Labelle	35 605	– 0,2	20 825	2,0	61,3	0,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur la Montérégie

Superficie en terre ferme (2011) : 11 103 km²

Population (2011ᵖ) : 1 456 743 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 3,8 %

Densité de population (2011) : 131,2 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Longueuil 236 772 hab.
- Saint-Jean-sur-Richelieu 92 431 hab.
- Brossard 80 243 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de matériel de transport
- Première transformation des métaux
- Cultures agricoles et élevage
- Fabrication de produits chimiques

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	1 396 704 r	1 410 693 r	1 424 530 r	1 439 799 r	1 456 743 p
Solde migratoire interrégional[2]	n	6 497	6 116	4 861	6 502	6 260
Accroissement naturel[1]	n	5 718	6 629	6 725 p	6 233 p	6 139 p
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,794	1,853	1,852	1,839 r	1,814 p
Taux d'activité	%	67,1	67,4	67,5	67,5	66,0
Taux d'emploi	%	63,0	62,9	62,4	62,3	61,3
Taux de chômage	%	6,1	6,6	7,6	7,7	7,0
PIB par habitant	$	30 411 r	30 759 r	30 472 r	31 448 p	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	25 664 r	26 464 r	26 798 r	27 705 p	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	10 708,7	10 788,3	10 520,3	10 888,0	11 274,1
Taux de faible revenu des familles	%	8,0	7,8	8,0	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Montérégie

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
Brome-Missisquoi	55 185	7,8	26 467	4,2	72,8	0,8
La Haute-Yamaska	84 664	10,9	25 166	3,9	76,8	1,8
Acton	15 342	– 0,9	22 564	5,9	72,3	1,8
Pierre-De Saurel	49 969	– 0,7	24 306	0,7	67,9	1,1
Les Maskoutains	83 371	4,9	25 712	3,6	77,0	0,0
Rouville	34 205	15,2	26 787	3,9	82,6	2,9
Le Haut-Richelieu	114 218	7,6	25 909	3,9	76,6	0,4
La Vallée-du-Richelieu	115 734	13,9	31 400	4,2	84,3	1,0
Longueuil	406 571	8,9	29 196	2,9	75,4	0,8
Marguerite-D'Youville	72 900	6,3	30 565	3,1	85,4	1,1
Roussillon	173 738	15,0	27 208	3,5	81,7	0,9
Les Jardins-de-Napierville	26 122	13,6	25 792	4,1	78,3	0,5
Le Haut-Saint-Laurent	24 634	– 3,2	21 802	4,4	66,5	2,5
Beauharnois-Salaberry	62 382	3,9	23 519	2,6	70,5	0,4
Vaudreuil-Soulanges	137 708	24,0	29 499	3,4	82,8	1,3

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Coup d'œil sur le Centre-du-Québec

Superficie en terre ferme (2011) : 6 906 km²

Population (2011ᵖ) : 233 509 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2012) : 2,2 %

Densité de population (2011) : 33,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2011ᵖ) :

- Drummondville 71 774 hab.
- Victoriaville 42 874 hab.
- Bécancour 11 958 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Cultures agricoles et élevage
- Première transformation des métaux
- Fabrication de machines

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population au 1er juillet[1]	n	227 270ʳ	228 475ʳ	229 927ʳ	231 339ʳ	233 509ᵖ
Solde migratoire interrégional[2]	n	359	984	577	881	996
Accroissement naturel[1]	n	669	701	767ᵖ	689ᵖ	670ᵖ
Indice synthétique de fécondité[1]	enfant par femme	1,815	1,965	1,952	1,903ʳ	1,958ᵖ
Taux d'activité	%	67,4	67,1	66,2	61,4	61,4
Taux d'emploi	%	62,7	61,8	61,5	57,5	57,0
Taux de chômage	%	6,8	7,8	7,1	6,5	7,2
PIB par habitant	$	33 276ʳ	33 647ʳ	33 974ʳ	35 253ᵖ	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 985ʳ	23 006ʳ	23 184ʳ	23 948ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 334,6	1 458,5	1 648,4	1 921,7	1 823,5
Taux de faible revenu des familles	%	8,5	8,4	8,6	..	..

1. Voir l'encadré de la page 34.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2011 s'étend du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011).
3. 2007-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1er juillet 2011ᵖ		Revenu disponible par habitant 2010		Taux de travailleurs 2010	
	n	TAAM[1] 2006-2011ᵖ pour 1000	$	Variation 2010/2009	%	Écart 2010-2009
L'Érable	22 961	– 2,5	22 677	3,8	73,6	0,6
Bécancour	19 461	5,8	24 707	2,4	72,3	– 0,1
Arthabaska	69 547	8,1	24 842	5,1	74,7	1,7
Drummond	98 815	10,2	23 613	1,8	72,9	0,9
Nicolet-Yamaska	22 725	– 3,4	23 298	4,4	70,6	0,6

1. Taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 136.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE) qui les comprennent.

L'édition 2012 contient :

- un dossier thématique, dont la matière varie avec les années suivant les sujets d'intérêt général. Pour cette quatrième édition, M. Frédéric Laurin, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, élabore une nouvelle géographie économique pour les régions québécoises, basée sur leur potentiel de marché, et étudie son influence sur le développement économique local, tout en essayant de comprendre plusieurs phénomènes économiques importants;
- onze thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, marché du travail, comptes économiques, conditions de vie et bien-être, investissements et permis de bâtir, mines, industrie bioalimentaire, utilisation des technologies de l'information, santé, éducation ainsi que la culture et les communications;
- une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC et TE dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu personnel et le taux de travailleurs;
- un portrait statistique de chaque région administrative disponible en un coup d'œil.

Avec la quatrième édition de cette publication, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Institut de la statistique Québec